

BENJAMIN DELESSERT

Son Œuvre Législative et Sociale

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 22 Mai 1939, à 14 heures

PAR

Etienne JOIN-LAMBERT

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. Joseph BARTHÉLEMY, *Professeur*

ASSESEURS { M. LESCURE, *Professeur*
 { M. SIBERT, *Professeur*

PARIS
LIBRAIRIE SOCIALE ET ECONOMIQUE
RUE SOUFFLOT, PARIS (V°)
1939

BENJAMIN DELESSERT

Son Œuvre Législative et Sociale



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547904_0018

BENJAMIN DELESSERT

Son Œuvre Législative et Sociale

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 22 Mai 1939, à 14 heures

PAR

Etienne JOIN-LAMBERT

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M Joseph BARTHÉLEMY, *Professeur*

ASSESEURS { M. LESCURE, *Professeur*
 { M. SIBERT, *Professeur*

PARIS
LIBRAIRIE SOCIALE ET ECONOMIQUE
RUE SOUFFLOT, PARIS (V°)

1939

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

On a remarqué que « tout système politique, économique ou « social, qui ne se donne pas pour objet d'adoucir la peine des « hommes, ne mérite ni sacrifices, ni efforts, ni sympathie, ni « adhésion ». C'est qu'il lui manque un élément essentiel, aussi indispensable que le levain à la pâte du pain. On peut cependant concevoir un pareil système. Il a existé sous des noms divers ; au cours de notre histoire, des gouvernements se sont proposé, en effet, des objectifs ainsi délimités ; ils ont voulu se borner à résoudre certaines difficultés strictement politiques ou économiques. Souvent, leur œuvre n'a même pas atteint le but recherché ; elle a, en tous cas, été toujours sans lendemain. C'est qu'il manquait la flamme, le souffle qui animent, qui donnent une vie durable, cette vie qui se transmet aux générations suivantes et qui, seule, peut insuffler la force nécessaire à l'accomplissement d'une tâche de quelque importance.

Mais, admettons qu'un gouvernement puisse restreindre son activité à résoudre au jour le jour les difficultés quotidiennes, qu'il puisse limiter son ambition à vivre dans et pour le présent ; reconnaissons encore qu'on ne travaille pas toujours pour l'avenir, et que le présent a parfois des exigences que n'aura pas le lendemain ; il faut constater qu'un tel gouvernement prétendant remplir sa fonction sans faire appel au désintéressement, au cœur, à l'altruisme, à ce qu'il y a un siècle on nommait « philanthropie », se priverait de mobiles étrangement puissants. On peut parfois les dédaigner ; on doit, néanmoins y recourir souvent. C'est un levier d'une puissance incalculable, pouvant aussi bien permettre une révolution que hâter

une évolution économique ou sociale, ou contrecarrer l'effet des lois qui la commandent. Karl Marx a méconnu l'importance de cet élément effectif. Mais, pareil reproche n'a-t-il pas été porté également contre un régime qu'on oppose souvent au matérialisme historique, le libéralisme ?

« La pire (1) des calomnies contre le libéralisme, c'est qu'il « serait la transposition dans le domaine économique de l'égoïsme moral. C'est exclusivement le bonheur des masses que « poursuivaient les Manchestériens, mais par les moyens qui, « dans le monde où ils vivaient, dans les circonstances où ils se « trouvaient, au stade du progrès où il étaient arrivés, leur « semblaient les meilleurs ». « D'ailleurs, l'essence de ce libéralisme : l'ordre, la loi, le contrat, l'initiative, l'énergie, « l'économie publique, reste profondément vraie ». Pourtant n'assiste-t-on pas à de nouvelles attaques contre le libéralisme ? Ne soutient-on pas que dépassé par l'évolution générale, correspondant à un milieu social et économique très différent du nôtre, il ne pourrait maintenant amener que de profondes perturbations ? De cette constatation, on tire logiquement la justification des interventions dans tous les domaines.

Il n'y a pas lieu d'être étonné de ces attaques contre le libéralisme (2) ; le souvenir est peu indulgent pour ce dont on vient de se défaire. Combien de personnes peuvent regarder sans sourire les gros meubles capitonnés et frangés de pompons, pourtant confortables, d'il y a cent ans ? Les œuvres les plus notoires subissent, après la mort de leur auteur, une éclipse plus ou moins longue, qui conduira à l'oubli total ou au contraire sera suivie du succès définitif. En outre, un système économique répondant à un certain nombre de besoins, peut ne plus convenir quelques années plus tard, car, sinon la nature, du moins la hiérarchie des besoins est essentiellement variable.

Mais la critique se fait plus âpre et va plus loin. On ne reproche pas seulement au libéralisme d'être devenu vétuste. On

(1) Joseph Barthelemy, *Le Temps* du 5 octobre 1937.

(2) On entend ici « libéralisme » dans le sens où le prenaient les hommes au début du XIX^e siècle, qui désignaient par ce mot un régime favorable à la liberté économique mais également civile et politique.

semble sousestimer ses méfaits et s'attaquer à ses principes mêmes. On s'attache à souligner ses points faibles, ses inconvénients. Mais quel système, quelle théorie n'a pas les siens ? Il semble qu'on ait été injuste en refusant de reconnaître ce qu'il y a eu de profondément généreux chez un grand nombre des adeptes.

Il apparaît que le jugement porté communément repose sur une véritable méconnaissance du libéralisme. La confusion est vite faite dans les esprits entre l'individualisme qu'il comporte et l'égoïsme. On les distingue quelquefois. Mais presque toujours, le premier pâtit du rapprochement inconscient des deux idées. A la vérité, elles n'ont rien de commun. L'individualisme, loin de supposer une société composée d'hommes travaillant chacun pour soi, ou entre lesquels les intérêts apporteraient de l'hostilité, a pour base, au contraire, les sentiments les plus nobles et les plus généreux de l'homme. Un de ces défenseurs a pu écrire : « C'est dans la règle de Jésus de Nazareth, que nous trouvons le véritable esprit de l'utilitarisme : « Faites aux autres ce que vous voudriez qu'il vous fût fait. « Aime ton prochain comme toi-même. Comme toi-même : il « faut donc commencer par soi-même pour aimer autrui » (1). L'individualisme que suppose le libéralisme n'est pas un moindre mal, un égoïsme nécessaire. C'est un fait économique, naturel, indifférent, amoral, tenant son existence du désir constant de l'homme de tirer le maximum de jouissance du minimum d'effort. Les inspireurs du libéralisme sont nombreux, leur manière de penser est rarement identique ; aussi est-il difficile de décrire avec une certaine précision les idées de ses théoriciens et de ses adeptes, qui vécurent à la fin du XVIII^e et du début du XIX^e siècle. Mais quelles que soient les divergences de détail, il ne se dégage pas moins des écrits des auteurs de cette époque cette opinion commune que la Liberté est une nécessité, et que, grâce à elle, on doit pouvoir obtenir l'âge d'or, ou à tout le moins le maximum des avantages que nous offre la nature.

(1) Stuart-Mill : *l'Utilitarisme*, p. 31, trad. française.

Quoiqu'il en soit, convaincu de posséder le secret du bonheur, on ne tarde pas à tenter avec un zèle dangereux de néo-phyte la réalisation des réformes longuement et ardemment discutées. Conformes d'une manière générale aux idées des penseurs de l'époque, elles paraîtront parfaitement réalisables lorsqu'on aura vu les Etats d'Amérique secouer le joug de l'Angleterre et créer, dans la liberté, des institutions fondées sur la raison et la science. Il y a lieu de remarquer en passant que de tout temps les Français ont admiré ce qui se faisait, se disait ou se pensait au loin, sans apercevoir que la plupart des étrangers, de leurs côté, admirent la France.

Montesquieu a montré tous les avantages d'une monarchie constitutionnelle, dont il a vu le modèle en Angleterre et dont « la puissance législative, distincte de la puissance exécutrice assure la liberté (1), puisqu'on ne peut craindre que le même « monarque ou le même sénat ne fasse des lois tyranniques « pour les exécuter tyranniquement ; le pouvoir sur la vie et la « liberté du citoyen n'y est pas arbitraire », le pouvoir de juger étant différent de « celui de faire des lois et de celui d'exécuter « les résolutions publiques ». Voltaire aussi admire l'Angleterre ; n'y a-t-il pas trouvé un asile ? N'y a-t-il pas vécu librement ? La gloire de Voltaire n'est pas sans avoir donné beaucoup de force à cette impression que chacun finissait pas ressentir en soi. Il faut implanter ici les libertés d'outre Manche.

C'est ainsi qu'en 1789, tout le monde se trouve d'accord pour tenter de rompre avec les vieilles traditions d'économie dirigée et admettre dans la société le plus possible de liberté. La nation désire s'émanciper et s'affranchir de toutes les prescriptions que le pouvoir royal a paternellement édictées au cours des siècles : Nobles, d'esprits cultivé, familiers de ces salons, où, par goût, ils ont plus ou moins coudoyé les « philosophes » du xviii^e, bourgeois enrichis habitant ces beaux hôtels qui restent actuellement dans les grandes villes de province pour témoigner de leur aisance, négociants de Paris, de Nantes, de Bordeaux, de Marseille, qui se sont élevés malgré les guerres par

(1) Montesquieu : *Esprit des Loïs*, L. XI, ch. VI.

leur esprit d'épargne, leur bon sens, leur travail et ont rempli leur coffre pendant que l'Etat se ruinait (1), aventuriers partis en Amérique par goût du risque, par désir de redorer leur blason ou de se refaire une nouvelle vie, par besoin aussi de dépenser la force vitale dont toutes ces familles nombreuses débordent, cadets besogneux, Don Quichotte revenus à la suite de Lafayette, grisés des mots d'indépendance et de liberté, qu'ils ont entendus là-bas, tous veulent que ces mots enivrants correspondent à des réalités en ce vieux pays de culture latine et de tradition monarchique. Leurs idées sur la question ne sont peut-être pas très claires, leur désir pas très net. Mais, dès que l'on parle de changer quelque chose, tout le monde, à la suite des robins, partira en guerre contre les traditions du passé. C'est pourtant l'époque où il suffit d'avoir un peu d'argent pour trouver qu'il fait bon vivre. Mais justement cette facilité de vie, le raffinement même de la civilisation prépare les esprits au sentimentalisme auquel ne résistent que ceux qui, justement, vivent à l'écart du siècle, les paysans. Dans toutes les vieilles civilisations, il arrive un moment où la sensibilité, un peu amollie et troublée, l'emporte sur la volonté. Le succès incontestable de la comédie larmoyante est révélateur de cette curieuse disposition d'esprit. Les spectateurs, et peut-être encore plus les spectatrices, cherchent au théâtre de l'Abbé Prévost et de La Chaussée, les émotions qu'ils ne trouvent plus dans une vie trop bien ordonnée. On a soif de sentiments, de ce qu'on croit vrai et naturel : Les allées tortueuses du jardin anglais serpentent à la place des tapis verts tirés au cordeau. A Trianon, le Hameau dénote un goût de la bergerie autrement plus marqué, et d'un autre genre d'ailleurs, qu'au temps de l'Astrée. Diderot et Rousseau lancent la mode des « torrents de larmes », dont l'habitude se perpétuera longtemps (2). Un homme robuste se montre fier de ces accès de tendresse, dont on aurait rougi quelques années plus tôt (3). C'est

(1) P. Gaxotte : *L'Etat pauvre dans un pays riche*. Paris, in-8.

(2) Voir l'amusante énumération des cas de « manie lacrymatoire » dans *Paris sous Napoléon* (tome 3) de Lanzac de Laborie.

(3) Funck Brentano : *L'Ancien Régime*, Paris, 1928, in-16.

peut-être seulement une mode, mais alors une mode qui affecte le caractère même de tous les contemporains.

Il n'est pas étonnant de voir de grands seigneurs décorés du cordon bleu venir s'écraser aux représentations de Beaumarchais et y applaudir la suppression des privilèges. Tout le monde est émerveillé de cette liberté, qui semble être l'apanage exclusif des Anglais, et paraît plus merveilleuse encore que leurs jardins, leur philosophie, leur sociologie et leur politique. « Voltaire, Montesquieu, Sébastien Mercier en sont tout essouffés, comme un coureur qui se serait hâté vers le haut de la « côte, d'où il voit se lever le soleil ». Cette liberté ou ce désir si ardent de liberté crée une véritable passion ; c'est avec enthousiasme que la noblesse, dans la nuit du 4 août, renonce à ses privilèges.

Il faut constater d'ailleurs que l'évolution des idées économiques précède celle des idées politiques. C'est en grande partie les Physiocrates qui en sont responsables. Constatant que, pour presque tous les hommes, l'intérêt et le devoir se confondent, l'individu réalisant le bien commun en suivant son intérêt, ils cherchent effectivement à réaliser l'état de nature, permettant aux lois naturelles de jouer conformément à l'harmonie établie par le Créateur. L'homme dégagé de toute entrave, essaie en effet d'obtenir « la plus grande augmentation possible « de jouissance pour la plus grande diminution possible de dé« pense ». Or c'est justement la « perfection de la conduite économique ».

Il serait inexact, toutefois, de croire que l'avènement du libéralisme coïncide avec la disparition du pouvoir absolu. Colporté par les « philosophes » dès la fin du XVIII^e, il a alors pénétré dans la bourgeoisie des affaires et atteint les dirigeants de l'administration. Déjà, en 1763, on a établi la libre circulation des grains dans le royaume et leur libre exportation. Le 15 septembre 1774, Turgot, poussé au Ministère par l'opinion entière, a supprimé la corvée des grandes routes et celle des convois militaires, et aboli le régime des jurandes et des maîtrises (février 1776). Peu après, les protestants acquièrent tous les droits du citoyen français, et les israélites sont affranchis des péages (janvier 1784). La création du mont de piété (dé-

cembre 1777), ne prenant qu'un taux de 3 %, montre aussi que les réformes peuvent s'accomplir par les moyens légaux.

Avec l'Assemblée Constituante (1), commencent ces grandes mesures de principe, parfois plus graves par leurs conséquences lointaines que par leurs effets immédiats : Liberté des personnes et des terres (11 août 1789) ; liberté de la culture (5 juin 1791), définitivement instaurée par les décrets du 28 septembre et 6 octobre sur les biens et les usages ruraux ; abolition de la prohibition du prêt à intérêt (12 septembre 1789). Nombre de ces mesures n'innovent pas beaucoup, mais, concrétisent ce besoin de liberté, ce désir que l'on a de s'affranchir de toutes les vieilles mesures paternelles, qui ont protégé la nation pendant des siècles. On éprouve un certain soulagement de s'être affranchi de beaucoup de ces prescriptions féodales, qui ne correspondaient plus aux exigences de l'époque. Mais on ne s'en tient pas là : on ne prend plus le temps de choisir. C'est une véritable ruée vers la liberté. Les flots montent toujours et les apprentis sorciers n'y peuvent plus rien. Comme il faut rendre tout à l'ordre naturel, c'est une frénésie de destruction. Si on fait œuvre utile en supprimant des institutions, qui, ayant perdu leur raison d'être, étaient parfois purement vexatoires, on met la même ardeur à renverser ce qui, pendant plusieurs siècles, a été à la base de l'ordre social en France. Les décrets des 27 septembre et 16 octobre 1790 rapportent les règlements de fabrication, les marques obligatoires et les inspecteurs des manufactures. Ils ont suivi les décrets du 3 avril, 10 août 1790 et 28 juillet 1791, abolissant les privilèges ou les dégrèvements en faveur de certains commerçants ou de certaines compagnies. C'est toujours dévorés par un besoin grandissant de liberté que les hommes de la Révolution, par une étrange contradiction, arrivent à édicter certaines prohibitions très strictes, mais qui de par leur nature même dépassent les buts proposés. Aux

(1) En 1789 les demandes concernant les libertés sont fréquentes, mais pas en proportion du nombre même des « Cahiers ». Il n'en reste pas moins que ceux qui les voulaient ont su conquérir les esprits à leur idéal et l'ont fait sans peine. (Daniel Monnet : *Les origines intellectuelles de la Révolution française*, Paris, 1933, in-4).

scandales causés par l'agiotage à l'époque de Law, se sont ajoutés ceux des dernières années de l'Ancien Régime. Aussi, le décret du 27 août 1793 enlève-t-il toute liberté à la négociation des titres de société ; celui du 24 avril 1793 exige une autorisation pour fonder une société par actions. Ces mesures sont aisées à justifier. Mais quelle raison peut-on donner pour expliquer la suppression totale de ce mode d'association, qui est bientôt décrétée ? Sous prétexte de garantir la liberté, de protéger les individus, la loi Le Chapelier a aussi proscrit le droit d'association. Des ouvriers demandent l'autorisation de créer des associations de secours en cas de maladie ou de chômage. Le Chapelier les fait écarter comme suspectes et capables de faire renaître les corporations.

Cette frénésie de liberté, se manifestant par des restrictions, se retrouve également dans le domaine du commerce. Le 31 octobre 1790, on abolit les droits de traite. Le 8 décembre 1792 la libre circulation des grains est de nouveau établie. Mais les lois des 2 et 15 mars 1791 établissent pour le commerce extérieur un tarif douanier nettement supérieur à celui de 1764.

Longtemps on considérera comme formant un ensemble intangible les libertés et les prohibitions. Il faudra attendre 1864 pour voir proclamer le droit de grève, 1884 et 1901 pour le droit d'association et de réunion.

Au début du Consulat, si la révolution politique est entièrement terminée, la révolution économique et sociale n'apparaît pas encore nettement aux yeux de tous ; elle n'a pas encore porté tous ses fruits. Il faudra attendre le règne de Louis-Philippe pour voir se dessiner la réaction qui, lentement, tâchera de pallier aux défauts et d'améliorer les institutions, créées dans la précipitation.

Malgré les contradictions et les excès, on peut dire qu'en général les législateurs, animés des meilleures intentions, profondément convaincus des bienfaits de la liberté, ont essayé de l'introduire dans presque tous les domaines. Les résultats semblent bien donner raison sur plus d'un point à ceux qui prétendent que le libéralisme finit toujours par aboutir à l'égoïsme. Très vite, nombre des mesures prises pour instaurer la liberté doivent être rapportées, et le retard à modifier les

autres n'est pas toujours heureux. Le 30 Brumaire an IV, le Directoire rapporte l'interdiction des sociétés par actions. Il montre par là qu'on ne peut se passer d'une institution du jour où l'expérience en a montré l'utilité. L'avenir prouvera d'ailleurs que cette forme d'association est des plus utiles au développement de la richesse. Au début du Consulat, Bonaparte ordonne à Chaptal une enquête sur l'opportunité de rétablir les corporations. L'institution du livret ouvrier, la constante surveillance des travailleurs par la police (1), les tentatives de grève, qui se multiplient sous la Restauration (2), l'entassement des masses ouvrières autour des manufactures, le travail des enfants et des femmes pendant 13 à 14 heures par jour, quand ce n'est pas 16 ou 17, semblent les résultats les plus nets de cette politique du laisser-faire sans aucune réglementation. La nécessité de créer à nouveau des Conseils consultatifs et des Chambres de commerce, montre le vide créé par ces mesures hâtives qui avaient détruit sans reconstruire. L'état de misère dans lequel se trouvent les établissements d'assistance à la fin du Directoire, le fait que la France n'aura des institutions de prévoyance, des caisses d'épargne et des compagnies d'assurances que longtemps après d'autres pays d'Europe est significatif.

De plus, vers le milieu du siècle, la misère de la classe ouvrière est choquante à côté de l'aisance très accrue de la bourgeoisie et des porteurs de rente. Les classes censitaires sont seules représentées auprès du gouvernement, et, par suite, défendues. Le conseil, attribué à tort ou à raison à Guizot : « enrichissez-vous » concrétise la mentalité des classes possédantes de l'époque. Balzac (3) constate que le : « Chacun chez soi, chacun pour soi a gangrené les classes moyennes. Un prolétariat « déshabitué de sentiments, sans autre Dieu que l'Envie, sans « sans autre fanatisme que le désespoir de la Faim, sans foi ni « croyance, l'étranger, grandi sous la loi monarchique », nous

(1) G. et H. Bourgin : *Le régime de l'industrie en France de 1814 à 1848*. Paris, 1912, in-8.

(2) *Ibid.*

(3) Balzac : *Le curé de village*.

trouve « sans roi avec la Royauté, sans loi avec la Légalité, « sans propriétaires avec la Propriété, sans gouvernement avec « l'Election, sans force avec le libre arbitre, sans bonheur « avec l'Egalité ». Les cruelles caricatures de Daumier viennent illustrer de façon saisissante l'indifférence de certains et l'importance du « ventre du Corps législatif ».

Ces critiques ne sont certes pas sans fondement, et on ne s'explique que trop aisément la tendance naturelle à confondre l'individualisme avec cet égoïsme féroce, dont l'existence peut être constatée partout et toujours. Le libéralisme, en assurant une liberté plus complète, entraîne une responsabilité d'autant plus grande ; il suppose un développement plus complet de la personnalité. Aussi les résultats ont été tout à la fois meilleurs et pires que ceux d'un régime dirigé ; ils ont été fonction des individus et par suite, extrêmement divers.

Aussi, serait-il injuste de condamner de façon catégorique et générale le régime sous lequel la France reçoit le magnifique équipement industriel, dont elle profitera sous le Second Empire. N'est-ce pas ce régime, qui a formé les ingénieurs, les contremaîtres et les ouvriers, dont l'art nous étonne encore maintenant ? En même temps, le paysan, le bourgeois mettent chaque jour de côté le superflu de leur travail opiniâtre, rognent même un peu sur le nécessaire, accumulent un trésor immense, qui permettra les entreprises métropolitaines, coloniales et mondiales de toutes sortes, financera les guerres et paiera largement les alliances. L'Etat se trouve alors dans une aisance qu'on ne lui a pas souvent connue. Il a un crédit sans cesse croissant, et la rente monte toujours. Avant de taxer d'égoïsme les classes dirigeantes, de l'époque, il faut reconnaître qu'elles ont bien administré le patrimoine du pays.

Comment est-on parvenu à ces résultats ? Au lendemain de la Révolution, que de choses à réorganiser ! On a tant détruit. Des problèmes nouveaux se posent. Or, le régime, complexe il est vrai, mais stable, favorise grandement l'initiative personnelle. Les capitaux amassés, qui cherchent une destination, sont naturellement mis à la disposition de quelques hommes hardis qui se groupent pour mieux entreprendre. L'argent fructifie rapidement. Les bénéfices, remployés aussitôt contri-

buent à un plus grand développement encore. Les détenteurs de la fortune mobilière connaissent enfin la sécurité et prennent dans le pays une influence, qui ne leur est plus contestée.

Parmi ces fortes personnalités, librement développées hors des cadres étroits, la figure de Benjamin Delessert paraît spécialement curieuse et attirante. Au cours d'une existence bien remplie, ce banquier s'est adonné aux activités les plus diverses. Industriel, il découvre après des années de recherches, le sucre à bon marché, le sucre de betterave. Voulant faire bénéficier les petites gens de tous les avantages de la propriété mobilière, il fonde en France la première caisse d'épargne. Poussé par le tenace désir d'améliorer le sort de ceux qui sont moins bien partagés par la fortune, il s'efforce constamment de répandre l'instruction élémentaire. Esprit essentiellement réalisateur, il ne perd d'ailleurs pas de vue les questions plus matérielles, et prend à cœur l'organisation de l'assistance sous ses formes les plus diverses. Il est intéressant d'étudier l'activité de ce bourgeois dans les divers domaines, où l'Etat est heureux de trouver la collaboration désintéressée du particulier, qui vient compléter la tâche du gouvernement, partout où l'institution n'est rien et où l'homme fait tout. On retrouve Delessert à la Chambre de Commerce de Paris, au Conseil du Commerce, à la Banque de France, au Conseil des Hôpitaux et Hospices, au Conseil Royal des Prisons et à la Chambre des Députés.

Benjamin Delessert est une figure particulièrement marquante à son époque ; il représente bien ces hommes possédant la tradition du passé, profondément cultivés, à l'esprit ouvert, prêts à s'adapter aux circonstances nouvelles. Ils font montre d'une grande hardiesse jointe à une profonde modération. Véritables chefs, ils savent créer et organiser une institution, sans toutefois se rendre indispensables. Quelles sont au juste leurs idées, quels sont les mobiles de cette action le plus souvent entièrement désintéressées ? Pour Delessert, c'est la foi religieuse qui lui donne chaque jour la force nécessaire pour mener à bien l'œuvre de longue haleine entreprise, et qui lui sert à la fois de guide et de frein dans sa conduite, et le pousse toujours à rendre service à ses semblables. Une grande force morale, un immense désir de bien faire, le désintéressement, l'ignorance

de l'oisiveté sont les éléments permettant un individualisme parfait, et suffisants pour compléter les mobiles économiques dont le seul jeu peut engendrer des injustices dans les problèmes complexes de la répartition des richesses.

On a l'habitude de croire qu'au xviii^e siècle il n'y a rien entre la sècheresse voltairienne et le sentimentalisme assez inefficace et théorique de Rousseau. En réalité, l'une et l'autre de ces manières d'être sont chez la plupart assez extérieures. Le xviii^e siècle a vu, comme les autres siècles de grandes œuvres de bienfaisance, dues uniquement à l'initiative privée. Saint-Simon cite celles de Mme de Ponchartrain. L'« Ami des hommes » du marquis de Mirabeau (1) abonde d'exemples. Funck-Brentano, dans son livre sur l'Ancien Régime (2) montre le maréchal de Belle-Isle entreprenant des plantations de murier, et faisant bénéficier tout le monde de son expérience. Malesherbes fait de même ; la duchesse d'Anville relie à ses frais des villages aux voies de grande communication et fait venir du Languedoc des soyeux pour montrer la manière d'élever les vers et de traiter la soie. Le marquis de Turbilly établit l'usage de parcs à moutons, améliore les espèces de graines, invente les sondes et les écobues, qui aident au défrichement. Le prince de Croÿ introduit des béliers de race plus rénumératrice. De nombreux hôpitaux et écoles sont fondés à cette époque par l'initiative des particuliers.

Cette tradition va durer. La Révolution, en brisant les cadres de la monarchie, de la famille et des corporations, émancipe les hommes. Plus que jamais ceux-ci ont besoin de chefs de guides, d'exemples. Ils en ressentent la nécessité. Il s'en trouvera, d'origines les plus diverses, personnalités très différentes, mais ayant beaucoup de traits communs ; ce ne sont pas toujours des individus hors ligne, des génies ; mais tous frappent néanmoins par l'unité morale de leur vie et leur amour fécond pour leurs semblables. Inévitablement, ils se rencontrent. Dans les premières années du siècle, Delessert se trouve avec l'ancien

(1) Marquis de Mirabeau : *L'Ami des hommes*, 1756-1760.

(2) Funck-Brentano : *L'Ancien Régime*, p. 182 et suiv.

Conventionnel. Grégoire, l'évêque constitutionnel de Tours à la Société pour l'Encouragement de l'Industrie Nationale. Mathieu de Montmorency et La Rochefoucauld-Liancourt, anciens « philosophes » du XVIII^e, foncièrement libéraux et adaptés aux temps nouveaux, de Pastoret et de Gérando, tous deux membres de l'Institut, viennent se joindre à lui pour fonder les premières soupes populaires et faire renaître la Société Philanthropique. Uni à quelques grands industriels modernes comme Oberkampf ou ambitieux comme Ternaux, il défend les libertés du commerce et de l'industrie. Dans l'administration du Conseil des Hôpitaux et Hospices et au Conseil Royal des Prisons ainsi que dans la lutte pour l'enseignement élémentaire, il est entouré de ces mêmes amis. Avec La Rochefoucauld-Liancourt, il songe à fonder la Caisse d'Epargne. Ces philanthropes créent ainsi un véritable mouvement d'idées, dont Balzac, dans son « Médecin de campagne », et son « Curé de village », se fera l'écho. Il faut reconnaître que de telles entreprises sont facilitées par le mouvement de relèvement religieux qui se manifestera de façon éclatante avec Lamennais et Lacordaire et peut-être même, dans une certaine mesure, dans les idées de 1848. Benjamin Delessert et ses amis ne se préoccupent point de former une école ; ils n'échaffaudent pas de théories, ne construisent pas de systèmes nouveaux. Trop conscients des réalités quotidiennes qu'ils ont de vaincre, c'est dans l'action qu'ils cherchent à vivre le présent et à bâtir l'avenir. C'est ce goût de l'action, qui pousse un instant Delessert et certains de ses amis vers le Saint-Simonisme. Mais ils ne peuvent en approuver certaines idées essentielles ; aussi s'en séparent-ils assez vite. Voulant aussi jouer un rôle politique, ils s'égarent un instant avec Lafayette, pour se regrouper après 1830 derrière Guizot, Dupin et Dupont de l'Eure.

Ils ont fait œuvre utile et prouvent ce que peut obtenir le dévouement de quelques-uns. Delessert a vu que le libéralisme, par une exacte connaissance des besoins, permet l'adaptation de la production dont le développement est facilité, d'ailleurs, par la stabilité et la sécurité de la propriété, mais il a vu aussi que le libéralisme donne des résultats choquants dans la répartition des richesses. Delessert, avec quelques-uns de ses con-

temporains, a essaye d'attenuer ces inconvenients. Par sa reussite, il montre que les institutions sont choses mortes si les hommes ne s'efforcent de leur communiquer un peu de leur ame.

CHAPITRE I

LA JEUNESSE DE BENJAMIN DELESSERT SA FORMATION

Contrairement à une opinion assez répandue et dont Guizot (1) a fait l'écho, la famille Delessert n'avait pas été obligée de s'expatrier lors de la révocation de l'Edit de Nantes. La réalité est moins romantique et moins attendrissante (2).

On retrouve des Delessert au XVI^e siècle à Peney-le-Jorat, en Suisse : y sont allés aux meilleures familles : ils sont bourgeois de Cossonay. Certains sont militaires au service de pays voisins, d'autres, négociants, poussent leur activité jusqu'aux

1. *Journal des Débats*, 3 mars 1847. Cette erreur est partagée par plusieurs des biographes de Delessert. Voir notamment : *Notice nécrologique* par M. de Ruyon *Benjamin Delessert* par Tessier et C. V. Pons, et d. Lutz *Benjamin Delessert*. *Essai sur Delessert* par Larry de Nancey. *Notice sur la vie de Benjamin Delessert* lue à l'Assemblée Générale des Docteurs des Facultés et des Administrateurs des Ecoles à Epierre le 8 mai 1847 par le Comte d'Agout.

2. La légende ne semble pas sans fondement. Un nommé Claude Delessert aurait quitté le Dauphiné lors des persécutions calvinistes. Vers 1540, il y a eu par ailleurs des marquis de Lessert en Suisse et des de Lessert à Marseille. Dans le canton de Vaud, plusieurs localités portent le nom d'ESSERT ou de Lessert. Il a existé en France une autre famille de Lessert près de Sedan, dans les hautes Savoyes dont les armes étaient « d'azur chargé d'une fleur de lys en chef, d'une écuile en pal, chaque fiant, et d'un croissant en pointe le tout d'or ». La fleur « de lys d'or les étoiles et le croissant d'argent sont des armes toutes françaises » et se trouvent sur un cachet d'Abraham Delessert de 1640.

MM. Adolphe et Alexandre Delessert, dans une *notice généalogique et historique sur la famille Delessert* (Lausanne, 1846), relatent la rencontre que fit Paul Delessert, servant dans les troupes suisses de Hollande, à la bataille de Malplaquet, avec un officier du camp adverse originaire de Normandie et portant le même nom, et les mêmes armes. Ce dernier, qui fut tué ensuite dans la bataille, lui apprit qu'on de ses aïeux s'était retiré en Suisse en raison de sa religion.

Indes. Au début du XVIII^e siècle, Benjamin fonde la Maison Delessert de Lyon (1), devient bourgeois de cette ville, tout en gardant d'étroites relations avec ses parents restés en Suisse, où d'ailleurs il se retire après avoir établi son fils Etienne, qui sera lui-même le père du fondateur de la première Caisse d'Epargne en France. Etienne Delessert est un homme intelligent, d'esprit large, qui sait comprendre les besoins de son époque et tente d'établir plusieurs institutions que renversera la Révolution. Son fils reprendra son œuvre avec plus de bonheur. Elevé dans les traditions du commerce, Etienne Delessert donne à ses enfants une formation sérieuse et pratique. Etant constamment en rapport avec les pays voisins, il n'est pas étonnant de le voir approuver la suppression des douanes intérieures et l'abaissement des barrières douanières. Il transmettra à ses fils cette expérience de la banque qui ne s'acquiert qu'en plusieurs générations, cette formation que les Anglais apprécient tant chez leurs banquiers de la Cité. En 1777, il fonde à Paris une succursale de son établissement de Lyon pour le commerce des soieries. La mode vient aux gazes légères. Etienne Delessert ouvre de larges crédits aux manufacturiers qui avaient à se créer un outillage (2). Sa fine psychologie s'arrête moins pour juger un homme sur les capitaux qu'il donne en garantie que sur son savoir faire, sa conduite, la réputation de sa famille et sa moralité. Il se rend compte de la nécessité d'augmenter le crédit et de créer un organisme permettant aux commerçants d'escompter leurs effets.

Le 24 mars 1776, le Conseil d'Etat approuve un projet de banque, que pour ne pas effrayer le public, on baptise modestement « Caisse d'Escompte ». Delessert en est administrateur et apporte son expérience, motif d'une confiance que le Genevois Penchaud et l'Ecossois Clonard n'auraient peut-être pas suffi à inspirer. Delessert s'élève à plusieurs reprises contre les demandes croissantes du gouvernement, qui exige de la banque des avances sans cesses plus importantes. On peut dire que sans la Révolution, la vie même de cet organisme

(1) *Bulletin historique et littéraire de la Société de l'histoire du protestantisme français* (tome 18).

(2) Jarry de Mancy : *Recueil de Portraits*, s. l., in-8, s. d.

aurait été fortement compromis par ces exigences, qui le détournent de sa véritable destination. Néanmoins, en 1783, au moment où, en récompense de ses services, les actionnaires remettent à Etienne Delessert la grande médaille d'or (1), la circulation des billets s'est élevée jusqu'à 40 millions, les es-comptes d'effets à plus de 4 milliards 250 millions, et les services pour le Trésor à plus de 300 millions : elle a fourni plus de 200 millions de numéraire aux Hôtels des Monnaies. Les comptes courants sont montés à 28 millions de bons, les dépôts à 45 millions ; le dividende moyen a été de 6, 9 %. Grâce à la formation d'une sérieuse couverture métallique et à la constitution d'une réserve destinée à accroître le capital des actions pour pouvoir ainsi enrayer la spéculation provoquée par l'accroissement des dividendes, on a démontré l'utilité d'un grand institut d'émission et les possibilités de son existence, à condition de mettre ses opérations à l'abri des ingérences du gouvernement. La leçon sera utile, car c'est de cette expérience que, quelques années plus tard, doit sortir la Banque de France.

Etienne Delessert concourt également à la fondation de la première compagnie d'assurances française contre l'incendie, comme on aura l'occasion de le voir plus loin. Une anecdote montre que sa réputation d'organisateur dépasse à cette époque les milieux financiers où il exerce son activité (2). Malgré la prospérité générale, il y a à Paris, après la guerre d'Amérique, de nombreux chômeurs. Le Roi a affecté une somme importante au soulagement des ouvriers de la soie en chômage (3). Le lieutenant de police, M. de Crone, rendant ainsi hommage à Etienne Delessert de sa profonde connaissance de l'état des principaux ateliers, le charge de la distribution des subsides. Ce dernier, quelques jours plus tard, restitue une grande partie de la somme. Mais le but que s'est proposé le Roi est atteint. Au lieu de faire de ces aumônes qui humilient l'amour propre,

(1) G. Ramon : *Histoire de la Banque de France*, Paris, in-8, 1929.

Jarry de Mancy : *Recueil de Portraits*.

(2) Jarry de Mancy : *Op. cit.*

(3) Tisseron place le fait en 1782, mais Thiroux de Crosne n'a été nommé Lieutenant de Police qu'en 1785.

rabaisent la dignité humaine et suffisent souvent à détourner les sans travail de tout effort, et, par suite, de tout relèvement, Etienne Delessert, judicieusement, a remis de fortes sommes aux chefs d'ateliers, à charge pour eux de reprendre le travail et d'embaucher les chômeurs. Cette aide est suffisante pour permettre à un certain nombre d'ouvriers de reprendre définitivement leur activité. Pour les autres, elle permet pendant quelque temps une assistance par le travail, la seule qui soit véritablement morale et efficace, puisqu'elle profite aux patrons, aux ouvriers et aux consommateurs. Plus tard, lorsque son état de santé, compromis par un emprisonnement à la Conciergerie pendant la Terreur, l'oblige à se retirer de sa maison de banque, Etienne Delessert occupe ses loisirs à étudier l'agriculture, à introduire en France les méthodes d'assolement permettant d'éviter les jachères qui grevaient de façon onéreuse la production agricole. Il essaie des machines nouvelles et établit des modèles simples de ferme et de grange. En 1795 (1), au lendemain du traité de Bâle, l'Espagne doit permettre à la France l'achat de 6.000 moutons mérinos pour reconstituer le troupeau national ; cette mesure a été préconisée quelques années plus tôt par Daubenton. Le premier millier n'a pû parvenir à destination ; les bêtes sont mortes en route. L'Etat, absorbé par d'autres préoccupations, ne veut pas effectuer un second achat, et se désintéresse de la question. Delessert obtient de François de Neufchâteau l'autorisation de former une société de financiers et d'agriculteurs, à qui sont concédés les avantages réservés à la France par le Traité de Bâle. Afin de diviser les risques, les moutons sont introduits par trois points différents et suivent des routes distinctes. La vente, organisée d'avance dans le public, permet d'améliorer le rendement en laine des moutons nationaux.

Les activités d'Etienne Delessert s'exercent dans les domaines les plus divers, c'est ainsi que, profondément convaincu de la nécessité d'une instruction à base de principes religieux, il profite de ses loisirs pour ouvrir à Passy deux écoles gratuites pour la jeunesse protestante. En 1815, on y élève 200 enfants.

(1) Jarry de Mancy : *Op. cit.*

C'est de ce père que Benjamin recevra sa formation avec ses six frères et sœurs ; l'un d'eux, Gabriel, sera connu pour avoir rempli la tâche ingrate de Préfet de Police sous la Monarchie de Juillet.

L'apparition du jeune Benjamin dans la famille est signalée par une lettre de J.-J. Rousseau à Mme Delessert du 11 août 1772 (1). « Vous ne doutez pas, je l'espère, du tendre intérêt
« avec lequel j'apprends l'état dans lequel vous rentrez, état qui
« devient un fléau pour tant d'autres femmes, mais qui n'est
« pour vous qu'une nouvelle bénédiction du Ciel et par lequel
« vous éprouverez un jour qu'une nombreuse famille bien élevée est la richesse ainsi que la gloire de la femme forte. Ma
« pauvre femme vous en félicite en soupirant ; elle dit que ce
« sont des gages que votre mari vous laisse de son amour à
« ses départs pour Beaucaire. Choyez-le bien, ce précieux gage,
« afin que tout aille comme par le passé, c'est-à-dire aussi bien
« qu'il est possible ». Benjamin est né le 14 février 1773 (2) à Lyon. Il est inscrit sur les registres de l'Etat civil de Cossonay en Suisse, son père ayant gardé la nationalité helvétique (3). Il n'est pas étonnant que Rousseau, qui a tracé les devoirs des mères, et enseigné avec une méthode remarquable de patiente pédagogie les éléments de la botanique à Mme Boy de la Tour et Mme Delessert, donne ses conseils pour l'éducation des enfants et petits-enfants. « Je ne suis pas surpris, écrit-il, que la
« nature que vous vous appliquez à seconder, accélérant les

(1) *Lettres inédites de J.-J. Rousseau à Mmes Boy de la Tour et Delessert publiées par Philippe Godet et Maurice Boy de la Tour*. Paris, in-8, 1911, p. 113.

(2) Acte de naissance (Eglise protestante de Lyon) : ...le 14 février 1773 est né un fils naturel et légitime à Sieur Etienne Delessert, négociant, bourgeois des villes de Cossonay et d'Aubonne, Canton de Berne et de Genève, et de Dame Magdeleine Catherine Delessert, née Boy de La Tour, son épouse, habitants de la ville de Lyon, il a été baptisé le 28 dudit mois par nous, Pierredon, pasteur, son parrain est sieur Paul Benjamin Delessert, son oncle paternel, représenté par sieur Jean-Baptiste Brun, négociant à Lyon et sa marraine demoiselle Julie Boy de la Tour, sa tante maternelle, et lui avons donné noms Jules Paul Benjamin, à quoi ont été présents »...

(3) Robert et Cougny : *Dictionnaire des Parlementaires français*.

« progrès de vos petits bambins, vous fasse déjà sentir la nécessité de leur donner un guide sous les yeux d'un père qui serait certainement le meilleur, mais qui ne peut pas tout suivre. Sur les dispositions où il me paraissait être, j'aurais cru votre choix déjà fait ; s'il ne l'est pas encore, j'insiste sur l'importance de préférer un naturel heureux à de grandes connaissances et un homme sage à un homme instruit. Je ne le redirai jamais assez, la bonne éducation doit être purement négative, il s'agit moins de faire que d'empêcher ; le vrai maître est la nature, l'autre ne fait qu'écarter les obstacles qui la contrarient, l'erreur même n'entre qu'avec le vice, et toute bonne judiciaire a sa source dans un cœur sain. L'éducation de l'enfance ne consiste qu'en bonnes habitudes à prendre. Un enfant qu'on n'a pas laissé engourdir dans la parure ni contracter des passions vicieuses, parvenu sain de cœur et de corps à douze ans, fait alors plus de vrais progrès en deux ou trois ans dans les connaissances utiles et même agréables, qu'on n'en peut obtenir jusques à cet âge par des études forcées que le goût n'anime jamais. De ces principes qui me paraissent confirmés par l'expérience, je conclus que ce ne sont point du tout des talents distingués ni des qualités brillantes qu'il faut chercher dans le mentor de vos enfants, mais seulement celles qui rendent un homme maître de lui-même et fidèle à son devoir. Qu'il soit doux, attentif, et surtout d'une patience invincible. Voilà les qualités indispensables. Du reste, ne cherchez nullement qu'il fasse admirer sa faconde, ni qu'il soit un beau pérorateur »... (1). L'histoire ne raconte pas ce qui est décidé, mais il semble bien que ce plan est fidèlement suivi. Non pas que les parents de Benjamin aient pour Rousseau une admiration irraisonnée. Ils connaissent trop le malheureux Jean-Jacques, il poussent même l'amitié jusqu'à subir ses reproches souvent pénibles et sa suspicion, pourtant bien peu justifiés à l'égard de ceux-là mêmes qui le logeaient Motiers, et ont soin de son habillement, de son épinette et de tous ces riens qui ont une telle importance pour lui. Ils attribuent, pour une grande

(1) *Lettres inédites*, p. 167.

partie, ses accès de misanthropie et ses défiances continuelles qui remplissent d'amertume ses derniers jours, à « une aberration d'esprit, qui doit le rendre plus digne de pitié que de blâme (1) ».

En tout cas, grâce à Mme Delessert, la bonne « Madelon », Rousseau fait de Benjamin un passionné de la botanique. Ses leçons, claires, d'une savante progression, donnent à l'enfant le goût de l'observation, de la minutie et de la recherche, la curiosité intellectuelle et l'admiration du Créateur. Berquin, qui fréquente les Delessert, n'est peut-être pas étranger à la grâce et au sentiment que l'on retrouvera toujours chez Benjamin, qui, à son tour, deviendra un « ami des enfants », mais un ami, dont la clairvoyance pénétrera mieux la psychologie et les besoins des jeunes.

Au Collège de Genève, Delessert se montre studieux et appliqué. Il y contracte une amitié, qui durera la vie entière, avec de Candolle, de quelques années plus jeune que lui. Cette légère différence d'âge, sensible à ce moment, laissera toujours chez ce dernier de la déférence dans l'affection (2). Delessert l'initiera à la botanique. Pendant la Révolution, réfugié dans un village suisse, de Candolle reprendra ces études qu'il a dû, par obéissance pour son père, abandonner pour la médecine. Delessert le retrouvant à Paris quelques années après, en fera un de ses collaborateurs à la Société Philanthropique. Il lui inculquera si bien le goût de la science, que plus tard l'Institut lui ouvrira ses portes. Cette profonde influence, qu'il acquiert d'ailleurs, sur tous ceux qui l'approchent, dénote une personnalité nettement développée chez ce jeune homme, dont pourtant « l'apparence est modeste et timide ».

Son séjour en Suisse parmi des Réformés comme lui, qui, en France n'ont pas encore à cette époque obtenu leur pleine liberté, marque profondément le caractère de Benjamin, et le pousse vers les idées libérales. Faut-il voir là aussi l'origine

(1) Alph. de Candolle : *Sur le Musée Botanique de M. Benjamin Delessert*, Genève, 1845, in-8.

(2) *Mémoires et Souvenirs d'Augustin Pyramus de Candolle, écrits par lui-même et publiés par son fils*. Genève, 1862, in-8.

de son goût pour la collaboration du peuple, ou tout au moins de son élite, au gouvernement ? Il est difficile de l'affirmer, mais il n'est pas interdit de le penser. « La liberté consiste à « attacher le citoyen à l'Etat par des services qu'il rend. A cela « servent conseils municipaux, commissions consultatives, as- « sociés au travail de l'Administration, chargés des enquêtes « sur les grandes questions économiques, industrielles ou agri- « coles » (1). C'est le seul moyen de régulariser la liberté. « L'agitation perpétuelle qui est dans une nation, agitation « faite de besoin, de désirs, de souffrance, d'idées, de rêveries « et de chimères, le tout mêlé, ce qu'il faut, ce n'est pas la ré- « primer, ce n'est pas même la laisser avec dédain s'exprimer « et s'exhaler dans les discours populaires et dans les décla- « mations de la presse, c'est lui donner une issue légale et une « forme régulière, la solliciter à s'exprimer avec calme ».

L'homme est complexe. Il peut passer dans un milieu sans en garder la moindre influence, ou au contraire, lui emprunter sa manière de penser. Il est présomptueux, surtout lorsqu'il s'agit de la pensée humaine, de vouloir déterminer les causes en analysant les effets. Cependant, il semble bien, malgré tout, que chez Delessert, comme d'ailleurs chez beaucoup de ces contemporains, ce soient les idées de Rousseau qui aient eu la plus grande influence, du moins durant les années de jeunesse. C'est de Jean-Jacques que Delessert a reçu le goût du travail scientifique et personnel, l'habitude de l'observation, le désir de l'explication logique. C'est la formation que l'on souhaitait à Emile, sans lui donner les moyens sérieux de l'obtenir. Benjamin reçoit une éducation positive, mais son esprit une fois instruit, sait s'affranchir des disciplines et se créer une foi reposant sur des bases raisonnées. L'erreur du siècle sera de croire l'homme bon. Les régimes politiques bâtis sur cette idée s'effondreront. Delessert, trop conscient des réalités humaines ne partagera pas la grande erreur ; imbu de la tradition religieuse, il croit au péché originel ; mais, néanmoins, toute sa vie, il croira qu'il y a peu d'hommes vraiment mauvais. Le dé-

(1) Faguet : *Politique et moralistes*. Paris, in-8, 1891.

voyé ne sera jamais pour lui qu'un malade de la volonté, que les soins moraux doivent normalement guérir. En 1814, il voudra le prouver de façon éclatante à ses contemporains en acceptant avec son ami de La Rochefoucauld-Liancourt de diriger personnellement une prison modèle.

C'est à Passy (1) que M. Delessert a établi sa famille lorsqu'il a fixé sa maison de banque à Paris rue Coq-Héron. A Passy, le jeune Benjamin retrouve le souvenir laissé par Rousseau (2). Leur voisin, Mussard, Genevois protestant, joaillier, a abrité le pauvre Jean-Jacques persécuté. Rousseau a gardé de ce séjour un souvenir attendri. Les « Confessions » rendent un écho charmant de ses promenades au bois de Boulogne tout proche, de ses rencontres (3) et du calme qu'il a retrouvé quelque temps et qui lui permettent tout en prenant les eaux pour sa strangurie de composer un peu de musique (4). Mussard (5) a rassemblé chez lui dans les caves voûtées de son jardin une belle collection de coquilles du crétacé de la colline ; il inculque à Benjamin ce goût de la conchyliologie, qui, avec la botanique, partagera plus tard ses rares loisirs.

A peu de distance, vers Paris, au delà d'un petit vallonement, habite le vieux Franklin, octogénaire, infirme, mais d'esprit singulièrement alerte. Il aime à venir (6) causer le soir chez Mme Delessert. Benjamin y entend le vieillard dénoncer

(1) D'après Tisseron : *Annales historiques, nobiliaires et biographiques*, et Léopold Mar : *Les Delessert* dans le *Bulletin de la Société Historique d'Auteuil et de Passy*, tome VIII, p. 149 et suiv.

(2) G. Cucuel : *Histoire d'une maison de Passy de 1743 à 1873, la villa de Mussard et de J.-J. Rousseau*, dans le *Bulletin de la Société Historique d'Auteuil et de Passy*, tome VIII, p. 239 et suiv.

(3) Sur ce séjour voir Emile Potier : *J.-J. Rousseau à Passy et au Bois de Boulogne*, Paris 1892 I, tome I, p. 21 et suiv. — A. Larègne : *Le Musée Botanique de M. B. Delessert*, Paris, 1845, in-8 — *Bulletin de la Société Historique*, tome VIII, p. 218 et suiv. — Quillet : *Passy et ses environs*, Paris, in-8, p. 164 et suiv.

(4) « J'ai perdu mon serviteur... », « L'Amour croit s'il s'inquiète » et « A jamais, Colin, je t'engage »...

(5) Mussard chercha longtemps à utiliser de façon industrielle la pétrification du bois.

(6) Tisseron : *Op. cit.* — R. Fromentin : *Benjamin Delessert (La Revue Populaire*, Paris, 1870). — Dupin : *Travaux et Bienfaits de M. le Baron Delessert*, Paris, in-8, s. d.

avec son bon sens bienveillant et bonhomme les injustices que son siècle se refuse à voir : les armements pour la course, dont pourtant son pays a tant profité, et la guerre, dont, malheureusement, la nécessité s'impose souvent si l'on désire vivre comme la dignité d'homme l'oblige. Toute le monde se trouve d'accord pour flétrir le commerce des esclaves et l'établissement d'un équilibre économique sur des actes aussi immoraux. « Partisan de la liberté en toutes choses, il soutient la « nécessité de la liberté commerciale et de la liberté de la presse », indispensable à l'existence de la vérité et de la bonne harmonie entre les hommes. Amusé de l'intelligence du jeune Benjamin, il l'entretient de ses réflexions sur la calorimétrie, lui démontre de façon pratique l'énorme économie d'une cheminée tirant bien et accumulant, néanmoins, la chaleur comme un poêle. Les leçons ne sont pas perdues et faciliteront plus tard les recherches de Delessert et de Rumford. Mais ce qui frappe surtout l'adolescent, c'est cette « science du bonhomme « Richard », mélange d'expérience du vieux « self made man », parvenu à une grosse fortune, grâce à un caractère curieux où s'allient la ténacité, l'ingéniosité, une grande économie, la connaissance des faiblesses humaines et beaucoup de réflexion morale. Pour Franklin, l'homme ne peut s'élever qu'en s'instruisant ; il s'étonne qu'on ne profite pas plus des immenses ressources dont on dispose en France et dont on n'use pas assez : Ressources intellectuelles, ressources financières petites et nombreuses et que l'on n'arrive pas à grouper. Il apprécie d'autant mieux les efforts d'Etienne Delessert pour créer un organisme d'assurance contre l'incendie, qu'il a réussi en Amérique une entreprise semblable. Benjamin, suivant l'usage du temps, et les conseils de Jean-Jacques, désire apprendre un métier manuel ; il fait son apprentissage d'imprimeur sur les indications du vieux Franklin, qui n'a pas oublié ses débuts dans l'imprimerie. En reconnaissance, un des premiers ouvrages qu'il sortira de sa presse, sera une traduction du livre de son maître : « La morale des échecs ». Tant qu'il aura des loisirs, Benjamin Delessert continuera à imprimer. Il deviendra un grand connaisseur, et un bibliophile averti. A sa mort, il laissera un bel exemple d'éditions originales des vieux poètes et notam-

ment des éditions de Molière (1). L'amitié du bonhomme Richard a laissé chez le jeune homme une marque profonde, mais ce dernier ne se tiendra pas enfermé dans les « limites de son rationalisme », et cherchera son guide beaucoup plus dans les « inspirations chrétiennes ».

Comme Rousseau, Delessert fonde ses espérances beaucoup moins sur l'intelligence que sur l'affectivité. Alors que tous ses contemporains ne comptent plus que sur l'intelligence, et n'attendent plus que d'elle l'amélioration du sort humain, alors que l'on attend tout de l'organisation politique ou sociale et de l'amélioration des diverses techniques, Delessert ne verra de progrès véritable des rapports entre les hommes que dans la tendresse et l'affection mutuelles, qui ne comportent ni la satiété ni l'envie. Le savant qu'il sera aurait pu avoir la prétention bien excusable de prendre son intelligence comme guide. Il ne l'a pas fait. Voyant les agglomérations énormes de population, le déracinement et la dislocation des familles comme premiers résultats de la grande industrie naissante, qu'il reconnaît néanmoins nécessaire, il cherchera à poursuivre dans les mœurs l'éducation morale. Pour lui, le secret du bonheur réside dans le développement du cœur plutôt que dans la culture intellectuelle (2). Comme le Rousseau de la Nouvelle Héloïse, il ne croit pas les hommes méchants mais corrompus et misérables. Ils ont en eux la pitié, la générosité et l'amour capables de s'opposer aux forces d'égoïsme et de cruauté. Aussi, est-ce dans le développement de la personnalité que l'on doit rechercher un guide.

Mais, et en cela il se sépare de Rousseau, Delessert, en constatant les résultats de la perfectibilité humaine, ne pensera pas à les déplorer. La propriété trouvera en lui un défenseur convaincu ; il s'efforcera simplement d'en entendre le bénéfice au plus grand nombre. L'inégalité politique lui paraîtra une nécessité découlant du plus ou moins grand intérêt que les in-

(1) Jules Janin : *Les bibliophiles*, dans le *Guide de Paris*, Paris, 1867, tome II, p. 947, et *Bulletin de la Société historique d'Auteuil et de Passy*, tome VIII, p. 277.

(2) B. Delessert : *Guide du bonheur*, Paris, 1861, in-16.

dividus peuvent porter à la chose publique. Cependant, à ses yeux, rien ne justifiera un pouvoir despotique, car la liberté est inaliénable.

Le respect dû à l'homme par les autres hommes interdit à ses yeux la peine de mort et la guerre. Dieu seul est maître de l'existence, et attenter à la vie est, pour lui, enfreindre gravement la Loi révélée. Il ne pense naturellement pas à se dérober à ses devoirs militaires, que ce soit lors des invasions de 1793 ou de la fin de l'Empire, mais il sera effrayé de la responsabilité encourue par les dirigeants qui lancent les nations dans les massacres inutiles. Sous la Restauration, il soulignera à la Chambre des Députés l'inanité de la guerre d'Espagne, faite pour intervenir dans la politique intérieure d'un voisin qui ne nous menace pas. Il déplorera d'autant plus cette campagne qui doit aller rétablir un despote que (1) « si l'on ne détruit
« pas la constitution du Portugal, des Etats-Unis, de l'Angle-
« terre, la Grande Charte et le Bill des Droits, si on ne renverse
« pas tous les gouvernements que les peuples se sont donnés,
« l'œuvre est inutile ». « Les petites rivalités de pays ou d'in-
« térêts locaux, qui divisaient les peuples ont fait place à des
« sentiments d'une autre nature. Ils demandent tous des lois
« et non l'arbitraire, l'égalité des droits et non le privilège.
« Voilà ce qu'on voulait en 1789, ce qu'on voulait quand Bona-
« parte a été renversé, ce qu'on espérait lorsque les Bourbon
« sont remontés sur le trône, ce qu'on veut encore aujourd'hui,
« et ce qu'on voudra toujours. Le XIX^e siècle est destiné à voir
« l'établissement des monarchies constitutionnelles dans toute
« l'Europe et, plus on voudra comprimer ce désir général, plus
« l'explosion sera terrible ».

Cette foi dans la monarchie constitutionnelle, il l'a puisée en Grande-Bretagne même, où son père, à la veille de la Révolution, a cru utile de l'envoyer accompagné de son frère Jacques-Etienne, de deux ans plus âgé que lui. Ils y acquerront, pense-t-il, les connaissances indispensables à l'entreprise d'af-

(1) *Archives Parlementaires*, 2^e série, tome 38, p. 397. Séance du 24 février.

faïences de quelque envergure (1). Les Anglais sont avec les Hollandais, les grands commerçants du monde. En dehors même de la pratique de la langue, les jeunes gens ne peuvent qu'y trouver des exemples de vie utiles. Cet enseignement par l'expérience est à juste titre fort apprécié à l'époque, où l'instruction classique du collège ne prépare guère à la vie et en particulier au négoce. Aussi, en Angleterre, les jeunes nobles fortunés remplacent même les études universitaires, tombées à un niveau très inférieur, par les voyages en Europe.

Les espérances d'Etienne Delessert sont comblées. A Windsor, les deux frères sont heureux d'entendre Deluc donner son opinion sur le problème qui va diviser tous les esprits du XIX^e siècle ; il soutient que la science n'a jusqu'ici absolument rien prouvé qui fût contraire à la foi. Les découvertes des géologues ne permettent en rien de douter du récit de la Genèse. A Edimbourg, ils séjournent quelque temps dans l'entourage de David Hume et de Playfair. Remarquant l'esprit curieux des deux jeunes gens, Dugald-Stewart n'hésite pas à les présenter à Adam Smith, lequel est heureux de les instruire de ses découvertes. Il leur confirme que les institutions économiques sont naturelles et providentielles. Dieu a donné à l'homme le désir d'améliorer son sort. Cet instinct permet aux humains de s'organiser en société. La liberté dont ils jouissent les amène inévitablement à accomplir la fonction pour laquelle ils ont été créés. Contrarier cette liberté bienfaisante ne saurait être que néfaste. On ne s'élève pas impunément contre la volonté de Dieu. On ne peut renverser les lois naturelles, on les utilise. Benjamin ne pense pas que la Nature soit hostile à l'homme si celui-ci sait se servir des dons magnifiques qu'elle lui offre ; mais il aime entendre dire par un Adam Smith que l'intérêt personnel bien entendu, c'est-à-dire celui des individus les plus intéressés à la bonne marche et au bon fonctionnement de l'Etat est de beaucoup le meilleur guide de l'activité humaine. Les capitalistes,

(1) « Vous ne sauriez trop sentir l'importance de l'époque où vous êtes et combien la manière dont vous acquerez la faculté de travail pourra influer sur vos succès dans la suite de votre vie ». (Lettre écrite par Mme Delessert le 23 octobre 1785 à ses enfants arrivés à Edimbourg).

livrés à eux-mêmes, agissent spontanément au mieux des intérêts de tous. Ils répartissent les capitaux dans les placements, qui ont le plus besoin de leur aide et leur apportent la plus forte rémunération. Ainsi, en Ecosse, l'agriculture exigeant une grosse quantité de travail et ne rapportant qu'un médiocre revenu, les capitalistes du pays se tournent naturellement vers l'industrie ou le commerce. Cependant, Smith n'ignore et ne cache pas que ce mécanisme, qui est le meilleur que l'on puisse imaginer pour pousser les hommes à produire des richesses nombreuses, ne donne pas toujours les résultats les plus justes dans leur distribution. Il a trop de clairvoyance pour ne pas constater l'inégalité quelquefois énorme des situations sociales. Ne voit-il pas chaque jour de puissants manufacturiers, de gros négociants tenter d'abaisser les salaires pour augmenter leur profit ? Si donc la cité doit être conduite librement, il est indispensable que les grands patrons soient animés de sentiments particulièrement bienveillants vis-à-vis de la masse.

Cette masse, ou du moins la plus grande part, a, pense-t-il, la possibilité de se hausser et d'améliorer sa situation. Depuis que l'agriculture n'a plus la place prépondérante dans l'économie du pays, est apparu le rôle primordial du capital. Sans doute, et c'est là un fait d'observation constante, le travail est la source du capital, mais, pour que ce capital apparaisse, le simple travail, au sens premier du mot ne suffit pas ; il est nécessaire que des milliers d'individus mettent en commun pour le faire fructifier, le montant de leur épargne. Plus tard, dans sa bibliothèque de Paris (1), Delessert aura l'occasion de relire que c'est l'épargne et non le travail qui est la cause immédiate de l'accroissement du capital. Le travail, sans doute, fournit l'objet que l'épargne accumule. Mais quoi que fasse le travail, « si l'économie n'était pas là pour épargner et mettre de « côté, le capital ne s'accroîtrait jamais ». Tous, voulant améliorer leur situation pensent à augmenter leur fortune. Le meilleur moyen d'y parvenir est d'épargner une partie du gain. Delessert n'oubliera jamais cette leçon. Smith ajoute encore que

(1) Un catalogue figure aux Manuscrits de la Bibliothèque Nationale.

« l'effort uniforme, constant et ininterrompu de chaque homme
« pour améliorer sa condition — ce principe d'où dérive origi-
« nairement l'opulence nationale et publique, aussi bien que
« l'opulence privée — est fréquemment assez puissant pour
« maintenir le progrès naturel des choses vers le mieux, mal-
« gré les extravagances des gouvernements et les plus grandes
« erreurs d'administration. Comme le principe inconnu de la
« vie animale, il rend souvent à la constitution sa santé et sa
« vigueur, non seulement malgré la maladie, mais en dépit des
« absurdes prescriptions du médecin ».

Les résultats que peuvent donner les groupements de capitaux, les frères Delessert vont les constater à Birmingham, où Playfair les pousse à aller, quand ce ne serait que pour y rencontrer Watt (1). Ils y comprennent tout de suite la révolution qui bouleverse le vieux monde. La machine à vapeur maniée par un homme peut faire le travail de plusieurs. Elle permet la concentration en de grosses manufactures, réalisant ainsi toutes les économies que Smith promettait à la division des tâches. Les manufactures concentrées jusqu'alors sur les cours d'eau peuvent s'émanciper quelque peu de cette servitude. Plus tard, Delessert sera en France le premier à utiliser la vapeur dans l'industrie. Sa raffinerie sera longtemps un modèle pour ses concurrents.

Mais, en même temps, l'afflux de main-d'œuvre pauvre dans les villes pose des problèmes insoupçonnés jusqu'alors. On ne peut nier que la répartition, pour des motifs d'ailleurs difficiles à discerner nettement, n'est pas équitable. La part revenant à la classe ouvrière ne semble pas exactement proportionnée à son apport dans la production. Avant Sismondi, Delessert voit l'impérieux devoir de rapprocher les pauvres du bonheur. La misère n'est que l'effet du rapide changement d'équilibre économique ; avec le temps la condition des travailleurs doit s'améliorer. En tout cas, pour lui, le développement de l'industrie est incontestablement un progrès ; les souffrances, qui coïncident avec son avènement, ne lui sont pas directement

(1) R. Fromentin : *Op. cit.*

imputables et ne sauraient permettre d'en discuter les bienfaits. On doit pouvoir remédier aux détresses ouvrières et parvenir à une meilleure distribution des biens sans être forcé de restreindre le nombre et l'importance des entreprises. Elles doivent aller en se développant grâce au progrès du machinisme. Comme son ami J. B. Say, Delessert pensera qu'il est des maux qui résultent de la nature de l'homme et des choses et, qu'en accuser l'état social est une injustice.

Leur séjour en Angleterre terminé, les deux frères rentrent en France ; la situation est alors bien changée. Etienne Delessert, leur père, a vu avec satisfaction les réformes de la Constituante. Un régime en partie basé sur l'élection n'est pas pour lui déplaire. N'a-t-il pas vu des institutions de ce genre fonctionner en Suisse à la satisfaction de tous ? Ces principes de liberté ne peuvent qu'agréer tant au Protestant qu'au négociant. Avec les autres banquiers, il se met franchement, lui et les siens, « à la disposition des Révolutionnaires (1), leur fournissent argent, locaux, armes et provisions. Avec PrévotEAU, au moment du renvoi de Necker, il va même jusqu'à avancer, pendant plus d'un mois les sommes nécessaires à l'entretien d'un bataillon ». Il n'est pas homme à ménager ses ressources et ses peines lorsqu'il s'agit de pousser à la réalisation de ses convictions. Il en fait une question de conscience. Mais, bientôt, il voit que le changement ne peut plus s'effectuer sans de graves bouleversements et que l'avènement de la liberté et de l'ordre nouveau s'annonce comme une période de sujétion singulièrement troublée. Aussi, le 10 août, c'est pour le Roi et la Loi que Jacques-Etienne combat dans les rangs du « bataillon sacré des Filles Saint-Thomas » (2). Compromis aux yeux des vainqueurs de la journée, il doit s'enfuir au Danemark, d'où il gagnera les Etats-Unis d'Amérique pour y fonder la maison J. E. Delessert et C^{ie}.

Benjamin, lui, préfère s'engager ; il espère pouvoir ainsi servir son pays. De plus, l'armée est un refuge sûr. On y est à

(1) P. Gaxotte : *La Révolution française*, Paris, 1928, in-8, p. 118.

(2) *Notice généalogique* citée plus haut.

l'abri des troubles de l'intérieur. On y a besoin d'officiers. Les émigrés y laissent chaque jour quelque place à combler. Les cadres sont insuffisants. Après quelques mois passés à l'Ecole de Meulan, Delessert est officier d'artillerie ; son instruction lui a facilité l'obtention de l'épaulette ; le voici élu capitaine. Détaché momentanément de l'unité où il a été versé, il est secrétaire du Représentant Lacroix, auprès de qui il tente de faire prévaloir les solutions de bon sens, que les chefs improvisés et rapidement parvenus au grades supérieurs, ne trouvent pas toujours d'eux-mêmes — On raconte (1) qu'il parvint à éviter l'abattage des arbres des grandes avenues de Versailles dont on voulait faire des affûts de canon — Il apprécie chez l'ami de Danton ses principes humanitaires et modérés. Le Représentant ne voit-il pas l'issue des désordres actuels dans une monarchie constitutionnelle ? Le duc d'Orléans n'offrirait-il pas toute garantie s'il était sur le trône ? Mais Benjamin voit bientôt ce qu'il y a d'équivoque dans l'attitude du Représentant en mission. Peut-être aussi son intolérance vis-à-vis des prêtres assermentés écarte-t-elle Delessert de cet homme politique. Il préfère bientôt prendre un commandement et tâcher de se rendre utile. Son père vient d'être arrêté. Puisque Benjamin ne peut rien faire pour lui, il vaut mieux ne pas attirer l'attention, car il est particulièrement difficile à Etienne Delessert de se disculper. En effet, il est accusé de relations avec les puissances étrangères, ce qui n'est guère étonnant pour un banquier, dont la profession est précisément d'avoir des relations à l'étranger. De plus, il lui est évidemment impossible d'apporter la preuve qu'il n'a pas « participé à la banqueroute de Calonne » (2), alors que l'examen de ses livres n'en porte, et pour cause, aucune trace, mais que le gouvernement persiste à maintenir son accusation. Le motif véritable mais non avoué de son arrestation ne serait-il pas ses relations passées avec cet homme étrange, homme d'affaires étonnant devenu conspirateur, le Baron

(1) Benjamin Delessert : *Eloge*, par P. A. Cap., Paris, in-8, 1850.

(2) Acte d'accusation.

de Batz (1) qui fut son associé dans plusieurs entreprises ? C'est possible, mais rien ne permet de l'affirmer, l'accusation se contentant de reproches généraux, à vrai dire plutôt absurdes : « Il « est à craindre que cet homme, dont la fortune excède les bor-
« nes de l'espérance, puisse dans un moment de crise, devenir
« très dangereux, et il y a lieu de croire qu'avec sa fortune et
« son crédit, il puisse servir les puissances étrangères ». Mais, comment peut-il se justifier quand on constate que « venant peu
« à la Section, il n'a pas la réputation d'un patriote, mais
« d'un aristocrate » (2) ?

Dans ces conditions, Benjamin agit sagement en essayant de se faire oublier en Belgique à l'armée du général Kilmaine ? Il n'y parviendra pas ; bien au contraire, il s'y fera vite remarquer. Il commande par intérim la citadelle d'Anvers (3), lorsqu'un incendie grave s'y déclare. Les jeunes soldats, épouvantés à l'idée que, d'un instant à l'autre, la poudrière va sauter veulent s'enfuir. Delessert ferme les portes ; les soldats n'ont plus d'autre ressource que de combattre le feu, ce qu'il font avec succès d'ailleurs.

La guerre est bien instructive pour lui, qui sait voir. Il remarque les ravages causés dans les rangs des Français par les mauvaises eaux et la nourriture insuffisante. Et son admiration est grande en remarquant « l'aisance et même l'abondance de
« toutes espèces de provision, pain, viande, et légumes » (4), dans les régions qu'ils vont occuper. Le contraste est grand avec la France. Ces remarques, s'il en était besoin, le confirmeraient dans son amour de la paix, dont il donnera des preuves durant tout le reste de son existence. Cependant la vie aux armées plait à Delessert ; le plein air, l'intérêt de la campagne l'y retiendraient longtemps, s'il pouvait en même temps satisfaire son goût pour la lecture. Mais son père, qui a pu en Brumaire sortir

(1) *Archives Nationales* : T. 699. (Comptes du Baron de Batz chez Delessert), signalé par Lenôtre dans son livre mais actuellement déclassé du carton.

(2) Papiers appartenant à M. le Baron Hottinguer.

(3) D'Argout : *Notice sur la vie de B. Delessert*, Paris, 1847, in-8.

(4) Lettre à sa mère du 9 thermidor 1794.

de la Conciergerie, a la santé compromise. C'est d'ailleurs ce qui lui a sauvé la vie, car on l'a oublié à l'infirmierie. Réfugié maintenant en Suisse, il ne peut songer à reprendre la direction de ses affaires ; ses deux cadets sont trop jeunes pour s'en occuper. Jacques vient de mourir à New-York de la fièvre jaune. La banque est sans direction. La présence de Benjamin à Paris est devenue indispensable. Ce dernier, sans se refuser à son devoir et sans discuter de la « convenance qu'il y aura pour lui à « aller bientôt se mettre à la suite des affaires, et malgré tout le « désir qu'il en a, croit convenable d'attendre l'hiver et la fin de « la campagne ». Enfin, faisant valoir qu'en sa qualité de citoyen Suisse, il n'est nullement tenu de continuer à servir aux armées, il obtint l'autorisation de rentrer dans sa famille.

C'est maintenant, ce grand jeune homme au grand front, aux yeux bleus semblant toujours suivre un rêve intérieur, qui va diriger seul, la maison qu'Etienne Delessert a fondée à Paris. Il est à peine majeur, et va pourtant assumer toutes les responsabilités. Grâce à sa solide instruction et à l'expérience fructueuse des dernières années, Benjamin saura s'imposer rapidement.

CHAPITRE II

LA COLLABORATION AVEC LE POUVOIR

Que de changements attendent Delessert à son retour de l'armée ! Ce n'est pas seulement le gouvernement qui a été transformé dans sa forme et dans sa composition par l'écroulement de la monarchie, c'est, chose plus grave, toute l'organisation sociale du pays. C'est le bouleversement social, qui, plus encore que la révolution politique, sera pour les générations suivantes le signe distinctif de cette époque. Un gouvernement, s'il ne s'improvise pas, peut s'affermir assez rapidement si les circonstances sont favorables. Mais l'organisation de la société ne peut être l'affaire de quelques années ; elle suppose une création continue, un long effort d'adaptation des mœurs et des sentiments aux institutions, qui, elles-mêmes, ne remplissent vraiment leur rôle que polies au contact des épreuves quotidiennes de la vie.

Des trois Ordres traditionnels de la monarchie, qui constituaient la Nation française, la Noblesse et le Clergé ont cessé d'exister, du moins en tant que groupes sociaux. Il ne reste que le Tiers-Etat. Est-ce à dire qu'il va être l'héritier unique, et, à lui seul, conformément au programme tracé par Sieyes, remplir le rôle des autres ? Va-t-il à lui seul pouvoir fournir les cadres nécessaires à l'organisation de la nation ? Des différentes catégories sociales qui constituaient le Tiers-Etat, seule, la bourgeoisie a reçu une formation qui la rend capable de prendre en main la direction du pays. Déjà, en arrivant aux armées, des jeunes gens comme Benjamin Delessert ont senti peser sur leurs épaules la responsabilité d'un commandement. La situation est la même dans tous les domaines de la vie du

pays. Si quelques hommes politiques peuvent constituer, vaille que vaille, un gouvernement, il faut sinon des spécialistes, au moins des gens instruits pour remplir les cadres de l'administration et tenir les emplois élevés. Aux postes importants il faut des individus appartenant à l'élite intellectuelle et morale. Le rôle de l'administration est plus lourd qu'auparavant ; il comprend bientôt tout ce qui était jadis laissé à l'initiative des particuliers riches ou nobles, des organisations corporatives, du clergé. Sans doute, les commis d'autrefois continuent leur tâche, mais ils ont d'autant plus besoin d'une direction éclairée, que les usages sont rompus et les routines sont changées. On assiste, certes, à d'heureuses réussites individuelles, mais pour assurer le fonctionnement des divers rouages de l'Etat, dont le nombre va croissant, c'est, en réalité une classe, qui par son instruction, sa fortune, ses traditions, saura s'adapter aux exigences nouvelles de la nation. La bourgeoisie, unique héritière de la Révolution, va occuper une place prépondérante, jusqu'au jour où, enfin, elle réalisera ses aspirations profondes, et sous la Monarchie de juillet, accèdera au pouvoir.

La bourgeoisie, si elle a désiré certaines réformes, n'a pas voulu provoquer la révolution sanglante, dont elle doit, en dernière analyse être la bénéficiaire. Des bourgeois parvenaient à la fin de l'Ancien Régime à bon nombre de postes importants. Ils y ont pris conscience de leur valeur et se sont heurtés, surtout sous Louis XVI, aux tentatives de monopole de la Noblesse. Tout en déplorant souvent de ne pouvoir occuper certains des postes qui semblaient dûs à leur qualités, tout en prenant conscience de leur valeur et en nourrissant leurs ambitions en poussant dans les Parlements à un nouvel ordre de chose, aucuns ne pouvaient souhaiter ni même concevoir une révolution. D'ailleurs, le temps travaillait pour eux ; devant la Noblesse qui se ruinait, leur importance croissait peu à peu. Les nobles, liés par leurs fonctions de justice, et surtout par leur rôle militaire, ne pouvaient déroger. Malgré, il est vrai, de notables exceptions, un grand nombre d'activités leur restait interdit. La richesse, n'ayant plus sa source, sinon unique, du moins principale dans la terre, la Noblesse, qui possédait la terre, allait en s'appauvrissant, tandis que la bourgeoisie s'enrichis-

sait par un travail continu et des activités multiples. A son tour, elle devenait capable d'être une classe dirigeante. Mais, toujours, la Noblesse s'interposait entre elle et le Roi, et réclamait pour elle le monopole des hauts emplois, qui était sa raison d'être. Après la Révolution, la bourgeoisie est capable de fournir de grands fonctionnaires et des administrateurs avisés. Mais il lui manque, alors, la tradition des hauts emplois. Sous la Monarchie de Juillet, quelque peu grisée de son importance, elle voudra gouverner à elle seule. Au lendemain de la Révolution, elle continue à travailler, tout en fournissant les titulaires de nombreux postes d'importance. Il est intéressant de suivre à titre d'exemple cette sorte d'apprentissage de la bourgeoisie en la personne de Benjamin Delessert. Les hommes de la Révolution, voulant bâtir un Etat conforme à leur besoin de logique n'ont eu que du mépris pour les organismes formés au cours des siècles sous la poussée des besoins. Ils ont fait table rase du passé. La disparition des anciennes institutions à une époque où le bouleversement accroît les misères est particulièrement sensible dans le domaine de l'assistance.

A. — L'ASSISTANCE

1. — La Société Philanthropique

Vers 1780, quelques personnes avaient remarqué à quel point l'idée de charité avait dégénéré. Pour la plupart de leurs contemporains, en effet, la charité consistait à faire au hasard, quelques aumônes, généralement d'un montant peu important, et au hasard des occasions. Moyennant quoi leur conscience était en repos ; ils estimaient avoir rempli leur devoir puisque l'assistance était traditionnellement chose d'Eglise et ne regardait pas les particuliers. Mais s'il faut reconnaître que telle était la tendance prédominante à la fin du XVIII^e siècle, il ne faut pas manquer de signaler les heureuses exceptions à une pareille interprétation de la notion de charité : C'est en effet à cette époque que M. de Tavannes, le Premier Président Pontcarré, l'historiographe et censeur royal Blin, se groupent pour pouvoir faire en commun la charité. Ils n'accueillaient dans leur

Société Philanthropique que ceux qui veulent se joindre à eux. Ainsi groupés, ils peuvent secourir 12 vieillards, allouant à chacun 15 livres par mois ; les monagénaires obtiennent 18 livres. En 1781, l'adhésion de 6 nouveaux notables dont Tassin, membre de la Caisse d'escompte, permet de donner plus d'ampleur à ce mouvement de générosité ; l'association vient au secours de 12 jeunes aveugles âgés de moins de 12 ans, enfants d'ouvriers. En 1784, le mouvement est lancé et l'association s'augmente de 84 nouveaux membres : d'où une recrudescence de ressources permettant d'accorder 48 livres à 25 femmes enceintes de leur sixième enfant. L'intérêt dont, suivant le Persan de Montesquieu, jouissait l'Hôtel-Dieu quelques années plus tôt, s'empare maintenant de la Société Philanthropique ; la vogue est même plus grande, car chez les membres de la société se mêle à une forte et saine générosité, la sensiblerie de Rousseau. Le groupement va pouvoir faire une œuvre vraiment utile. La Société Philanthropique (1) soutient alors plus de 100 vieillards, plus de 300 nécessiteux et 200 enfants orphelins de père ou de mère. Valentin Haüy, Jussieu, les ducs de Montmorency, de La Rochefoucauld et tant d'autres de la Cour, des conseillers et des avocats au Parlement, des banquiers, des notaires, des revendeurs de rente, soutiennent de leur mieux l'œuvre qui se développe toujours. Les pères et mères ayant 9 enfants et plus, reçoivent pour chaque enfant de moins de 14 ans, 4 livres par mois ; les ouvriers estropiés par accident et ayant au moins 3 enfants vivants, âgés de moins de 17 ans, touchent 4 livres par mois et par enfant. En 1787, la Société obtient de l'Intendant de Paris une grande partie des fameuses pommes de terre de Parmentier récoltées dans la plaine des Sablons (2). L'hiver de 1788 est dur ; de nombreux secours en pain, riz, pommes de terre, bois, vêtements et couvertures peuvent être distribués.

En 1789, la Société maintient son activité, quoique ses ressources diminuent de façon inquiétante. Bientôt, elle ne peut plus subvenir à ses besoins. En 1791, elle doit demander à l'Etat de

(1) Péan de Saint Gilles : *La Maison Philanthropique de Paris*, Paris, 1898, in-12.

(2) A l'emplacement actuel du quartier de la place Victor-Hugo.

se substituer à elle, et de soutenir l'Ecole des Jeunes Aveugles et l'Institut des Sourds Muets, quelle a fondés et qu'elle ne peut plus entretenir. Ses revenus se trouvent diminués maintenant de 80.000 fr. En 1793, l'Etat décide de refuser tout subside. Ducos conclut que l'assistance publique doit tout prendre à sa charge, l'assistance privée ne faisant que donner de l'influence aux « ennemis de la République » (1). On est obligé de constater que cet essai d'étatisation ne donne pas d'heureux résultats. A des personnes désintéressées, désireuses de bien faire, on substitue l'Etat indifférent, représenté par des fonctionnaires recrutés au hasard, qui cherchent profit et entendent travailler le moins possible. D'ailleurs, l'argent manquant partout, leur tâche se réduit à presque rien. Delessert aura toujours cet exemple présent à l'esprit et si, dans les organisations de quelque importance, il estime désirable le contrôle de l'Etat, il demandera toujours à ce dernier de laisser aux particuliers le soin de ce qu'ils sont en mesure de diriger seuls.

La situation des pauvres est d'autant plus tragique que tous les secours ont cessé en même temps. « C'était (2) une tradition « de la plupart des couvents d'ancien régime — et les économistes le leur avaient reproché à maintes reprises — de distribuer les écuelles de soupe aux miséreux, dont les files s'allongeaient à leur porte. Beaucoup de bureaux de charité parisiens avaient leur marmite des pauvres, fonctionnant avec « plus de discernement, et destinées à procurer des portions « aux ménages indigents de la paroisse ». Tout en proclamant le droit de l'homme à la subsistance (3) et en anéantissant en même temps les institutions traditionnelles, la Révolution n'a pas créé les organismes susceptibles d'assurer la mise en application des principes nouveaux. Ce n'est pas que de sérieux

(1) Pourtant les membres du comité s'étaient efforcés de ne pas effacer les nouveaux gouvernants : on voyait au renouvellement triennal figurer les noms vraiment « sans culotte » des citoyens Dechoiseul, Decoigny, Delange, etc...

(2) Lanzaç de Laborie : *Paris sous Napoléon*, Paris, in-8, 1908, tome 5, p. 137.

(3) M. Bouchet : *L'assistance publique en France pendant la Révolution*, Paris, 1908, in-8. — L. Lallemand : *La Révolution et les pauvres*, Paris, 1898, in-8.

efforts n'aient été tentés. Le Directoire (1) a confié les secours à domicile à des administrateurs élus, à savoir les membres des 48 bureaux de bienfaisance établis à Paris par la loi du 7 frimaire an V. Mais ces élus n'ont pas la vocation nécessaire pour remplir de pareilles tâches. Des particuliers peuvent le faire avec succès à condition que ce soient ceux-là mêmes qui s'offrent ; il ne convient pas de donner ce surcroît écrasant de travail à des gens, sans aucun doute bien intentionnés, mais, malgré tout, manquant du zèle nécessaire. Frochot, cet administrateur de choix, qui sera plus de dix ans préfet de la Seine (2), tente de faire entrer l'assistance à domicile dans le système municipal : Des comités de bienfaisance, présidés par les maires, fixent les sommes pour lesquelles le Conseil des Hospices ouvre un crédit sur les caisses gérées par lui. Une agence sert même de lien entre les deux organismes. « Mais l'esprit et les habitudes révolutionnaires subsistent et en rendent le fonctionnement difficile ». C'est alors que Frochot, décidé à surmonter ces difficultés, décide de supprimer cette organisation et de la remplacer par des commissaires visiteurs relevant directement des comités d'arrondissement, qui, de leur côté, seraient agrandis et transformés. Devant l'opposition soulevée par cette réforme, le Préfet doit y renoncer.

Benjamin Delessert est mêlé à la vie des populations pauvres. Il voit chaque jour les ouvriers de sa fabrique de gaze et de mousseline, et connaît leur misère. Membre lui-même d'un bureau de bienfaisance, il voit les efforts du Préfet. Deux ou trois fois par semaine, il en parle avec de Candolle, son vieil ami de collège, qui vient passer la soirée chez lui pour causer de botanique, de morale et évidemment parfois aussi de politique (3). L'âme sensible du naturaliste s'émeut de l'infortune présente des pauvres ; il se déclare prêt à seconder Delessert dans tout ce qu'il entreprendra. Ce dernier est au courant des récentes découvertes de Rumford, et va grâce à elles parvenir à son but.

(1) L. Passy : *Frochot, Préfet de la Seine*, Paris, 1867, in-8.

(2) Il ne se démettra qu'à la suite de son erreur dans l'affaire Mallet.

(3) *Mémoires et Souvenirs* : *Op. cit.* — Rumford : *Essais politiques, économiques et philosophiques*, Paris, 1798, 2 vol., in-8 ; et les *Mémoires sur les Etablissements d'Humanité de François de Neuchâteau*, rédigés par Duquénoy, Paris.

Rumford est un curieux personnage, né d'une famille anglaise émigrée aux Etats-Unis. Pendant la guerre d'Amérique, officier anglais, il est envoyé en Angleterre pour annoncer la prise de Boston ; il y reste. Il est remarqué par ses expériences sur les poudres. Accueilli en Bavière, il devient lieutenant général des armées, crée des écoles pour les enfants des soldats. Ambassadeur à Londres, au lieu de remplir ses fonctions, il fonde l'Institution royale de Londres pour hâter le progrès des sciences et l'application de leurs découvertes à l'utilité publique. En 1804, la veuve de Lavoisier l'épousera par amour pour la chimie, mais s'en séparera presque aussitôt, leur goût pour la science n'étant pas un attrait suffisant pour leur faire supporter la vie de ménage. Ses « essais » pour le soulagement de la nourriture des pauvres, sont en effet une révélation pour Delessert. Il acquiert la certitude qu'en choisissant spécialement d'après leur effet nutritif les divers aliments et en évitant toute perte de calories dans la cuisson, on pourrait se nourrir à peu de frais.

Il apprend que l'orge est 3 à 4 fois plus nourrissant que le froment et plus digeste ; il gonfle vite dans l'eau et cuit bien ; la pomme de terre doit également être la base de la soupe, et peut se conserver pendant l'hiver même dans des endroits humides après avoir été légèrement grillée ou ébouillantée pour tuer le germe. Un peu de pain grillé oblige à mâcher tout en prenant la soupe et la rend plus assimilable. On peut, à la rigueur, ne prendre de soupe grasse que deux fois par semaine (1). Il ne s'agit pas seulement de nourrir les mendiants, mais également les ménages qui, travaillant toute la journée hors du foyer, ne peuvent faire une cuisine suffisamment saine pour eux et leurs enfants. Ceux-là peuvent, en rentrant, emporter chez eux un diner tout fait. Pour convaincre les sceptiques, Delessert se met plusieurs mois à ce régime, et s'en trouve fort bien. Un agencement judicieux et simple permet une grosse économie de

(1) Pour les détails, précieux encore maintenant, voir : B. Delessert et de Candolle : *Sur les fourneaux à la Rumford et les soupes économiques*, Paris, in-8, s. d. — *Rapports du Comité central d'administration des soupes économiques*, par Decandolle dans le Fonds Pastoret aux Archives de l'Ecole Libre des Sciences Politiques.

bois dans la consommation. Avec une bonne organisation, on obtient un prix sept fois inférieur au prix de la nourriture, pourtant médiocre de certains hopitaux de Paris. Delessert ne croit pas que le Gouvernement, avec son discrédit actuel, puisse prendre l'initiative de pareilles organisations, car la méfiance naturelle aux personnes de cette époque écartera les souscripteurs et de plus, comme dans toute organisation officielle, les frais seront élevés. Déjà les mendiants protestent contre des aides en nature, qui rendent difficiles les petits trafics inséparables de leur état. Le gouvernement serait gêné pour résister à leurs revendications. Au début de 1800, Benjamin Delessert organise une « soupe » dans le quartier du Mail, où il est administrateur du Bureau de bienfaisance. Le prix de 2 sols ou 10 centimes, peut être payé avec des bons remis pour le même prix aux souscripteurs et distribués par eux aux indigents. Malgré les préjugés (1), notamment sur le peu de consistance de cette nourriture, dont pourtant les qualités nutritives ont été éprouvées par lui-même, et les reproches de promiscuité avec les mendiants de profession, le succès est incontestable. L'établissement, jusqu'à la fin de l'hiver, distribue en moyenne 300 soupes par jour. L'exemple est vite suivi. Sur les indications de Delessert, l'hiver suivant, Mme Bonaparte tient à honneur de pourvoir à la fondation d'un second fourneau rue de Miro-mesnil. Une bienfaitrice anonyme en fonde un autre au Panthéon ; un quatrième naît rue du Bâc par des soins combinés de plusieurs ministres et du vieux duc de Béthune-Charost, le cinquième à l'ancien séminaire Saint-Sulpice, aux frais du Sénat Conservateur. Le mouvement ne s'arrête pas là, puisque dans le troisième exercice (1801-1802) vingt fourneaux distribuent 1.600.000 soupes ». Ce mouvement recueillera même, quelques années plus tard, l'approbation officielle de l'Empereur, qui signalera l'utilité de ces soupes sans blé. Il voit la nécessité de ventes à prix réduit à côté des distributions gratuites : « L'ouvrier, qui a un peu d'aisance peut rougir d'aller à la charité, tandis qu'il peut trouver commode, surtout pour ses enfants, d'acheter des soupes à bon marché. Il y a plus d'a-

(1) Lanzaç de Laborie : *Op. cit.*, tome V, p. 138.

« avantages à les vendre à la population qu'à les donner gratis. « La distribution gratuite ne peut être que limitée, au lieu que « dans les pays où le blé est cher, cette alimentation pourrait « prendre une grande extension ».

Devant un pareil développement, une organisation s'impose pour grouper les différents fourneaux, recueillir les souscriptions, effectuer les achats en gros. L'importance de cette administration n'échappe pas à Delessert, qui estime que si, au début, il y avait lieu de laisser à l'initiative du particulier le soin de lancer les soupes et, éventuellement, de supporter la responsabilité d'un échec, il convient, pour assurer la perennité de l'institution de fixer les modalités du fonctionnement sous le contrôle de l'Etat. Le Premier Consul ne demande pas mieux que de souscrire pour un millier de parts. Le marquis Pastoret, ancien conseiller à la Cour des Aides, membre de l'Académie Française, ancien député de la Législative, accepte d'occuper la présidence afin que l'éclat de son nom attire le plus grand nombre possible de souscriptions. Il est aidé par Delessert, de Candolle et par Mathieu de Montmorency, vieux libéral, pour l'instant dégoûté de la politique, et désireux de rendre service de façon plus concrète qu'il l'a fait dans le passé aux Assemblées. Lanzac de Laborie conte que Chaptal, ministre de l'Intérieur, ne dédaignait pas dans sa correspondance avec les préfets de reproduire les recettes de Delessert dont la précision était appréciée du chimiste.

Cependant, si l'on veut créer pour l'avenir, si l'on désire étendre les bienfaits incontestables déjà obtenus, il faut englober ce Comité Central des soupes économiques dans un organisme plus vaste. Les membres du Comité, et spécialement les libéraux et les réformés, ne désirent pas le confier à l'Eglise, dont d'ailleurs, les préoccupations sont à l'époque d'un autre ordre, ni à l'Etat, qui n'y tient pas. On décide donc alors de reprendre le nom de l'ancienne Société Philanthropique et de continuer son œuvre (1). Le 6 novembre 1802, Mathieu de Montmorency s'adressant aux nouveaux sociétaires souligne l'esprit

(1) « La Société des soupes, en prenant le nom de Société Philanthropique, pourra, outre les distributions de soupes qu'elle vient de rouvrir, s'occuper d'objets non moins importants, tels que la formation des

dans lequel doit se développer l'institution : « Pourquoi (1) ne « seriez-vous pas destinés à faire connaître en France ce qu'on « a trop longtemps ignoré : la puissance de ces associations vo- « lontaires, formées par un sentiment commun, soutenu par un « zèle égal et des dons toujours libres ? ». Ce projet est peut-être un peu ambitieux. Aussi et bien que leurs désirs soient assez analogues, Delessert qui, une fois l'œuvre fondée, ne se préoccupe plus que de ses ressources, et Pastoret, surtout soucieux des besoins du jour, ont soin de proposer à la société un but plus modeste : « Ce n'est pas de distribuer des secours aux in- « dividus par elle-même ; les bureaux de bienfaisance remplis- « sent utilement et honorablement ce devoir ; le but de la So- « ciété est de faire connaître et de mettre en pratique tout ce « qui peut concourir à soulager les besoins actuels du pauvre et « à lui préparer des ressources pour l'avenir ».

L'exemple donné par la Société Philanthropique de Paris est suivi en province de divers côtés avec assez de bonheur. Comme il était à prévoir, avec les années les besoins changent. C'est ainsi que le nombre des soupes distribuées, qui s'est élevé à près de 1.700.000 la troisième année, va en diminuant les années suivantes. Il faut chercher à faire le bien d'une autre façon. Les occasions n'ont jamais été rares : En 1803, la Société ouvre trois dispensaires, où chaque porteur d'une carte délivrée par un souscripteur peut venir se faire examiner ou soigner gratuitement par un médecin ou un chirurgien ; ceux-ci sont d'ailleurs appointés, car « bien qu'on puisse s'en fier à « leur zèle (2), il est convenable de leur donner vis-à-vis d'eux- « mêmes un engagement de plus ». Delessert désire former de véritables maisons de travail, des écoles de charité (3), des caisses de secours et de prévoyance. Comme le résumera plus tard

« maisons de travail, les écoles de charité, les caisses de secours et de « prévoyance, et, en un mot, de tout ce qui peut concourir à soulager les « besoins actuels du pauvre et lui préparer des ressources pour sa vieil- « lesse »... (Lettre au Citoyen Bonaparte, 20 Nivose, an XI, 10 janvier 1803).

(1) Lanzac de Laborie : *Op. cit.*

(2) Frédéric Masson : *Pour l'Empereur*, Paris, in-8, 1914. La Société Philanthropique.

(3) Voir infra, p. 150.

Pasteur, président de la Société, lors du centenaire : Il s'agit de « combattre la maladie, la misère et l'ignorance ». Mais on doit renoncer à une partie du programme.

Des écoles sont fondées suivant la méthode Pestalozzi et Choron, notamment à Chaillot. Grâce à cette méthode dérivée de celle de Bell et de Lancaster, la lecture et les quatre opérations y sont enseignées à une centaine d'enfants, par un seul maître. Mais les subventions accordées sont maigres et les résultats insuffisants. « Du côté de l'enseignement, il n'est point permis « à la charité privée de s'exercer (1) », l'indépendance est mal vue de l'Etat. On doit reculer également devant les difficultés soulevées par l'établissement des maisons de travail, « idée « féconde et précieuse que l'Empereur appliquera, assez mal du « reste, dans les Dépôts de mendicité et qui viendra plus tard à « la mode sous le nom d'Assistance par le travail ».

La Société Philantropique doit renoncer également à s'occuper directement des sociétés de secours mutuels et de prévoyance. Mais, très libéralement, elle distribue des modèles de statuts et donne des conseils ; elle concentre les renseignements et les statistiques ; elle devient ainsi pour elles un véritable centre d'études gratuit. Elle parvient à grouper jusqu'à 197 sociétés, dont elle surveille le bon fonctionnement. Ce patronage n'est pas inutile pour dissiper les vieilles préventions chez les représentants de l'autorité ; il n'y a pas encore longtemps que, par crainte des coalitions, on prohibait les sociétés de secours mutuels.

Si la Société ne peut remplir intégralement le programme qu'elle s'est proposé, si chaque année le nombre des portions distribuées va en diminuant, signe de diminution de la misère, et si, en 1810, on peut se permettre de railler un peu la manie philanthropique (2), c'est que, maintenant, la misère ne rend

(1) Frédéric Masson : *Op. cit.*

(2) Cette forme de charité était entrée dans les mœurs ; la preuve en est qu'Etienne, dans sa pièce : « *Les deux gendres* », (Paris, in-8, 1811), dépeint ainsi un tartuffe de la philanthropie :

« Tu méconnais, Courtois, ses bonnes qualités :

« Lui, c'est un philanthrope, il est des comités

« De secours, d'indigence, il régit les hospices,

plus leur secours aussi indispensable. Néanmoins, les dispensaires continueront à rendre de grands services, et la Société pourra, selon les besoins du moment, diriger son activité dans d'autres directions : Aide aux petits artisans, fourniture d'outillage, secours et dons de matières premières aux femmes travaillant à domicile. Ses bons de soupes retrouvent amateurs lors du rude hiver 1811-1812, qui succède à une mauvaise récolte, et aussi pendant l'invasion. En 1813 et 1814, elle ne distribue pas moins de 4 millions de soupes (1). Grâce au duc de Montmorency, la Restauration acceptera de patroner la Société. Lorsqu'en 1825, Delessert, absorbé par d'autres occupations, laisse à d'autres le soin de la partie financière de l'entreprise, il le fait sans regret en voyant le bel avenir ménagé à l'œuvre qu'il a créée, et à laquelle la reconnaissance d'utilité publique va bientôt apporter un surcroît de ressources. Un siècle plus tard, son activité n'aura pas diminué. Cependant, Delessert estime que la Société Philanthropique n'a rempli qu'en partie le rôle qu'il avait rêvé pour elle. Tout au début du siècle, comme Frochot, il pense que faire le bien est fort louable, mais insuffisant. Il faut aller plus loin. L'assistance ne doit pas seulement secourir, mais faire sortir de la misère. Il faut prémunir plutôt que guérir. Pendant l'Empire, le nombre des miséreux va en augmentant chaque jour. Les établissements de bienfaisance, malgré leur nombre, et leur organisation sans cesse améliorée, ne peuvent malheureusement suffire. Chaque homme digne de ce nom pense à soulager la misère, mais bien peu « songent à la « prévenir ou à la faire cesser. Le mal réside principalement « dans l'instabilité de la situation du travailleur ». Souvent

« La maison des vieillards, le bureau des nourrices
 « Les malheureux n'ont plus de larmes à répandre,
 « Il assure au vieillard l'aisance et le repos,
 « Promet à l'indigent d'honorables travaux :
 « Des divers éléments fait cesser les ravages,
 « Met le cultivateur à l'abri des orages,
 « Et de tous les fléaux dont le ciel irrité
 « Accable trop souvent la triste humanité...
 « Il a poussé si loin l'ardeur philanthropique
 « Qu'il nourrit tous ses gens de soupe économique...

(1) Frédéric Masson : *Op. cit.*

embauché pour un travail déterminé, l'ouvrier se trouve sans emploi lorsque l'ouvrage est fait. Il n'a rien mis de côté, car il est insouciant, et son imprévoyance a des conséquences terribles pour sa famille. Les « chamberlans » (1) à Paris sont nombreux. Si l'un d'eux tombe malade, il va à l'hôpital, laissant sa famille dans la misère ; les instruments de travail, engagés au Mont de Piété, ne seront plus jamais récupérés. Evidemment, le ménage est alors inscrit sur la liste des pauvres du bureau de bienfaisance, il obtiendra de temps à autre les quelques livres de pain nécessaires à l'existence et quelques pauvres vêtements contre le froid. Mais ensuite, comment éviter la déchéance ?

Il est distribué environ 1.800.000 francs comme « secours à domicile. Ne serait-il pas désirable de faire des prêts à certains pauvres particulièrement dignes d'intérêt ? ». Ils pourraient ainsi se relever définitivement. Les dots pour jeunes ménages donnent des résultats des plus encourageants (2), les dotations pour les enfants trouvés, les convalescents sont des plus utiles. Les bureaux de placement se sont généralisés. Il n'y a guère à faire de ce côté : mais, par contre, en matière d'apprentissage et d'instruction, qui seuls peuvent permettre l'accès des emplois plus stables et plus rémunérateurs pour l'ouvrier, rien n'a été encore envisagé de façon positive. Les caisses de secours mutuels sont mal vues de l'Administration, les écoles primaires sont rares depuis la disparition des « Frères », et, en France, il n'y aura pas de caisse d'épargne avant la Restauration. Cependant, dans le domaine de l'assistance, la Société Philanthropique a montré ce que de simples particuliers, désireux de bien faire, et pleins d'initiative, peuvent réaliser à condition de se donner un but précis. Ce qu'elle n'a pû faire, d'autres le réaliseront plus tard. Le programme (3) que Pastoret, Montmorency et Delessert se proposaient en 1802, qui consistait en formation de maisons de travail, d'écoles de

(1) Artisans travaillant en chambre.

(2) Benjamin Delessert : *Fondations qu'il serait utile de faire*, Paris, in-8, 1845.

(3) Frédéric Masson : *Op. cit.*

charité et de caisses de secours et de prévoyance, a été entrepris par d'autres sociétés. Il est curieux de remarquer que c'est encore à l'initiative privée que ces différentes institutions seront dues. Pour former une main d'œuvre qualifiée et des contre-maîtres, devenus particulièrement nécessaires avec le développement du machinisme. La Rochefoucauld-Liancourt fondera bientôt la première Ecole des Arts et Métiers.

Est-il étonnant, dans ces conditions qu'un ministre aussi clairvoyant que Chaptal ait songé à faire appel à ceux qui ont si bien réussi, pour organiser avec Frochot et sous son contrôle, l'administration des hôpitaux et hospices ?

2. — Le Conseil des Hôpitaux et Hospices

Avant la Révolution, l'Etat ne tient nullement à pénétrer dans tous les domaines d'activité. Son rôle est très limité. Cela provient sans doute de son origine féodale. Il s'en remet à qui veut bien se charger du service. L'administration royale ne tente jamais de prendre à sa charge une attribution nouvelle à moins que la nécessité ne le lui impose. En tout temps, l'Eglise s'est chargée du soin des miséreux et des malades. Dans un désir d'unification et dans une recherche peut-être excessive de logique, les hommes de la Révolution en chargent l'Etat. Ce dernier, mal préparé à ce rôle, et préoccupé de la défense du pays, s'acquitte mal de sa tâche. Le Premier Consul, ne désirant pas revenir en arrière, mais, estimant l'administration, à elle seule, incapable d'assurer le service à la satisfaction des usagers, trouvera commode de recourir aux bons offices de notables.

En 1789, il y a à Paris, du point de vue administratif, deux classes d'hôpitaux (1). Le bureau de l'Hôtel-Dieu administre ceux plus particulièrement destinés au soulagement des malades — l'Hôtel-Dieu, l'Hôpital Saint-Louis, les Incurables, la Santé. — Il est présidé par l'archevêque de Paris ; il comprend dix laïcs en plus des membres de droit. Depuis le 27 avril 1656,

(1) Ferdinand-Dreyfus : *La Rochefoucauld-Liancourt*, Paris, in-8, 1903.

le Bureau de l'Hôpital général s'occupe des établissements pour indigents et vieillards, dont font partie la Pitié, Bicêtre, la Salpêtrière, les Enfants-Trouvés, les maisons du Faubourg Saint Antoine, de Vaugirard, du Saint Esprit, de l'Hôpital Scipion, etc... Il est administré par les mêmes membres que l'Hôtel-Dieu plus dix-huit laïcs. Enfin, depuis le xvi^e siècle, le Grand-Bureau des Pauvres, présidé par le procureur général du Parlement est, par ailleurs, le seul organe officiel de l'assistance à domicile. Il suit « l'ordre de la charité, qui est de « nourrir les pauvres invalides et de faire travailler ceux qui « peuvent gagner leur vie au labeur de leur corps ». Ces établissements bénéficient, en plus du produit des quêtes, de leur part de l'octroi, de la taxe sur les spectacles ainsi que du revenu de toutes les richesses accumulées par fondation au cours des âges. L'organisation est loin d'être parfaite, et les hôpitaux subsistent tant bien que mal avec leurs affectations spéciales, leur patrimoine propre, sans grande coordination, se complétant, ou au contraire, faisant double emploi, suivant en cela les hasards qui les ont créés au cours de l'histoire du pays. L'organisation intérieure des hôpitaux est, pour la plupart, déplorable, mais s'explique en général par la date reculée à laquelle ils ont été fondés. Le mémoire dressé par Tenon indique les réformes nombreuses qui s'imposent, mais qui peuvent être réalisées dans le cadre de l'organisation existante. Au principe de l'autonomie qui avait attiré sans doute bien des critiques, mais avait donné des preuves de sa solidité, la Révolution substitue une administration unique, celle de l'Etat.

En janvier 1790, l'Assemblée, sur les instances réitérées de la Commune de Paris, désigne un Comité de Mendicité, chargé « d'appliquer à la classe indigente les principes de la déclaration des droits, et de déterminer l'organisation du régime « le plus propre à assurer les secours dûs à cette classe et l'établissement des ateliers de charité ». Installé dans un hôtel au 9 de la place Vendôme, le Comité fait un travail considérable de documentation et établit un plan que la Constituante n'a pas le temps d'examiner ; elle en laisse le soin à ses successeurs. Les octrois ayant été supprimés, les hôpitaux se trou-

vent privés d'une source importante de revenus et manquent d'argent. Le problème est difficile à résoudre. La Législative ajourne la question.

La Convention inscrit parmi les droits de l'homme le droit au travail : « Les secours publics sont une dette sacrée. La société doit la subsistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler ». Le 23 messidor an II, au moment où elle ouvre le « Livre de bienfaisance nationale pour faire le pendant du livre de la Dette Publique », la Convention ordonne, pour les vendre, la réunion au domaine national des biens appartenant aux anciens hospices.

La Révolution a donc enlevé leur autonomie aux grandes administrations de l'assistance, qui ne trouvaient de ressources que grâce à la bienfaisance des individus. En supprimant ces revenus, qui, basés sur les sentiments de charité, étaient divers selon les individus et changeants suivant les époques, on a cru devoir proclamer le droit de l'homme à la subsistance (1), assurée par la nation toute entière. A une obligation morale, on substitue une dette nationale. Il semble que ce soit là un des aboutissements des constructions échafaudées par les intellectuels sous l'influence du « Contrat Social ». Mais, on peut se demander si le but immédiat des hommes politiques n'est pas plus concret, s'il ne s'agit pas en fait d'enlever au Clergé une des attributions qui lui donnent le plus d'influence. Quoiqu'il en soit, il n'en reste pas moins qu'on substitue à la vieille notion de charité, de l'assistance par la pitié, l'idée plus neuve, mais peut-être moins féconde dans ses conséquences, de la solidarité sociale. N'est-ce pas cette même idée qu'avaient eue les premiers fondateurs de la Société Philanthropique, qui reprenaient la parole de Saint Paul : « Nous sommes tous les membres d'un même corps » ? C'est de ce dernier que Leroux se réclamera dans « L'humanité » en 1840.

Quelle que soit la base juridique ou morale de l'assistance, le

(1) M. Bouchet : *L'assistance publique en France pendant la Révolution*, Paris, in-8, 1908.

résultat seul importe. Or, changeant l'organisation de l'assistance, la Convention en bouleverse naturellement l'administration. Il faudra une longue période de réadaptation pour retrouver un nouvel équilibre.

La Convention applaudit Barère s'écriant : « Plus d'aumônes, « plus d'hôpitaux ; ces deux mots doivent être effacés du vocabulaire républicain ». Voilà qui est bien ; mais, vouloir faire fi d'une expérience de plusieurs siècles, c'est vraiment par trop mépriser ceux qui nous ont précédé et à qui nous devons tout. Il est désirable de substituer les secours à domicile à l'hospitalisation ; on ne peut qu'approuver les tentatives faites dans ce sens. Mais l'expérience des ateliers de charité coûte cher à l'Etat. En proclamant le droit à l'assistance, la Révolution a le tort de considérer que, seul, l'Etat peut être le débiteur de la société. Elle n'aurait pas dû supprimer la vieille organisation qui a fait ses preuves et vendre tous ces biens que la générosité des siècles a donnés comme garantie à l'avenir, au moment même où les malheureux sont si nombreux.

Le 9 fructidor an III et le 2 brumaire an IV, devant l'énormité des dépenses et la nécessité de ne pas briser le ressort de la bienfaisance particulière, on est obligé de surseoir aux ventes non encore effectuées. Le Directoire rend aux établissements charitables leurs propriétés non vendues. Les biens aliénés doivent être remplacés par d'autres de même valeur pris sur le domaine public. Les redevances dont ces établissements jouissaient sur les biens nationaux doivent être payées par le Trésor (16 vendémiaire an V). Les établissements reprennent leur existence propre. Mais ces restitutions, faites pour rendre aux hôpitaux des ressources, ne sont que des mesures de principe, car, dix ans plus tard, elles ne sont hélas pas encore réalisées.

En 1800, Frochot, préfet de la Seine, se rend compte de l'« impuissance d'un seul homme pour remplir la belle et difficile tâche » de réorganiser les hôpitaux. Aussi propose-t-il « une administration paternelle et gratuite, qui sera composée « d'hommes dont la moralité et la fortune serviront de garantie « contre le retour des abus. Elle seule peut rappeler la bienfaisance ». L'idée est originale ; elle se montrera féconde. Un arrêté consulaire du 27 nivose an IX, sans rétablir le Bureau des

Pauvres, comme le désirait le Préfet, institue un Conseil général d'administration des hospices civils de Paris (1) « composé « de onze membres, nommés par le Ministre de l'Intérieur, « pour la première fois sur la présentation du Préfet de la Seine, et ensuite sur une triple liste dressée par le Conseil lui-même ». « Le Conseil a la direction générale des hospices, « fixe le montant des dépenses, l'état des recettes, les réparations, les améliorations, enfin délibère sur tout ce qui intéresse le service des dits hospices, leur conservation et la gestion de leurs revenus ». Le décret du 13 pluviôse an IX nomme les deux préfets membres nés, mais laisse la présidence de droit au préfet de la Seine. Le Préfet de Police, Dubois, vexé, n'y siégera jamais. On se passe de lui. Enfin, le 29 germinal, le Conseil se voit attribuer la gestion supérieure des secours à domicile.

Après le Concordat, l'Archevêque de Paris est nommé membre du Conseil. Fidèle à la tradition, il accepte, sans se soucier de ce que sa place n'y est plus la première. La nomination de Delessert, âgé de 28 ans seulement, n'étonne personne. Il a déjà fait ses preuves. Il y siégera jusqu'à sa mort, soit pendant 46 ans. Mathieu de Montmorency, Parmentier, le vulgarisateur de la pomme de terre, Bigot de Préameneu, d'Aguesseau et La Rochefoucauld-Liancourt, l'ancien rapporteur du Comité de Mendicité, sont désignés pour siéger avec lui. Mais ces deux derniers se refusent. Au contraire, les Conventionnels Camus et Pastoret voient dans le Conseil un moyen d'exercer à nouveau des fonctions administratives ou politiques. Le zèle désintéressé de tous fera merveille : en effet, ces personnes, dont la plupart sont déjà occupées par ailleurs, acceptent de donner leur temps à un travail utile, du moment qu'ils peuvent le faire en toute liberté. « Voilà, dit Chaptal, les hommes honnêtes, probes, bienfaisants « et éclairés », nécessaires pour régénérer l'administration économique. « Ce ne sont ni des fonctionnaires, ni des médecins ; « il n'y a à craindre de leur part ni système préconçu ni déformation professionnelle (2) chez ces hommes, pour qui la cha-

(1) Lanzac de Laborie : *Op. cit.*, tome 5.

(2) J. Pigeire : *La vie et l'œuvre de Chaptal*, Paris, in-8, 1932.

« rité est un devoir et un sentiment, et dont les soins n'ont d'autre dédommagement que le bien qu'ils font ».

On est étonné que Chaptal insiste sur ces détails et attache tant d'importance au choix de ces hommes. La précaution ne paraît pas superflue si l'on examine l'état des hôpitaux après l'administration de ceux « dont les fonctions avaient cessé d'être gratuites » (1) et qui se suivaient avec une telle rapidité qu'ils restaient à leur fonction moins de temps que les malades à l'hôpital. « Les partis qui triomphent alternativement distribuent « le revenu aux gens de leur opinion. Aucun compte de gestion « n'est rendu ; les fonds ont disparu, les maisons hospitalières « sont totalement dégradées » (2). En 1799, le retard dans le paiement des salaires des employés remonte à 21 mois. « Les « murs ne sont pas toujours entiers, les plombs ont été emportés ». Quant aux malades, leur nombre est diminué par cette effroyable misère, ce qui n'empêche pas de voir, par exemple à l'Hôtel-Dieu : « Soixante fous liés par les pieds et par leurs « mains aux quatre pieds du lit. Leurs cris, qui pénètrent presque partout, ne permettent aucun repos aux malades dans les « salles voisines. Ces malheureux n'éprouvent la charité publique que par un long martyre qui ne finit qu'à la mort. Les « autres salles sont occupées par environ 2.000 malades, de tout « sexe, de tout âge, gisant presque partout deux à deux dans le « même lit. Le linge est insuffisant et dans le plus mauvais état, « et les vivres de la plus mauvaise qualité ». La comptabilité est un chaos qu'il est impossible de débrouiller (3).

C'est pourtant à cette dernière tâche que s'attache particulièrement Delessert ; il édicte des règles claires, communes à tous les établissements et rend possible un contrôle efficace. Banquier, il est bien préparé à ce travail. Dès lors, il devient possible d'établir un état des dépenses et un budget annuel. Le plus clair des ressources consistant en subventions municipales, il

(1) Pastoret : *Rapport sur l'état des hôpitaux, des hospices et des secours à domicile à Paris depuis le 1^{er} janvier 1814 au 1^{er} janvier 1814*, Paris, 1816, in-4.

(2) Archives Nationales, E₁ 88 2335-2336, E₁ 7 7433.

(3) Lallemand : *Op. cit.*

est difficile de préciser par avance les recettes. Avant 1789, les revenus s'élevaient à 8.664.412 francs ; maintenant, ils sont réduits à 1.785.418 francs. L' « octroi municipal et de bienfaisance », établi par la loi du 27 vendémiaire an VII, doit pourvoir aux dépenses de l'assistance publique ; cette administration n'en obtient que de faibles sommes. Le 7 germinal an XII, un arrêté ministériel fixe enfin la part à 1/3 jusqu'à concurrence de 6 millions et demi par an. Le droit des pauvres ou taxe sur les spectacles s'élevant au dixième du prix des places et affermé 400.000 frs est attribué en totalité aux hôpitaux et hospices. Après 1806, exploité en régie intéressée, il rapporte de 450 à 500.000 francs. Le passif légué par la Révolution est réglé par versement de titres de rentes. Les immeubles de Paris, qui ne rapportent pas suffisamment et exigent de trop grosses réparations, sont vendus et remplacés par des propriétés rurales. On évite ainsi, tout au moins en partie, d'avoir recours à ces « sous-ordres, qui marchent toujours entre deux écueils : une activité inquiète, avide de réparer ou ambitieuse de construire aux frais des hospices, et une nonchalance paresseuse, qui, faute de réparations, laisse tomber les bâtiments en ruines ». Enfin et surtout, les dépenses peuvent être comprimées de 7.789.000 francs en l'an IX à 6.803.000 en l'an X et 6.090.000 en l'an XI.

Décidé à administrer, le Conseil se refuse à diriger. Il se réserve le contrôle dans chaque établissement. Un directeur ou agent de surveillance est astreint de façon stricte à une présence continue. Delessert lui fait adjoindre à partir de 1803 un économiste chargé de toute la gestion financière (1). L'attention du Conseil se porte sur le problème le plus important, celui qui attire le plus de plaintes : Le régime alimentaire. Le Directoire, par mesure d'économie, a établi le 19 frimaire an VII le régime de l'entreprise. Le système s'est révélé, au contraire, très dispendieux. L'entrepreneur, mal surveillé, réalise son bénéfice en affamant les malades, qui d'ailleurs, pour la plupart, refusent

(1) Albert Mauger : *Simple notes sur l'organisation des secours publics à Paris*, (rapport lu à l'Académie des Sciences Morales et Politiques, dans la séance du 27 avril 1907).

le peu qu'on leur sert. Il est vraisemblable même que c'est pour arriver à ce résultat qu'il n'est servi que des plats immangeables. Frochot est partisan de la régie directe. Mais elle nécessite une grosse avance de fonds, que l'Administration n'est pas en mesure de fournir. Très prudemment, le Conseil propose un essai, dès que les premiers contrats d'entreprises viennent à expiration (1). Le régime précédent est continué à Bicêtre, à Saint-Louis, aux Enfants Malades et aux Orphelins, mais avec une surveillance très stricte. Une régie intéressée est tentée à l'Hôtel-Dieu, à la Charité, aux Incurables et à l'Hospice des Ménages : Le bénéfice, au-delà d'un certain chiffre est partagé par moitié entre le régisseur et l'administration. Un troisième groupe comprenant la Maternité, l'Hôpital des Vénériens, Necker, Beaujon, Cochin, Saint-Antoine, la Maison de santé et l'Hospice de Montrouge, est soumis au régime paternel. Delessert exerce la surveillance dans ce dernier, et veille à ce que l'Administration fournisse à chaque établissement ce qui lui est nécessaire. Ce dernier système, à condition d'être constamment contrôlé par des personnes de confiance, se montre bien supérieur aux deux autres. C'est en effet l'hôpital qui profite de ce qui, sous le régime de l'entreprise, aurait constitué le bénéfice de l'entrepreneur.

Le régime paternel est étendu dès que possible à tous les établissements et la boulangerie devient un service commun, géré par l'administration centrale, de même que la pharmacie. De plus, la cuisine elle-même est modifiée. On parvient sans grandes dépenses supplémentaires à servir les divers repas au lieu de distribuer une fois par jour à chaque malade la nourriture qu'il garde et réchauffe comme il peut, causant ainsi inévitablement du désordre et de la malpropreté. Chez les incurables, on voyait même des malades revendant à l'extérieur le peu qu'on leur donnait, pour dépenser aussitôt l'argent à acheter du vin. Certaines catégories de personnes ne savent pas prévoir. Il faut le faire pour eux et leur faire contracter de bonnes habi-

(1) Lanzaç de Laborie : *Op. cit.*

tudes. En même temps que la guérison matérielle, il faut tenter aussi la guérison morale.

Une sage administration attire la confiance et, par suite, les libéralités individuelles : Constitution de rentes, fondations de lits, participations à la construction d'hospices, souvent sous réserve de pouvoir y terminer ses jours, dons aux convalescents (1) se multiplient de façon encourageante. La tradition de l'ancienne France est reprise. Les legs affluent. Beaucoup, comme Delessert lui-même, estiment que « la charité est le meilleur moyen d'être heureux en ce monde », ou préfèrent plus simplement « faire le bien de leur vivant pour qu'on ne se réjouisse pas de leur mort » (1). Mais, ce qu'il faudrait surtout encourager, ce sont ces libéralités de médiocre importance prenant la forme d'un contrat de rente viagère au profit des donateurs : Sans constituer un gain tout à fait gratuit, ces actes sont avantageux pour les hospices « en raison du taux peu élevé dont se contentent les futurs rentiers ». C'est ainsi que beaucoup de vieux ménages sans enfants assurent leur avenir. Delessert veut encourager cette prévoyance : « Le meilleur service à rendre n'est-il pas de montrer la voie et de ne pas créer de nouveaux pauvres ? ».

Dès le début, le Conseil se rend compte de la nécessité d'une surveillance minutieuse et constante, exercée par ses membres. Toute l'expérience des dix dernières années serait là pour le montrer, si tous n'en étaient pas depuis longtemps convaincus. C'est ainsi qu'à chaque conseiller est affecté spécialement le contrôle d'un, deux ou même trois établissements. Il est bien entendu que le conseiller ne s'imisce en rien dans la direction, mais veille, se renseigne, fait ses observations au Conseil qui apprécie ses suggestions. Delessert, au cours des 46 années passées au Conseil, a à surveiller principalement, outre la Comptabilité générale, l'Hôpital Necker et celui des Vénériens. Sous la Restauration, il s'occupera quelque temps de la Maison de Santé du Faubourg Saint-Martin et de celle du Faubourg Saint-Denis et même de la Boulangerie générale, mais c'est surtout à

(1) B. Delessert : *Fondations qu'il serait utile de faire.*

Necker et aux Vénériens qu'il consacre ses efforts. C'est qu'en effet, au lendemain de la Révolution, un gros travail de réorganisation s'y impose.

Cédant à l'engouement du moment, Mme Necker avait obtenu du Roi 42.000 livres, prises chaque année sur les fonds de la Loterie royale pour l'essai d'une maison de charité de 120 lits (1). Elle voulait en faire un hôpital modèle, où chaque malade aurait son lit (2). Elle s'installa chez les Bénédictines de Notre-Dame de Liesse, dont la situation était très obérée et elle parvint à maintenir l'autonomie de l'établissement malgré les efforts du Curé de Saint-Sulpice et de l'Archevêque de Paris. Malheureusement, les efforts de Mme Necker ne furent guère couronnés de succès. Les bâtiments étaient humides et peu appropriés à l'usage auquel on les destinait : « l'air y est épais et « fétide en tous temps », déclare Clavereau l'architecte. « Dès la « première année la mortalité y est plus forte qu'à l'Hôtel-Dieu « qui, si l'on en croit Tenon (3), est pourtant bâti contre l'intérêt « des pauvres, de la Société, ses propres intérêts et en même « temps contre la simple prudence ». Pendant longtemps on a masqué la mortalité excessive en n'inscrivant plus dans la statistique les « phtisiques et les vieillards tombés dans le marasme ; ils ne sont portés ni comme entrés ni comme morts, car « les malheureux ont apporté, en entrant, une existence dont le « germe était fatalement compromis ». Il est juste de faire remarquer qu'à l'ouverture de l'hôpital, tous les phtisiques et les vieillards du voisinage avaient dû s'y précipiter. La situation n'a guère varié lorsque Delessert commence son inspection.

En dehors de la tâche du médecin, il y a fort à faire. La proportion des morts en l'an IX à l'Hôpital de l'Ouest (4) est tou-

(1) Gervais : *Histoire de l'Hôpital Necker*, Paris, 1885, in-8.

(2) L'Hôtel-Dieu était, à ce moment, une source de scandale : « On y « voit jusqu'à six malades tête bêche dans des lits de 4 pieds 4 pouces de « large, avec quelquefois un septième sur le ciel de lit. Dans la salle St- « François, on a vu jusqu'à 8 enfants varioleux dans le même lit. Il n'y « a souvent qu'une toise cube d'air par personne. On n'enlève pas tou- « jours le mort galeux avant de mettre un nouvel occupant. Les opéra- « tions se font au milieu des alités. »

(3) Tenon : *Rapport de l'Académie de Médecine*.

(4) Hôpital Necker.

jours élevée : 1 mort pour 8,25 malgré les soins prodigués par les religieuses dirigées maintenant par Sœur Claverot. Delessert ne peut pas songer à faire de grandes transformations au moment où le gouvernement demande des économies au Conseil des hôpitaux et hospices, et où aucun entrepreneur, non seulement n'accepte de faire crédit pour continuer les travaux, mais, au moindre retard dans les avances, abandonne ceux déjà commencés. L'introduction du régime paternel pour l'alimentation améliore considérablement la situation des malades, tout en permettant de comprimer les dépenses. Les murs, bien salis depuis dix ans, sont lavés et blanchis à peu de frais par les vieillards de Bicêtre. Ces derniers sont enchantés de cette distraction, ce léger travail leur rend la gaieté. La création d'un Bureau Central d'admission écarte les malades peu intéressants, qui peuvent fort bien se contenter de quelques soins à domicile. Ces quelques mesures de salubrité générale sont suffisantes pour abaisser la mortalité à une proportion plus normale. Des travaux de réparation et de transformation, ajournés depuis longtemps, sont enfin entrepris ; les croisées sont agrandies ; on enlève certains plafonds, supprimant ainsi la salle supérieure, mais augmentant le cube d'air respirable. La construction d'un préau pour les convalescents et la création de salles de bains achèvent de transformer l'établissement en un hôpital salubre. Il n'aura guère besoin d'être modifié par la suite ; il ne sera plus question de le supprimer.

Chez les Vénériens, le terrible Hôpital du Midi (1) comme l'appelle Balzac, la tâche de Delessert est analogue. Autrefois, Bicêtre suffisait à l'hospitalisation des malades. Les progrès de l'immoralité pendant la Révolution ont rendu nécessaire l'ouverture d'une maison spéciale, qu'on a installée dans l'ancien couvent des Capucins du faubourg St-Jacques. Elle est vite insuffisante puisque, sous le Consulat « pour entrer à l'hospice » des Vénériens, il faut quelquefois se faire inscrire deux mois « d'avance ». Delessert, à son arrivée, trouve des malades hospitalisés dans des soupentes de sept pieds de haut. Il compte jusqu'à huit malades dans le même lit ; « les croisées sont clouées

(1) Devenu depuis l'Hôpital Ricord.

« ou murées (1) ; il ne voit pas le carreau du sol, couvert d'or-
« dures ; les paillasses n'ont pas été renouvelées depuis des an-
« nées ; les draps et les couvertures sont en lambeaux et tout
« leur tissu se trouve imprégné des matières excrémentielles des
« malades et du pus qu'ont fourni leurs ulcères. Les traversins
« ne sont pas couverts de toile et la tête des malades repose sur
« le coutil souillé par ceux qui les ont précédés pendant plu-
« sieurs années. Le plus grave est que deux cents à deux cent
« cinquante malades ne sont même pas traités ».

En peu de temps l'ordre et la discipline nécessaires sont rétablis et les devoirs du corps médical nettement précisés ; l'amélioration de l'hôpital est rapide, les murs sont réparés et reblanchis, les dallages nettoyés et mieux aménagés ; l'introduction de fourneaux bien isolés permet de faire des économies quoique l'on chauffe maintenant non plus seulement la cuisine et la pharmacie mais encore plusieurs salles elles-mêmes et l'eau des bains. De plus, un traitement gratuit pour les malades de l'extérieur, dont les cas sont peu graves, diminue le nombre des hospitalisations, et retire la clientèle aux charlatans, tout en laissant les gens à leurs affaires.

En visitant les hôpitaux, Delessert se rend vite compte des besoins nouveaux à satisfaire. Il faudrait ouvrir pour les malades de condition aisée mais qui ne peuvent se faire soigner chez eux un établissement payant, mais offrant un certain confort. Le 16 nivose an X, le Conseil autorise l'ouverture de la Maison de santé du faubourg Saint-Martin. En raison des maladies qui y sont soignées, le registre d'inscription reste secret. Le prix des chambres particulières est de 4 à 5 francs par jour ; les repas peuvent être apportés du dehors sans autorisation. Ainsi, de petits bourgeois peuvent recevoir les soins nécessaires sans occuper à l'hôpital la place de plus pauvres qu'eux. Le succès est immédiat dès le début ; on doit agrandir l'installation aux dépens des maisons voisines. « Le produit des lits couvre non seulement les frais généraux de la maison, mais encore les dépenses d'agrandissement ».

Pour Delessert, ces occupations sont une véritable joie. Ce

(1) Pastoret : *Rapport au Conseil général des hospices*, Paris, 1816, in-4.

riche banquier n'agit évidemment pas par ambition ou recherche de la gloire. Un soir de Noël, il revient de visiter un hôpital ; il passe devant la devanture d'un magasin de jouets. Il pense aux enfants pauvres qu'il vient de quitter. Depuis lors, les enfants de l'hôpital reçoivent des jouets à Noël. Ils ne savent pas qu'ils le doivent à ce grand homme froid, au visage un peu triste et qui mourra sans descendance. Le désintéressement, la générosité, la conscience du rôle que chaque homme a le devoir de remplir, se retrouvent également chez beaucoup des collègues de Delessert. Balzac dépeindra fort bien, dans « Le médecin de campagne » ces hommes, qui se croient obligés de faire plus que leur devoir professionnel, et ne sont satisfaits que si autout d'eux ils ont amélioré la situation de leurs semblables. Le sentimentalisme et la philanthropie du XVIII^e siècle se concrétisent ici dans l'action de l'élite. A Bonaparte, à Chaptal, à Frochot doit revenir le mérite d'avoir associé ces notables à la direction des affaires. Ils ont ainsi remédié à l'inertie de l'Administration par l'intelligence souple, le désintéressement, l'activité, l'esprit d'initiative de ces anciens Conventionnels, de ces anciens émigrés, de ces négociants, de ces industriels. Le gouvernement a reconnu l'avantage d'utiliser ceux qui se donnent plutôt que ceux qui se font payer, d'avoir recours pour l'administration à des hommes trempés à l'épreuve quotidienne de la vie, habitués à tenir compte des sanctions violentes des lois économiques. Ces notables ont fait preuve d'initiative dans la création, de pondération, de mesure, de largeur de vue dans l'administration et surtout d'une grande prévoyance. C'est à une organisation semblable que Delessert pensera lorsqu'il fondera les caisses d'épargne. N'a-t-elle pas fait ses preuves à la Société Philanthropique, et à l'administration des hôpitaux ?

B. — LE COMMERCE

1. — La Chambre de Commerce de Paris

Alors pourtant que le gouvernement de Brumaire songe à faire appel, pour l'administration du pays aux industriels et aux commerçants pour les joindre aux notables muris dans les hautes fonctions politiques par les années de la Révolution, il faut

constater que le commerce de Paris n'a encore créé aucun organisme officiel pour le représenter, et faire connaître ses besoins aux dirigeants. Sous l'Ancien Régime, les marchands entraient au corps de ville et envoyaient leurs députés aux Etats Généraux (1). C'est là évidemment une représentation toute temporaire. En 1559, à Marseille, l'Assemblée des négociants nomma quatre représentants chargés de s'occuper spécialement des intérêts généraux du commerce. Mais il s'agit d'un fait isolé dû à l'initiative privée. En 1607, Henri IV créa une Chambre Supérieure du Commerce, chargée d'examiner « les propositions, placets et mémoires relatifs aux manufactures et au « commerce tant intérieur qu'extérieur ». Mais cette initiative ne put donner des résultats efficaces car les membres de la Chambre étaient exclusivement choisis parmi les membres de la Cour des Comptes et de la Cour des Aides. D'ailleurs, son existence fut brève ; cet organisme disparut en effet à la mort d'Henri IV. Mais les commerçants prirent une place de plus en plus importante dans les assemblées provinciales et, par l'intermédiaire des tribunaux consulaires, firent parvenir leurs doléances jusqu'au roi.

Les commerçants demanderont la reconstitution de la Chambre. Louis XIII, en 1616, la rétablit sous le nouveau nom de Chambre du Commerce général, et y appella bientôt des commerçants et le prévôt des marchands de Paris. Richelieu, comme surintendant général de la navigation et du commerce, présidait les séances. Là furent discutés les grands projets comme la « Colonisation des Indes orientales, la Compagnie pour le « commerce des Indes occidentales et la Compagnie royale pour « la construction de 250 navires... ». L'Edit de 1664, préparé par Colbert, marqua une étape nouvelle de l'idée de représentation commerciale, désormais assurée d'une façon régulière. Les commerçants députèrent quelques-uns d'entre eux pour porter leurs plaintes et leurs propositions. Il y avait auprès du roi une personne spécialement préposée pour les recevoir. Colbert pré-

(1) Les renseignements suivants sont entièrement empruntés à la brochure : *La Chambre de Commerce à l'exposition de 1900*, Paris, in-4, 1900.

sidait le Conseil général du commerce. Il y fut le véritable promoteur des Chambres de commerce. Il entendait que les commerçants se réunissent dans chaque province en assemblées pour faire connaître au Conseil leurs besoins généraux et particuliers. Ces assemblées ou chambres de commerce lui paraissaient le complément indispensable du Conseil institué par Henri IV. Aux termes de l'arrêt du 29 juin 1700, douze « marchands-négociants (1) » du royaume, ou personnes ayant fait longtemps le négoce, devaient être élus par leurs pairs pour faire partie du Conseil. Deux devaient être pris à Paris. Des chambres de commerce étaient instituées dans les grandes villes. « Les marchands-négociants des autres villes peuvent adresser leurs mémoires... pour être examinés par celles desdites chambres particulières de commerce à laquelle lesdits mémoires ont été adressés, et, ensuite envoyés par les dites chambres avec leur avis au dit Conseil de Commerce ». Les Chambres correspondaient entre elles et s'entendaient souvent en vue d'une action commune auprès du Conseil, devenu Bureau du commerce. Elles avaient des attributions judiciaires, et fixaient les usages du commerce local par des parères. Les membres du tribunal consulaire faisaient d'ailleurs presque toujours partie de la Chambre et souvent, en fait, les deux institutions se confondaient.

A Paris, siège du bureau, il n'y avait aucune autre organisation ; les juges et consuls ou le prévôt des marchands ou même la députation de la ville pouvant le saisir directement. Il est à remarquer que sous l'Empire, la dualité des organismes apparaît à nouveau ; mais alors, en fait, ce sont au contraire les seuls membres du Conseil général habitant Paris et pour la plupart membres de la Chambre de commerce de la ville qui y siègent. Un député (2), élu par les six corps marchands de Paris négociants ou banquiers et pouvant être appelé au Bureau, était par la suite spécialement chargé de veiller à ce qui intéresse le commerce et les fabriques de la ville. Il était sous les ordres du

(1) Marchands en gros.

(2) Arrêt du Conseil d'Etat du 29 avril 1785.

Lieutenant de police. Le pouvoir personnel du roi et les expédients financiers amènent la suppression du Bureau. D'abord, il fut fusionné avec le Conseil des finances, puis on le rétablit mais en tenant à l'écart les députés du commerce, et en les réduisant à n'avoir avec le Conseil que des rapports écrits. Le Conseil général de commerce sous Louis XVI n'avait plus que voix consultative, et ne parvint pas à obtenir le droit d'envoyer les députés aux Etats généraux de 1789. Il avait néanmoins un certain prestige, puisque le roi lui soumettait les traités de commerce, et que c'est sur ses instances qu'il limita les pouvoirs des corporations.

En 1791, il est supprimé et à la fin de la même année, une fois de plus rétabli, mais cette fois-ci sous le nom de Bureau Central d'administration. Il lui est prescrit de consulter les anciens membres des Chambres de Commerce qui, supprimées elles aussi, ne sont pas rétablies. Elles se reforment, néanmoins, presque partout comme sociétés.

La société sort de la Révolution à peu près ruinée. Les assignats ont appauvri l'épargne et le commerce. Les rentiers sont réduits à la « petite écuelle ». Au milieu du dénuement général des nouveaux riches, pour la plupart des munitionnaires, fournisseurs de l'Etat, spéculateurs sur les biens nationaux étalent souvent un luxe insolent. Il n'est pas étonnant que le mépris général, qu'ils attirent, rejaillisse sur les négociants, qui, pourtant, s'efforcent de poursuivre honnêtement leur commerce. Ouvrard (1), dont le grand mérite a été de prévoir dès 1789 l'immense avenir de la presse, est maintenant à la tête d'une fortune colossale constituée grâce à son « Bureau d'anthropophages ». Rue Boissy d'Anglas et au château du Raincy, il donne des fêtes éblouissantes en l'honneur de Mme Tallien. Perregaux (2), qui pourtant a fait fortune par des moyens honnêtes ne contribue pas de son côté à faire changer l'opinion que le public a sur la conduite des hommes d'affaires. Tous ces financiers qui, sous le Directoire, n'osaient trop montrer leur opulence, étaient

(1) A. Liesse : *Portraits de financiers*, Paris, in-8, 1908.

(2) Lhomer : *Perrégaux*, Paris, in-8, 1926.

maintenant au grand jour, leur libertinage. Bonaparte a connu les traitants et leurs fournitures aux armées ; il ne reviendra jamais sur l'opinion qu'il s'en est faite, et qui paraît en grande partie justifiée. La trahison des « Vivres-viandes » ne vaudra-t-elle pas les vols des charrois de la Convention ? Mais il a tort de confondre dans une même réprobation tous les hommes de finance, les « marchands d'argent ». Ayant toujours à l'esprit la faillite de Law et l'effondrement des assignats, Napoléon « se défie des spécifiques réputés infailibles, il ne croit qu'à la « vertu de l'économie et à la toute puissance de l'ordre. Sa gestion sera d'un merveilleux terre à terre, économe, bourgeois, « souvent brocanteuse et traficante. Aux grands moyens, il préférerait les petits, sans trop regarder à la qualité... ». Il se montrera intraitable avec un Récarnier, comme d'ailleurs avec la Banque de France. Lors de la crise de 1804, il faut que la Banque paie, faute de quoi elle sera mise en faillite. Il constate que les financiers composent « la tête de la société et y tiennent le « premier rang » ; il n'en faut pas plus pour qu'il veuille les faire « rentrer dans la foule (1) ». De toutes les aristocraties, celle-là lui semble la pire. Pourtant, dès le soir du 18 brumaire, Bonaparte doit envisager la collaboration avec « ceux du Perron ».

C'est qu'en effet, l'héritage du Directoire est maigre. La Trésorerie ne dispose que de ressources ridicules ; par contre les dettes sont énormes et pressantes, sans parler des arriérés de salaires et de traitements. Il ne s'agit pas pour l'instant d'assurer l'avenir, mais de subvenir aux besoins quotidiens. Les banquiers voient que ce jeune général heureux incarne l'ordre ; avec Delessert, ils avancent au nouveau gouvernement ce qu'il lui faut pour attendre les premières rentrées d'impôts et les résultats attendus d'une réorganisation financière. Delessert n'a pas hésité à escompter les bénéfices d'une restauration de l'ordre politique qui, à son tour, rendra possible le redressement économique. Cependant, cette collaboration rapide avec le Premier Consul ne servira guère à rapprocher ce dernier de ceux qui, pourtant, comme lui, désirent tant la stabilité et l'or-

(1) Frédéric Masson : *Jadis*, Paris, in-8, 1905.

dre dans les rapports sociaux. Il gardera rancune du taux élevé de l'intérêt demandé, et qui n'est pourtant dans une très large mesure que la contre partie des aléas que présente la combinaison. Ce génie militaire a peine à concevoir l'existence de lois économiques rebelles à l'action de la volonté, et auxquelles il faille se soumettre si on désire la prospérité. Cette incompréhension rendra souvent pénibles les rapports de l'Empereur avec les négociants ; dès le début, ceux-ci ont pourtant fait cause commune avec lui. C'est qu'en effet, comme lui, ils préfèrent la sûreté des petits profits, aux dangereuses fortunes pêchées en eau trouble ; mais souvent, leurs conceptions dépassent celle de l'économie « bourgeoise et terre à terre » de l'Empereur, surtout en matière de crédit. La Banque de France est créée sous la forme commerciale, indépendante de l'Etat, mais contrôlée par lui. Dans les premières années, Napoléon ne lui demandera aucune aide. Il regrettera parfois l'indépendance dont jouit cette institution, indépendance qu'il a pourtant voulue et qui limite ses exigences. Malgré les nombreux différends qui s'élèvent entre la Banque de France et l'Empereur, celui-ci n'osera jamais modifier la forme commerciale de la Banque. En 1802 Delessert, qui à moins de trente ans, entre au Conseil de Régence, où il restera jusqu'à sa mort, trouve déjà lourd le contrôle de l'Etat, qui choque sa conception libérale. Le Conseil tentera vainement en 1814 de s'en affranchir. Delessert, instruit par son père des difficultés qu'a connues la Caisse d'Escompte sera toujours partisan de l'indépendance, sans toutefois, pour cela, vouloir entrer en conflit avec le pouvoir central.

Une autre occasion se présente pour le Premier Consul de collaborer de façon plus étroite avec les négociants. Le Directoire (1) s'était procuré de l'argent en donnant comme garantie aux prêteurs des privilèges sur le produit de certains impôts. Un arrêté consulaire du 15 nivose an VIII déclare les prêteurs déchus du droit de se faire payer à la Caisse des receveurs généraux sur le produit des contributions. Cette mesure s'imposait à tout gouvernement conscient de sa dignité ; mais, prise ainsi.

(1) Lanzaç de Laborie : *Op. cit.*, tome VI.

elle ne peut être admise par les créanciers, dont le titre se trouve ainsi modifié par la seule volonté d'une des parties. De plus, les acquéreurs de bonne foi se trouvent lésés. Plusieurs commerçants protestent dans une lettre ouverte. Animé d'un libéralisme qu'on ne peut qu'admirer, le Premier Consul, par l'intermédiaire du Ministre des Finances, « invite pour le soir même « douze négociants, appartenant aux douze premières maisons « de Paris, et pouvant être considérés comme représentant réellement le commerce de la capitale ». Avec Delessert se présentent Perregaux, Lecouteulx, Basterreche, Davillier, Rabillaud et Mallet : les autres ne peuvent être atteints. Bonaparte, après un long échange de vue, demande si la brochure a été délibérée en assemblée générale du commerce, et demeure étonné à la réponse que « les négociants de Paris n'ont pas de représentation « de leurs intérêts professionnels. C'est le préfet Frochot qui se « serait opposé à cette représentation (1). Il estime en effet que « sous un gouvernement, où sont appelés par représentation « toutes les classes de la société, on a dans le Tribunat, dans le « Corps législatif, dans le Conseil d'Etat les meilleures de toutes les chambres de commerce, puisqu'on y trouve une réunion d'hommes éclairés qui, voyant l'administration dans son « système général comme dans ses rapports particuliers, peuvent maintenir un juste équilibre dans les diverses branches « qui la commandent ». Mais Napoléon verra plus large lorsqu'en 1815, il désignera Delessert comme député représentant le négoce de Paris au Corps législatif.

Il faut croire que l'avis du Préfet est écouté, car l'arrêté du 3 nivose an XI, instituant les chambres de commerce, ne mentionne rien pour la capitale. Toutefois, peu de temps après, Chaptal fait droit aux réclamations des commerçants, et, le 6 ventose an XI, obtient la création de la Chambre de Commerce de Paris. Cette Chambre doit se renouveler elle-même par tiers chaque année par cooptation de ses membres ; mais lors de sa création, les membres sont élus par soixante notables, désignés par le préfet. Il y a lieu de remarquer parmi les premiers élus,

(1) Lanzaç de Laborie : *Op. cit.*, tome VI.

outre Benjamin Delessert, Ternaux, qu'il a connu aux armées dans l'entourage de Lafayette, Dupont de Nemours, le disciple de Turgot qui est désigné comme secrétaire, et Vignon, président du Tribunal de commerce. Ternaux a voté contre le Consulat, mais on rend justice à sa valeur ; on ne lui garde pas rancune de son opposition. Le Premier Consul veut créer des institutions solides ; aussi n'hésite-t-il pas à s'appuyer sur ceux qui résistent, quand ils ont de la valeur.

Dès le premier jour, la Chambre se met au travail, et se rendant compte qu'on ne la laissera vivre que si elle sait ne pas porter ombrage, elle s'efforce « d'éviter tout ce qui pourrait donner « la pensée d'une sorte de confédération entre les chambres de « commerce, dont aucune n'a de voix que consultative et « isolée ».

Dès le début de 1804, la question douanière oppose Delessert à tous ses collègues. Pendant la courte trêve d'Amiens, il a essayé de montrer que la paix est un moyen sans doute de multiplier les échanges, mais surtout, de développer l'industrie nationale et de lui assurer le marché du continent. A l'inverse de ses collègues de la Chambre de commerce, il ne suit pas les théoriciens du moment qui, constatant la contrebande et l'insuffisance de surveillance, demandent contre les fonctionnaires prévaricateurs des sanctions pouvant aller jusqu'à la peine de mort (1). Pour lui « les taxes doivent être moins des ressources « pour le trésor qu'un encouragement pour l'industrie ». Les autres membres de la Chambre voient dans l'exportation une grosse source de revenu et pensent que, seul, le libre échange la permet. Le libre échange, en facilitant la division du travail selon les aptitudes, évitera les guerres douanières. Les taxes doivent donc être abaissées. La discussion est ajournée, mais, le 9 nivose an XII (2), la Chambre fait imprimer 1200 exemplaires d'un mémoire dans lequel elle proteste contre la prohibition des fils de coton : « Le propriétaire de la filature veut aller chercher « son coton à Londres même, s'il est nécessaire ; le manufactu-

(1) Choquet : *La Chambre de Commerce de Paris en l'an XI et XII de la République*, Paris, in-4, 1900. — Procès verbaux des délibérations.

(2) *Centenaire de la Chambre de Commerce de Paris 1803-1903*, Paris, in-4, 1900.

« rier d'étoffes veut choisir son fil sans entraves ; le fabricant de
« toiles peintes et le brodeur prétendent exercer leur industrie
« sur les tissus les plus parfaits, chacun veut l'exclusif pour ses
« ventes, la liberté pour ses achats. Qui fera cesser cette lutte ?
« Qui favorisera le perfectionnement des travaux de tous ? La
« concurrence, la liberté sans restriction ». La concurrence
étrangère est un stimulant pour l'industrie, qui ne progresse
qu'avec elle. Seule, la libre entrée des cotons anglais a fait sur-
gir les manufactures.

Contre cette opinion, Delessert seul s'élève le 23 nivose : « Ces
« principes seront funestes à notre industrie nationale et ne fe-
« ront que favoriser nos ennemis. Une industrie naissante a
« besoin, pour s'élever au niveau de celle de ses voisins, d'être
« encouragée ou par une prohibition ou par une taxation équi-
« valente, jusqu'au jour où ses perfectionnements successifs lui
« permettent de lutter à armes égales avec ses rivales. Si j'avais
« à choisir entre ces deux moyens, c'est encore à la prohibition
« que je donnerais la préférence, attendu que la marchandise
« taxée, dès qu'elle a franchi nos frontières, peut circuler libre-
« ment dans l'intérieur, soit qu'elle ait acquitté ses droits, soit
« qu'elle ait été introduite frauduleusement, tandis qu'elle de-
« meure saisissable partout où elle se trouve si elle est frappée
« de prohibition ».

Fort de toute son expérience d'industriel, il ajoute : « Com-
« ment pourrions-nous arriver à lutter avec les Anglais pour la
« fabrication des cotonades, puisqu'ils ont sur nous dans cette
« partie un avantage de 30 à 40 %, avantage résultant de leur
« libre navigation, du bas prix de l'intérêt de l'argent, de l'a-
« bondance de capitaux, de la perfection de leur outillage, de
« l'habileté de leurs ouvriers ? Avant de songer à créer des fabri-
« ques d'étoffes, commençons donc par assurer la prospérité
« des filatures destinées à les alimenter. Quand ce résultat sera
« obtenu, on pourra alors, mais alors seulement, s'occuper des
« fabriques de toiles de coton ; mais si le Gouvernement laisse
« à ces dernières la faculté d'aller chercher leurs fils chez nos
« voisins, cette faveur entraînera inévitablement leur chute, car
« l'industrie française de la filature se trouvera promptement
« détruite et les Anglais, maîtres de la situation, interdiront à

« court délai l'exportation de leurs fils ». Il n'y a pas lieu de traiter différemment les fils de coton et les étoffes qu'ils sont destinés à constituer et de leur expliquer des droits différents.

Ces paroles choquent sans doute les convictions de l'auditoire, puisqu'il se trouve quelqu'un pour dire à cet industriel : « Vous confondez l'intérêt particulier des manufacturier et l'intérêt général de l'industrie. Assuré de l'écoulement de ses produits, le fabricant n'aura aucune raison le poussant de perfectionner son outillage ; la concurrence seule, pourra tenir son esprit en éveil et l'obliger à des améliorations indispensables ». L'objection a sa valeur et il faut reconnaître qu'en effet « c'est la prohibition surtout qui engendre la fraude ». Si on établit un pareil régime de protection, il faut corrélativement organiser à l'intérieur une police spéciale pour saisir les marchandises prohibées. « Réfléchissez, dit-on à Delessert, aux procédés vexatoires dont elle exigera l'application, et demandez-vous si les agents du fisc, en effectuant leurs poursuites, ne causeront pas un préjudice plus grave aux affaires que la fraude elle-même. Redouter que l'Angleterre ne profite de la situation pour nous priver de ses fils de coton est une crainte absolument chimérique, car les Anglais ont besoin d'entretenir, voir de développer leurs débouchés. Laissez donc chacun agir librement ; permettez au filateur d'aller chercher ses cotons là où il les trouvera avantageux, et au fabricant d'étoffes de se procurer les matières premières suivant sa convenance ».

On voit que si les commerçants craignent la prohibition, c'est parce qu'ils veulent pouvoir se procurer facilement et à bon marché des matières premières ou des produits demi-ouvrés, et aussi parce qu'ils redoutent l'immixtion de l'Etat dans leurs affaires. Comme les auteurs de l'Ecole classique, ils affirment que le progrès ne peut sortir que de la concurrence, ce que personne ne conteste, mais que cette dernière doit s'exercer sur le plan international. Leur patriotisme, dont ils ont maintes fois donné des preuves ne se traduit pas par le désir de voir s'instaurer en France un régime économique en quelque sorte anarchique. Ils estiment que les ressources de chaque pays qui sont souvent différentes, doivent se compléter, chacun s'exerçant à produire ce qu'il excelle à faire et à acheter aux autres ce qu'ils font mieux

que lui. Les différents pays doués d'une activité économique sont comme les membres d'un même corps, où chacun ayant une fonction différente, coopère au bien commun. Cette conception de solidarité est née des théories chères aux libéraux de la fin du XVIII^e siècle, dont les pensées visaient plus l'humanité entière que leur patrie ; elle a été fortifiée par la naissance et de développement et la grande industrie pour laquelle les frontières du pays encerclent un marché trop restreint. En tout cas, les membres de la Chambre de Commerce croient avoir rompu définitivement avec le vieux mercantilisme, qui, pour fonctionner, exige des frontières fermées à l'importation, mais largement ouvertes à l'exportation des produits manufacturés.

Delessert, qui connaît bien l'Angleterre, ne s'arrête à aucune de ces considérations théoriques ; il tente d'ouvrir les yeux de ses collègues sur la puissance presque irrésistible des producteurs britanniques : « Lorsqu'après le traité de 1787, dit-il, les « produits anglais entrèrent en France, elles l'inondèrent. Leur « finesse et la modicité de leur prix firent abandonner partout « l'usage des nôtres. Sortant de leur apathie, nos fabricants ont « imité leurs voisins, renchéri sur eux par l'élégance des for- « mes, en un mot, il s'est établi de nombreux ateliers, qui mar- « chent à la perfection ». Mais ces temps là ne sont plus, c'est notre liberté que Delessert défend. A supposer même que la France parvienne à fabriquer des étoffes comparables à celles de l'étranger, elle n'a plus de liberté si elle doit dépendre de lui pour ses fils ; elle se trouverait ainsi à la merci de ses propres concurrents. Il ne cache pas que l'application de ses théories peut amener le consommateur, au moins au début, à payer d'un prix élevé les produits qui n'ont pas subi de concurrence, mais il estime que l'intérêt bien entendu du consommateur est de permettre à ses concitoyens d'acquérir le marché intérieur et de le garder. L'étranger, s'il parvenait à s'en emparer, ne se gênerait pas pour profiter de sa situation, lorsqu'il n'aurait plus à craindre la concurrence, et l'on serait alors livré sans remède à ses exigences. Le consommateur n'a pas à craindre de pareilles entreprises des industriels de son pays. Il existe pour le gouvernement de nombreux moyens d'empêcher que le manufacturier n'abuse de la situation privilégiée qu'est pour lui un marché

sans concurrence. Enfin, voyant son auditoire incrédule, Delessert cite l'exemple de la Suisse, dépourvue elle aussi de matières premières et qui, en ce moment même crée des filatures. Mais il ne parvient pas à convaincre la Chambre de Commerce, de demander la prohibition du fil de coton. Plus tard, en 1806, devant les mêmes hommes, il se voit obligé de constater encore « que les Anglais ne sont redevables de leur prospérité commerciale qu'au système de la prohibition, que nos capitaux sortent pour aller chercher au dehors un emploi plus favorisé » et que, notamment, « les manufactures de toiles peintes n'ont dû leur succès qu'à la prohibition ». Il ne les persuadera pas plus que la première fois. Il faut reconnaître que la position prise par Delessert est en contradiction avec toutes les idées émises de son temps. C'est qu'en effet, à l'époque, le parti contraire semble bien celui de la sagesse. C'est aussi celui qu'a adopté le ministre Chaptal. Pour lui, « tous les efforts du gouvernement doivent tendre à faciliter les approvisionnements des fabriques et à assurer la consommation des produits manufacturés ». Pour cela, il ne voit que les moyens suivants (1) :

1°) « Il doit être libre au fabricant de s'approvisionner de toutes les matières premières de son industrie dans tous les pays où ces matières lui présentent plus d'avantages soit par le prix, soit par la qualité ».

2°) « Le gouvernement doit rendre libres l'entrée et la circulation de toutes les matières premières fabriquées même pour les produits demi-ouvrés ».

3°) « Les produits manufacturés doivent jouir des mêmes avantages pour l'exportation ».

4°) « Le gouvernement doit imposer le fabricant et affranchir de presque toute redevance les matériaux et le produit de son industrie ».

Enfin, dit-il, on se gardera de croire que c'est « en prohibant l'entrée des produits étrangers qu'on donnera de l'avantage à nos fabriques nationales ». Pour lui, en effet, cette prohibition entraîne trois inconvénients majeurs : Frustrer l'Etat d'un

(1) J. Pigeire : *Op. cit.*

revenu de douane, alimenter la contrebande, et ne plus offrir de stimulant à l'activité de nos industriels. Il désire que l'étranger concoure avec les Français sur les marchés nationaux, le gouvernement se bornant à taxer au dessous de 12 ou 15 % de leur valeur commerciale les importations frappées dans leur propre pays de charges fiscales inférieures à celles grevant la production française du même article. Ce sont là les idées de Smith.

Ce que Frédéric List doit découvrir quelques années plus tard après avoir voyagé aux Etats-Unis d'Amérique, Delessert l'expose déjà nettement dans les premières années du siècle. La France n'est pas beaucoup moins bien placée que l'Angleterre. Elle doit suivre son exemple pour essayer de reprendre l'avance qui seule, permet à la Grande-Bretagne d'inonder notre pays de produits de qualité. Il faut que la France protège son industrie naissante. Delessert ne désire pas établir la prohibition à demeure. Il est trop imbu des principes de Smith et trop soucieux de l'intérêt du consommateur. Mais c'est justement pour aboutir au bien-être du consommateur, qu'il lui demande un sacrifice tout temporaire, qui, par la suite, le mettra à l'abri des entreprises de l'étranger, dont le désir est surtout de profiter de nos besoins.

Delessert, comme List d'ailleurs, ne songe en aucune façon à étendre la prohibition aux produits agricoles. Il est à remarquer d'ailleurs que la France est sous ce rapport dans une situation plus avantageuse que la plupart de ses voisins, qu'elle n'a pas à craindre leur concurrence dans ce domaine, ayant un sol et une organisation agricole, somme toute, meilleure. Toute mesure douanière de protection agricole aurait pour effet de donner au producteur des bénéfices prélevés sur le consommateur par une hausse de prix qui ne correspondrait pas à des difficultés plus grandes ou à un coût plus élevé de production.

En fait, la guerre avec l'Angleterre ne laisse pas au gouvernement le choix de la politique à suivre. La solution s'impose : Voulant supprimer le commerce anglais en France et sur tout le continent, on en vient naturellement à la prohibition quelles que soient les conséquences économiques de cette mesure

politique. Ayant à l'esprit l'exemple caractéristique de l'industrie du sucre de betteraves, Delessert pourra dire plus tard, sous la Restauration : « Nos consommateurs achètent aujourd'hui 60 centimes ce qu'ils achetaient jadis au prix de 5 francs ». Chaptal en 1819 dans son ouvrage : « De l'industrie française », reconnaît s'être trompé en cherchant à dissuader l'Empereur d'établir le protectionnisme : « On n'a pas tardé à se convaincre qu'il ne suffit pas toujours de vouloir pour surmonter les obstacles naturels qui s'opposent au développement de l'industrie ; or, on a éprouvé presque partout que des manufactures naissantes ne pouvaient pas lutter contre des établissements cimentés par le temps, alimentés par de nombreux capitaux, des soins soutenus, exploités par un grand concours d'artistes instruits et exercés, et l'on a été forcé de recourir aux prohibitions pour écarter la concurrence des industries étrangères ». Delessert avait nettement affirmé en l'an XI que, pour lui, la protection obtenue par la prohibition ne doit pas être permanente, mais transitoire, qu'elle n'est qu'un procédé de circonstance.

Au début de la Restauration, la Chambre des Députés, convaincue, affirmera qu'en « matière d'économie politique, les douanes sont établies pour assurer la prospérité des manufactures, pour faire fleurir l'industrie nationale » (1). A l'occasion du droit sur les châles de Cachemire, Delessert précisera sa conception (2). A un moment où sous des influences diverses, les économistes de l'Ecole individualiste ont inconsciemment tendance à se placer au seul point de vue du consommateur, Delessert, sans d'ailleurs négliger cet aspect du problème, voit qu'il est primordial et indispensable de doter son pays d'un outillage moderne et puissant, qui permette une importante production. Il semble qu'alors Napoléon soit, avec Delessert, le seul à avoir une semblable conception de l'intérêt général. Au lendemain de la Paix d'Amiens, lorsque tous les commerçants et surtout ceux de Paris (3) attendent de notables

(1) Levasseur : *Op. cit.*

(2) *Moniteur*, 1820, p. 567.

(3) Lanzaç de Laborie : *Op. cit.*, tome 6.

atténuations des droits de douane, Bonaparte fait prendre une ordonnance prescrivant l'estampille en fabrique des « basins, « piqués, mousselinettes, draps et velours de coton ». Napoléon veut profiter de la paix pour multiplier les échanges, développer l'industrie nationale, et lui assurer le marché du continent. Il réagit vivement contre la mode des « étoffes venant d'Angle-
« terre, et la manie des mousselines » (1). La preuve la plus éclatante de la justesse des vues du Consul est donnée par Delessert et Richard-Lenoir. Alors que tous les autres commerçants protestent contre les mesures restreignant le commerce des gazes et mousselines, que la mode réclame et qu'on ne peut se procurer à l'étranger, Richard-Lenoir (2) soutient que les industriels français peuvent faire aussi bien et même mieux que les concurrents anglais. Peu après, il sort en effet de sa manufacture des tissus de grande qualité (3), comme Delessert de son usine de Passy.

La doctrine de Delessert est nuancée, comme doivent l'être toutes les théories économiques. Il n'est pas partisan d'une production intensive. Pour chaque cas particulier, il mesure les débouchés ; mais c'est parce que le marché intérieur lui paraît à lui seul devoir correspondre déjà à une production industrielle plus développée qu'il veut « assurer à notre pays
« une branche d'industrie dont les produits, très communs,
« très répandus, sont pourtant jusqu'à présent, tous achetés
« à l'étranger (4) ».

Si des industriels parviennent à produire en peu de temps des objets dont le fini est comparable à ceux de l'étranger, ce n'est pas sans de grandes difficultés et de grands risques. Delessert n'aboutira à produire le sucre de betteraves qu'après de

(1) Lanzac de Laborie : *Op. cit.*, tome 3.

(2) En réalité il s'agit de Richard qui, par son ingéniosité, s'est enrichi suffisamment pour s'associer avec Lenoir. A la mort de son associé, il garda la même raison sociale. Il fut ruiné par les droits mis en 1810 sur les cotons anglais et la suppression en 1814 de ceux qui frappaient les marchandises venant de Grande-Bretagne.

(3) A. Rouxel, Mossmann et L. Larchey : *Les grands hommes de la France, Les industriels*, Paris, in-8, 1899.

(4) Lettre du 17 frimaire an II de J. B. Say à Delessert.

longs et couteux essais, qui lui demanderont des années de recherches et de peine. Par ailleurs, comme l'a fait remarquer un de ses contradicteurs à la Chambre de Commerce, il n'est pas sans danger, tandis que nos productions indigènes, nos laines, nos lins et nos chanvres ne paraissent pas dignes de fixer l'attention, d'accorder une prédilection à une industrie, qui s'exerce sur des produits exotiques, notamment le coton, et qui, si le monopole lui procure une prospérité momentanée, peut se trouver tout à coup paralysée par les mesures que nos ennemis prendraient pour la priver de ses matières premières, ou tout au moins donnerait lieu de leur part à une hostilité du même genre. Cette objection relative au blocus de nos côtes, dont toute la valeur s'imposera dans les années suivantes, n'empêche pas l'Empereur de prohiber par décret du 22 juin 1806 les fils et tissus étrangers, et de prendre peu après, pour des raisons qui ne sont peut-être pas toutes politiques, des mesures plus générales, qui aboutissent finalement au régime du blocus continental. On verra (1) que Napoléon profitera du blocus pour créer en ce qui concerne certains produits, notamment le sucre, une organisation autarchique, qui, dans sa pensée, devait subsister après la guerre.

Dès 1807, la Chambre est obligée d'attirer l'attention du Ministre de l'Intérieur, le seul avec qui elle a le droit de correspondre, sur la cessation presque absolue de la navigation neutre et le prochain épuisement des approvisionnements en coton, dont la conséquence inévitable serait l'arrêt des fabriques et, partant, l'inactivité de 50.000 ouvriers, si les arrivages ne sont pas encouragés ; il est donc nécessaire d'avoir une autre politique des importations. Delessert en présente aussitôt le projet. La Chambre adoptant ses conclusions, fait adresser en même temps, par l'intermédiaire de Chaptal, une lettre au Ministre des Affaires Etrangères pour qu'il obtienne de l'Espagne l'autorisation du transit pour le coton du Portugal, en s'appuyant sur la réciprocité dont jouit l'Espagne pour le transit de ses laines. Deux mois plus tard la Chambre souhaite que soit rapporté le décret repoussant de nos ports toute cargaison neutre importée par des

(1) Voir *infra*, p. 108.

navires ayant relâché en Angleterre même pour cas de force majeure. Elle ajoute qu'à la suite des encouragements extraordinaires donnés à l'industrie du coton, on y a immobilisé de gros capitaux, qui sont exposés maintenant à être complètement perdus. A la fin de la même année, à la suite d'une circulaire, sur la situation politique et commerciale de l'Empire, émanant du Ministre de l'Intérieur, dont le département comprend encore le commerce, un adversaire de Delessert profite de l'occasion pour attirer l'attention sur les dangers d'encourager par des faveurs extraordinaires les fabriques de coton dont l'activité dépend de celle de la navigation au lieu du lin et du chanvre ; il pense que l'occasion est favorable pour demander au gouvernement que les fabriques, qui s'exercent sur les produits de notre sol, obtiennent « sa principale attention et ses premières faveurs ».

L'expérience prouve que Delessert a raison ; en effet, malgré ses dangers, cette politique donne des résultats inespérés ; la France fabrique ses fils ; l'approvisionnement en coton s'organise peu à peu. Ce problème retient seul toute l'attention du Gouvernement. Au Conseil général du commerce (1), Delessert se consacre à le résoudre, en faisant venir du coton d'Espagne, du royaume de Naples et du Levant par Constantinople et l'Europe centrale, notamment par les Provinces Illyriennes. Il s'occupe personnellement d'empêcher le stockage en Allemagne et en Espagne et de faciliter l'établissement d'entrepôts au port de Strasbourg.

Il faut croire que cette politique correspond à un besoin profond du pays puisqu'en 1814, lorsque, sur la demande des Anglais, le Comte d'Artois, gouvernant au nom de son frère encore en Angleterre, remplacera la prohibition par des droits modérés sur le sucre et le café et un droit de balance sur les étoffes de laine, il soulèvera une très vive opposition. Sans doute, les industriels ont pris l'habitude du protectionnisme, et ne peuvent plus s'en passer, mais aussi, ils ont compris qu'il leur est indispensable pour leur permettre de se développer. Delessert, ce chef d'industrie qui en a eu l'idée, et en a conçu

(1) Voir *infra*, p. 92.

toute l'importance et a indiqué la politique à suivre, sera un des premiers à adhérer aux doctrines de Saint-Simon et à croire à l'industrialisme (1).

Sans aborder tous les jours des problèmes aussi vastes, la Chambre de Commerce continue son travail, dont les détails, sans présenter constamment un grand intérêt théorique, n'en ont pas moins une grande utilité : Avis et discussions sur les articles du Code de Commerce en élaboration, statut des agents de change, organisation de la Bourse, construction du vaisseau « Commerce de Paris », offert à l'Etat pour la guerre. Delessert prend part à ces travaux et discussions avec ses collègues. Cependant, certaines question attirent plus particulièrement son attention et l'obligent parfois à opposer aux suggestions des autres conseillers ses vues claires dont l'avenir doit confirmer la justesse. C'est particulièrement le cas dans le débat qui s'élève à propos des marchés à terme.

Sous l'Ancien Régime, ils étaient considérés comme licites, jusqu'à la prohibition édictée par un arrêt du Conseil du 7 août 1785, qui semble une simple mesure de circonstance, mais à laquelle on donna une portée imprévue. Malgré les inconvénients d'une pareille interprétation, le marché à terme est encore, au début du siècle considéré par les tribunaux comme illicite. Les opérations à terme sur les effets publics avaient déjà pris beaucoup d'ampleur dès les premiers emprunts de Necker. Maintenant, le Gouvernement du Consulat cherche à écarter les abus. Il n'y parvient pas : En effet, il résulte de l'arrêt de 1785 que les marchés à terme sont nuls aux yeux de la loi. Leur exécution ne peut être réclamée devant les tribunaux, et, par suite, ils deviennent « le patrimoine et la ressource de tous les « gens peu délicats et sans moyens qui veulent tenter fortune ».

Les marchés à terme sont trop souvent le refuge de la mauvaise foi « et peuvent dans telles circonstances politiques devenir l'objet de plusieurs manœuvres momentanément nuisibles « au crédit public ». En résumé, trop souvent ils sont l'occasion de ventes à découvert constituant un véritable jeu. Le danger

(1) Voir infra, p. 114.

est d'autant plus grand qu'ils donnent lieu à de grosses spéculations, en permettant la perception d'une prime de courtage à chaque vente. C'est là l'origine de nombreux bruits lancés dans le seul but de faire vendre et acheter. Il semble donc logique de l'interdire, au moins quand, le jour de l'échéance venu, l'opération se solde par le paiement de la différence entre le prix convenu et le cours du jour, sans aucune livraison, à condition, toutefois, que cette mesure ne vienne pas gêner les marchés à termes qui n'ont pas le caractère d'une spéculation. Il est en effet incontestable que ces dernières opérations sont absolument nécessaires ; même si on laisse de côté le fait que les agents de change, bien qu'ils aient eu parfois cruellement à en pâtir, considèrent ces marchés comme la plus abondante source de leurs revenus, il n'en reste pas moins qu'elles sont un véritable régulateur du marché ; elles évitent les hausses et les baisses trop grandes. Mais pour jouer ce rôle bienfaisant, il est absolument nécessaire que ces opérations puissent être pratiquées normalement, et que de simples agioteurs sans aucune surface n'en profitent pas pour spéculer, et, en cas de grosse perte, opposer l'exception du jeu.

Le gouvernement demande successivement à la Chambre de Commerce de Paris (1), puis au Conseil du Commerce (2), seul organe officiel de représentation de l'économie du pays commun à tout le territoire, d'étudier la question. Dans ces deux assemblées, Delessert s'oppose résolument à la suppression des marchés à terme. Ses collègues, tout en reconnaissant le caractère licite de contrats aléatoires visés à l'article 1104 du Code Civil, proposent l'interdiction des opérations à découvert en se fondant sur l'article 1599 édictant la nullité de la vente de la chose d'autrui. Les tribunaux civils ne pourront examiner les actions intentées au sujet de ces ventes à livrer, qui seront renvoyées obligatoirement devant les tribunaux correctionnels. Des peines correctionnelles seront édictées contre les personnes qui auront servi d'intermédiaire à ces opérations. Les ven-

(1) Procès verbaux. 11 thermidor, an XIII.

(2) Procès verbaux. 14 et 21 décembre 1810, 4 et 9 janvier 1811.

tes à livrer ne seront licites que si le vendeur peut présenter un titre de propriété ; tout courtier ou agent pour traiter un marché à livrer, devra donner la lettre de voiture, le connaissement ou la facture attestée, à chaque transmission, par chaque vendeur, courtier ou agent responsable, de la réalité du titre et de la vérité du continu. L'assemblée craint tellement les abus que peut couvrir le marché à terme, qu'elle n'envisage même pas les difficultés qui empêcheront le plus souvent de justifier la propriété, par exemple, pour les marchandises encore en mer. Elle ne se rend pas compte qu'une pareille réglementation ne fera que multiplier les faux.

Un membre fait remarquer que les sanctions pénales sont bien difficiles à appliquer, qu'on se base sur les articles 419 et 420, ou 422 du Code Pénal. L'article 419 punit notamment « ceux qui, par voies ou moyens frauduleux quelconques, auront opéré la hausse ou la baisse du prix des denrées ou marchandises ou des papiers et des effets publics, au-dessus ou au-dessous des prix qui aurait déterminé la concurrence naturelle ou libre du commerce ». Cet article ne vise pas tous les cas de vente à découvert, car un grand nombre de ces ventes peuvent ne s'accompagner d'aucune manœuvre frauduleuse. Quant à l'article 421, il édicte des peines à l'encontre des personnes qui auront fait des paris sur la hausse ou la baisse des effets publics. Mais, ici encore, cet article n'a pas et ne peut avoir, d'ailleurs, une application générale. En effet, d'honnêtes commerçants vendent ou achètent à terme sans pouvoir être accusés de faire des paris. De plus, la loi ne parle pas ici des denrées ou des marchandises. A supposer même qu'on introduise ces deux mots dans l'article, on n'aboutirait à aucun résultat pratique : Ces dispositions sont en effet éludées chaque jour pour les effets publics, puisqu'il ne s'agit pas de paris.

Enfin, l'article 422, qui semble répondre à cette objection, puisqu'il précise que : « Sera réputé pari de ce genre toute convention de vendre ou de livrer des effets publics, qui ne seront pas prouvés par le vendeur, avoir existé à sa disposition au temps de la convention, ou avoir dû s'y retrouver au temps de la livraison », ne fait pas allusion aux denrées et marchandises. L'arrêt du Conseil du 7 août 1785 et la loi du 13 fructidor

an III ont prononcé des peines contre ces contraventions. Le Code Pénal indique l'intention du législateur, mais donne peu d'effet par suite de sa rédaction, car il reste toujours à déterminer le caractère frauduleux de ces marchés, qu'il est impossible de proscrire sans établir une distinction entre les marchés frauduleux interdits, et les marchés autorisés.

Delessert estime qu'aucune solution nette ne peut sortir de ces discussions de texte ; à son avis, les marchés à livrer sont de deux sortes ; les uns sont à encourager, les autres sont des paris ou des jeux de pure spéculation dont le commerce n'a nul besoin ; ces derniers devront être proscrits. Dans la première catégorie, on peut ranger : Les engagements à livrer des matières premières pour alimenter les fabriques et tous les objets qui concourent dans les arts et les fabrications diverses au travail de ces entreprises, les engagements à livrer des articles manufacturés, enfin, les fournitures pour le gouvernement.

Les autres reposent sur la spéculation, sur les conjectures vagues de hausse ou de baisse, et s'accompagnent de manœuvres plus ou moins coupables pour influencer sur les cours dans le sens désiré. Ces marchés portent surtout sur les fonds publics. Depuis Law, combien de ruines en ont été les conséquences. En vain, les pouvoirs publics ont essayé de les supprimer en ne reconnaissant pas la validité de ces engagements ; mais les contractants admirent alors qu'il s'agissait de dettes d'honneur, donc d'une obligation naturelle. Le développement de ces spéculations est irrésistible ; elles s'étendent aux marchandises ; ainsi, sous le Consulat et l'Empire, la propriété de grandes quantités d'eau-de-vie et de coton, à quelques jours d'intervalle passe fictivement, souvent trois à quatre fois dans les mains d'un même négociant. Ces transactions ne profitent guère, en définitive, qu'à l'agent intermédiaire, qui prélève une commission de 1 % sur chaque mutation.

Quels sont donc les remèdes ? Proscrire le marché à terme est impossible, car son existence est une nécessité. On ne peut détourner les négociants honnêtes de leurs opérations habituelles pour empêcher les imprudents de se ruiner. Faut-il exiger du vendeur un titre justifiant la possession ou « une désignation quelconque qui caractérise la propriété » ? Le pro-

priétaire sera le plus souvent dans l'impossibilité de la fournir. On se heurte ici aux difficultés de cette preuve que les anciens n'hésitaient pas à qualifier de diabolique. Cependant, on vend des récoltes alors que le grain n'est pas encore levé. Le produit à vendre n'existe pas, on ne peut en prouver la propriété. Et, pourtant, la nécessité de vendre avant que l'objet figure dans le patrimoine du vendeur est souvent réelle. Il est illogique d'interdire aux tribunaux de connaître de ces marchés à livrer. S'ils sont utiles, et ils le sont, ils doivent être protégés par la loi. Sans cela on favoriserait ceux qui contractent avec la ferme intention de ne pas exécuter si la prestation à leur charge se révèle trop onéreuse. Il convient donc de supprimer l'exception de jeu édictée par l'article 1963 du Code Civil. Il est regrettable qu'une fois de plus, Delessert ne soit pas parvenu à rallier ses collègues à son avis. La question restera longtemps encore incertaine. Une loi du 28 mars 1885, votée à la suite du krach de 1882, décidera enfin que tous les marchés à terme, même ceux devant se solder par une simple différence, sont légaux, et que le débiteur ne peut opposer l'exception du jeu.

Ces quelques détails montrent à quel point Delessert a une vue claire et pratique des nécessités économiques. Il l'emploie sans relâche non pas seulement aux affaires qui figurent à l'ordre du jour, mais à ces réformes sociales dont il poursuit l'étude et l'exécution depuis des années, et dont il parviendra à réaliser certaines malgré les nombreuses occupations qui se partagent son activité.

Il pense sans cesse à tout ce qui pourrait favoriser l'épargne et ménager aux vieux ouvriers une petite rente, ou tout au moins un pécule pour la vieillesse. Il a espéré que la Banque de France, conformément à ses statuts, qui lui en faisaient l'obligation, organiserait une caisse d'épargne (1). Dès l'an XII (2), il se rend compte que cette organisation n'intéresse pas l'institut d'émission. En attendant de pouvoir l'organiser au Mont-de-

(1) Voir *infra*, p. 187.

(2) Delessert au duc de La Rochefoucauld-Liancourt. Bibl. Nat., manuscrits : Fr. NA 20507.

Piété, sous la direction de l'administration des hospices qui le dirige, il suit avec intérêt la constitution des sociétés de secours mutuels et, d'une façon plus générale, des organismes qui font appel aux sommes épargnées par des petites gens.

Le nombre des valeurs cotées en bourse est infime. La petite épargne ne recherche d'ailleurs pas ces placements, dont elle se méfie. Elle préfère se rendre aux sollicitations de particuliers ; ces derniers n'offrent pourtant, la plupart du temps, que des garanties médiocres, mais savent bien faire briller les profits possibles, qui bien souvent d'ailleurs se révèlent purement imaginaires. Ainsi les tontines sont pour le public un appât irrésistible. Les plus absurdes combinaisons échaufaudées par ces frères aînés de Robert Macaire « sont celles qui trouvent le plus « de dupes ; les plus innocentes sont celles dans lesquelles les « salaires des inventeurs n'absorbent pas les fonds des inté- « ressés (1) ». Mais il est difficile d'empêcher cette folie du jeu, qui sévit à tous les échelons de la société. Pour l'instant, le seul espoir de Delessert est d'obtenir du gouvernement l'interdiction de ces sociétés, en attirant, dans chaque cas particulier, son attention sur l'insuffisance de garanties que peut présenter l'organisation projetée. Delessert assumera personnellement cette tâche qui l'occupera constamment. Ainsi, dès l'an XII, il rend compte à la Chambre de Commerce d'un projet de double tontine des sieurs Groubère et Groubantal. Estimant qu'elle « ne « réunit pas la solidité ni les avantages qui peuvent assurer le « succès en ces sortes d'établissement », et voulant mettre le public en garde, il publie l'analyse critique de son fonctionnement au Journal du Commerce.

Mais il faut faire plus. Il montre à ses collègues combien il est nécessaire d'attirer l'attention du gouvernement sur une situation qui va en s'aggravant. Depuis quelques années, en effet, il s'est créé un nombre considérable d'organismes de ce genre, notamment « l'Institution des asiles, la Retraite assurée « à la vieillesse, la Caisse de placement en viager, la Com-

(1) Procès verbaux.

« mandite territoriale héréditaire, la Caisse des veuves et orphelins, la Mitontine dizainiaire, la Tontine en faveur des hospices, la Tontine perpétuelle en rente sur l'Etat, etc. » Beaucoup n'existent déjà plus. Certaines ont remboursé, d'autres se soutiennent encore en attendant le dénouement. Toutes ont obtenu l'autorisation, certaines même des encouragements et des éloges, dont le caractère bien souvent officiel, a dû contribuer à entraîner dans le piège la partie du public la moins éclairée. Un tel état est à déplorer, car il se crée par contre-coup un régime de défaveur à l'égard de certaines entreprises qui, elles, mériteraient pourtant la confiance et qui auraient une utilité incontestable. Il faut d'autant plus de garanties que ces appels au crédit s'adressent à la classe la moins instruite du peuple ; les garanties de sagesse et de sûreté sont plus désirables encore que des cautionnements soit en immeubles, soit en valeurs fournies au gouvernement, dépôt de rentes sur l'Etat, qui, quelle que soit la confiance qu'ils inspirent, nuiraient à l'établissement. Chacun se souvient encore des assignats et de la malhonnêteté de l'Etat, qui n'a pas encore retrouvé son crédit. « Ne craint-on pas toujours de mettre entre les mains de l'autorité publique le gage qui doit répondre à des intérêts particuliers ? » Une censure éclairée, un examen approfondi, sont, en réalité, les seuls moyens de parer aux abus graves. Surchargé de travaux divers, un ministre de l'Intérieur n'a pas le loisir de se livrer à un tel contrôle.

Quelques jours plus tard, Delessert informe la Chambre que la Société des sieurs Groubère et GroubentaI, dont il l'avait entretenue la dernière fois, n'existe déjà plus. Le Ministre, entretemps l'a autorisée ; elle s'est constituée, et, naturellement les fonds recueillis dans le public ont disparu. Une réglementation efficace s'impose. Mais le Gouvernement, peu soucieux de légiférer, s'en tient au régime de l'autorisation. Sans suivre les sages conseils de Delessert, il prend toutefois l'habitude de soumettre pour avis à la Chambre de Commerce les demandes d'autorisation. L'examen est sérieux. Ainsi est rejeté le projet d'un sieur Tahouet (1), pourtant spécialement intéressant, car il

(1) Archives de la Chambre de Commerce de Paris.

n'appellé pas de capitaux, et offre une rétribution sur de simples engagements hypothécaires, payables à la mort des actionnaires. Le bénéfice annuel en est insuffisant pour attirer un nombre minimum de souscripteurs pour réaliser la combinaison. En tout cas, et malgré le reproche qu'on pourrait lui faire d'émettre un jugement arbitraire, Delessert n'hésite pas à considérer que le dépôt des fonds au Mont-de-Piété qu'a proposé le sieur Tabouet, n'est pas une garantie suffisante, car elle ne donne aucune assurance sur ce que pourra être la gestion.

A l'occasion de l'examen de la Société foncière des Trente Mille (1), il précise son point de vue sur les tontines en général. Elles ont toutes, quelles que soient leurs modalités, un inconvénient moral, dont on ne saurait s'exagérer l'importance lorsqu'on s'adresse à un grand nombre de personnes. Elles accoutument des hommes à assister avec plaisir à la mort de leurs associés, et par suite à la souhaiter. De plus, il n'est pas avantageux d'enlever aux familles la libre disposition des capitaux. On aboutit à les en priver au moment où elles en ont le plus besoin, comme par exemple, en cas de maladie. Il est vrai que le titre est négociable, il reste la ressource de le vendre ; mais en perdant toutes les chances de gains qui avaient justifié jusqu'alors tous les sacrifices. Enfin, en cas de décès prématuré, il ne reste rien à la famille, au moment même où elle est privée du chef qui la faisait vivre. Par ailleurs, la plupart de ces associations sont constituées et administrées par un particulier sur

(1) Choquet : *Op. cit.* En l'espèce, l'actionnaire, contre un titre acheté 1.200 frs devient co-propiétaire d'immeuble. Le titre reste toujours négociable, soit pour la pleine propriété, soit seulement pour l'usufruit. Il est divisible. Dès la première année, il est distribué, par tirage au sort, des lots, dont le montant est fourni par les décès des autres actionnaires. Toutefois, on peut, sur demande, obtenir un intérêt fixe au lieu de courir les aléas d'un tirage au sort. A une époque déterminée et facile à attendre, la société est liquidée, et le capital partagé entre les survivants. L'actionnaire qui jouira d'une grande longévité peut ainsi devenir un gros propriétaire comme le fait remarquer le prospectus — Delessert note que l'auteur du projet ne s'explique pas sur l'emploi des revenus du capital qui excéderaient les 4 % servis aux actionnaires. — Par ailleurs les frais de gestion risquent d'être considérables. Aucun cautionnement n'est prévu.

lequel l'actionnaire (1) n'a pas de contrôle effectif, une fois que le capital est versé. Un conseil nommé par les 8 plus gros actionnaires (2) serait certainement préférable. Souvent les capitaux restent improductifs ; on y prélève néanmoins les frais de gestion. De plus, l'état actuel du commerce est-il assez florissant pour qu'on laisse détourner la source importante qui l'alimente ? Par ailleurs, de l'avis de Delessert, seuls, la Banque de France et le Mont-de-Piété réunissent des titres pouvant pleinement justifier la confiance publique ; seuls, ils pourraient offrir aux capitaux rassemblés par l'économie un emploi analogue mais plus logique que ces tontines. En tout cas, il convient de diriger les capitaux vers des investissements plus sûrs et plus productifs. La nécessité de caisses d'épargne se fait sentir de façon pressante ; elles pourront grouper ces économies qu'on ne sait où placer. Plusieurs associations d'ouvriers en ont constituées. Mais, si on doit ouvrir ces caisses au grand public, il convient d'en confier la gestion à un organisme, qui soit susceptible d'inspirer confiance dans l'avenir de l'institution. La Banque de France se désintéresse de la question. L'administration des hospices accepterait que le Mont-de-Piété qu'elle administre s'en charge. La Chambre de Commerce, effrayée de l'importance de l'innovation, prend prétexte, pour écarter la proposition, de ce que l'énormité des frais de cet organisme ne permettrait pas d'offrir un taux d'intérêt assez avantageux.

Puisqu'on ne peut supprimer radicalement le mal, Delessert s'emploie à y apporter des remèdes et combat sans pitié tout ce qui peut nuire à l'épargne. En 1806, il voit avec plaisir que les maisons de jeu ont pu être fermées dans plusieurs départements. Se rendant bien compte qu'il n'est pas possible d'obtenir une pareille mesure à Paris, il demande à la Chambre de solliciter en faveur du commerce qu'au moins les maisons de jeu ouvrent à une heure assez tardive « pour que les porteurs
« d'argent ne soient pas exposés à la séduction au moment même où ils recueillent les fonds que la confiance des négociants

(1) Affaire Cambefort.

(2) Affaire Toloze.

« leur livre tous les matins ». Mais cette suggestion, qui dépeint si bien le caractère pratique, mêlé d'idéalisme de Delessert, n'est pas retenue. La Chambre estime qu'après les démarches qu'elle a déjà faites à ce sujet, il ne serait pas convenable, au moins pour le moment, d'insister auprès du Gouvernement. Mais Delessert ne se décourage pas ; il redouble d'insistance, et, après plusieurs années, obtiendra enfin gain de cause.

D'accord avec Dupont de Nemours, Delessert émet un avis défavorable à l'autorisation de la grande Tontine des Trente Mille, et parvient à se faire entendre de Napoléon, trop tard cependant, pour éviter le mal, puisqu'entre temps, il n'a pu empêcher la constitution d'une autre tontine, celle des Employés et Artisans. Celle-ci, à première vue semble en effet assez attrayante et paraît pouvoir encourager la petite épargne en faisant appel à des souscriptions de 1 franc seulement (1), mais la ruine qu'elle entraîne n'en est que plus grave. C'est en effet la gestion qui ne présente pas suffisamment de garanties, puisque, après avoir détourné plus d'un million, en 1810, l'agent qui cumulait les deux emplois d'administrateur et de caissier, fonctions assurément bien inconciliables dans la saine théorie de la comptabilité, part en emportant les fonds.

Mais Delessert sait néanmoins reconnaître les idées heureuses qui peuvent se trouver même dans les projets qu'il réprouve et combat, et s'en souvenir à l'occasion. Ainsi, il se souviendra d'une combinaison (2), où une idée séduisante est associée à des principes déplorables, et qui a pour but de doter des jeunes filles, la mort des unes profitant aux survivantes. Il parvient d'ailleurs à obtenir de l'auteur la modification de son règlement sans pouvoir toutefois empêcher les conséquences quelque peu immorales de l'institution, ni lui imposer un contrôle effectif.

Quand il demande la suppression des maisons de jeu, en même temps que celle des tontines, il ne pense pas à protéger seulement l'épargne et le commerce, mais encore l'Etat, qui ne

(1) Le minimum de versement à la première caisse d'épargne sera fixé à cette somme par Delessert.

(2) Affaire Berjou.

peut que gagner à la stabilité des fortunes et à la productivité de la matière imposable. Les jeux n'offrent que des inconvénients, ils sont la cause de beaucoup de crimes. L'assistance publique, qui bénéficie des recettes, n'en tire que de maigres profits. Ainsi, par exemple (1), pour une recette de 15.300.000 frs, les sommes prélevées pour les frais d'exploitation, pour la rémunération des fermiers et « par les employés par différentes ruses » qu'ils sont seuls à connaître et qui ne peuvent être empêchées », s'élèvent à 8.300.000. Il ne reste à l'Etat pour l'assistance publique, que 7 millions, dont l'utilisation ne répare pas « la malfaisance qui est à l'origine ». Si on compare le rendement fiscal des jeux avec celui des autres impôts, la différence est saisissante. Pour une même somme de 15.300.000 frs levée par les modes ordinaires de taxation, on n'a que 1.300.000 frs de frais. Par ailleurs, les prélèvements de l'Etat sur les bénéfices de la loterie sont pris directement sur le capital, qu'ils diminuent d'autant, et non comme les impôts bien assis, sur les fruits.

Tous ces ennemis de l'épargne empêchent les petites gens de consolider les fortunes acquises par le travail de toute une vie ou même de plusieurs générations. Le jour où un régime, fondé sur la fortune verra dans la propriété de l'épargne la plus sûre de ses garanties, l'Etat se devra de proscrire sévèrement leurs plus dangereux adversaires. On verra plus loin (2) que, lors de la suppression de la loterie nationale par la loi du 21 avril 1832, votée sur la proposition de Delessert, les hypothèses formulées par ce dernier se trouveront vérifiées. Pendant chacune des quatre années où l'on diminue progressivement les tranches de la loterie, les versements aux caisses d'épargne marquent des rentrées supplémentaires exactement correspondantes.

2. — Le Conseil général du commerce

En 1818, Benjamin Delessert cesse de participer aux travaux

(1) Procès verbaux.

(2) Voir infra, p. 184.

de la Chambre de Commerce. Est-ce parce que, sur beaucoup de points, ses vues n'ont pu s'accorder avec celles de ses collègues ? C'est peu probable. Il y a lieu de penser que ses affaires personnelles, et notamment ses recherches scientifiques, qui sont près d'aboutir à des résultats concrets, prennent la plus grande partie de son temps. Son frère cadet, François, le remplace à la Chambre de Commerce, et y apporte son expérience et les traditions d'une maison, dont l'importance croît sans cesse. Mais Benjamin ne se tient pas pour cela à l'écart des affaires. Plus que jamais, il reste mêlé à la vie et à l'activité du « négoce ». Il est toujours régent de la Banque de France ; tout en s'efforçant de faire collaborer au maximum l'institut financier avec le commerce en prise avec une nouvelle crise, il n'oublie pas qu'une politique prudente de crédit et la résistance à toute mainmise de l'Etat sont des principes dont on ne saurait s'écarter sans s'exposer à de graves mécomptes. Son père, Etienne Delessert est encore là pour lui rappeler l'expérience de la Caisse d'Escompte, dont la ruine a été due uniquement à la faiblesse de la plupart de ses dirigeants, qui n'avaient su refuser une aide trop importante au Gouvernement et avaient ainsi irrémédiablement immobilisé la plus grande partie du capital.

En 1810, Benjamin Delessert est nommé par l'Empereur membre du Conseil Général du Commerce. Il est heureux de trouver chez ses nouveaux collègues une très large compréhension des nécessités de l'industrie française, et, profitant du Blocus continental, il travaille plus que jamais à émanciper la production nationale de toute sujétion de l'étranger. Mais, dans ce Conseil, purement consultatif, il ne peut se rendre utile que dans la mesure où le Gouvernement veut bien faire appel à ses services. L'histoire du Conseil sous l'Empire est un des exemples de la collaboration du Pouvoir avec ces hommes issus des milieux d'affaires, auxquels Louis XIV ne dédaignait pas de faire appel et que la Restauration méprisera au point de les ignorer. De cette dernière attitude provient peut-être en grande partie le succès de la Monarchie de Juillet auprès de ces bourgeois quelque peu humiliés de l'attitude prise à leur égard par la classe gouvernante de la Restauration.

Le Conseil Général du Commerce avait été fondé en 1700 (1). Il a contribué à l'élaboration « des règlements et ordonnances » qui font encore autorité et à l'extension du commerce de la « France sur toutes les parties du globe ». L'institution disparut sous la Révolution pour renaître le 3 nivôse an II en vertu d'un arrêté des Consuls qui rétablit en même temps les chambres de commerce. Chaque chambre de commerce présente deux candidats parmi lesquels le Gouvernement choisit quinze Conseillers, qui doivent se réunir une ou deux fois par an à Paris. Trois d'entre eux, habitant la capitale, reçoivent un traitement annuel et assurent la permanence. Bonaparte, « convaincu que « le commerce est une science », et ne se dissimulant pas que c'est au commerce que l'Angleterre, son formidable ennemi, doit sa puissance, veut, un moment, ranimer cette ressource épuisée. En 1810, l'Empereur décide que les séances du Conseil Général seront hebdomadaires et auront lieu sous sa présidence. Les ministres y assisteront. En fait, le temps lui manque et les séances continuent comme précédemment sous la présidence du Ministre de l'Intérieur (2). Voyant la nécessité d'une plus grande spécialisation, un décret du 25 juin 1810, crée au ministère de l'Industrie un Conseil général des fabriques et manufactures distinct du Conseil général du commerce, et porte le nombre des membres de ce dernier à soixante. Ce chiffre ne paraît pas si élevé quand on pense que les conseillers sont recrutés dans toute l'étendue de l'Empire et que ceux habitant à Hambourg ou à Lubeck, par exemple, auront quelque peine à venir, même une fois par an. En fait, seuls les Parisiens siègent et notamment, outre Delessert, Basterreche, Martin fils d'André, Ternaux, Scipion Perier, Hottinguer et, plus tard, Chaptal fils et Portal.

Sans perdre de temps, Delessert étudie le moyen d'approvisionner les industriels français en coton qui n'ait pas été entreposé en Angleterre. Le problème est difficile à résoudre, les navires anglais s'emparant impitoyablement des nôtres. Delessert

(1) Voir *supra*, p. 65.

(2) A partir de 1812, du Ministre des Manufactures et du Commerce.

en arrive à la conclusion curieuse qu'il convient de choisir et de développer la voie continentale aboutissant à Strasbourg. Cela ne va pas d'ailleurs sans soulever des protestations de la Chambre de Commerce de Marseille, qui, malgré les risques, continue le trafic maritime et ne désire pas voir encourager le transit terrestre par un aménagement favorable du tarif douanier. Cela gêne même l'exportation, puisqu'au retour les navires doivent naviguer sur lest. Les transports par voie de terre se soldent en argent, qui profite aux pays de transit (1). La perte de temps est énorme. Pourtant, on croit pouvoir calmer les inquiétudes des commerçants marseillais en encourageant la culture du coton à Naples et en Espagne, car une grande partie de cette production passe par le port de Marseille. En fait, le coton arrivera par Marseille et les ports de l'Illyrie en même temps que par Strasbourg.

Delessert, lors de l'examen du traité de commerce avec Naples, souligne les progrès de la culture du coton dans le Royaume ; pour l'année 1808, Naples a exporté 18 millions de francs de coton à destination de la France. On obtient que le droit de sortie, qui est une ressource importante du pays soit abaissée à 5 % ad valorem : mais on n'arrive pas à obtenir du Royaume la prohibition des cotonades fabriquées à l'étranger. L'entrée régulière du coton par Strasbourg est chose faite, mais les retards de la marchandise soulève de grosses difficultés. Delessert s'aperçoit que la douane prélève un échantillon de chaque balle, dresse un procès-verbal, envoie le tout cacheté à Paris. Lorsqu'enfin, l'autorisation vient de la Capitale, les balles les premières arrivées sont recouvertes par les plus récentes. L'encombrement est énorme, et le coton pourrit en plein air. Les arrivages devant augmenter, il est indispensable que l'administration change d'attitude. Delessert propose donc, soit l'examen immédiat par experts, soit l'entrée provisoire, avec caution, sur les places telles que Paris, Lyon, Rouen, où existe une administration de la douane ; une expertise contradictoire aurait lieu au cas où les échantillons ne seraient pas conformes aux

(1) Procès-verbaux.

déclarations. Par ailleurs, Delessert demande la création d'entrepôts libres de droits à Trieste, Fiume et Spalatro, aboutissement des routes suivies par les cotons du Levant.

Les directives données par Delessert sont mises à exécution et le résultat est si satisfaisant qu'en 1811, la France peut songer à exporter ses cotonnades. Delessert demande même à titre d'encouragement une prime à l'exportation, en regrettant qu'on ne l'ait pas fait plus tôt, laissant ainsi l'Allemagne se créer un outillage industriel important. Néanmoins, la qualité de notre production nous permet de lutter avec elle au moins pour ces étoffes, qu'auparavant elle achetait en Angleterre.

L'Empereur tient particulièrement à rester en contact avec les commerçants et à connaître leur opinion sur les questions qui sont de leur compétence. Il n'en est pas de même des ministres. En 1812, Napoléon est occupé loin de Paris. Le ministre trouve plus commode de ne plus consulter le Conseil, qui, constatant cet état de chose, en est réduit à ne plus se réunir que sur convocation. Les Ministres se montrent moins libéraux que le Maître. Ils croient possible de gouverner sans rester en contact avec les administrés. Au lendemain de la campagne de Russie, Napoléon court au plus pressé. Les préoccupations militaires ne lui laissent plus le loisir de s'occuper des questions commerciales. La Restauration, à son tour, ne se soucie guère de faire appel à un Conseil de bourgeois « libéraux », et s'accommode fort bien de son effacement. Pourtant, elle n'a à en craindre aucune opposition systématique : elle aurait dû recourir à cette collaboration, qui a d'autant plus de valeur qu'elle ne comporte, pour les conseillers, aucun avantage en contre-partie. En 1810, lors de la grave crise traversée par le commerce, le Conseil a pu obtenir du gouvernement une aide efficace. Lors de la parution des fameux décrets de Berlin et de Milan, il parvint à faire adoucir certaines mesures. C'est sur ses instances que trois décrets rendus à Fontainebleau le 8 octobre ont restitué à leurs propriétaires les denrées coloniales qui venaient d'être saisies, donnant des facilités pour payer les droits d'entrée des marchandises retituées et alloué un crédit de 50 millions pour secourir les négociants gênés par les circonstances. Napoléon avait reconnu les services rendus et, quelques jours

après, avait remercié les membres de s'être exprimés « avec une entière liberté ».

Delessert, présidant en l'absence du Ministre, s'est toujours opposé à ce que les fonctions de conseiller soient rémunérées, même faiblement. Il estime qu'il y a là une question de considération. Il donne en exemple « la représentation nationale, qui « ne reçoit aucune indemnité de séjour ou frais de route, quoi-
« qu'elle renferme en son sein un grand nombre de proprié-
« taires dont la fortune est loin d'être au niveau de la classe des
« négociants appelés au Conseil ». Il imposera la même condition aux Caisses d'Epargne et, en éliminant ainsi les personnes qui ne seraient pas désintéressées, assurera une administration qui peut servir de modèle.

En 1817, Delessert tente encore de rendre utile ce Conseil général du commerce, dont les ministres font si peu de cas. Il ne demande pas le droit de correspondre directement avec les Chambres de Commerce, droit qui lui était reconnu sous l'Ancien régime et qui avait été refusé sous l'Empire dans la crainte un peu puérile de voir le Conseil « se livrer à des « actes administratifs ». Mais il insiste pour que l'assemblée puisse avoir le libre choix des questions à examiner. Cette requête est écartée. Voyant que dans ces conditions l'institution ne peut plus être d'aucune utilité, puisque le Pouvoir s'en défie, Delessert se retire. C'est d'ailleurs le moment où d'autres occupations vont lui prendre tout son temps. Il voit que sa personnalité, mal vue du gouvernement actuel est un obstacle à la confiance qui doit régner, et qu'il vaut mieux laisser à d'autres le soin d'apporter aux gouvernants les louanges et les approbations qui, seules, sont demandées au Conseil. Vers la même époque, voyant que sa seule présence retarde l'agrément de la première compagnie d'assurance contre l'incendie, dont pourtant la naissance lui est due, il refuse de figurer même parmi les administrateurs. Il subit les effets de la défaveur générale, qui s'attache depuis les Cents Jours à tous les libéraux qui ont servi l'Empire et ont cru devoir combattre à nouveau, devant l'envahisseur, en 1815. Il préfère se retirer plutôt que de continuer à assumer des fonc-

tions dont on ne peut plus remplir les charges, pour ensuite recevoir une révocation humiliante (1).

Delessert va de plus s'occuper de réaliser des projets qu'il n'a pas eu, jusqu'à ce jour, l'occasion de mettre à exécution. Il n'a pas le temps de garder de l'amertume. Mais cette méfiance générale des anciens émigrés pour tous les autres Français est ressentie cruellement par beaucoup. La réconciliation, entrevue en 1814, a échoué complètement après les Cent Jours. La bourgeoisie, tenue à l'écart, un peu mortifiée, sera désormais dans l'opposition. C'est peut-être ce qui explique son rapprochement avec ceux dont elle ne partage nullement les opinions, cette amitié entre des hommes comme Benjamin Constant, Laffitte, le général Foy, Perier, Girardin et l'opposition aux Bourbons figurée par Manuel, Lafayette, Voyer d'Argenson et Dupont de l'Eure.

C. L'INDUSTRIE

1. -- La Société pour l'encouragement de l'industrie nationale

Si, à plusieurs reprises, Delessert, d'accord avec ses collègues sur les buts à atteindre, n'a pu s'entendre avec eux sur les moyens d'y parvenir, c'est sans doute parce que tout raisonnement a, chez lui, pour point de départ, l'expérience. La réalité seule l'intéresse. L'idéologie n'a aucun attrait pour lui. La pratique justifie le raisonnement. C'est dans les conseils qu'il

(1) Dans l'anecdote suivante on peut voir à quel point en sont venus les rapports avec les « libéraux » : Le Duc de La Rochefoucauld-Liancourt, en 1823, désapprouvant la réforme du Conseil spécial des Prisons de Paris donne sa démission. Quelques jours plus tard, il reçoit une lettre de Corbière, Ministre de l'Intérieur, l'informant que « le Roi lui retire les fonctions d'inspecteur général du Conservatoire des Arts et Métiers, de membre du Conseil Général des Prisons, du Conseil Général des Manufactures, du Conseil d'Agriculture, du Conseil Général des Hospices de Paris, et du Conseil Général du département de l'Oise ». — La Rochefoucauld-Liancourt s'étonne dans sa réponse, que « les fonctions de Président du Comité pour la propagation de la vaccine », qu'il a introduite en France en 1800, « aient pu échapper à son Excellence, à laquelle il se fait un devoir de les rappeler ». Le lendemain, le Comité de vaccination est supprimé.

donne, qu'il faut rechercher ses opinions. Delessert a bien profité des leçons de Rousseau. L'observation est toujours une de ses principales occupations. Le petit herbier de Jean-Jacques a été accru d'année en année. Delessert a pu y joindre celui de Linné et, collectionneur passionné, il en a acquis d'autres (1), il reçoit en outre les contributions que Humboldt, Bonpland, Robert Brown, Grandichaud et Gaimard rapportent de leurs voyages. Quoiqu'on puisse en penser, ce pacifique passe-temps présente des risques : de Candolle (2) n'a-t-il pas passé pour un contrebandier et subi la prison en errant le long des côtes de Vendée pour recueillir quelques végétaux ? Delessert ne se contente pas d'amasser, il classe les 87.000 espèces de ses collections, soit 80.000 de plus que n'en a connu Linné. Il s'efforce d'éditer à bas prix ses « *Icones selectæ plantarum* » (3) pour qu'elles soient accessibles à toutes les bourses. Son musée conchyliologique comprend les collections de Lamarck, de Dufresne, de Kerandreu et groupe 100.000 échantillons de 25.000 espèces. Sa curiosité de connaître les origines de la vie et de confronter ses observations avec les textes révélés, le pousse à ces études arides (4). Ses collections sont visibles pour tous, et le propriétaire ne dédaigne pas de donner des explications aux visiteurs.

Dans ce cadre luxueux, au milieu de ses collections de tableaux, Delessert, soit par timidité, soit par goût de l'intimité, ne reçoit que quelques amis peu nombreux, les vrais, de Candolle, son camarade de toujours, de Gerando (5) qui, comme

(1) Ceux de Lemonnier, Ventenat, Commerson, Burmann, de Labillardière, Palissot, Beauvois, Desfontaines, etc.

(2) Mémoires et souvenirs de A. de Candolle : *Op. cit.*

(3) *Icones selectæ plantarum quas in systemate universali ex herboriis Parisiensibus, proesertim ex Lessertiano, descripsit Aug. Pyr. Decandolle ex archetypis specimenibus a Turpis delineatae, et editae a B. D. Parisiis 1820-1845.*

(4) Fromentin. — *Benjamin Delessert*. — Paris, 1870, in-8.

(5) De Gerando 1772-1842, d'origine Lyonnaise, a pris du service dans l'armée. Ecrit, primé par l'Institut, devient secrétaire de Champagny, puis maître des requêtes, administre les Etats du Pape pendant l'occupation, fonde l'université de Pérouse. Ayant révélé des erreurs d'administration, il craint la disgrâce, mais obtient un poste de Conseiller

lui, a le génie de l'organisation minutieuse, Pelet de la Lozère (1), Portalis, Cretet (2), l'Abbé Morellet, son voisin de Passy et Dupont de Nemours. Parfois, J.-B. Say se joint à eux, et Cuvier accepte de venir du lointain Jardin des Plantes.

Etienne Delessert, poussé par ce goût de la campagne que montrent tous ceux qui ont vécu au XVIII^e siècle, avait cherché à rendre plus commodes les instruments agricoles alors en usage. L'abbé Grégoire de son côté avait aidé l'établissement du Muséum et multiplié les jardins botaniques. Liancourt se concertait avec Young sur la suppression des « moëres » et fondait une ferme école. Benjamin Delessert ne peut manquer de s'intéresser à l'agriculture, car il est toujours désireux de « conserver à la France l'énorme tribut qu'elle paye à l'étranger pour approvisionner nos manufactures de drap fin ». Membre de la Société d'agriculture, il s'efforce (3) de multiplier cette fameuse race de mérinos dont son père a introduit plusieurs milliers de têtes après le traité de Bâle. Pour en augmenter le nombre plus rapidement, il renouvelle à Sceaux et à la Ménagerie de Versailles de nombreuses expériences de croisement avec des bêtes indigènes. Les résultats sont encourageants (4). Ainsi, à l'Ecole Vétérinaire d'Alfortville, à la cinquième génération de brebis accouplées avec des béliers espagnols, on obtient une laine d'une finesse comparable à celle d'Espagne. Le succès vient vite et bientôt la vente, qui a lieu chaque année à Rambouillet, attire de plus en plus de produc-

d'Etat. Il est maintenu par Louis XVIII. Sous la Restauration, il fait créer une chaire de Droit Public et Administratif, il y enseigne le premier à Paris. Suspendu pour son libéralisme, il est rétabli par Louis-Philippe.

(1) Conseiller d'Etat.

(2) Gouverneur de la Banque de France, puis Ministre de l'Intérieur.

(3) *Bulletin de la Société d'Agriculture*, 1803 et années suivantes.

(4) Le mérinos donne 4 kg. de laine, les métis 3, les indigènes 2. La laine pure vaut $\frac{2}{3}$ de plus que la commune, et $\frac{1}{3}$ de plus que la métisse. Le rapport entre le produit en laine de bête pure et celui de bête de race commune est de 2 à 1, et celui entre le produit en laine de métis et celui de race commune de 3 à 2. La laine pure valant $\frac{2}{3}$ de plus que la commune et $\frac{1}{3}$ de plus que la métisse, l'avantage tant en laine qu'en valeur de laine de mérinos sur les races communes est de 10 à 3 et sur les métis de 2 à 1.

teurs. L'expérience réunissant, il faut généraliser le système. Delessert obtient de la Société d'Agriculture qu'elle achète à ses frais 4.000 moutons d'Espagne, qu'elle livre aux cultivateurs à des prix modiques. Elle vend surtout des brebis de race, qui permettent d'améliorer le rendement en laine tout en dispensant de l'achat de mâles, qui est assez onéreux, puisque le prix de vente d'une bête varie de 700 à 800 francs. Néanmoins, les grands exploitants, qui ont vite compris les avantages qu'ils en peuvent tirer, n'hésitent pas à régénérer leurs troupeaux. Les autres suivent l'exemple. Mais, la politique fait surgir un obstacle imprévu. De 1808 à 1814, l'Espagne faisant partie de l'Empire, envoie ses laines en franchise jusqu'à l'Adige et l'Elbe ; les quantités sont assez considérables pour faire baisser les prix en France. Partout les cultivateurs vendent leurs troupeaux (1). C'est alors que l'Empereur intervient et, par le décret du 8 mars 1811, décide l'ouverture de 500 dépôts de béliers mérinos de 150 à 250 têtes chacun. Les événements extérieurs empêcheront de réaliser cette mesure. D'ailleurs, le paysan se méfie de ces différences de cours et préfère consacrer ses efforts à d'autres élevages. Chaptal lui-même (2), propriétaire de Chanteloup, se plaint : « J'ai pour 55.000 frs « de laine, que je me vois obligé de faire laver pour ne pas la « laisser périr ; on ne me demande pas un agneau, tout est « mort ». Heureusement qu'il peut se dédommager, grâce aux découvertes de Delessert sur le sucre de betterave : « J'ai ensemencé 25 arpents en betteraves... Je remplacerai par cette « industrie ma perte sur les mérinos ». L'échec de l'élevage des mérinos n'est dû qu'à des circonstances politiques, qu'il était difficile de prévoir.

En 1805, Delessert, mettant à profit les observations qu'il a faites dans la République Batave, donne les plans et entreprend la construction d'une nouvelle machine à battre le blé et d'un moulin pour moudre l'orge. Mais, bien que membre depuis mai 1802 de la Société d'Agriculture, où il rend ces ser-

(1) Hanotaux : *Histoire de la nation française*, tome X, Paris, 1927, in-4.

(2) Pigeire : *Op. cit.*

vices, il ne s'occupe qu'occasionnellement des choses de la terre, consacrant son temps à l'industrie, dont il a deviné l'immense avenir.

Jusqu'alors, l'opinion en France ne semble pas s'intéresser à l'industrie et nul ne songe à soutenir et à guider les inventeurs dans leurs recherches souvent longues et onéreuses. En 1800, Delessert, au cours d'une réunion chez lui, rue Coq-Héron, fait part de ces réflexions à ses convives. Son ami de Lasteyrie lui raconte, alors, ce qu'il vient de voir en Angleterre. Il fait part notamment de son admiration pour la Société d'encouragement des arts, des manufactures et du commerce de Londres. Delessert croit qu'une organisation semblable en France est parfaitement possible et serait beaucoup plus utile encore, en raison du retard de notre industrie (1) ; de Gerando est chargé d'en parler au ministre Chaptal, qui, tout en voyant l'importance de l'idée, se montre beaucoup plus timide. Il craint tellement un échec qu'il conseille presque l'abstention : « C'est « une très grande pensée, mais prenez garde. Tout d'abord, « vous aurez le plus beau zèle, cela durera un an, deux ans ; « après, ce feu s'éteindra, et, cependant, si la société nouvelle « dure trois ans, son existence, j'en ai la conviction profonde, « est assurée, et elle contribuera utilement au développement « de l'industrie française ». On décide d'agir et les craintes du ministre ne se justifient pas. La Société, plus que centenaire, existe toujours. D'ailleurs, Chaptal a tellement confiance en ses inspireurs, qu'il souscrit pour 50 parts. Le Consul Lebrun s'inscrit pour 30. Ayant lancé l'idée et obtenu sa réalisation, Delessert, suivant son habitude, se retire au second plan, laissant ses collaborateurs recueillir tout l'honneur. Aussi, est-ce de Gerando, qui, dans le style quelque peu solennel, cher à ses contemporains, expose, le 9 brumaire an X la raison d'être et le but de la Société (2) : « S'il est un intérêt sacré pour les philosophes, cher aux amis du bien, précieux aux cœurs patrio-

(1) *Bulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale*, juillet-août 1923.

(2) *Moniteur*, an X, p. 992.

« tiques, s'il est un intérêt commun et évident pour tous les
« hommes, c'est sans doute l'intérêt de l'industrie. Source de la
« richesse, remède du malheur, soutien de la morale, exercice
« utile des facultés, l'industrie laborieuse se lie également à la
« prospérité sociale, elle s'identifie au perfectionnement des
« sciences et au progrès de l'esprit humain ».

Ce ne sont pas là seulement des paroles pompeuses, qu'il est d'usage de prononcer en pareilles occasions. Cette pensée qui paraît banale maintenant, est alors assez nouvelle au pays, où l'on a proclamé que labourage et pâturage sont les deux mamelles de la France, et où, à la veille de la Révolution, on considérait encore que toute autre activité était « stérile ». Evidemment, le moment est favorable pour un développement industriel. Ne voit-on pas « les ateliers se repeupler, les écoles se créer, « le commerce se relever et se fonder des espoirs justifiés » ?

La Société d'encouragement pour l'industrie nationale, qui ne sera reconnue d'utilité publique qu'en 1824, groupe les personnalités marquantes, dont les noms, à eux seuls, expliqueraient le succès de l'entreprise : Thenard, Berthollet, Gay-Lussac, Brillat-Savarin, Bréguet, Monge, Prony, Ternaux, Darcet. Des commissions spécialisées sont constituées : Arts mécaniques, arts chimiques, agriculture, arts économiques, commerce. Outre de la trésorerie, Delessert s'occupe avec de Candolle, de Lasteuryrie, de Montgolfier, Parmentier et de Pastoret des arts économiques. Il constitue, par ailleurs, un cabinet de machines et s'efforce de généraliser l'utilisation de son appareil économique de chauffage, qui a eu tant de succès pour les soupes populaires. Les hôpitaux de province adoptent vite le lit simple qu'il conçoit et qui peut être construit facilement et à peu de frais. Il aura le plaisir quelques années plus tard de montrer les plans du premier pont suspendu « en chaîne et fil de fer » qu'il a conçu et construit à Passy pour relier son usine à son habitation par-dessus une petite vallée (1).

Le but de la Société pour l'encouragement de l'industrie est

(1) Comblée maintenant, et qui se trouvait en partie à l'emplacement actuel de la rue Raynouard.

de grouper les découvertes, de répandre l'instruction industrielle, de provoquer et de diriger les expériences, de secourir les inventeurs malheureux par des subventions et des récompenses et d'aider à la création d'institutions semblables dans les villes manufacturières. Il est difficile de savoir avec précision la part qui lui revient dans le développement industriel et la multiplication des recherches et des découvertes, mais certainement, dès les premières années (1), les petites inventions ont nombreuses, notamment en ce qui concerne la fabrication du blanc de plomb, du bleu de Prusse, de l'émail économique, du fer blanc, des fours à chaux, des lampes de sûreté, des machines à feu, des machines outils comme celle à faire les filets de pêche, à filer et carder la laine, etc... (2). Il faut d'ailleurs reconnaître que cette multiplication de découvertes est grandement facilitée, au début du Consulat, par une reprise des affaires due au calme politique ; mais les prix distribués par la Société, qui s'élèvent souvent à une petite fortune, jouent un rôle important en incitant les chercheurs à exposer des frais, parfois assez élevés. Le plus curieux, c'est qu'à se réunir, à échanger des idées, les membres de la Société eux-mêmes profitent des expériences. Il est permis de supposer que c'est à leur contact que Delessert a définitivement acquis la foi dans les possibilités des manufactures françaises. N'est-il pas appelé à y rencontrer Ternaux, ce maître incontesté de l'industrie lainière dans toute l'Europe. Marchand avisé, ami des innovations mécaniques, Ternaux a l'idée de concurrencer les châles des Indes par les châles français ou « châles Ternaux », qu'il fait fabriquer par son célèbre « Tricoteur ». « Tout Paris, qui se rue à son magasin de la Vigogne pour acheter des indiennes et des cachemires, s'y précipite maintenant pour acheter des châles français ». Il sera avec Delessert parmi les premiers Saint-Simoniens. Son influence n'est pas négligeable. Chez lui, place des Victoires, on rencontre Lafayette, Royer-Collard, Cuvier, Camille Jordan, représentants éminents de l'opposition libérale sous la Restau-

(1) Levasseur : *Histoire des classes ouvrières de 89 à 1870*, Paris, 1903, tome 2, in-8.

(2) *Moniteur*, 1808, p. 1010. Rapport Costaz.

ration. Mais Delessert connaîtra un homme d'une personnalité encore plus originale. Avant le blocus continental, au moment où l'Empereur, acclamé par tous les « fileurs du département de « la Seine et environs », Benjamin Delessert et La Rochefoucauld-Liancourt en tête (1), interdit par le décret du 22 février 1806 l'introduction en France des tissus de coton, Oberkampf, qui a débuté dans la petite chaumière de Jouy en faisant seul le dessin, la gravure, l'impression et la teinture, est décoré et reçoit ce bel éloge de Napoléon : « Vous et moi, nous faisons une « bonne guerre aux Anglais, vous par votre industrie, moi par « mes armes ; c'est encore vous qui faites la meilleure ». Les Anglais, en effet, sont alors les tributaires de la France pour les toiles peintes. Chez tous les membres de la Société règne la même foi dans le progrès de l'humanité par les immenses possibilités de l'industrie.

Saint-Simon connaît plusieurs d'entre eux et les fréquente. Il semble que le théoricien n'a pas inspiré ses idées à ses amis, mais qu'il ait, parmi eux, fortifié sa philosophie au contact des faits et dégagé la théorie à laquelle Delessert adhérera de façon manifeste avec Ternaux, Benjamin Constant, Paul-Louis Courier et Laffitte. Il est certain qu'au début du siècle ces idées sont dans l'esprit de beaucoup ; les uns s'efforceront d'en dégager des théories, d'autres se contenteront des réalisations. Delessert sera de ces derniers. A vingt ans, encore aux armées, n'écrivait-il pas déjà que ses préférences allaient aux « spéculations industrielles qui portent sur des fabriques ou manufactures. Elles « sont plus dignes d'un homme qui veut être utile à ses semblables ». Le goût des responsabilités l'y attirent, car, « en cas « d'insuccès, c'est presque toujours soi-même qu'il faut en accuser ».

2. — La fabrication du sucre de betterave

La guerre maritime a rendu le sucre très rare. Les prix se sont élevés d'autant plus haut que le droit d'entrée de 7 frs 50 prévu par la loi de floréal an VII, s'est trouvé porté à 30 francs,

(1) Archives Nationales : A.F. IV, 1060.

après le tarif de 1803, du fait d'un double droit d'entrée et de consommation (1). Ces prix très élevés ne sont pas une nouveauté. Aussi, depuis déjà longtemps les savants se sont efforcés de fabriquer des produits de substitution. Au début du xvii^e siècle, Olivier de Serres signalait « la betterave passenade... » dont le jus qu'elle rend en cuisant est semblable à un sirop de « sucre est très beau à voir pour sa vermeille couleur ». Le Prussien Achard, utilisant les travaux de Margraff, acquiert la certitude que l'on peut fabriquer du sucre en partant de la betterave, mais ne parvient pas à réaliser un produit qui puisse être lancé dans le commerce. Néanmoins, l'Angleterre lui offre 50.000 thalers en 1800 et, en 1802, 200.000, s'il accepte de déclarer que le sucre de betteraves ne peut remplacer celui de canne (2). L'Institut (3) proclame les droits d'inventeur d'Achard ; Deyeux dans son rapport montre les perspectives rémunératrices de cette industrie. Mais les essais faits à St-Ouen et à Chelles sont des échecs, car le prix de revient est tellement élevé qu'on ne peut penser vendre un tel produit. Il semble donc que l'invention doive rester dans le domaine scientifique. Pendant dix ans, Parmentier égare les recherches sur le sucre de raisin, et, bien qu'il se vante d'avoir obtenu un pain « parfaitement cristallisé, d'une grande blancheur, sonore, jouissant en un mot « de toutes les propriétés du plus beau sucre de canne », il ne recueille pas l'approbation du consommateur. Lorsqu'en 1810, Proust est décoré et reçoit 100.000 francs pour avoir fabriqué du sucre de raisin, le public se rit des chimistes :

...« Pour avoir composé

« De sirop de raisin trois ou quatre topettes

« Mon vieil apothicaire est mis dans les gazettes ».

En 1812, les hospices de Parme et de Plaisance fabriquent du sirop de raisin pour leur consommation. Mais il faut 32 kilogs de raisin pour obtenir 6 kilogs de sirop (4). On recourt alors

(1) E. Levasseur : *Histoire du commerce de la France depuis 1789*, Paris, 1912, in-4, tome 2.

(2) *Moniteur* du 11 mars 1811.

(3) *Histoire centennale du sucre de betterave*, Paris, in-4, 1912.

(4) *Moniteur*, 7 janvier 1811.

vraiment à des procédés désespérés : Le *Moniteur* du 22 janvier 1811 attire l'attention sur le suc de l'érable, qui peut être solidifié par congélation, évaporation spontanée ou ébullition. L'organe officiel le présente comme « meilleur que le sucre des îles » sous le rapport de la qualité, quand il est préparé dans une saï-
« son où il n'existe aucun insecte qui se nourrisse sur la plante
« et y mêle ses excréments ». Le *Moniteur* doit exagérer, car il ajoute que ce sirop « peut fournir un bon vinaigre » et qu'il est en usage chez les Indiens qui veulent se « préserver des vers ». Le sucre de maïs se présente en trop petites quantités pour qu'on puisse en faire un usage utile (1). D'Arcet (2) conseille le sucre de chataigne, découvert par Parmentier il y a trente ans, et dont un sieur Guerrazzi, du département de l'Arno, se vante d'avoir obtenu la cristallisation en un mois seulement en le brassant continuellement. De Lasteyrie essaie le sucre de miel (3). On cherche toujours sans trouver de solution satisfaisante. Montalivet ne va-t-il pas jusqu'à accueillir un certain sucre de varech comme « une nouvelle preuve du zèle avec lequel on cherche sur tous les points de la France à seconder les vues de
« Sa Majesté ? ».

Achard, dès 1808, signale que l'on fait fausse route (4). Seule, la betterave doit pouvoir donner un produit suffisamment riche. Le Baron de Koppi, en Prusse, affirme en obtenir qui, sans doute, lui rembourse ses débours, mais qui, non plus, ne peut donner un prix rémunérateur. Tout en utilisant la betterave, qui est riche en sucre, il faut trouver un autre procédé d'extraction de la saccharose. La culture de la betterave peut être un des assolements du blé, dont le terrain lui convient. C'est une richesse supplémentaire partout où l'on pratiquait le système de la jachère. Les déchets sont donnés aux bestiaux, dont le nombre peut être doublé pour une même exploitation sans que l'on augmente la surface de pâturage. En 1811, Napoléon constate le peu de résultats de l'« Instruction sur la fabrication du sucre de

(1) *Moniteur*, 6 mars 1812.

(2) *Moniteur*, 31 mars 1812.

(3) *Moniteur*, 27 mai 1812.

(4) *Moniteur*, 2 octobre 1808.

« raisin » envoyée sur son ordre aux sociétés d'agriculture. Peut-être n'a-t-il pas apprécié un jour de réception « les rafraîchissements (1) et les glaces offerts au ministère de l'Intérieur » et préparés sur son ordre au sirop de raisin. Le ministre Montalivet déclare, en effet, « qu'à double proportion de sucre de canne, il « est fort bon pour les crèmes, les glaces, l'orgeat et la limonade, excellent pour le thé, médiocre pour les compotes, détestable pour le café ». Il est vrai que ce jour là le café est « mal préparé ». L'Empereur réclame un rapport (1) indiquant « quelles sont les personnes qui se sont livrées à la fabrication du sirop de betterave, quels en ont été les produits, et quels seraient les encouragements qu'il conviendrait de donner aux fabricants ». Les préfets inciteront les cultivateurs à planter des betteraves, et enverront chaque année un état détaillé des terresensemencées et des récoltes obtenues. Jusqu'alors, la production est plus que suffisante pour une consommation faible. Dans le département de la Seine, il y a 300 hectaresensemencés, et il existe quatre fabriques donnant un sirop de basse qualité. Cependant, l'Empereur, le 25 février 1811, ordonne l'ensemencement dans l'Empire de 32.000 hectares et la création de six écoles expérimentales.

Cette dernière mesure est inutile. Depuis dix ans, dans son usine de Passy (2), Delessert, secondé par un seul ouvrier, J.-B. Quernel, renouvelle les expériences. Dans les derniers jours de 1811, il en est venu à un procédé simple, permettant l'exploitation industrielle. D'après les renseignements qu'il communique au Conseil général du commerce (3), il consiste essentiellement à :

« 1°) Raper la betterave.

(1) Lanzac de Laborie : *Op. cit.*, tome 6.

(2) Située dans le bas de Passy, en face de la Barrière de la Cunette près de l'endroit où la patache de l'octroi accoste les bateaux entrant dans Paris. Le pont suspendu sert à relier la maison de Delessert à la fabrique, la rue de la Montagne (rue Beethoven) et la rue Basse (rue Raynouard) au-dessus du vallon comblé avec les déblais du nivellement de la butte du Trocadéro. (Voir G. Cucuel : *Histoire d'une maison de Passy*, dans le *Bulletin de la Sté d'Histoire d'Auteuil et de Passy*, tome VII et Quillet : *Chronique de Passy*).

(3) Archives Nationales F₁₂ 192.

« 2°) Exprimer le jus.

« 3°) Clarifier ce jus en le faisant bouillir et en y mettant de la chaux, des acides, du lait, du sang de bœuf et autres substances.

« 4°) Cuire ce jus en consistance de sirop. Ces opérations sont des plus difficiles et des plus coûteuses.

« 5°) Si on veut compléter l'opération, il faut mettre ce sirop dans des vases de terre et les placer dans une étuve chauffée à 35° ; au bout de 25 à 30 jours, le sucre se forme en cristaux.

« 6°) Ces cristaux, mêlés avec un sirop épais, en sont séparés en mettant ce mélange dans des sacs et en leur faisant subir une forte pression. Ce qui en sort est la mélasse. Le jus brut reste dans les sacs ».

Le 2 janvier 1812, de bonne heure, Delessert accourt chez Chaptal. « Il apporte, tremblant de joie, deux pains (1) d'un sucre admirablement cristallisé, les deux premiers qu'on ait jusqu'à ce jour, extrait des betteraves. Chaptal (2) se rend aussitôt aux Tuileries, voit l'Empereur, lui présente dans un geste qu'a popularisé l'estampe de Monnet, gravée par David, ce sucre, produit du sol et du génie français, victoire définitive remportée sur le tyran des mers ». Sans attendre, Napoléon veut se rendre compte par lui-même : « Il faut aller voir cela, partons ». Il se rend aussitôt à Passy en emmenant Chaptal. Delessert, prévenu par un rapide billet de Chaptal, retourne à son usine. Quand il arrive, il trouve la porte de sa raffinerie occupée par des chasseurs de la garde impériale, qui lui refusent le passage. Il se fait connaître, il entre, l'Empereur a tout vu, tout admiré, il est entouré des ouvriers qui l'acclament et, lorsque Delessert paraît, il détache pour la lui remettre la Croix d'honneur qu'il porte sur la poitrine (3) ». Il veut qu'en ce jour la joie soit générale, il fait donner une semaine de paye en gratification aux ouvriers. Seul, Talleyrand exprime sa mauvaise hu-

(1) Un exemplaire des premiers pains sortis de l'usine de Passy est encore conservé par M. le Baron Hottinguer.

(2) Chaptal : *Mes souvenirs sur Napoléon*, Paris, 1893, in-8, et J. Pigaire : *Op. cit.*

(3) La scène a été reproduite dans l'imagerie d'Epinal.

meur ; après avoir goûté le nouveau produit, il fait la grimace en murmurant : « Va te faire sucre ». « Malgré la sincérité de « son enthousiasme, écrit Lanzac de Laborie, Napoléon croit, « comme la plupart de ses contemporains, que le sucre de betterave n'aura qu'un succès passager, et ne pourra en temps « de paix résister à la concurrence du sucre de canne ». Delessert craint (1) que les encouragements donnés à la culture de la betterave ne soient excessifs, maintenant que la certitude du succès est connue, et que l'on n'arrive à une crise. Il s'oppose à la prohibition de sortie des sirops pour éviter l'accumulation et laisser aux cultivateurs tous les moyens possibles de tirer le parti le plus avantageux de leurs produits. D'ailleurs, la concurrence avec les produits étrangers ne pourra exister que dans les départements frontières. A l'intérieur, l'industrie est maintenant trop développée pour en souffrir. Le prix du sucre de canne non raffiné, si on y ajoute « le droit d'occident » et les frais de transport tant par terre que par mer était, à Paris, avant la Révolution de 12 sols la livre. Actuellement (2), le sucre de betterave non raffiné coûte 18 sols. Ce prix s'abaissera progressivement avec le perfectionnement des machines et des procédés. On peut escompter qu'il descendra à 15 sols. Ainsi, en mettant sur le sucre étranger un droit de 25 %, non seulement le sucre de betterave pourrait, en tous temps, soutenir la concurrence, mais encore bénéficierait d'un avantage assez important pour encourager la fabrication. Delessert n'y est pas opposé, au moins pour les premières années. En tout cas, en temps de guerre, le but seul compte : Il faut protéger les industries nécessaires à la vie normale du pays. La balance du commerce, dans l'hypothèse précédente gagnera 90 millions avec le sucre et l'indigo. Si l'Allemagne et nos voisins immédiats suivent notre exemple, le commerce anglais fera une perte de 2 à 3 millions.

De toute façon, il faut dès maintenant prendre des mesures

(1) Arch. Nat. F.¹ 192.

(2) *Moniteur*, 2 janvier 1812.

pour intensifier la production (1). En France, on a l'habitude de cultiver surtout la disette (2), cette grosse betterave, rouge au dehors et blanche au dedans. Mais elle ne convient pas parfaitement à l'industrie du sucre. En Prusse on préfère les betteraves blanches. Aux environs de Paris, on apprécie les jaunes et rouges, qui viennent bien dans les sols peu fumés.

Montalivet propose de maintenir l'exemption de droits ; il se rend bien compte que les persuasions, qu'il a dispensées dans toute sa correspondance exigent du producteur des sacrifices. Chaptal, au contraire, craint un trop rapide développement, car ce qui arrête surtout les progrès de la nouvelle industrie, « c'est le manque de lumières et la crainte où l'on est de confier « cette fabrication à des hommes incapables de la faire prospérer », et, pensant à ses tentatives personnelles à Chanteloup, il ajoute « qu'il ne suffit pas d'avoir des connaissances « chimiques pour pouvoir diriger sans erreur une branche d'industrie toute nouvelle, on ne peut se permettre d'arriver à de « bons résultats qu'après des essais très dispendieux lorsqu'on « opère en grand ».

Napoléon, jusqu'alors, n'avait pas cru que l'initiative privée puisse continuer à résister à la concurrence du sucre de canne. Il pensait que le sucre de betterave n'aurait qu'un succès passager. Il envisageait le monopole de la raffinerie pour « des motifs (3) très différents de ceux invoqués par les socialistes pour « une thèse analogue » : « Le gouvernement seul peut se livrer « avec sécurité à une opération de cette nature. Comment un « particulier exposerait-il des fonds considérables à une spéculation qui peut être anéantie par un traité de commerce ou par « un changement dans le tarif des douanes ? Car il est prouvé « que le sucre de betterave coûtera toujours le double ou le triple « du prix primitif du sucre de canne. D'un autre côté, si le sucre de betterave se vend comme le sucre de canne, n'est-ce pas « un grand tort pour le Trésor, qui perd le droit d'entrée, et

(1) *Moniteur*, 8 janvier 1812.

(2) Ainsi appelée parce qu'elle sert à nourrir les bestiaux en cas d'insuffisance des pâturages.

(3) Lanza de Laborie : *Op. cit.*

« qui, pourtant, par ce droit d'entrée maintient la hausse du prix ? Ainsi, d'un côté, le peuple est obligé de payer le sucre cher, de l'autre le profit n'en est point au Trésor, ce qui est toujours contraire au principe que tous les sacrifices que supporte le peuple, doivent être pour le Trésor ».

On comprend la joie de l'Empereur deux jours plus tard, devant le succès de Delessert. Il est, en effet, le vivant exemple que l'initiative privée est capable de réaliser cette industrie. Seuls, d'ailleurs, les particuliers sont assez hardis et avisés à la fois pour risquer les capitaux dans une entreprise incontestablement hasardeuse. Mais, il est démontré que l'écart des prix entre les deux produits est relativement faible. Il ira en décroissant. Par ailleurs, l'histoire doit montrer que le Trésor y trouvera son compte. Par contre, Napoléon n'a pas tort d'examiner la question sous le point de vue politique, et de craindre que la France ne veuille revenir un jour au sucre de canne : Alors, n'aurait-on pas donné lieu aux plaintes de ceux qui auront élevé des manufactures sur la parole du gouvernement ? Au lieu que le gouvernement, ayant fait le sacrifice de quelques millions, en sera remboursé en peu d'années, et sera à même de calculer l'avantage du retour au système des colonies...

Devant l'effort financier, devant sans doute aussi les résultats déjà obtenus par Delessert et ses nouveaux projets, Napoléon soumet à une patente tout fabricant de betteraves, tout en lui garantissant le bénéfice d'une exemption de droit pendant quatre ans. Le sucre de canne est prohibé. Mais, néanmoins, à l'expiration de ce délai, l'Etat, conservant le prix fixé par la loi de l'offre et de la demande à ce moment, gardera tout le bénéfice résultant des améliorations ultérieures de la technique. « En supposant le sucre à quarante sous, ce serait, sur une consommation de 30 millions, un bénéfice de 60 millions ».

L'Empereur n'a pas tort de faire confiance aux capitaux privés. Delessert en peu de temps monte 25 usines réparties sur tout le territoire dans les régions productives de betteraves. Il ne garde pas pour lui le secret de sa découverte (1), car, dans

(1) *Notice sur M. le Baron Delessert*, par Tisseron et de Quincy.

un long rapport au comte de Sussy, ministre des manufactures et du commerce, il signale son procédé comme simple et facile, économique, nécessitant peu de main-d'œuvre et donnant un beau produit. Le ministre calque son instruction sur le rapport et l'envoie aux Préfets. Chaptal constate le magnifique résultat : « Une vérité qui sera contestée par des hommes prévenus, mais « qui n'en est pas moins une vérité aux yeux des gens éclairés « et libres de préjugés, c'est que si la chute de Napoléon avait « été retardée de deux ans, la France était à jamais affranchie « du tribut qu'elle paye au Nouveau Monde pour ce qui regarde « le sucre... La France eut été approvisionnée par son sol et son « industrie ». Mais Napoléon craint les troubles profonds que doit apporter à cette industrie la signature de la paix. Il n'a vu dans la culture de la betterave qu'un expédient momentané et non, comme Delessert, une industrie qui doit être développée, qui peut vivre d'elle-même et ne réclame de protection qu'à sa naissance ; pour lui, une protection permanente ne saurait se justifier.

Napoléon s'est vanté « d'avoir fait rentrer dans la foule les « faiseurs d'affaires et de n'en avoir jamais voulu en élever « aucun aux honneurs. De toutes les aristocraties, celle-là lui « semblait la pire ». C'est donc une faveur tout à fait exceptionnelle qu'il accorde en décorant Delessert et le faisant baron de l'Empire (1). Il lui a d'ailleurs été signalé à plusieurs reprises parmi « les personnes (2) les plus estimables, qui ont en

(1) Voici les armoiries de Benjamin Delessert :

Ile de F. — Ec. : au 1 d'azur à un lis en pal, arr, tigé et feuillé d'arg. en bande ; au 2 de gu. à une branche de chêne d'arg. en bande ; au 3 d'or à une forêt de sin, soutenu du même, sur laquelle broche une tour de trois pièces d'arg. ouv. et maçonnés de sa. ; au 4 d'azur à un croiss. d'arg. surm. de deux étoiles du même.

Celui de la famille était :

De Lessert ou de de l'Essert (de Cossonay, de Bongy, et de Saint Barthélemy). — P. de Vaud, France. D'azur à une fleur de lis d'or en chef, deux étoiles d'arg. rangées en fasce, et un croiss. du même en p. C : un lévrier iss. d'arg. coll d'azur, tenant de la patte dextre un lis de jardin tigé et feuillé, au nat. S : deux lévriers rig. d'arg. coll. d'azur. D : tout vient de Dieu. (Armorial Riestap.)

(2) Arc. Nat. A. F. IV, 1051.

« même temps montré le zèle le plus soutenu et le plus utile, et
« susceptibles de fixer son attention ». Mais on n'a pas voulu
distinguer « ce banquier, homme très connu par ses louables
« inclinations à la bienfaisance et qui, depuis qu'il est membre
« du Conseil (des Hospices et Hôpitaux) a été particulièrement
« utile aux hospices sous le rapport de la comptabilité ». La
grande considération dont il jouissait dans le commerce n'a pas
fait plus, car l'Empereur « a de l'humeur à l'égard de Deles-
« sert qui a refusé à plusieurs reprises ses avances : il l'a ac-
« cusé de faire opposition (1) à son gouvernement ». Ses ten-
dances libérales ne sont évidemment pas pour plaire. C'est au
point qu'un jour, Cretet, devenu ministre de l'Intérieur doit
rappeler à Napoléon que Delessert a été un des premiers à ap-
porter son aide financière au Consul au lendemain du coup
d'Etat de brumaire. « Par la suite, l'Empereur excusera la
« franchise et le désintéressement de Delessert pour les choses
« de ce monde ». C'est donc l'industriel seul qui a mérité en
1812 tout l'honneur (2), toute l'admiration du Chef de l'Etat.

C'est d'autant plus plausible que Napoléon, lors de sa visite
à Passy n'est pas seulement frappé de l'importance que peut
avoir la découverte pour la guerre qu'il fait à l'Angleterre, mais
encore de la tenue et de la discipline qui règne à l'usine. Chap-
tal écrira plus tard : « On a peine à se figurer (3) le prestige dont
« un industriel enthousiaste et épris de son art, comme Ben-
« jamin Delessert, jouissait parmi ses ouvriers. A cette épo-
« que, une harmonie, qui nous étonnerait maintenant, régnait
« dans la grande industrie naissante entre le patron et les tra-
« vailleurs. Le premier cherchait beaucoup plus à associer ses
« employés à ses efforts qu'à faire produire à son usine le plus
« d'argent possible. L'ouvrier, le plus souvent originaire de la
« campagne, avait confiance dans un chef, dont la plus grande
« préoccupation était de le former et de l'instruire ». Chaptal
voit juste. Delessert, en effet, est très en avance sur les idées
de son époque. Il a fixé son usine à Passy, hors de Paris. Il s'oc-

(1) Jarry de Mancy : *Op. cit.*

(2) F. Masson : *Jadis*, Paris, 1905, in-8.

(3) Chaptal : *Op. cit.*

cupe de l'instruction des enfants de ses salariés, et pour cela fondera deux écoles gratuites et une bibliothèque pratique dans la même localité. La nourriture et la formation morale des ouvriers est l'objet de ses préoccupations.

A la suite du Concordat, l'usage s'est rétabli de chômer le dimanche, mais cela sans obligation légale ou administrative. Delessert n'est pas de ceux qui, lorsque les commandes affluent imposent à leurs ouvriers le sacrifice de ce repos. Lanzac de Laborie rapporte « que les survivants du jacobinisme antireligieux » notaient ironiquement que depuis le rétablissement du culte « et de la semaine chrétienne, sinon du calendrier grégorien, le » chômage du dimanche est moins assidûment pratiqué dans la « population ouvrière que celui du lundi ». Bien que jour ouvrable (1), le lundi est en effet choisi par les ouvriers pour se livrer aux plaisirs bruyants et pour dépenser dans les cabarets leur paye hebdomadaire. Pour certains, il remplace le decadi : pour la plupart il permet de cuver les libations du dimanche. Cette façon de « faire lundi » n'entraîne pas seulement la ruine de nombreuses familles par les dépenses que font les ouvriers aux dépens de la nourriture et du vêtement, mais encore un manque à gagner appréciable à une époque où le salaire est si près du minimum vital. De plus, l'industriel se trouve, en fait, condamné à chômer deux jours par semaine. Delessert ne peut (2) supporter chez lui cette manière de faire. Un mardi matin (3) les ouvriers « se présentent à leurs ateliers. Ils « les trouvent fermés ; ils frappent. Le chef paraît alors et leur « dit : mes bons amis, hier vous avez cru ne devoir songer qu'à « vos plaisirs, et moi j'ai résolu de consacrer ce jour entier à « des affaires personnelles ; à demain. Les bonnes gens murmurent d'abord, se résignent bientôt, et finalement profitent « de la leçon », qui, si elle avait été insuffisante, eût été suivie du renvoi. « Depuis ce temps, déclare le rapport de « police, ils se bornent à fêter le dimanche, et s'ils bénissent

(1) G. et H. Bourgin : *Le Régime de l'industrie en France de 1814 à 1830*, Paris, 1912, in-8.

(2) Dupin : *Op. cit.*

(3) Arch. Nat. F⁷ 3837.

« l'avis paternel que leur maître leur a donné, leurs femmes, « leurs enfants, le bénissent encore davantage ».

3. — Delessert et le Saint-Simonisme

Devant les découvertes du début du siècle, devant le développement de l'industrie, devant les progrès continus de la technique, devant l'importance du rôle social qui incombe au chef d'entreprise et à l'ingénieur, il n'est pas étonnant qu'aient surgi certaines tendances qui viendront se cristalliser dans le Saint-Simonisme. Il n'est pas étonnant non plus, qu'allant plus loin encore, de nombreux esprits, éblouis par la révolution industrielle, aient pu croire au progrès indéfini. Ce sera la grande hérésie du xix^e siècle. Chez Benjamin Delessert, on ne rencontre rien de tel. Il est trop croyant pour croire que le progrès soit entièrement une question de science. Mais, à la suite de son voyage en Angleterre, il a acquis la certitude de la possibilité du développement de la technique, des avantages matériels, mais aussi du déséquilibre social qui en découlera. Il assiste à l'apparition de la nouvelle cellule sociale, l'usine. Il voit toutes les difficultés d'adaptation, l'instabilité du travail, la concentration urbaine, les périls nouveaux qui guettent la famille. Le danger est avant tout l'oisiveté. Il faut exalter le travail (1) et le soumettre à une hiérarchie. En bas, le travail, l'obéissance, en haut le pouvoir spirituel, qui organise et commande : L'ingénieur. « Il est le dieu tout-puissant qui transforme la matière « qui bouleverse un pays. L'ingénieur doit être roi », proclame Saint-Simon. Delessert a vu l'Ancien Régime s'effondrer, le Consulat rétablir l'ordre, la bourgeoisie occuper sa place à la tête du commerce et de l'industrie et le Pouvoir y choisir les membres de ses Conseils. Comment ne se croirait-il pas appelé à remplir le rôle de chef alors qu'il a vu la classe instruite créer les manufactures et faire jaillir de nouvelles sources de richesse. Lui-même ne conduit-il pas et ne fait-il pas en ce moment vivre les ouvriers d'un grand nombre d'usines ? Saint-Simon (2), lors-

(1) Bertaut : *Op. cit.*

(2) Charléty : *Histoire du Saint-Simonisme*, Paris, 1931, in-8.

qu'il conseille de « mener la vie la plus active possible pendant « tout le cours de la vigueur de l'âge, de prendre connaissance « avec soin de toutes les théories et de toutes les pratiques, de « toutes les classes de la société, de se placer personnellement « dans toutes les positions sociales les plus différentes, et enfin, « d'employer sa vieillesse à résumer les observations et de noter « les effets qui sont résultés de ses actions tant pour les autres « que pour soi-même », ne vise par ces moyens étranges, que le progrès de la science. Comme lui, Delessert se donne ces mêmes objectifs, mais ne considère le progrès de la science que comme un moyen de faire le bien, d'améliorer la situation de ses semblables. Saint-Simon à la fin de sa vie, lorsque Delessert se sera définitivement et publiquement séparé de lui, reconnaîtra que la science est insuffisante ; il n'hésitera pas à bâtir une religion faisant appel au cœur. Ne reconnaîtra-t-il pas alors, au moins en partie, son erreur et la supériorité de celui qui aurait désiré continuer à le soutenir, mais qui a dû le quitter pour des raisons de conscience ? Delessert a trop le sentiment des réalités pour poursuivre la même chimère que Saint-Simon (1), mais il pense que les industries doivent avoir une part à la direction des esprits (2). Comme lui, il est d'avis qu'il faut « être gouverné au meilleur marché possible, être gouverné le moins « possible, être gouverné par les hommes les plus capables ». Or les industriels sont plus que d'autres intéressés au maintien de la tranquillité, à l'économie publique, à la limitation de l'arbitraire, et enfin, ils ont présumés les administrateurs les plus capables (3). Ils ont donné leurs preuves. Saint-Simon

(1) Faguet : *Politiques et moralistes*, Paris, 1891, in-8.

(2) Taine désirera un individualisme aristocratique, et estimera nécessaire l'inégalité. Autant une aristocratie oisive et privilégiée est une charge pour la société, autant une aristocratie occupée lui est indispensable. Elle ne devra pas être une caste fermée de privilégiés, mais la réunion des « autorités sociales », c'est-à-dire, à côté de l'aristocratie héréditaire, la haute magistrature, la grande bourgeoisie, les propriétaires résidants, les chefs d'industrie, de négoce ou les têtes de l'administration. « Si choquant que soit le fait pour les passionnés d'égalité, « ce gens-là ont certaines qualités que n'ont pas les autres et qui les rendent plus capables de diriger la société ».

(3) Cette conception est critiquée dans le *Gendre de M. Poirier*, acte I, sc. IV :

aura l'idée de « députés économiques » représentants de l'activité nationale. Delessert est un des rares représentants de cette catégorie dans l'essai qui en est fait en 1815. L'idée n'est pas entièrement neuve (1). Le cens est en soi une élimination de ceux que l'on considère insuffisamment capables de connaître le gouvernement. Déjà la constitution montagnarde exclut de la société politique tous ceux qui ne vivent que de l'assistance. La « Convention a approuvé le cens pendant la réaction thermidorienne », et Boissy d'Anglas dans son rapport en indique bien l'esprit : « Nous devons être gouvernés par les meilleurs. Les « meilleurs sont les plus instruits et les plus intéressés au maintien des lois ». Mais il semble que ce soit surtout la première catégorie qui ait attiré l'attention aux dépens de la seconde surtout sous la Restauration. Sieyès (2), en 1789, avait tenté, au contraire, d'assurer dans le Parlement la représentation des intérêts : « L'Assemblée Nationale a affirmé que la population « ne devait pas être la seule base de représentation ». Il tente donc d'assurer la représentation de ce que l'on considérerait alors les trois éléments essentiels de la vie nationale. Il adopte une combinaison propre à donner un nombre à peu près égal d'hommes occupés aux grands travaux, aux trois grandes industries qui composent le mouvement et la vie d'une société qui prospère : « l'industrie rurale, l'industrie citadine et celle dont « le lieu est partout et qui a pour objet la culture des hommes ».

POIRIER. — Le commerce est la véritable école des hommes d'Etat. Qui mettra la main au gouvernail sinon ceux qui ont prouvé qu'ils savaient mener leur barque ?

VERDELET. — Une barque n'est pas un vaisseau, un batelier n'est pas un pilote, et la France n'est pas une maison de commerce. J'enrage quand je vois cette manie qui s'empare de toutes les cervelles... Un bonhomme comme toi et moi s'occupe pendant trente ans de sa petite besogne, il y arrondit sa pelote, un beau jour il ferme boutique et s'établit homme d'Etat... Ce n'est pas plus difficile que cela ! il n'y a pas d'autre recette ! Morbleu ! messieurs, que ne vous dites-vous aussi bien « J'ai tant aisé de drap, que je dois savoir jouer du violon » ?

(1) Joseph Barthélemy : *Le problème de la compétence dans la démocratie*, Paris, 1918, in-8.

(2) Sava Moyitch : *Le Parlement économique*, Paris, 1927, in-8.

L'Acte additionnel de 1815 prévoit des représentants de l'industrie (1). Ce n'est pas là de la part de Napoléon un signe d'adhésion aux idées libérales du moment, mais cette concession indique à quel point l'idée de la représentation économique à la faveur du moment. Ce sont des nécessités politiques qui ont obligé Napoléon à adopter de telles mesures ; d'ailleurs, Benjamin Constant dans ses « Lettres sur les Cent-Jours », indique qu'au cours des conversations avec l'Empereur, ce dernier n'essaya pas de le tromper sur ses vues. L'expérience lui a simplement montré que, momentanément, la liberté lui est nécessaire ; il a toujours gardé son mépris pour les formes délibérantes ; mais il accepte la comédie libérale comme il accepte de se présenter au balcon des Tuileries à la foule des fédérés qui l'accablent. Si on en croit Guizot, sur la fenêtre qui vient d'être refermée on voit l'ombre de Napoléon se retirer en haussant les épaules. Toutefois, Benjamin Constant, rédacteur de l'Acte additionnel, est décidé comme Delessert et Ternaux, tous deux représentants de l'industrie de la Seine, à prendre au sérieux cette tentative de représentation de la nation organisée. D'ailleurs, il semble s'agir plus d'une représentation des intelligen-

(1) L'article 33 de l'acte additionnel du 27 avril 1815 stipule : « L'industrie et la propriété manufacturière auront une représentation spéciale.
« L'élection des représentants commerciaux et manufacturiers sera faite par le collège électoral du département sur une liste d'éligibles dressée par les Chambres de Commerce et les Chambres Consultatives.
« Des dispositions complémentaires précisent que les « électeurs sont pris sur une liste d'éligibles formée par les membres réunis des Chambres de Commerce et des Chambres Consultatives de Commerce de tout l'arrondissement commercial, lesquels nommeront au scrutin et à la majorité, un président, un vice-président et un secrétaire »...
« L'Assemblée chargée de la formation de cette liste y portera les commerçants qui se sont le plus distingués par leur probité et leurs talents et qui paient le plus de contributions, qui font les opérations les plus considérables en France ou à l'étranger ou qui emploient le plus d'ouvriers, et en les distinguant par la nature des opérations auxquelles ils se livrent ».
« Cette liste sera de 60 pour chaque arrondissement commercial et de 120 pour l'arrondissement de Paris. Il y aura sur chacune au moins 1/3 de manufacturiers et 1/3 de négociants. Elle sera renouvelée tous les 5 ans, à la fin de chaque législature, ou en cas de dissolution de la Chambre des représentants ».

ces que des intérêts, comme plus tard, sous la Monarchie de Juillet, lors de la présence de la Chambre des Pairs d'évêques, d'amiraux, de maréchaux et de grands fonctionnaires.

Le retour des Bourbons se produit peu après. On ignore comment Delessert a pu comprendre le rôle qu'il aurait eu à jouer. On sait par ailleurs, qu'il se représente le régime parlementaire comme le moyen le plus commode d'obtenir une représentation logique des intérêts en présence et d'assurer dans le gouvernement le respect des besoins permanents du pays. Il a vu en Angleterre la Chambre fonctionner sans heurt, et pense, comme le feront beaucoup d'autres après lui, qu'il y a là un exemple à suivre. Il n'est pas interdit de croire que, sans toutefois jamais asservir son action à une théorie quelconque, il accepte le poste qui lui est offert parce qu'il espère avoir l'occasion d'y rendre service, et que les préoccupations de doctrine comptent peu pour lui.

En tout cas, Delessert, comme Saint-Simon, disciple d'Adam Smith et de J.-B. Say, aboutit à un interventionisme assez peu libéral (1). Mais qu'importe, si l'œuvre n'en est que plus féconde ? Sans les financiers que Saint-Simon a su attacher à sa doctrine, les grands travaux du début du siècle, les chemins de fer ne seraient peut-être apparus que des années plus tard. Sismondi (2) ému des misères, dont il est le témoin, englobe dans une même réprobation toutes les formes récentes de l'industrie qui lui paraissent être la cause de ces misères. Delessert fait la différence « entre ce qui doit être conservé dans la grande industrie et les souffrances qu'il faut faire disparaître ». Sismondi s'indigne que des « cuisines omnibus puissent apporter chaque jour son potage tout chaud à la porte de l'ouvrier ». Delessert se félicite de cet heureux résultat, que, malgré ses efforts, il n'a pu obtenir partout où il aurait voulu. Il sait qu'il est des maux, qui résultent de la nature de l'homme et des choses, mais il croit que l'on peut parvenir à une meilleure distribution des biens, tout en les laissant s'accumuler grâce aux progrès du ma-

(1) G. Weill : *L'Ecole Saint-Simonienne*. Paris, 1896, in-8.

(2) Aftalion : *L'œuvre économique de Sismondi*. Paris, 1899, in-8.

chinisme. Toute sa vie, il tendra vers ce but, et il réalisera un des meilleurs moyens d'y parvenir en créant les caisses d'épargne.

Ainsi, sans partager toutes les illusions de Saint-Simon, Delessert s'attache à son Ecole et partage la plupart de ses idées. On a moins de raisons de s'en étonner si l'on sait que l'idée, qu'il se faisait du libéralisme économique, a été fortement ébranlée au contact des réalités du commerce et des besoins de l'industrie naissante. Il a peut-être été séduit par certaines des utopies sur lesquelles devait être fondée la future société saint-simonienne. Ses adeptes n'espèrent-ils pas la disparition des classes, qui viendraient se fondre sous la direction des plus capables, ces derniers s'appliquant « au seul ordre des intérêts » sur lequel tous les hommes aient besoin de s'accorder, le seul « où ils aient à délibérer, à agir en commun, le seul donc autour duquel puisse s'exercer la politique : Les intérêts qui appartiennent à la vie et au bien être ». Mais surtout, Delessert a vu que la naissance de la grande industrie annonce un nouvel âge de la vie de l'homme, et que les changements qu'elle apportera dans la vie sociale seront plus importants que ceux provoqués par la découverte du bronze ou du fer. Dans ce mouvement il retrouve aussi certains de ces libéraux qui « avaient appris à lire dans l'Encyclopédie » (1). Parmi ceux-ci quelques-uns se sont accommodés de la Constitution civile du clergé et ont rêvé d'une Eglise nationale. Le Concordat leur a paru une nécessité sociale. Mais, avec la Restauration, s'est établie l'union intime du trône et de l'autel, et, ainsi, les influences religieuses ont surgi dans le domaine temporel ; c'est d'une tendance analogue mais différente que l'opinion accuse la Congrégation. Les incroyants avec La Rochefoucauld-Liancourt, qui croient, au moins pour les autres, à l'utilité sociale d'un frein religieux, cherchent une mystique, dégagée du dogme, et faisant sa part au libre examen. Cette tendance s'affirmera autour de Saint-Simon et de la Société de morale chrétienne (2).

(1) Ferdinand-Dreyfus : *La Rochefoucauld-Liancourt. Op. cit.*

(2) Voir infra, p. 158.

Lorsqu'en 1816, Saint-Simon rend visite à chacun d'eux, « en annonçant qu'il a l'intention de publier des observations sur les progrès du commerce et de l'industrie, il obtient des souscriptions de Delessert, La Rochefoucauld-Liancourt, Perier, Roy, de Broglie, Lafayette et Chaptal. Tous s'intéressent à un ouvrage qui, répondant à son titre et au plan communiqué, a pour objet de développer les grands avantages de cette branche inépuisable de richesses et de prospérité pour la France et pour le monde entier ». Il s'agit des Cahiers de l'Industrie ou discussion politiques et philosophique dans l'intérêt de tous les hommes livrés à des travaux utiles et indépendants (1). Les Cahiers commencent à paraître en 1817. Pour mieux obtenir l'aide de toute la Chaussée d'Antin contre le Faubourg Saint-Germain, Saint-Simon affirme que « le système sera établi le jour où le roi aura confié aux industriels les plus importants la haute direction de la fortune publique, en les chargeant de préparer le budget et de surveiller l'emploi des crédits ». Les premiers cahiers ne déçoivent pas les espoirs. Le premier fascicule rédigé par Saint-Aubin, ancien membre du Tribunal, concerne les finances et insiste sur la nécessité pour le Gouvernement de tenir ses engagements. Le second, d'Augustin Thierry, traite de la vie nationale et de ses conditions d'existence et de défense. Le troisième par Saint-Simon est un exposé sur les « trois époques ».

Mais dans les tomes III et IV, Auguste Comte, intervient, qui fonde le positivisme sur la morale scientifique. Toute réforme politique repose sur une réforme morale. Le monde marche et les idées changent. « Ce n'est plus une conduite immorale de compter pour quelque chose la vie présente et de se préparer franchement un établissement sur la terre ; le ciel n'a plus toutes nos pensées ; les ministres du ciel ne sont plus en toutes choses nos arbitres et nos maîtres ; le travail n'est plus considéré comme une peine originelle ou la faute des hommes soit condamnée pour la gloire de Dieu et pour la prospérité de ses saints... En rejetant le polythéisme pour le théisme,

(1) Paris, in-8, 1817.

« l'espèce humaine a fait un pas immense vers le bonheur .
 « Aujourd'hui elle en va faire un second, pour le moins aussi
 « grand, en rejetant tout le système théologique pour embras-
 « ser un système terrestre et positif... Il faut passer de la mo-
 « rale céleste à la morale terrestre... De fait, les idées surna-
 « turelles sont détruites presque partout ; l'espoir du paradis
 « et la crainte de l'enfer ne peuvent plus servir de base à la
 « conduite des hommes. Le christianisme a fait faire un grand
 « pas à la morale. Il serait injuste et absurde de le nier ; mais
 « on doit reconnaître avec la même bonne foi que son règne est
 « fini, que le temps pendant lequel il a été utile est déjà loin de
 « nous. L'ère des idées positives commence. Voilà le grand pas
 « que va faire la civilisation : il consistera dans l'établissement
 « de la morale terrestre et positive ». La brochure fait l'effet
 d'une bombe, d'autant plus que les Cahiers publient la liste des
 souscripteurs. C'est la rupture définitive. Pour Delessert, sur-
 tout, dont les sentiments religieux sont si profonds, c'est une
 épreuve cruelle. Une lettre de protestation est adressée au Mi-
 nistre de la police générale le 30 octobre 1817.

Saint-Simon regrette que Comte ait été trop loin et tente de
 réparer le mal. C'est trop tard. Dans le tome IV il déclare reve-
 nir aux études de politique appliquée et aux réformes agricoles.
 Ainsi, le libéralisme doctrinaire est définitivement séparé du
 Saint-simonisme. Delessert, dans la Société de morale chré-
 tienne (1) essaie de réparer le mal qu'il a involontairement lais-
 sé faire, et fonde des prix pour des ouvrages destinés à réfuter
 la doctrine « qui a séduit beaucoup de jeunes âmes ». Cepen-
 dant, ses rapports personnels avec Saint-Simon ne sont pas
 définitivement rompus. De temps à autre, l'écrivain vieux et
 besogneux pense à l'ancien adepte. Sous prétexte « d'un ou-
 « vrage (2) non terminé à cause du manque de moyens pécu-

(1) Voir infra, p. 193.

(2) « Je prends la liberté de vous adresser le commencement d'un ou-
 « vrage que je ne peux pas terminer parce que les moyens pécuniaires
 « me manquent.

« J'ai communiqué ce travail à MM. de Humboldt, Arago, Gay-Lussac,
 « Darut ; tous l'ont jugé utile. Je vous prie de prendre la peine d'y don-
 « ner un coup d'œil et si vous portez le même jugement, permettez-

« niaires », il demande « de jeter un coup d'œil » sur l'œuvre inachevée et « s'il la juge utile, de lui permettre de réclamer au nom du bien public un secours pécuniaire qui le mette en état de terminer ». Il est difficile de résister, et Delessert « oublieux des torts » que le Maître a pu avoir, « et qui n'ont jamais eu pour cause que son trop grand zèle pour l'amélioration du sort de la classe travaillante », ne refuse pas de lui venir en aide.

« moi de réclamer de vous au nom du bien public, un secours pécuniaire qui me mette en état de le terminer.

« Oubliez, je vous prie, Monsieur, les torts que j'ai pu avoir, ils n'ont jamais eu pour cause que mon trop grand zèle pour l'amélioration du sort de la classe travaillante. »

(Lettre appartenant à M. le Baron Hottinguer ; elle porte en marge de la main de Delessert le chiffre de 100 francs).

CHAPITRE IV

AVEC L'OPPOSITION LIBERALE

Sous l'Empire, et malgré les bouleversements politiques qu'ont entraîné sa chute, malgré les crises répétées au point de devenir presque constantes, la petite bourgeoisie a pu bénéficier de l'ordre et de la possibilité de prévoir, conditions nécessaires d'un travail régulier. Elle s'est élevée peu à peu ; mais seules, les familles déjà aisées avant la Révolution occupent maintenant les postes importants dans le commerce et l'industrie ; la petite bourgeoisie, celle des petits boutiquiers, ne connaît pas encore les placements en valeurs mobilières qui permettront à beaucoup d'entre eux de se hausser un peu dans le cours du siècle. L'épargne ne leur est pas inconnue. Ils ont la culture intellectuelle (1) et morale nécessaire pour prévoir, et qui, d'ailleurs, d'ici peu ne sera plus l'apanage d'une seule classe de la société. Ils connaissent les affections familiales qui sont la base indispensable de l'économie. La propriété est mieux assise que jamais. La Révolution était terminée, le jour où, avec Babeuf, on a voulu toucher à la propriété. Si curieux que cela puisse pa-

(1) Colson : *Cours d'Economie politique*. Paris, 1927, in-8.

raître, les ventes de biens nationaux ont contribué à la propriété, en étendant les droits à un plus grand nombre. Aucun régime ne pourra plus s'établir sans qu'il reconnaisse le fait accompli.

La sécurité et la productivité des placements va être un des bienfaits de la Restauration. Sous l'Empire, le nombre des valeurs mobilières cotées en Bourse est insignifiant. Sans doute, il y a la rente ; elle reste pour longtemps encore le principal objet de transaction pour le bourgeois, qui y trouvera d'ailleurs son intérêt. Mais en 1815 (1), la cote ne mentionne que quatre valeurs mobilières : Le 5 % consolidé, valant 60 francs, les actions de la Banque de France, les obligations du Trésor, et les actions des Ponts. Le capital nominal de ces titres ne représente que 1.500 millions de francs et leur valeur au cours du jour, 955 millions. Pour s'opposer aux demandes d'admission à la cote, le gouvernement a toujours prétendu qu'un nombre plus grand d'effets détournerait le public des valeurs d'Etat. La fortune mobilière est alors l'apanage du petit nombre. Delessert parviendra à la mettre à la portée du grand public. Le bas de laine rendra alors à la circulation le numéraire immobilisé. En attendant, les privilégiés bénéficient d'une sorte de monopole. La bourgeoisie n'est habituée à compter que sur elle seule. Elle est à la tête des affaires, lorsqu'elle voit l'Empire s'écrouler. Sans s'en rendre compte encore bien nettement, elle sent que c'est le moment d'accéder au gouvernement ; elle sera déçue et étonnée de voir la place occupée et l'Etat suivre des directives qui ne sont pas les siennes.

Pourtant, au moment où les Bourbons rentrent pour gouverner à nouveau la France, personne ne s'inquiète de savoir quelle politique adopteront les émigrés. Delessert voit les dangers que présente l'accès au pouvoir de ceux qui, tenus depuis plus de 20 ans à l'écart des affaires, veulent prendre une place prédominante dans une société qui s'est réorganisée en leur absence. Pourtant peu y songent. Jacques Bonhomme est rassuré sur l'affirmation qu'on ne lui enlèvera pas les biens nationaux acquis pendant la tourmente avec des assignats. M. Poirier es-

(1) Ed. Thery : *La fortune publique en France*. Paris, 1911, in-8.

père reprendre calmement son négoce. Sans aucun doute l'orgueil national souffre de l'invasion, et l'humiliation est réelle, mais, puisque maintenant la résistance est inutile, on en prend son parti, et, somme toute, on est satisfait. Tous les futurs chefs du parti libéral, Lafayette, Benjamin Constant, Laffitte, se rallient à la Restauration, et « veulent nationaliser la royauté « en royalisant la nation ». La voix de Béranger ne s'est pas encore fait entendre. On ne distingue pas encore le parti libéral. Ce parti, qui, depuis 1789 est la « faction d'Orléans » qui est fermement attaché aux résultats civils de la Révolution, « ami de « la liberté politique, mais convaincu que l'Europe monarchique ne fera de paix définitive qu'avec un roi, a pensé au début « du Consulat, et pensera bientôt à nouveau qu'un Bourbon de « la branche cadette, tenant ses droits du peuple serait intéressé à défendre la France contre toute tentative de réaction ». Le candidat ne faisant pas acte de candidature, Louis-Philippe, en effet, cherchant constamment à rentrer en grâce auprès de Louis XVIII, il n'aura ni partisans ni adversaires, mais des amis de toutes les origines, de tous les camps, qui se grouperont peu à peu, et, plus ou moins volontairement, le porteront au trône. Pour l'instant, tous ressentent la même joie que lors de la conclusion de la Paix d'Amiens, avec cette différence, que, maintenant, on espère que la paix durera longtemps. Sous l'Empire, le peuple n'a eu à supporter vraiment la guerre qu'à la fin. Tant que les campagnes se déroulaient à l'étranger, et que les armées y puisaient leur subsistance, il a sans doute fourni des hommes, mais n'a pas trop souffert. L'industrie s'est souvent adaptée aux situations artificielles du Blocus continental ; elle en a parfois profité ; le commerce, par contre, en a toujours souffert. Maintenant, il semble qu'une ère de prospérité va s'ouvrir pour la France dans une Europe pacifique.

Un exemple amusant du sentiment de soulagement est l'attitude du Conseil de Régence de la Banque de France (1). Le Comte Jaubert, gouverneur, s'est retiré à Blois à la suite de l'Impératrice. Le 6 avril 1814, le Baron Louis prend contact

(1) G. Ramon : *Histoire de la Banque en France*. Paris, 1929, in-8.

avec le Conseil général, qui, dans sa réponse, demande à s'émanciper de la dépendance immédiate des Pouvoirs Publics, « considérant que les circonstances... lui fournissent l'occasion « de proposer des modifications à l'organisation actuelle ». Lafitte est nommé provisoirement aux fonctions de gouverneur, et, dès le 7 avril, une commission composée de Delessert, Cordier, Ollivier, Roux, et du censeur Martin de Puech, est chargée « de « rechercher les causes qui ont si longtemps détourné la Banque « de sa direction naturelle, et, si malheureusement pour son « crédit, absorbé ses immenses capitaux » et ensuite de présenter des vues sur les moyens d'assurer la prospérité de la Banque « et de rendre à l'établissement une indépendance sans « laquelle son crédit et son autorité ne sauraient être cons- « tants ». Après avoir envisagé la nomination du gouverneur et des sous-gouverneurs par le roi, sur la présentation du Conseil général, la Commission s'arrête à leur élection annuelle par l'Assemblée générale des actionnaires, sur présentation, par le Conseil général, de membres choisis dans son sein. La surveillance du gouvernement par la communication au Ministère des finances de la situation quotidienne paraît suffisante. La Commission procède également à d'importantes réformes d'ordre technique. Le 12 juillet, le Conseil général approuve le projet élaboré par la Commission, et décide de le soumettre à l'Assemblée générale des actionnaires, bien qu'on ne se trouve pas dans un des cas exigeant une convocation extraordinaire. Mais il préfère recueillir une approbation officielle, car le projet est incontestablement contraire aux lois. Le Conseil décide, de plus, de communiquer préalablement le projet au Ministre.

Mis au courant, le Baron Louis protexte aussitôt : « Vous « voulez être indépendants, vous ne le serez pas ; vous aurez « un gouverneur et je vais en nommer un autre que celui qui « occupe cette place ». Le Conseil, indigné, décide de convoquer l'Assemblée et de lui exposer les pertes que les ordres du gouvernement ont fait subir à l'établissement depuis 1806, et qui s'élèvent à 11 millions. Il s'attire cette seule réponse : « Vous « devez servir le gouvernement quand et autant qu'il le de- « mande ». « Nous servirons toujours le gouvernement, est la « réponse, mais il faut que ce soit d'après notre volonté et non

« d'après la force ; le gouvernement s'en trouvera mieux ». Enfin, le Ministre accepte de diminuer les prérogatives du roi. Son choix, pour la nomination des gouverneurs et sous-gouverneurs ne pourra s'exercer que parmi les représentants des actionnaires ou même il devra se borner à ratifier les désignations faites par le Conseil général. Le contrôle gouvernemental s'exercera néanmoins, la nomination des censeurs étant réservée au roi, sur présentation du Conseil ou de l'Assemblée. Les principes sont saufs. Mais, en échange, le Baron Louis réclame le droit de faire réduire le volume des effets escomptés. Delessert parvient à obtenir du Conseil cette concession, en faisant remarquer qu'il n'y a là qu'un moyen nécessaire et efficace pour prévenir l'abus qu'on pourrait faire de l'escompte.

L'exemple est typique. A la chute de l'Empire, la bourgeoisie considère que le moment est venu d'acquérir un peu de liberté. Par la suite, après les premiers essais de la Chambre introuvable, elle désirera dire son mot dans la conduite des affaires. En tout cas, comme l'expliquera Béranger : « L'opinion du peuple n'est pas d'abord décidément contraire aux maîtres qu'on vient d'exhumer pour lui ». Les Cent-Jours vont tout changer et créer l'opposition libérale, que la monarchie ne parviendra jamais à réduire. Napoléon, pour lutter contre l'Europe entière, recherche les vieux révolutionnaires et s'efforce d'animer l'ardeur belliqueuse de la nation ; il flatte les libéraux, reçoit Lafitte, accepte Carnot comme ministre et concède pour l'instant l'Acte additionnel du 22 avril 1815. Certainement Delessert est satisfait de ce semblant de régime constitutionnel, car il écarte les craintes que l'on pouvait avoir de la réaction.

Delessert (1) figure à la Chambre des représentants comme député de l'industrie manufacturière. Il y retrouve ce « pêle-mêle de jacobins, de libéraux, de conventionnels de la veille, d'orléanistes du lendemain, de républicains, de constitutionnels, le plus propre à constituer un corps législatif fort peu favorable à l'Empereur personnellement, au césarisme et à toute restauration du pouvoir personnel ». Devant le péril

(1) Voir supra, p. 117.

extérieur, la France se groupe derrière le gouvernement sans distinction d'opinions. L'exemple de Benjamin Constant et du comte Carnot est suivi. Ce dernier séduit particulièrement Delessert par son « empressement à organiser la garde nationale » et à activer l'instruction primaire ». Le ministre réunit « un conseil bénévole pour le progrès de l'industrie et pour l'amélioration des établissements de bienfaisance ». Tous les jeudis de 8 heures à 10 heures du soir se groupent ces anciens constituants, ces savants, ces philanthropes et aussi, au lieu « des traîneurs de sabre et des chambellans galonnés, des gagnants d'argent ambitionnant la gloire du progrès pacifique ». Delessert se retrouve avec La Rochefoucauld-Liancourt, Monge, Berthollet, Chaptal, Raynouard, Ternaux, Gros-Davillier (1). On y discute les questions ouvrières, juridictions des prud'hommes, rapports entre chefs d'industries et ouvriers, corporations, apprentissage, prévoyance et assurance mutuelle, fonds communs de secours dans les villes, assainissement des habitations. « On y parle de la réforme pénitentiaire et de la prison d'essai » que La Rochefoucauld-Liancourt accepte de diriger si Delessert (2) en est sous-directeur, de la fondation d'une école normale des arts mécaniques, de la possibilité d'appliquer la vapeur à la navigation et à la traction des voitures. Ceux qu'on appelle les « idéologues » ne se contentent pas de lancer de nombreuses idées. La réalisation en est activement poursuivie. Par décret du 27 avril, Carnot charge un nouveau Conseil d'étudier la réforme de l'enseignement primaire. Le même jour s'ouvre l'école d'essai, destinée à devenir une école normale d'instituteurs. Un prix de 50.000 francs doit être décerné à celui qui aura le plus contribué aux progrès de l'industrie nationale, « soit par l'invention, soit par le perfectionnement, soit par l'importation de quelques machines ou de quelque procédé utile dans les arts mécaniques, les métiers ou les manufactures ».

L'invasion arrête toute réalisation. Delessert travaille à l'or-

(1) Ferdinand-Dreyfus. *Op. cit.*

(12) Voir *infra*, p. 133.

ganisation des secours aux blessés, que les hôpitaux, combles, ne peuvent recevoir. Mais aussi, il ne croit pas pouvoir refuser à son pays une aide plus directe. Lorsqu'il voit la partie perdue, il s'efforce d'éviter pour l'avenir les conflits qui, vraisemblablement, vont éclater. Il craint, notamment, le difficile amalgame de la France de la Révolution et de l'Empire avec celle des Bourbons et du Faubourg Saint-Germain. Pendant qu'il est temps encore, il faut éviter l'irréparable, au besoin attirer l'attention des Alliés sur les conséquences que pourraient avoir une attitude intransigeante et sans compréhension. Il n'hésite (1) pas avec Lafayette, Sorbier, Laffitte et Dupont de l'Eure, à « faire connaître aux commandants alliés les vœux du peuple français ». Au Roi, qui revient de Gand, il demande le maintien du drapeau tricolore. Le Roi conscient du symbole que représenterait une telle mesure, refuse et révoque aussitôt ce commandant de la garde nationale aux opinions quelque peu subversives.

Les craintes de Delessert ne doivent pas se montrer entièrement justifiées. Le roi fait tous ses efforts contre ses propres partisans pour arrêter la Terreur blanche. La Chambre Introuvable est bientôt dissoute et Louis XVIII tente de gouverner avec le « Centre ». C'est alors que l'on peut constater le fossé qui s'est creusé entre les hommes de Gand et ceux de Paris. La droite reste dans une opposition méfiante et irritée (2), le ministère se tourne vers la gauche et s'apprête, au besoin, à faire la guerre aux ultra. En 1816 les libéraux votent pour les candidats ministériels. « Tout ce qui a l'habitude de garder le silence crie : Vive le Roi ! Tout ce qui a l'habitude de crier : Vive le Roi, garde le silence ». Mais, par la suite, « quand la politique nouvelle leur a rendu la sécurité en dominant les ardeurs révolutionnaires et livré des armes en concédant des libertés, les libéraux font campagne à part et pour leur propre compte ». Les modérés de la gauche sont entraînés par les violents, dont ils ne peuvent se dégager. A Paris, en

(1) Dupin. *Op. cit.*

(2) Thureau-Dangin : *Le parti libéral sous la Restauration*. Paris, 1888, in-8.

1817, il y a trois listes en présence : Les « indépendants » mettent avec Laffitte, Casimir Périer et Delessert, candidats vraiment parisiens, des hommes qui sont des adversaires de la Restauration : Lafayette, Manuel, Benjamin Constant, Gilbert de Voisin, premier président de la Cour de Paris pendant les Cent-Jours, et le général de Thiard, ancien aide de camp de l'Empereur, inquiété en 1816 pour menées factieuses. Les principaux candidats du ministère sont Pasquier, Roy et Bellart. La troisième liste est celle de la droite. « Le gouvernement fait proposer à Laffitte de s'entendre avec lui ainsi qu'avec Casimir Périer et Delessert, s'ils consentent à séparer leur cause des « candidats antidynastiques ». Ils refusent.

Cette attitude, à première vue, semble étrange. Les libéraux sont en somme satisfaits du nouveau régime. Ils ne regrettent pas l'Empire. En 1830, ils prouveront qu'ils ne désirent pas la république. Que signifie pour eux cette mystique de liberté, née au XVIII^e siècle, et qui n'a plus grand chose à leur apporter ? Benjamin Constant, le « maître d'école de la liberté », s'est vanté d'avoir « toujours défendu le même principe : liberté en tout, en religion, en philosophie, en littérature, en industrie, en politique » ; par liberté, il « entend le triomphe de l'individualité, tant sur l'autorité qui voudrait gouverner par le despotisme, que sur les masses qui réclament le droit d'asservir la minorité à la majorité ». On va voir qu'au retour de Gand, les dirigeants, tout en assurant aux Français une grande liberté (1) ne savent pas donner à tous l'impression qu'il en est ainsi. Constamment de petits heurts se produisent avec les nouveaux arrivés. Il n'y aura aucune réconciliation entre les hommes de la Chaussée d'Antin et ceux du Faubourg Saint-Germain.

C'est en effet, à la Chaussée d'Antin que se sont établis les chefs de l'opposition ; là habitent les personnalités les plus marquantes de la bourgeoisie. Ses frontières n'ont jamais pu être fixées. A ce moment, ce sont surtout les « patentés » qui s'opposent dans le corps électoral censitaire aux propriétaires fon-

(1) A. Leroy-Beaulieu : *La Révolution et le libéralisme*. Paris, 1890, in-4.

ciers parmi lesquels se trouvent beaucoup de nobles. Il est difficile de savoir lesquels méprisent plus les autres. Ne voit-on pas Ternaux, en pleine Chambre, déclarer qu'il est prêt à renoncer au titre de baron que vient de lui donner Louis XVIII pour pouvoir continuer à diriger ses usines ? A la Chambre, le groupe des financiers, dont fait partie Delessert, est dirigé par Laffitte et Périer. Ce dernier est issu d'une véritable dynastie de banquiers, armateurs, manufacturiers, fondeurs de métaux, verriers, raffineurs, fabricants de savon, qui n'ont jamais pratiqué le négoce que sur « une grande échelle ». Ce grand seigneur est de tradition libérale ; son père n'a-t-il pas au début de la Révolution abrité le grand rassemblement de Vizille ? Laffitte (1) ce parvenu de grande valeur, qui concevra la grande banque moderne groupant dans une même organisation des activités les plus diverses, fait de la politique par vanité autant que par conviction. Cet homme assez infatué pour, plus tard, présenter la reine Marie-Amélie à Mme Laffitte, est un homme d'affaires sérieux, qui a su s'attirer la confiance de tous les gouvernants. En quittant Paris en 1814, Louis XVIII lui remet sa fortune comme le fera Napoléon avant de partir pour l'île d'Aix. Le duc d'Orléans, comme Talleyrand, aura évidemment aussi recours aux services d'un aussi bon banquier. Dupin (2) aîné, libéral aussi représente une autre tendance ; cet homme un peu lourd et tenace, qui traîne ses souliers à clous à la porte du cabinet de Louis-Philippe, est le légiste âpre, ennemi des dépenses et des imprudences généreuses. Tous, malgré le peu d'affinité existant entre eux, vont se trouver groupés contre le pouvoir, et, acharnés, ligués avec les éléments de dissolution, n'auront de cesse que la monarchie renversée, ne leur rende conscience de leur erreur. Alors, ils s'efforceront de réparer tant bien que mal, et d'arrêter le mouvement qu'ils ont provoqué.

Delessert est rejeté malgré lui dans l'opposition. Dans chacune des sphères où s'exerce son activité, il se heurte aux idées des nouveaux dirigeants. Toute collaboration étant interdite

(1) Laffitte : *Mémoires*. Paris, 1932, in-8.

(2) Bertaut : *Le roi bourgeois*. Paris, 1936, in-8.

par leur seule attitude, il ne lui restera plus qu'à espérer avec ses amis un gouvernement plus conforme à ses désirs personnels : Celui de la nation représentée par ses élus, choisis parmi les plus compétents ; dans la vie sociale, la tolérance et la liberté religieuse ; dans l'ordre économique, la liberté du travail, de la propriété et des échanges, l'Etat ne devant intervenir que pour les questions d'un intérêt national indéniable, enfin, en politique extérieure, assister à une pacification des peuples par le principe des nationalités, chaque nation ayant droit à l'existence et à l'indépendance.

En 1814, la fin de la guerre amène, comme il fallait s'y attendre, une crise du sucre de betterave. Napoléon n'avait pas caché son intention de conserver cette industrie quoi qu'il puisse arriver. Après la lecture d'un rapport de la Société d'encouragement pour l'industrie, il avait déclaré : « S'il fallait choisir entre l'exemption des droits sur le sel, la libre culture du « tabac, le sacrifice même du dernier dégrèvement de l'impôt « sur les vins et l'ajournement de tout droit sur le sucre indigène, il faudrait, avant tout, préférer la conservation de cet « art nouveau. La consommation du sucre est bien plus indispensable à l'hygiène des classes pauvres qu'au luxe et aux habitudes des classes aisées ». La Restauration n'y voit pas le même intérêt. La France, privée de beaucoup de ses colonies, a besoin de débouchés. Le principe de l'établissement des droits sur les sucres étrangers constitue une des formes du privilège colonial, octroyé en compensation du monopole d'approvisionnement imposé aux colonies. Ces dernières ne produisent plus que la canne, les fabriques métropolitaines ferment peu à peu. Certaines, cependant, particulièrement bien outillées et dirigées, survivent. Celle de Chanteloup, fonctionnant effectivement sous les ordres de Chaptal est du nombre, Delessert emploie au redressement financier les nouveaux loisirs dont il bénéficie depuis qu'il a quitté le Conseil du Commerce, où il ne pouvait plus déployer son activité habituelle. Il ne peut être question de suivre pas à pas ses efforts tant aux commissions de la Chambre des Députés qu'à la Banque de France : Ce serait retracer toute la politique financière de la Restauration. Toutefois, il est intéressant de remarquer, qu'après la défaite, il s'efforce de ne

pas laisser les étrangers seuls prêter à l'Etat, et enlève à Baring et à Hope une grosse part des emprunts. Laffitte, qui, pour s'en attirer le mérite, se vante de l'avoir décidé (1), ajoute que Delessert ne s'attendait guère à tirer du premier emprunt les 1.400.000 francs que lui procure l'affaire. C'est là justice ; il en a accepté les risques, il en est récompensé. Par la suite, Baring trouve à diverses reprises que Delessert « a un caractère trop « difficile ». Il faut croire qu'en l'espèce, c'est un compliment, car il n'en continue pas moins à traiter avec lui, de même, d'ailleurs, que Laffitte, bien que ce dernier n'apprécie qu'à moitié ce collègue « dont il a toujours eu à se plaindre et à se louer en « toutes les circonstances de sa vie ». Ces occupations d'ordre matériel ne lui font pas oublier d'autres travaux, moins brillants, peut-être, mais plus utiles du point de vue humain.

A. — UNE TENTATIVE DE REFORME DU REGIME PENITENTIAIRE

En 1814, en même temps qu'il est élu représentant des manufactures, Delessert accepte d'être sous-directeur sous les ordres de La Rochefoucauld-Liancourt, d'une maison créée pour recevoir les jeunes condamnés de moins de vingt-cinq ans (2). Delessert ne croit pas comme Jean-Jacques Rousseau que l'homme naît bon, il connaît trop les passions humaines et notamment les manifestations qui apparaissent chez certains dès l'enfance. Il estime, néanmoins, que chez tout homme naturel, il y a une aptitude au bien. Elle peut être amoindrie, supprimée temporairement par l'absence d'éducation, l'influence du milieu, mais elle doit normalement réapparaître si on la favorise. L'éducation, la régénération d'un être est essentiellement la substitution de bonnes habitudes aux mauvaises. Pour cela il faut du temps et un isolement du milieu extérieur. Le jeune âge du sujet est évidemment favorable à cette transformation

(1) Laffitte. *Op. cit.*

(2) *Moniteur*, 4 septembre 1814.

de l'être, qui est très pénible ou impossible chez un homme mûr. Delessert n'a pas le mérite de la découverte, car ces idées, tout en étant assez originales à l'époque, se rencontrent depuis quelques années déjà chez les Anglo-Saxons. Le respect de la nature humaine que Delessert a hérité de Rousseau sera pour lui une raison de plus d'essayer de régénérer les criminels comme on soigne des malades. Tentative d'autant plus intéressante qu'il y apporte sa ténacité habituelle.

Il faut reconnaître que, jusqu'alors, l'organisation pénitentiaire était fondée surtout sur l'idée d'intimidation. « Le corps souffrait (1) ; il y était fréquemment chargé de chaînes. La nourriture était insuffisante ou malsaine ; on y était mal vêtu ; on y couchait d'ordinaire sur la paille ; on y endurait le froid ou la faim. Toutes les précautions de l'hygiène étaient méconnues d'une manière inhumaine : la mortalité était très grande ». Déjà, avant la Révolution, l'opinion publique avait obtenu la suppression des supplices. La Rochefoucauld-Liancourt fut frappé de la différence existant entre les prisons de France et celles de Philadelphie, où, sous l'influence des Quakers, était pratiqué le régime cellulaire et où, en principe, toute peine devait avoir pour objet principal, sinon unique, la conversion ou du moins l'amélioration du coupable. Même, la peine de mort avait été supprimée et remplacée par l'isolement absolu (2). Le travail rémunérateur y était de règle. Il avait pour effet de préparer le prisonnier à rentrer dans la vie normale en lui apprenant un métier ou en lui permettant de perfectionner celui qu'il avait déjà. Ces observations, contenues dans un livre que publie La Rochefoucauld-Liancourt, suscitent de l'intérêt. L'auteur, sans s'abandonner à une vaine sensibilité, pense aux réalisations. Dès 1798, il projette l'établissement, à titre d'essai, d'une prison modèle. Il a dû, sans doute, en causer avec Delessert. Ils espèrent aboutir, car tout en fait sentir l'urgence : « L'augmentation de la population, le progrès tou-

(1) Berenger : *Enquête parlementaire sur le régime des établissements pénitentiaires*.

(2) La Rochefoucauld-Liancourt : *Prisons de Philadelphie par un européen*. Paris, in-8, 1776.

« jours croissant de l'industrie, qui agglomère, aux dépens des
« campagnes, de nombreux ouvriers dans les villes, les habi-
« tudes nouvelles, les besoins nouveaux, qui sont nés pour toutes
« les classes ; cette soif de s'élever qui, dans tous les rangs fait
« recourir à tous les moyens pour y parvenir. Ces nouvelles ag-
« glomérations urbaines sont devenues un sujet de continuelles
« alarmes pour la société... L'horreur pour les châtimens trop
« sévères, la libre discussion, qui tendent à affaiblir chaque
« jour davantage les liens de la subordination », exigent une
réforme totale. Delessert, toutefois, ne se fait pas d'illusions. Il
sait qu'on ne change pas les hommes du jour au lendemain, sur-
tout lorsqu'il s'agit de criminels, aussi ne demande-t-il à titre
d'essai et de démonstration, que l'ouverture d'une maison, dont
l'administration et la direction gratuite sera confiée à des par-
ticuliers volontaires, et qui ne recevra que des condamnés de
moins de 25 ans. S'attachant à ces jeunes dont aucun « senti-
« ment doux n'a jamais touché le cœur », il s'efforcera sous la
haute direction de La Rochefoucauld-Liancourt, « de donner de
« bons principes et de chasser les exemples pernicieux, la pa-
« resse et l'oisiveté ». Il faut avant tout séparer les condamnés
à des peines correctionnelles des criminels, ce qu'on néglige
toujours de faire malgré les prescriptions de l'article 40 du
Code Pénal.

A la chute de l'Empire (1), le moment semble favorable.
Beaucoup croient alors pouvoir obtenir une plus grande liberté
d'action, et, de son côté, le gouvernement semble ne pas s'op-
poser à des mesures de bienveillance. Le 16 août 1814 (2), le Duc
de La Rochefoucauld-Liancourt est nommé directeur d'une pri-
son d'essai avec le Baron Delessert comme adjoint. « Consi-
« dérant que les prisons n'offrent point encore les distri-
« butions nécessaires pour opérer les séparations convenables
« entre les différents genres de délits, objet que nous nous pro-
« posons d'atteindre ; considérant que les jeunes condamnés,

(1) *Revue pénitentiaire*. — *Bulletin de la Société générale des Prisons*,
Février 1898. — Article de C. Granier : *Un réformatoire en 1814*.

(2) *Moniteur*, 4 septembre 1814.

« plus susceptibles que les autres de reconnaître leurs erreurs
« et de mériter de rentrer dans la société, non seulement sans
« danger, mais en étant dignes d'y reprendre un rang, doivent
« être l'objet de notre sollicitude ; que, dans les établissements
« où ils sont disséminés et réunis à d'autres condamnés, ils se
« trouvent privés des moyens les plus propres à obtenir leur
« amendement ; cent jeunes condamnés criminellement ou cor-
« rectionnellement par sentence des tribunaux, et n'ayant pas
« atteint leur vingt-cinquième année, devront être extraits des
« prisons et réunis dans un local désigné par le ministre de
« l'Intérieur ». Le programme est tout prêt ; il faut commencer
par les jeunes, pour étouffer le crime à l'origine ; par là même
on supprimera la récidive. Mais il y aura de sérieuses diffi-
cultés.

Une nouvelle ordonnance, datée des 9 septembre et 7 octobre, abaisse à 20 ans l'âge des condamnés à grouper, dans la crainte qu'au-dessus, les résultats ne soient médiocres. On renonce par ailleurs aux condamnés à des peines correctionnelles, soit que la durée de leur détention soit insuffisante pour l'amendement, soit qu'on pense avec beaucoup de vraisemblance qu'il y a plus d'espoir d'amendement chez les criminels. Les fonctions de la direction sont gratuites. En échange de son désintéressement, on lui donne la plus large confiance. Elle a sous ses ordres six inspecteurs et le personnel nécessaire qu'elle nomme et révoque au besoin. L'établissement est contrôlé : Rapport mensuel au Roi, compte annuel moral et financier au Ministre de l'Intérieur, inspection bisannuelle par une commission de Conseillers à la Cour de Cassation et de Maîtres des requêtes au Conseil d'Etat. Afin d'éviter toute immixtion des organes du contrôle dans la direction des détenus, les commissaires doivent prévenir de leurs visites, afin que les dirigeants puissent être présents, s'ils le jugent à propos.

Le programme de Delessert et de La Rochefoucauld-Liancourt est nettement défini jusque dans ses moindres détails (1). Il faut avant tout éviter de faire des distinctions entre les prisonniers en raison de leur faute. On ne doit jamais leur en parler.

(1) Granier. *Op. cit.*

L'attitude doit être bienveillante et encourageante, pour qu'ils se persuadent qu'on s'occupe d'eux, et qu'ils sont regardés comme appartenant à la Société. Trop souvent, l'emphase des réquisitoires et l'attitude des juges à l'audience jettent les délinquants dans la récidive. « Il est des poignées de main qui « sauvent ». Mais il ne faut pas non plus se leurrer. Il y aura un déchet qu'il faudrait envoyer aux travaux forcés. Cette manière de faire serait un exemple fructueux, et de plus, aurait l'avantage d'éviter le retour dans le public de gens dangereux.

Les moindres détails d'organisation sont prévus, comme par exemple, la coupe de l'habit des détenus. « Deux pièces « d'étoffe de couleurs très distinctes, très visibles sont placées « aux parties les plus évidentes du costume. Elles en sont successivement enlevées à mesure que le prisonnier inspire plus « de confiance dans sa conduite, et rétablies quand elle est « moins bonne ». Ce n'est pas une marque pour éviter l'évasion, mais une récompense et une punition. « Le prisonnier qui « n'aura plus ces deux marques, et elles ne peuvent être enlevées qu'avec la permission du directeur, aura de lui une « meilleure opinion que les autres, et, si une justice scrupuleuse « est observée dans ces distinctions, les prisonniers eux-mêmes « regarderont avec une sorte de respect ceux qui auront mérité « l'enlèvement de ces taches ». « On dira que le moyen est petit « et minutieux, soit ! mais il concourra avec les autres ; il donnera à tous et recevra de tous une plus grande force ».

On tient compte de toutes les réalités ; tout doit contribuer à reclasser l'individu, et le corps n'est point dédaigné : Bains, soins médicaux, nourriture sont l'objet d'une attention particulière. Il faut rechercher la propreté, spécialement à l'heure du repas ; elle donne des habitudes d'ordre, et de régularité. « L'homme habitué à la propreté se respecte lui-même. C'est « un sentiment utile à donner à des prisonniers qui sont disposés à croire qu'ils sont un objet de mépris et dans lesquels « cette opinion entretient le découragement et l'abjection » (1).

(1) Dans son commentaire, M. Granier ajoute « que l'observation la plus minutieuse de la propreté, qui peut sembler superflue pour l'homme vivant seul, est une règle impérieuse dans les agglomérations de population ».

Les cellules doivent être saines, aérées, lumineuses. Elles ne doivent servir que la nuit. La cellule ne peut être utilisée le jour que comme suprême moyen de discipline. Mais ce régime se révélant trop coûteux, on pourrait à la rigueur tolérer des chambres de huit à dix détenus, à condition que chaque mois l'on change la distribution des occupants. Dans les couloirs, la surveillance doit être continuelle. Il faut proscrire toute ruse. Ne pas chercher à surprendre, mais bien au contraire à agir avec une grande franchise. Le contrôle se fait au grand jour.

Les conversations entre prisonniers et surveillants doivent être rares et courtes. La discipline constante doit néanmoins peser au prisonnier. Une prison n'est pas un lieu de récompense. La surveillance continuelle a pour but d'éviter toute tentation, à laquelle les détenus sont supposés pouvoir succomber plus facilement que les autres hommes. En tout cas, tout reproche étranger à la faute du moment et qui rappellerait la faute passée, est interdit. On doit faire preuve de mansuétude, mais en aucune façon de familiarité ni de confiance.

Trop souvent les crimes ou même les délits sont l'aboutissement fatal d'une insuffisance d'éducation et d'instruction. Il est désirable qu'un aumônier s'occupe de l'instruction, mais « il ne doit pas apporter, par sa bonté, la perturbation dans la « discipline ».

Les inspecteurs, toujours bénévoles, doivent être pris parmi les citoyens aisés. Précédemment, Montalivet a appelé des bourgeois à participer à une « commission charitable où de surveillance lance des prisons », mais cette disposition est toujours restée lettre morte. Dans la prison d'essai, les inspecteurs ont essentiellement pour fonctions de préparer les prisonniers à la libération, et à s'en occuper ensuite, non pas seulement en leur trouvant un emploi de leur métier, mais encore en leur apportant une assistance morale.

Le Conseil d'administration se réunit une fois par semaine sous la présidence du directeur et s'occupe de toutes les questions administratives, discipline, nourriture, vêtement... L'initiative des gendarmes est laissée aux inspecteurs. Mais le directeur se réserve le droit de veto contre leur bonté, qui risque d'être

trop souvent empreinte de faiblesse. Un compte moral est tenu pour chaque prisonnier, il est nécessaire pour l'établissement d'un plan de conduite. Les notes sont données chaque mois ; elles sont inscrites sur un registre après communication au Conseil. Ce système sera adopté officiellement par l'ordonnance du 6 février 1818 concernant les grâces pour bonne conduite et repentir.

Les récompenses consistent dans des modifications apportées au costume et dans la libre disposition d'une part plus ou moins grande du pécule.

La prison est une maison de travail et non une maison de commerce. Chaque atelier est composé de dix détenus au plus avec un chef responsable du travail ; il est doté des matières premières et des outils nécessaires. Au début, des ouvriers seront instruits pour donner l'instruction nécessaire à la mise en train. De toute façon, le travail ne doit pas exiger un long temps d'apprentissage avant d'être productif ; il doit pouvoir être utile au prisonnier libéré, et également permettre de défrayer la maison d'une partie de ses dépenses. Sur le pécule ainsi gagné est prélevé une somme fixe au profit de la prison, même pour les jours où le prisonnier, en cellule, n'a pas travaillé. A la fin de la détention, une partie de pécule est remise au libéré. Le reste ne peut lui être rendu que trois mois après, sur production d'un certificat du maire du domicile, du maître pour lequel il aura travaillé et de trois notables.

Il est dommage que le débarquement de Napoléon au Golfe Juan arrête cet essai intéressant, qui ne sera pas repris. Mais qu'importe, puisque « les Beaumont, les Tocqueville, les de Metz, les Bérenger reprendront les conception éparses dans ces projets et essaieront de les faire passer dans les lois. Sous le Gouvernement de Juillet, la rivalité éclatera entre le système d'Auburn avec travail en commun et séparation nocturne, et celui de l'isolement absolu avec travail solitaire usité à « Cherry-Hill » (1). La retenue d'une partie du pécule au moment de la libération, le système des punitions seront étudiés à nouveau à diverses reprises.

(1) Ferdinand-Dreyfus. *Op. cit.*

Au retour de Louis XVIII, il ne saurait plus être question de la prison d'essai. Les libéraux sont définitivement à l'index et le Roi a déjà bien de la peine à arrêter la Terreur blanche. Richard-Lenoir (1) accepte d'occuper au tissage les enfants prisonniers en payant à chacun d'eux 1 franc par jour, moins une retenue de 25 centimes pour l'achèvement du bâtiment. Il offre même 1,50 pour les prisonniers adultes. La tentative est reprise dans un tout autre esprit par les abbés Arnoux et Legris-Duval, qui en pousseront la réalisation en donnant une éducation ramenant à la « religion et à la morale » (1).

En tous cas, l'attention publique a été attirée sur les questions pénitentiaires. Dans les années suivantes, on obtiendra des résultats modestes certes, mais positifs. Le 9 avril 1819 est constituée la Société royale pour l'amélioration des prisons. Elle se propose (2) d'accomplir un travail d'ensemble pour la surveillance, le travail et le bien-être moral dans les prisons. Il ne s'agit pas de chercher des peines nouvelles, mais d'organiser une réforme morale, de permettre aux prisonniers de rompre leurs mauvaises habitudes et de ne pas en contracter de nouvelles qui soient pernicieuses. Le Roi qui s'intéresse à l'entreprise, accepte d'en être le protecteur ; le duc d'Angoulême en est le président. Elle comprend d'abord les fondateurs, dont la liste a été approuvée par le Roi : par la suite, pour y être admis, il faut être présenté par quatre de ses membres et être agréé par le Roi. La Société tient en plus de ses séances mensuelles, une assemblée générale annuelle. Le Conseil général, dont font partie notamment, en plus de La Rochefoucauld-Liancourt et de Delessert, Bigot de Préameneu, de Broglie, Chaptal, Chabrol, Daru, Guizot, de Laborde, Mollien, Pasquier, Séguier, est chargé « de dresser sous l'approbation du ministre, les règlements « généraux destinés à servir de base soit à la discipline et au régime intérieur des prisons, soit aux améliorations à y introduire, et de recueillir tous les renseignements et documents « sur l'état des prisons départementales » afin d'établir un système uniforme. D'après Appert, qui a consacré toute sa vie (3)

(1) Ferdinand-Dreyfus : *Op. cit.*

(2) Archives Nationales : F7, 4341.

(3) Appert : *Bagnes, prisons et criminels*. Paris, 1836, 4 vol., in-8.

à l'amélioration du sort des prisonniers, le Conseil a alors « toutes les chances de succès désirables ». Parmi les membres du Conseil général seront choisis deux du Conseil spécial des prisons de Paris, qu'on a tenté d'instituer en 1816 sur le modèle du Conseil général des Hospices. En réalité, de grandes différences subsisteront toujours entre ces deux institutions : La dernière, autonome sous la présidence du préfet de la Seine, administrée librement. Le Conseil spécial des prisons, au contraire, n'est pas un organe d'administration, le préfet de police ayant seul qualité pour diriger les maisons de détention du département.

L'idée inspiratrice de la Société royale est nettement analogue à celle qui a motivé la prison d'essai. Decazes le rappelle dans son rapport et précise que « l'institution a surtout pour « objet de montrer par quels moyens l'autorité, en punissant le « crime dans l'intérêt de l'ordre public, peut faire servir le « timent à la réforme morale du coupable et rendre ainsi à la « société un citoyen, après avoir préservé d'un ennemi dangereux ».

Au début, le succès est incontestable. L'institution recueillie parmi ses membres des personnes appartenant à tous les partis : à côté du Duc de Damas figurent Royer-Collard, de Barante, Lafayette, Dupin, des banquiers comme Laffitte, Casimir Périer, Hottinguer, Rothschild et Mallet, tous les ministres, « les « présidents des syndicats des agents de change, des bouchers, « des boulangers, des courtiers de commerce, des membres de « la Chambre des avoués, des commissaires priseurs », etc...

Le Conseil général tente aussitôt de classer les détenus selon l'âge, le sexe et les délits commis, d'introduire le travail, la discipline, l'instruction religieuse ; il veut aussi transformer les bâtiments. Il est aidé à Paris par le Conseil spécial, qui surveille l'organisation intérieure des prisons, la passation et l'exécution des marchés de l'administration ainsi que l'emploi des fonds. Delessert fait partie des deux Conseils, et, dans le dernier, il est avec Pasquier, Bigot de Préameneu et l'abbé Desjardins plus particulièrement chargé de l'instruction religieuse et morale, complétant ainsi la tâche du Comte de Laborde, chargé de l'instruction primaire. Dès les premières séances

ces (1), la commission demande la séparation des diverses catégories de prisonniers : Détenus par droit correctionnel des parents, débiteurs contraints par corps, vagabonds, coupables de délits et de crimes et personnes recluses depuis de longues années.

La promiscuité entre individus, appartenant à ces diverses catégories, est inadmissible et d'un effet déplorable : Les détenus par droit correctionnel des parents ne sont nullement corrigés à leur sortie de prison et, au contraire, y ont souvent acquis les pires vices. Une distinction s'impose donc. Par ailleurs, chaque jour des exercices du culte catholique et protestant auront lieu ; tous les détenus qui le désirent pourront y assister. Ainsi cesse l'existence de ces aumôniers qu'on ne voit jamais. Ils devront être choisis parmi les hommes jeunes, et auront spécialement à s'occuper des enfants de moins de 16 ans. Ils devront être vigoureux et « capables de livrer éventuellement « un corps à corps ». Le respect n'y perdra rien, au contraire.

D'autres commissions se spécialisent dans les questions suivantes : Correction paternelle, mesures de police judiciaire et administrative, régime de santé, travail, documentation sur les organisations étrangères. En outre, chacun des membres du Conseil général est chargé d'inspecter les organisations de province et d'établir des relations avec les conseils spéciaux d'un groupe de départements. Delessert doit s'occuper du Rhône, de l'Ariège et du Var. Tâche importante, la ville de Lyon, à elle seule, comprenant plusieurs prisons et le bagne de Toulon étant le plus important de France. Ce travail considérable, qu'il mènera en même temps que ses autres occupations, ne l'empêche pas au Conseil spécial des prisons de Paris d'accepter la surveillance de la Petite Force et la charge de la trésorerie de la Société.

Les membres de la Société enquêtant en province, envoient leurs premiers rapports. Ils dépeignent le grand désordre qu'ils y ont trouvé. Les registres sont mal tenus, il n'y a pas de description d'identité, le pain est mauvais. Les fous sont empiri-

(1) Archives Nationales : F7, 4341.

sonnés avec les condamnés. A Paris, c'est bien pire ; à la Petite Force, où l'on enferme les filles publiques malades ou celles en bonne santé qui n'ont pas payé leur dispensaire ou ont fait du bruit dans la rue, Delessert a pu constater (1) qu'il n'y a pour ainsi dire pas de linge. Le peu qui reste, « en sortant de « la lessive, infecte par sa mauvaise odeur ». On a été obligé d'envoyer des prisonnières dans les hôpitaux, ce dont elles ne se plaignent d'ailleurs pas. Il n'y a pas de chapelle et l'aumônier n'est appelé qu'en cas de mort. Les employés n'ont pas touché leur solde depuis plusieurs mois et, pourtant, la plupart, pères de famille, ne gagnent que des sommes variant de 300 à 1200 francs par an et doivent emprunter pour vivre. Les collègues de Delessert rapportent des faits encore plus navrants. Au dépôt de mendicité de Saint Denis « la misère est plus punie « que le crime » ; tout est à créer : Les enfants teigneux ne sont ni traités, ni séparés des autres ; les paillasses sont de véritables fumiers ; la dysenterie règne en permanence. A Bicêtre un dixième seulement de la population est indemne de la gale ; les infirmeries sont pleines ; certaines n'ont pas de draps ; quelquefois on ne change le linge que lorsqu'il est pourri de malpropreté. Les prisonniers y ont les pieds nus en hiver. Beaucoup sont atteints de scorbut. Le concierge prête de l'argent à des taux usuraire. L'aumônier ne peut entrer qu'à l'infirmerie ; il ne peut apporter le Viatique, le concierge déclarant « qu'en prison on « n'a pas besoin de pareille chose ». C'est un ancien massacreur de septembre qui retient les vêtements des forçats partant à la chaîne. A la Conciergerie, les détenus, morts civils, doivent payer 150 francs pour qu'un curateur puisse leur rendre à leur sortie de prison, les hardes que le greffe refuse de garder en dépôt. Des « personnes bannies pour cris séditieux attendent « depuis 6 mois l'exécution du jugement ». Au Grand Dépôt de la Préfecture, « on garde parfois les arrivants plusieurs mois, « alors qu'après une interrogation, ils devraient être aussitôt « évacués ». L'encombrement y est tel que certains « doivent « coucher par terre ou rester debout entassés et pressés les uns « contre les autres ». Seule, l'administration de Saint-Lazare

(1) Archives Nationales : F7, 6807, N° 1432.

mérite des compliments. « C'est le palais des prisons, ses bâtiments sont vastes, spacieux, bien aérés, là, on ne voit pas les paillasses pourries en 15 jours comme dans le local des nourrices au Madelonnettes. L'infirmerie y est un modèle ; elle est propre et sans mauvaise odeur ». Mais Saint-Lazare est une exception.

A la suite de ces constatations, et de tant d'autres relatant des faits tout aussi pénibles, le Conseil parvient à réaliser quelques réformes malgré l'inertie et la mauvaise volonté des cadres subalternes de l'administration. Après réclamations réitérées, il obtient l'élimination des employés malhonnêtes, l'établissement d'une comptabilité, la création de registres où le concierge inscrit les dépôts d'objets. La classification des prisonniers, pourtant imposée pour certains par le Code Pénal (L. I, Cl. 2, art. 40) est écartée pour le moment en raison de l'impossibilité de l'exécution.

Le Préfet de police ne voit pas sans une certaine aigreur tout le monde contrôler ses fonctions. Il n'en résulte pour lui que des ennuis : Il est assailli d'incessantes réclamations. D'un autre côté, les Conseils, qui ne peuvent administrer comme le fait le Conseil des hôpitaux et hospices de Paris, par exemple, se trouvent sans force pour agir. De plus, le grand nombre de libéraux qui le compose, et particulièrement de Laborde, attirent la méfiance du gouvernement. Le ministre Corbière résistait depuis déjà longtemps en refusant l'entrée des prisons aux inspecteurs protégés par de Laborde. Les libéraux (1) ont protesté contre le traitement infligé à « M. Magalon, condamné pour délit de presse, et qu'on a accouplé à un galérien, atteint de la gale, pendant le trajet de Paris à Passy ». De Laborde signale qu'il y a 300 détenus politiques en prison. A cela « le Moniteur répond que, la loi n'ayant fait aucune distinction entre les délits, l'autorité ne doit en faire aucune ». Il n'est donc pas étonnant que le 25 juin 1823, le Conseil général soit entièrement réorganisé. « Les membres doivent être renouvelés tous les 5 ans, les membres des Commissions, et ceux du Conseil spécial des prisons de Paris seront désignés par le Minis-

(1) Ferdinand-Dreyfus. *Op. cit.*

« tre de l'Intérieur. C'est alors que La Rochefoucauld-Liancourt démissionne en raison de l'inutilité évidente de ce fantôme de nouveau Conseil ». Le duc d'Angoulême intervient en vain. L'institution est privée d'un de ses principaux créateurs. La méfiance interdit toute action utile. Le Conseil durera jusqu'en 1830 mais « n'aura plus d'histoire ».

La tentative d'amélioration des prisons, provoquée par quelques-uns dans un but de pure humanité, et que l'on croyait destinée à la réussite parce qu'elle était calquée sur l'organisation des hôpitaux, a abouti à un échec. La collaboration des particuliers à l'administration n'a pas donné dans ce domaine de bons résultats, le Pouvoir se méfiant de ces bourgeois libéraux, qui gênaient sa liberté d'action. Ce n'est pas à dire que cette tentative n'aura pas une certaine influence sur le mouvement des idées (1). Les personnalités qui se sont occupé de l'organisation pénitentiaire sont trop en vue et certains touchent de trop près les milieux politiques pour que la Société pour l'amélioration des prisons ait pu passer inaperçue. La pompe qui a entouré sa naissance a justement eu pour effet de la faire connaître (2). D'autres se sont fait remarquer par le dévouement de toute leur vie aux questions pénitentiaires. Appert (3) s'est attaché tout d'abord à répandre l'instruction chez les soldats. Il réussit si bien que les Alliés en 1815, instituent des cours analogues dans leurs corps de troupes. Le maréchal Gouvion Saint-Cyr le charge de diriger le cours normal de formation des officiers et sous-officiers affectés, à leur tour, à des cours institués à l'intérieur des régiments. Appert ouvre une école pour les détenus militaires, dont les loisirs forcés sont favorables à une instruction plus poussée. Mais, en 1822, il est accusé d'avoir favorisé l'évasion de deux prisonniers politiques. Il est écroué à la prison de

(1) Voir notamment dans Stendhal : *Le Rouge et le Noir*, chap. XXII, le repas chez M. de Valenod.

(2) L'installation à l'archevêché avait eu lieu après une messe célébrée par l'Evêque de Samosate, un sermon de l'abbé Frayssinous, une quête faite par les Duchesses d'Albuféra, de Dino, de Plaisance..., un échange de compliments du Duc d'Angoulême et du Duc de Plaisance, etc...

(3) Le frère du Chevalier Appert, un des premiers industriels de la conserve.

la Force, et se rend compte alors de la tâche qu'il y aurait à accomplir. Il conçoit l'idée d'un journal des prisons, et d'écoles comme celle d'Owen à Lanark. Il soutient dans ses écrits le mouvement de réformation pénitentiaire. Il publie une étude sur les prisons, qu'il connaît pour y avoir habité (1), et un manuel pour leurs écoles. Secrétaire de la Société de morale chrétienne, il devient, après 1830, le secrétaire particulier de la reine Marie-Amélie. Stendhal dans « Le Rouge et le Noir », le représente arrivant le soir à Verrières, où un gendarme, envoyé spécialement par le Préfet, lui interdit l'accès du Dépôt de mendicité. Le curé de l'endroit, un janséniste, usant de son droit, le fait entrer. Ce geste lui vaut la révocation. L'histoire est un peu romantique : mais elle est caractéristique des deux mentalités de l'époque, l'une, un peu utopique, mais généreuse, l'autre raisonnable, mais assez indifférente au malheur.

Avec Appert, Delessert participe aux travaux de la Société de patronage des jeunes libérés du département de la Seine, organisée sous la protection de Bande et de Vivien, préfets de police, de Christophe-Moreau et Dufresne, inspecteurs généraux des prisons et de Béranger, ancien magistrat et criminaliste. Elle s'attache à donner aux libérés les possibilités de mener une vie normale, des facilités de gagner leur vie. Elle ne peut agir que sous la Monarchie de Juillet, qui lui est particulièrement bienveillante. Un travail sérieux est obtenu dans les ateliers « au milieu d'un silence rigoureux, exigé parce qu'il « porte à la réflexion, et parce qu'il permet l'ouvrage en commun sans crainte de contamination ». Cette méthode permet également les repas collectifs entre condamnés, prévenus et reclus par mesure administrative. A la sortie de la prison les libérés sont repris par leurs parents ou placés par les soins de la Société. Ils peuvent gagner alors, 3, 5 ou même 6 francs par jour. Malheureusement, l'instruction est souvent mal faite, et l'administration trouve son intérêt à faire fabriquer au même individu pendant toute la durée de sa réclusion des pièces identiques, de telle sorte qu'à sa libération, il ne sait faire autre

(1) Appert : *Bagnes, prisons et criminels*. Paris, 1836, 4 vol., in-8.

chose. Par ailleurs, on enseigne également quelques principes généraux de lecture, d'écriture, d'arithmétique. Quelques années plus tard, on y ajoute le dessin et la géométrie. Les détenus considèrent le chant comme une distraction agréable. La discipline est améliorée du fait de la distribution de grades aux meilleurs. Le mensonge et l'indolence deviennent impossibles. Des vêtements d'honneur éveillent l'émulation. C'est en grande partie, la réalisation de la fameuse prison d'essai.

Le coefficient des récidives, après l'institution de la Société, est tombée de 46 % à 19 %. Il est à noter, de plus, que ceux qui, auparavant, ne se présentaient plus devant les tribunaux ne menaient pas tous forcément une vie exemplaire, tandis qu'actuellement on peut assurer que parmi les 81 % des pupilles non récidiviste, tous sont honnêtes ; ils continuent à être surveillés et aidés par la Société.

Delessert est résolument hostile à la peine de mort. Plus avancé en cela que Rousseau et Hobbes, il ne suit pas son Maître qui disait : « Tout malfaiteur, attaquant le droit social, devient par « ses forfaits rebelle et traître à la patrie »... et par conséquent, « doit être retranché de la société par l'exil comme infracteur « du pacte, ou par mort comme ennemi public ; car un tel enne-
« mi n'est pas une personne morale, c'est un homicide, et c'est
« alors que le droit de la guerre est de tuer le vaincu ». Montesquieu, lui, admettait la peine de mort contre les seuls assassins. La Constituante (1) l'a consacrée en matière politique, « non comme peine, mais comme moyen de défense ». Robespierre en a demandé la suppression : « Aux yeux de la vérité
« et de la justice, ces scènes de mort ne sont autre chose que de
« lâches assassinats, que des crimes solennels commis, non pas
« par des individus, mais par des nations entières avec des
« formes légales ». Malgré les termes du décret de la Convention déclarant « qu'à dater du jour de la publication de la paix
« générale, la peine de mort sera abolie », elle ne l'est pas. La loi du 8 nivose an X maintient l'ancien système. Le Code Pénal de 1810 édicte la peine capitale dans les cas de crimes politiques

(1) J. J. Hans : *La peine de mort*. Gand, 1867, in-8.

et civils, assassinats, infanticides, fabrication de fausse monnaie et incendie. On y a ajouté le sacrilège. Guizot (1) attaque la peine de mort en matière politique. « Les libéraux avec La Fayette, Pastoret, La Rochefoucauld-Liancourt, Béranger en demandent la suppression également dans les autres cas » (2). Delessert prend intérêt au concours ouvert, peut-être sur son instigation, à la Société de morale chrétienne sur cette question. Sur onze concurrents, dix, dont le lauréat, concluent à l'abolition de la peine de mort.

La peine de mort n'est plus considérée comme une expiation, elle serait une légitime défense. Cette atteinte à la liberté se justifierait par le droit de légitime défense dont doit disposer la société. Mais pour les libéraux, elle ne serait pas indispensable. Chaque année on peut relever en moyenne six acquittements obtenus après condamnation et cassation. C'est inquiétant, et devrait porter les hommes à renoncer à un moyen de justice aussi incertain, qui, de plus, accoutume au sang et « endurecit les cœurs ». Pour Delessert, Dieu seul dispose de la vie et non l'homme ; la peine de mort est contraire en tout cas aux enseignements de l'Evangile. Le rôle du législateur est moins de punir le crime que de le prévenir. « On le prévient en partie par une distribution libérale de l'instruction et de l'éducation, et par une sage dispensation des travaux publics, afin d'offrir un aliment au travail et un frein à la misère ». On n'a pas le droit de supprimer un malade, on doit se contenter de le rendre inoffensif. Au moment du crime, la crainte de la mort effraie moins le criminel que celle de détention perpétuelle. Appert, plus prudent, « est contre cette peine, par sentiment, mais non encore par conviction ». C'est lui qui, comme secrétaire présente les recours en grâce à Louis Philippe. Ce dernier encore duc d'Orléans (3), était contre l'application de la peine de mort. Sur le trône, il use tant qu'il peut de son droit de grâce, et « combat pied à pied le terrain de la guillotine contre son garde des sceaux. Il se vante un jour auprès d'un de ses ministres

(1) Guizot : *De la peine de mort en matière politique*. Paris, 1822, in-8.

(2) A. Franck : *Philosophie du droit pénal*. Paris, 1880, in-4.

(3) Bertaut : *Le roi bourgeois*. Paris, 1936, in-8.

« Cette nuit, j'en ai gagné sept ». La mode est à l'indulgence et à la bonté.

B. -- L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

La fréquentation des prisons a définitivement persuadé Delessert que l'instruction est un des meilleurs moyens d'empêcher l'homme de déchoir, ou, en tout cas, la meilleure aide pour se relever. Mais, pour lui, instruction et éducation sont inséparables. Ce sont deux mots désignant une même chose : La possibilité de développer la personnalité. Sous l'Ancien Régime, l'Eglise dispensait l'enseignement à beaucoup. Depuis la Révolution on ne l'a pas remplacée. Lorsque Danton affirmait : « Ce qui est le plus utile au peuple après le pain, c'est l'instruction », il pensait certainement à l'émancipation du peuple, non à son relèvement moral. Le premier but étant considéré atteint, on ne se soucie guère de l'autre. Pourtant Rousseau avait déjà attiré l'attention sur la formation de l'enfant. Il a fait école. Le XIX^e siècle sera celui de l'instruction, parce qu'on croit non pas seulement à la possibilité d'améliorer la condition sociale, mais au progrès moral et intellectuel. Napoléon réserve toute sa sollicitude, tous ses soins pour l'enseignement secondaire, pour le lycée, pépinière de fonctionnaires et d'officiers. Il semble logique de commencer par là, mais il ne faut pas limiter ses efforts à ce seul but. C'est, en effet, dans chacune des différentes catégories sociales que la nécessité d'une instruction solide se fait sentir. L'affaiblissement de la moralité publique est indéniable. A la Cour d'assises de Paris, on voit que les enfants forment la moitié du nombre des prévenus, soit par an plusieurs centaines (1). Si l'on consulte les registres correctionnels, la même constatation s'impose. La morale a été ébranlée par la Révolution. Les lois ne sont rien si elles ne sont pas complétées par la morale.

Delessert et Appert n'hésitent pas à proclamer que l'instruction est le seul remède à ce danger effrayant. La masse a besoin

(1) De Gerando : *Rapport sur les travaux de la Société de Paris pour l'instruction élémentaire*. Paris, in-8, 1816.

de principes simples et solides. Au moment où l'industrie concentre dans les villes les salariés qui lui sont indispensables, il est nécessaire de trouver non seulement de véritables ouvriers qualifiés, mais encore, des contre-maîtres pour les encadrer et des ingénieurs pour les diriger. Il faut les former.

En reconstituant la Société Philanthropique (1) Delessert a pensé qu'elle devrait servir à combattre l'ignorance, arrêtant ainsi le recrutement de nouveaux miséreux. Plusieurs écoles, où l'on applique les méthodes d'enseignement mutuel, avaient pu être fondées et notamment celle de Chaillot. Mais le succès n'est pas complet. Le nombre des élèves y est trop grand par rapport à celui des maîtres. En outre, les ressources provenant entièrement des particuliers, si elles sont suffisantes pour assurer la continuité de quelques écoles à Paris, ne permettent pas de les multiplier. Enfin, les Pouvoirs publics, bien que se rendant compte de la nécessité de faire quelque chose pour l'enseignement primaire (2) — c'est pour cette raison que le 10 frimaire an XII, les Frères des Ecoles Chrétiennes sont autorisés à enseigner — ne voient pas avec plaisir se multiplier certaines écoles libres qui échappent aux doctrines officielles. Cependant, cet essai d'application du principe d'enseignement mutuel portera ses fruits ; il indique, en effet, les méthodes à employer toutes les fois où quelques maîtres doivent enseigner le rudiment à des centaines d'enfants.

Les principes dits de Bell et de Lancaster ne sont pas une nouveauté, mais on ne croit pas encore en France à leur efficacité. Mme de Maintenon aurait, paraît-il pratiqué la méthode à Saint-Cyr. En 1747 on l'aurait appliquée à la Pitié. En 1780 (3) le Chevalier Paulet recueille dans les bois de Vincennes, un enfant abandonné. Ce dernier, bien traité, amène de nombreux camarades chez son bienfaiteur. Un héritage, tombant à point, permet à Paulet d'ouvrir une école pour 200 élèves. Ne pouvant,

(1) Voir supra, p. 47.

(2) E. Bourgeois : *La liberté de l'enseignement*. Paris, 1902, in-12.

(3) *Plan d'éducation pour les enfants pauvres d'après les deux méthodes combinées du Dr. Bell et de M. Lancaster*, par le comte A. de Laborde. Paris, 1816, in-8.

à lui seul instruire une pareille classe, il les fait répéter entre eux par groupe de dix, les plus rapides faisant répéter les moins doués. Louis XVI étonné du résultat, donne à Paulet 32.000 francs sur sa cassette. En 1786, le Dr. Bell, à Madras, dans une école ouverte par la Compagnie des Indes, obtient un succès analogue ; revenu en Europe il en publie les résultats. En 1798, un quaker, Lancaster, ouvre une école dans un faubourg de Londres. Il fait payer moitié moins cher qu'ailleurs, et instruit un grand nombre d'enfants pauvres. Daubenton le fait savoir en France. Les Frères s'inspirent en partie de la méthode. La Rochefoucauld-Liancourt traduit l'ouvrage publié par Lancaster. Delessert l'applique dans l'école fondée à Passy.

D'après les manuels, la méthode est assez simple (1). Le spectacle d'une de ces immenses classes est bien curieux : Les élèves sont disposés par rangées de 15 à 20 places avec, à l'extrémité de chacune d'elles, le moniteur muni d'un tableau noir. Au fond, le maître avec un bâton et un sifflet règle « l'enseignement », comme un capitaine la manœuvre sur le pont de son « navire », car le moindre exercice se fait en ordre et en mesure, avec sifflets, commandements, etc... Ainsi (2), par exemple, pour faire nettoyer l'ardoise, le maître agite la main droite horizontalement, les moniteurs répètent le geste et essuient leur tableau, les élèves essuient leur ardoise. Au coup de sonnette, les enfants portent leur main sur leurs genoux. Cette discipline permet un ordre impeccable. La présence des moniteurs, un peu plus âgés que les autres élèves, ou plus intelligents ou plus vifs, permet de faire répéter dans chaque rangée ceux qui n'auraient pas compris ou qui auraient mal fait, tâche absolument impossible à un instituteur conduisant une classe de 200 à 600 élèves. Les moniteurs sont toujours justes et leur autorité incontestée. Les dépenses d'une pareille école tant du point de vue personnel que du matériel, notamment du local

(1) *Guide des fondateurs et des maîtres pour l'établissement et la direction des écoles élémentaires de l'un et l'autre sexe, basée sur l'enseignement mutuel avec des gravures et des tableaux.* Paris, 1816. — Nyon : *Précis de la méthode d'enseignement mutuel pour les nouvelles écoles élémentaires.* Paris, 1816, in-8.

(2) O. Greard : *Education et instruction primaires.* Paris, 1887, in-8.

et du chauffage, sont insignifiantes en comparaison des frais d'un établissement organisé sur le modèle habituel. Le système permet d'avoir un enseignement pour les masses alors qu'il n'existe que quelques professeurs. D'ailleurs le nombre de ces derniers ne permet pas actuellement une autre organisation.

Le 22 mars 1815, Carnot arrive au ministère de l'Intérieur et aussitôt, par l'intermédiaire de de Gerando, il se met en rapport avec les promoteurs du mouvement et discute de la question avec son « Conseil bénévole d'industrie et de bienfaisance », dont on a déjà eu l'occasion de constater l'activité pour l'amélioration des techniques industrielles et du régime pénitentiaire (1). En avril, il prépare un premier décret établissant dans tous les chefs-lieux de département « des écoles Centrales pour « l'éducation gratuite et primaire d'après la méthode d'instruction des enfants par eux-mêmes ». Dans son rapport à l'Empereur, il explique que « cette découverte a pour objet de donner à l'instruction primaire le plus grand degré de simplicité, « de rapidité et d'économie, en lui donnant également tout le « degré de perfectionnement convenable pour les classes inférieures de la société, et, aussi, en y portant tout ce qui peut « faire naître et entretenir dans le cœur des enfants le sentiment « du devoir, de la justice, de l'honneur et le respect pour l'ordre « établi... Des philanthropes français ont saisi avec ardeur les « premiers moments où la paix a rétabli nos communications « pour recueillir et étudier les procédés qui la composent... « Cette régénération de l'éducation primaire complétera le « système des institutions libérales que Votre Majesté prépare « pour son Empire. Elle lui donnera pour l'avenir la première « et la plus sûre des garanties ». Le projet, suivant les suggestions des promoteurs prévoit la création de cinq inspecteurs sans traitement et approuve la « Société pour l'amélioration de « l'enseignement élémentaire ». Mais le projet est d'envergure : les auteurs ne tiennent pas à innover brusquement ; ils prendront le temps qu'il faudra pour arriver sûrement. Ils se contentent donc du décret du 27 avril approuvant l'ouverture d'une

(1) Voir supra, p. 128.

école d'essai, destinée à servir de modèle et à devenir une Ecole normale.

L'esprit de l'institution est nettement précisé : « Il y a deux millions d'enfants, qui réclament l'éducation primaire, sur lesquels, les uns n'en reçoivent qu'une très imparfaite, les autres aucune... L'éducation primaire est le seul et véritable moyen d'élever successivement à la dignité d'hommes tous les individus de l'espèce humaine. Il s'agit ici, non pas de former des demi-savants ni des hommes du monde ; il s'agit de donner à chacun des lumières appropriées à sa condition ; de former de bons cultivateurs, de bons ouvriers, des hommes vertueux, à l'aide des premiers éléments des connaissances et des bonnes habitudes qui inspirent l'amour du travail et le respect des lois »... L'institution « ne peut manquer d'exercer une grande amélioration sur le sort de l'espèce humaine, puisqu'elle doit finir par faire participer tous les individus des classes les moins fortunées au bienfait de la première éducation. Ainsi, elle peut être considérée comme l'une des bases les plus positives de ce système, que les cœurs sensibles ont pu concevoir trop indéfiniment, mais que des esprits justes ont pu défendre dans ses limites naturelles : le système de la perfectibilité humaine ».

L'école d'essai s'ouvre rue Saint-Jean de Beauvais sous la surveillance de Delessert, La Rochefoucauld-Liancourt, Francœur, Basset et de l'abbé Gaultier (1). Grâce au duc de Doudeauville et à Mathieu de Montmorency, le faubourg Saint-Germain s'éprend de la nouvelle mode, et, en plus des écoles fondées par l'Eglise protestante de Paris et celle de la rue du Coq-Saint-Jean, ouverte par Delessert, on voit la duchesse de Duras en créer une autre ; elle en ouvrira une seconde dans son hôtel.

Delessert ne se cache pas les inconvénients du système. Les moniteurs ne raisonnent pas ce qu'ils apprennent, ils n'ont que des rudiments de l'art pédagogique ; on perd beaucoup de temps à l'école. Les moniteurs, qui suivent une classe spéciale, en plus de celles qu'ils font, se fatiguent naturellement beau-

(1) O. Gréard. *Op. cit.*

coup plus. Mais qu'importe ! Le nombre des élèves passe à 165.000 puis à 1.123.000 pour la France. Leur instruction par le mode normal eût coûté 25 millions qu'il aurait fallu dépenser pour instruire ces enfants. Surtout, on forme des maîtres, qui, plus nombreux, pourront enfin faire une classe normale, dont les avantages sont incontestablement supérieurs, mais exigent un nombre de maîtres dont on ne disposait pas jusqu'à ce jour. Enfin, il se crée un mouvement d'opinion : L'Académie française ne propose-t-elle pas en 1818, l'enseignement mutuel comme sujet pour le prix de poésie ?

Le mouvement, auquel Carnot a donné son patronage, groupe principalement des libéraux comme Royer-Collard, Guizot, J-B. Say, Pasquier. Dans le Conseil d'honneur, siègent avec La Rochefoucauld-Liancourt et Delessert, Pastoret, de Gérando, de Laborde, de Lasteyrie, l'abbé Gaultier : Cuvier s'y intéresse. Saint-Simon (1), un des premiers souscripteurs de la Société, aurait voulu attirer dans l'école non seulement « les enfants en « guenilles, mais les petits bourgeois, qui procureraient à l'œuvre des adhésions pécuniaires indispensables » et prévoyait au-dessus de l'école primaire, une école secondaire professionnelle qui fournirait un personnel d'élite pour l'industrie. Elle faciliterait la formation de ces ingénieurs auxquels Saint-Simon attribue un si grand rôle. Il n'en faut pas plus (2) pour qu'on reproche à la méthode « d'ébranler les bases sociales en donnant « aux enfants un pouvoir qui n'appartient qu'aux hommes ». Louis XVIII prend résolument parti contre la réaction et donne chaque année 50.000 francs à la Société. En 1820 (3), les Ultra demandent la suppression de la dotation « Que l'on me cite, s'écrie « Cornet d'Incourt, un seul ennemi de la religion et de la monarchie qui ne soit pas un partisan fanatique de l'enseignement mutuel et je cesse de demander la suppression ». Le crédit est maintenu. L'année suivante, de Laborde propose de doubler le crédit. Royer-Collard insiste : « Il y a des personnes, « d'ailleurs respectables, qui croient que l'ignorance est bon-

(1) Weill : *Saint-Simon et son œuvre*. Paris, 1894, in-16.

(2) *Moniteur Officiel*, 4 août 1816.

(3) O. Gréard. *Op. cit.*

« ne, qu'elle dispose les classes inférieures au respect et à
« la soumission, qu'elle les rend plus faciles à gouverner, en
« un mot, qu'elle est un principe d'ordre ». Et, répondant aux
protestations : « Si je ne l'entends pas dire en ce moment,
« ajoute-il, je l'ai souvent lu, et, quand j'entends ces choses
« où que les lis, je suis tenté de me demander s'il y a deux es-
« pèces humaines ». On vote les 50.000 francs sans augmen-
tation. Mais, beaucoup, sans oser l'avouer, pensent « que ce
« sont les lumières trop répandues qui ont causé la révolution
« de la France ».

Le ministère Villèle, cédant à l'opinion, supprime du budget toutes les subventions. « Les écoles (1) du Dépôt de répression
« de Saint Denis, du Grand Commun de Versailles et de la Mai-
« son de Beaulieu sont supprimées ; celles de Paris, grâce à
« Chabrol, préfet de la Seine et membre de la Société, et aux
« maires des arrondissements , subsistent seules ». Cependant,
le but est atteint ; en effet, on ne reviendra pas complètement
en arrière et le gouvernement, désormais, attachera l'import-
tance qu'il convient à l'instruction primaire. Il est intéressant
de noter (2) qu'en 1830, ce ne sont ni Royer-Collard, ni le duc de
Broglie, ni Delessert, ni Villemain qui font inscrire la liberté
de l'enseignement dans la Charte réformée, mais Laffitte et
Bérard, appuyés par Manuel, Salvette, Benjamin-Constant et
Dupont de l'Eure. Les premiers veulent moins la liberté qu'un
enseignement général, seul but qu'ils poursuivent depuis des
années ; et Guizot ne sera pas bien éloigné de leur pensée, lors-
qu'il écrira dans son Essai sur l'Instruction publique : « L'Etat
« ne peut pas abandonner le soin d'élever et d'instruire la jeu-
« nesse. Ces hommes ne se sont servi de la liberté de fonder
« des écoles sous l'Empire que parce que l'Etat, absorbé à
« d'autres tâches, ne s'en préoccupe pas. Si ce dernier est en
« mesure de reprendre cette fonction qui lui appartient, les
« particuliers ne lui disputeront pas cette prérogative ».

C'est également avec la même idée de suppléer temporel-

(1) Ferdinand-Dreyfus. *Op. cit.*

(2) E. Bourgeois. *Op. cit.*

rement à la carence du Gouvernement dans certains domaines que des particuliers ont constitué le Conservatoire des Arts et Métiers et y organisent un enseignement technique mécanique en demandant toutefois par la suite au pouvoir de sanctionner leurs actes par des mesures réglementaires. Vaucanson a laissé, en mourant, à l'hôtel de Mortagne la collection de ses mécaniques. Après sa mort, elle est enrichie de 500 machines (1). Les décrets des 15 et 18 août 1793 chargent le Comité d'Instruction publique de désigner et de grouper les objets figurant dans le mobilier national et pouvant être utiles aux lettres, aux sciences et aux arts. Le 23 Pluviose an II, sont nommés membres de la Commission, Vandermonde, Conté, Leroy, et le Conventionnel Grégoire. Ce dernier recueille tout ce qu'il peut arracher aux destructions et au pillage dans l'hôtel d'Aiguillon, rue de l'Université. Le décret du 19 vendémiaire an III crée enfin un Musée dans le Garde-Meuble. Le projet n'ayant pas été encore exécuté plusieurs années après, l'Institut est chargé de faire le nécessaire. Le Musée se constitue peu à peu. Les démonstrateurs donnent quelques leçons avec démonstrations sur le fonctionnement des appareils. Avant même le Consulat, une petite école de dessin appliqué y est ouverte. En 1806, Champagny, ministre de l'Intérieur, approuve officiellement la création de l'école industrielle, où les boursiers, désignés par les maires et les préfets et pris dans la classe ouvrière, suivent des cours. Elle groupe jusqu'à 300 élèves, parmi lesquels on remarque Schneider du Creusot. Une école de filature et de tissage utilisant la machine de Jacquart y est établie. Elle n'est supprimée qu'en 1814 sur la demande de l'Angleterre qui craint la concurrence de cette nouvelle invention. Deux ordonnances, l'une du 2 avril et l'autre du 1^{er} mai 1817, créent le Conseil d'administration et de perfectionnement. Il est composé de six membres de l'Académie des Sciences : Berthollet, Chaptal, Mirbel, Gay-Lussac, Arago et Malard, ainsi que de six industriels : Ternaux, Darcet, Benjamin Delessert, Scipion Périer, Widmer de Jouy, neveu d'Oberkampf et Welter. La Roche-

(1) Levasseur : *La Conservation des Arts et Métiers*. Paris, s.d., in-8.

foucauld-Liancourt est président, en sa qualité, sans doute de fondateur et d'inspecteur général des Ecoles d'Arts et Métiers. Aussitôt, est ouvert un enseignement public et gratuit pour « l'application des sciences aux arts industriels » : La chaire de mécanique est confiée à Charles Dupin, celle de chimie à Clément Desormes et enfin l'économie industrielle est enseignée par J.-B. Say et plus tard par Blanqui (1). Le domaine de l'enseignement s'étendra peu à peu à la culture, à la mécanique, à la construction et à la chimie agricole. L'instruction donnée, essentiellement pratique, comporte néanmoins suffisamment de théorie pour éviter que les élèves tombent dans la routine (2).

Le libéralisme, dont font preuve les membres du Conseil d'administration et de perfectionnement, et l'influence qu'ils acquièrent dans les milieux industriels, ne tardent pas à les faire mal voir du ministère. Lorsque La Rochefoucauld-Liancourt tombe en disgrâce, Delessert, vice-président est tout désigné pour présider le Conseil. Indigné de l'ingratitude manifestée à l'égard de son ami, il n'accepte que le titre de président provisoire. D'ailleurs, la méfiance du Cabinet Corbière-Villèle rend impossible tout travail fructueux. « Le ministre se défie de la science, comme des lettres, comme de l'Académie. Tout ce qui pense est dans l'opposition. On ne vit jamais se former contre un gouvernement pareille coalition des intelligences. En 1824 et en 1825, le Conservatoire est surveillé comme un nid de factieux par la police de Delavau (3) ».

Si donc, par suite du hasard des jeux parlementaires, on a vu en 1817, Delessert, Laffitte et les députés libéraux se joindre à l'opposition de gauche malgré les avances de de Serre, il n'en reste pas moins que c'est l'attitude hostile et méfiante du gouvernement ultra qui a définitivement coupé les ponts. Aucune entente n'est possible avec ceux qui n'ont « rien appris ». Louis XVIII voit le danger. Il essaye de se rapprocher des libéraux, de leur donner des satisfactions. On le constate dans son attitude vis-à-vis de la Société des prisons et de la Société pour

(1) Le frère de l'emprisonné.

(2) Levasseur : *Histoire des Classes ouvrières*. *Op. cit.*

(3) Ferdinand-Dreyfus. *Op. cit.*

l'enseignement élémentaire. Il le prouve encore en accueillant au Louvre en 1819 l'exposition industrielle, organisée par le Conservatoire des Arts et Métiers, et en adressant avec bonhomie les compliments d'usage ; « ...Dites à mes fidèles fabricants qu'ils peuvent compter toujours sur moi, comme je compterai toujours sur eux ». Mais, bien que les différences ne soient pas profondes, chaque année qui s'écoule tend à rendre plus difficiles les rapports entre les Français de Gand et ceux des Cent-Jours. Ces derniers, tenus maintenant à l'écart, évoluent lentement vers l'orléanisme. Au moment où, par suite d'un concours de circonstances, éclatera la Révolution de 1830, tout le monde pourra se rendre compte de la séparation qui aurait sans doute pu n'avoir aucune conséquence mais qui, néanmoins, existait depuis déjà longtemps entre deux conceptions. Cette situation, qui est déjà visible lorsqu'on étudie l'histoire du développement de l'enseignement primaire, est particulièrement nette lorsqu'on examine celle de la Société de morale chrétienne.

C. — LA SOCIÉTÉ DE MORALE CHRÉTIENNE

Saint-Simon, à la fin de sa vie, s'est aperçu qu'il avait négligé la « force sentimentale et religieuse, et, alors, voulant la « faire servir au profit de son mouvement, il tente de créer un « nouveau christianisme » (1). « Le Christianisme a trop fait « pour la morale individuelle, maintenant il doit être social ». Et de prêcher aussitôt le nouvel évangile. Delessert s'est alors séparé de lui (2). Ses croyances sont incompatibles avec les dogmes d'Auguste Comte. Il croit, néanmoins, que la morale chrétienne donne des lumières particulièrement précieuses pour diriger un mouvement social. Il n'est donc pas étonnant de le retrouver, toujours avec son ami La Rochefoucauld-Liancourt, en novembre 1821, chez les libraires Treuttel et Wurtz, fondant la Société de morale chrétienne. La formule de l'association est assez large pour être, aux dires du policier qui les sur-

(1) Charléty. *Op. cit.*

(2) Voir *supra*, p. 121.

veille, une réunion « de protestants et de catholiques qui ne « sont ni protestants ni catholiques (1) ». En réalité, les fondateurs se réclament de l'Evangile qui « avant d'être gâté par les « hommes, a civilisé le monde, détruit l'esclavage, jeté les fondements de l'égalité ». D'après La Rochefoucauld-Liancourt (2), la Société se propose « d'exposer et de rappeler les « préceptes du christianisme dans toute leur pureté, de faire « remarquer l'heureuse influence que ces préceptes exercent « sur le bonheur du genre humain, de contribuer à faire naître « ou à ranimer de plus en plus des sentiments de charité et de « commune bienveillance si propres à faire régner la paix sur « la terre ». La Rochefoucauld-Liancourt en est président, avec à ses côtés Delessert, La Vauguyon, de Lasteyrie, le baron de Turkheim, de Laborde, de Rémusat, et P. Périer. Sur la liste des membres, on remarque notamment : Cafarelli, Sebastiani, Las Cases, Lanjumeau, Lafayette, Casimir Périer, Lameth, Benjamin Constant, Ternaux, des publicitaires de gauche comme Villemain, Renouard, des avocats, de Berville et le socialiste Pierre Leroux, et enfin le futur personnel de la Monarchie de Juillet : d'Argout, Dufaure, Dupont-White et de Tocqueville.

Si l'on en croit les rapports de police, la Société se propose d'être « le patron de toutes les philanthropies de la terre » ; en réalité, c'est plutôt « une société d'encouragement de tout ce « qui est moralement bien, de tout ce qui peut hâter et étendre « les progrès de civilisation ». En effet, elle patronne et centralise un grand nombre d'associations, ou bien se contente de former certains comités chargés d'une étude ou d'une mission déterminée, et dont l'ensemble donne cette teinte « libérale » si difficile à définir : Sainte-Alliance des amis de l'humanité, Comité pour l'abolition de la traite des noirs, Comité des prisons, Comité de Souscription en faveur des Grecs, Société philanthropique en faveur des Grecs, l'Emancipation des catholiques d'Irlande, Comité pour la suppression des maisons de jeu et des loteries, Bureau gratuit de placement des orphelins.

(1) Arch. Nat. F7, 6960, N° 12024.

(2) Ferdinand-Dreyfus. *Op. cit.*

Comité de charité et de bienfaisance (1). La Société a de véritables succursales à Bordeaux et à Marseille, qui à leur tour, forment des comités, et sont surveillées et reliées au Siège par des inspecteurs. Pour réaliser les buts qu'elle s'est proposés, la Société correspond à l'étranger avec les Sociétés de paix d'Angleterre et d'Amérique, la Société africaine de Londres, les Sociétés de colonisation des Etats-Unis, la Société coopérative de R. Owen, la Société de bienfaisance des provinces méridionales des Pays-Bas etc... Par cette énumération si incomplète qu'elle soit, on peut se rendre compte de l'importance du mouvement et comprendre sa puissance, notamment dans le mouvement insurrectionnel grec.

Pour répandre ses idées, la Société dispose d'un bulletin, rédigé par de Gerando, Guizot et Goep, chef du Consistoire de la Confession d'Augsbourg, d'une revue périodique de publications diverses et de recueils de documents. Surtout, elle organise des discussions publiques et ouvre des concours sur des questions les plus diverses, telles que l'abolition de la peine de mort ou les caisses d'épargne ; en 1828, le sujet porte sur « les « meilleurs moyens de faire pénétrer dans les transactions et « relations politiques les règles de morale qui président aux « relations et transactions sociales ». Un prix est offert par M. Grégoire, ancien évêque de Blois et membre de la Convention nationale, sur les moyens d'unir dans nos armées les vertus civiles « aux vertus militaires ». En 1834, dans un article sur les caisses d'épargne, Lamartine plaide la cause des « prolétaires ». Plus tard, il étudie les lois sur les enfants trouvés, les mendiants et les ivrognes.

L'étendue même du programme de la Société doit inévitablement l'amener sur le terrain politique. Elle se l'interdit bien, mais comment l'éviter ? C'est par un sentiment de solidarité chrétienne, que tous ces libéraux, auxquels d'ailleurs cette fois viennent se joindre les conservateurs avec Chateaubriand, s'en-

(1) Pouthas : *Guizot pendant la Restauration*, Paris, 1923, in-8. — A. Nicolas : *Du Protestantisme*, Paris, 1869, 2 vol., in-8.

flamment pour les Grecs insurgés (1). Ce dernier demande « de
 « ne plus nous lasser de secourir les Grecs qu'ils ne se lassent de
 « combattre ; ils ne comptent pas leurs morts, ne comptons pas
 « notre argent... Je ne comprendrai jamais qu'un chrétien soit
 « pour le Croissant contre la Croix. Espérons que la voix de la
 « religion se fera entendre aux princes de la chrétienté... Nous,
 « simples particuliers, redoublons de zèle » (2). Le conseil est
 bon, c'est en effet par le sentiment d'une religion commune que
 l'on obtient des sacrifices. Le Comité philanthropique en faveur
 des Grecs, dirigé par Chateaubriand, Benjamin Delessert, le
 duc de Fitz-James, Ambroise Firmin-Didot, ouvre une caisse
 de secours des révoltés à laquelle des personnes comme Talley-
 rand ne dédaignent pas de donner leur cotisation (3). Il entre-
 tient auprès du gouvernement insurrectionnel de véritables
 agents munis d'instructions précises, et fait venir à Paris pour
 les éduquer et les préparer au rôle qu'ils ont à jouer, de jeunes
 gens et notamment le fils de Kanaris. Les dons, les fêtes de bien-
 faisance, les quêtes, les expositions comme le Salon Grec, or-
 ganisé par Delessert (4) alimentent la caisse. On souscrit dans
 toutes les villes de quelque importance. Le mouvement est gé-
 néral. Ainsi, à Montargis, La Société Philharmonique donne
 au profit de la caisse une soirée composée d'un concert et d'une
 représentation de Léonidas, tragédie d'un sieur Pichald. On
 voit des gestes comme celui d'un limonadier de Tournon qui,
 pendant une fête, abandonne son bénéfice au profit de la So-
 ciété. Le Journal des Débats (5) signale « cinq avocats de Tarbes,
 « qui ont été renvoyés devant la Cour Royale de Pau pour avoir

(1) *Le livre du Centenaire du Journal des Débats*. Paris, 1889, in-4. —
 Article de G. Deschamps : *Le philhellenisme et le Journal des Débats*.

(2) Il ajoutait même : « ...Quant à moi, quoiqu'il arrive, je mourrai
 grec ».

(3) Lettres appartenant à M. le Baron Hottinguer.

(4) C'est à cette occasion que Delessert reçoit en 1826 une lettre recom-
 mandant un peintre et commençant ainsi : ...« Quoique mon nom ne soit
 certainement pas connu de vous, Monsieur, le vôtre m'est connu comme
 de la France entière et sous des rapports tellement honorables, que, sa-
 chant la part que vous prenez au Salon grec, je n'ai pas balancé à m'a-
 dresser à vous... ». La lettre est signée Victor Hugo (appartient à M.
 le Baron Hottinguer).

(5) Du 11 février 1827.

« joué la comédie avec des actrices au profit des Grecs, et ont « été acquittés par toutes les Chambres réunies ». Le cosmo-rama du Palais-Royal, célébré par Balzac, montre des vues de la Grèce. Les fonds sont centralisés à Genève.

La Société s'était interdit tout sujet politique. Mais comment aborder des questions de quelque importance sans porter ombre au Pouvoir ? Tout le monde ne partage pas l'avis qu'expose Lamartine (1) à la Société, soutenant que « s'il est possible de distinguer en principe dominant et pour ainsi dire « l'âme de la Révolution c'est, à coup sûr, le principe chrétien, c'est le principe de l'assistance mutuelle de la fraternité « humaine, de la charité légale. On le voit sortir, jaillir à chaque loi de l'Assemblée constituante et briller même au milieu « de tant de ténèbres, dans les orages de la Convention ». Devant de pareils discours, la police conclut simplement que c'est là une philosophie anti-religieuse et anti-monarchique (2) qu'à l'exception de deux ou trois au plus, Maine de Biran, le Dr Esquirol et Bapst, le joaillier de la couronne, tous les membres qui composent la société sont des individus connus par leur attachement à l'opposition dite libérale, qu'on y soutient des propos directement contraires à la morale chrétienne, comme, par exemple, les opinions condamnant toute guerre, comme illicite, ou refusant à la société le droit de punir de mort, malgré la parole de Dieu tirée de la Genèse : « Quicumque effuderit sanguinem humanum, illius effundetur sanguis ». N'y entend-on pas de plus Rémusat proclamer : « C'est le principe de notre « époque que l'homme a des droits qui sont envers le gouvernement dans la relation du but au moyen ; et de ces droits, il « nous est doux de le déclarer, la charte en est l'évangile. En « étendant à chacun la loi, la liberté, la paix, le christianisme « a le premier proclamé l'égalité. L'égalité devant la loi de nos « constitutions n'est qu'une ombre de l'égalité devant Dieu. « Ainsi chez les peuples éclairés, la plus libérale des religions « a-t-elle généralement accrédité cette idée que le Gouvernement « doit abandonner à la société tout ce qu'elle peut faire aussi

(1) Ferdinand-Dreyfus. *Op. cit.*

(2) Archives Nat. F7, 6960, 12024.

« bien que lui. Par suite, le cercle de l'intervention du pouvoir
« se rétrécit à mesure que la société gagne en moyens, en ta-
« lents, en lumières. Plus elle peut faire de choses, moins il en
« doit faire. Ainsi l'esprit d'association marche avec l'esprit de
« liberté. L'Angleterre et l'Amérique en sont témoins ».

Mais, Delavau signale tout particulièrement des faits plus graves. Il a entendu faire dans cette société « l'éloge d'un prin-
« ce qui, depuis quelques années est loué à l'envie dans toutes
« les brochures libérales ». Une publication de l'Association le
confirme : « Des obstacles ont gêné notre marche, mais une pro-
« tection puissante s'est étendue sur notre Société. Un prince
« éclairé lui donne une marque publique de sa bienveillance, il
« veut que le nom de son jeune fils vienne se mêler aux noms
« des citoyens que notre institution rallie. L'espérance renaît
« d'elle-même au nom d'un prince, à qui les vertus privées et
« les sentiments patriotiques ont depuis longtemps mérité l'es-
« time de son pays ». La présence du duc d'Orléans, de son se-
crétaire des commandements et d'un autre officier de sa mai-
son, indique les tendances de la Société confirmée d'ailleurs,
par l'existence sur la liste de ses membres de noms comme ceux
de Lafayette, Thiers et Mignet. Les soupçons du Préfet sont con-
firmés par les idées que la Société va jusqu'à imprimer : « L'es-
« prit de notre temps a reconnu que les principes de l'Evangile
« sont éminemment propres, non seulement à garantir la liber-
« té civile, mais à lui servir de fondement... Les hommes ver-
« tueux et patriotes doivent s'unir pour répandre parmi les na-
« tions le recueil de ces principes ennemis de tous les arbi-
« traires ».

Guizot et Villemain sont parmi les douze professeurs signalés
au Grand Maître de l'Université comme faisant partie de la
Société de Morale Chrétienne. On leur reproche d'avoir adhéré
à cette réplique libérale de la Congrégation. On va jusqu'à
exercer sur certains membres une surveillance, de crainte qu'ils
ne fomentent des soulèvements parmi les ouvriers. Delessert
est de ceux-là (1). Pourtant, tous les libéraux membres de la

(1) *Le livre noir* de MM. Delavau et Franchet ou *répertoire alphabétique de la police politique sous le ministère déplorable*. Paris, 1829, in-8.
Un avis particulier en date du 25 mars 1824 signale : Il est un nommé

Société de Morale chrétienne sont, pour ainsi dire, des conservateurs, avant tout désireux de garder les avantages acquis ; bourgeois, ils ne se soucient nullement de provoquer des révoltes. Bien au contraire. Mais, aussi, ils tiennent à conserver les libertés auxquelles ils attachent tant de prix. En 1827, lorsque la censure est rétablie par Villèle (1), qui ne sait trop que faire pour arrêter l'opposition croissante qui s'élève devant lui, une journée de 76 pairs change la majorité de la Chambre haute, la Chambre des députés est dissoute. De nouvelles élections vont avoir lieu. C'est alors, que plusieurs membres de la Société de morale chrétienne et notamment des pairs comme Choiseul, de Broglie, Molé, de Barante, des députés tels Méchin, Benjamin Constant, des banquiers comme Benjamin Delessert, Laffitte, Casimir Périer, fondent la Société des amis de la liberté de la presse. Elle inonde la France entière de brochures. Il n'est pas interdit de penser qu'elle a une certaine influence sur les élections et partant sur les événements qui vont suivre.

G..., qui demeure cul de sac S..., n°..., au ... étage ; cet individu souvent remarqué dans les éléments populaires a son épouse qui demeure chez Mr Benjamin Delessert, en qualité de... Cette circonstance fait que le sieur G... fréquente habituellement la maison Delessert. Or, ce même G... vient d'annoncer en confidence à l'un de nos inspecteurs, que, dans la maison susdite il avait appris que l'on se proposait de fermer les manufactures et ateliers, pour forcer les ouvriers, principalement des Faubourgs S. Antoine et St Marceau, à se soulever contre le gouvernement et que tout cela devait avoir lieu prochainement. Le sieur G... a ajouté en parlant à l'inspecteur : « Si vous voulez donner des garanties, vous aurez un grade parmi nous ». Cet inspecteur est le sieur Leb... qui m'a fait son rapport de tout ce que dessus et que j'ai chargé de suivre cette affaire. Il est maintenant chez G... et ne le quitte que le moins possible.

(1) Pouthas. *Op. cit.*

CHAPITRE IV

LA DEFENSE DE LA FAMILLE ET DE LA PROPRIÉTÉ

A. — LES DÉPUTÉS ET LA RÉVOLUTION DE 1830

Au début de la Restauration, Delessert a espéré que se réaliserait la fusion complète de la France de la Révolution et de l'Empire avec celle qu'incarne le Prince revenu de Hartwell.

Aussi, lorsque le duc de Richelieu, qui a concilié les deux tendances, doit quitter le ministère, il propose à la Chambre et obtient pour lui une gratification exceptionnelle en hommage de reconnaissance à celui qui a obtenu l'évacuation du territoire. Mais même s'il n'arrête pas son attention aux manifestations de la réaction, aux « capucinades » qui se multiplient autour de lui, il ne peut se faire illusion sur les divergences qui s'accroissent entre les gouvernants et l'opposition (1). Partout, aussi bien pour l'enseignement que pour les œuvres de bienfaisance, les deux points de vue s'opposent. A l'occasion du vote des crédits pour la guerre d'Espagne, il n'hésite pas à proclamer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (2) et sa foi dans la paix garantie par l'établissement de monarchies constitutionnelles dans toute l'Europe.

L'incident qui se produit à la mort de son ami La Rochefoucauld-Liancourt, vient creuser le fossé qui le sépare des gouvernants. Le duc de Doudeauville, ministre et parent du défunt,

(1) Archives parlementaires, 2^e série.

(2) Voir supra, p. 30.

a autorisé les élèves de l'Ecole des Arts et Métiers, qui veulent rendre un dernier honneur à leur bienfaiteur, à porter le cercueil à la sortie de l'Eglise. Le commissaire de police s'avance pour l'interdire prétextant l'opposition de la famille. Celle-ci protestant alors d'avoir rien dit de tel, les jeunes gens s'avancent. Le commissaire enjoint au commandant de la troupe, venu rendre les honneurs à l'ancien lieutenant général, de faire exécuter ses ordres. Les soldats mettent baïonnette au canon et avancent ; la foule se précipite pour les arrêter. Une lutte s'engage. « Le cercueil oscille à plusieurs reprises sur les épaules des élèves. Un bruit sourd se fait entendre, c'est le cercueil qui tombe sur le pavé. Il s'ouvre à la grande horreur de la famille, laissant le cadavre dans le ruisseau ». De pareilles fautes ne sauraient naturellement attirer les sympathies hésitantes.

La méfiance du Pouvoir se manifeste à l'égard de la Garde Nationale, où Delessert a été heureux de servir pendant l'invasion, et où il serait encore prêt à combattre pour défendre l'ordre et la propriété (1). Ses subordonnés ont été heureux de trouver un chef dont l'expérience a été formée sous Pichegru et Kilmaine (2). Dans la capitale le recrutement de la garde se fait dans les milieux libéraux, parmi les propriétaires et les commerçants. Aussi, le 3 mars 1823, le poste de service à la Chambre refuse d'expulser Manuel. Le 29 juillet 1827, lors d'une revue, Charles X est salué des cris de : « Vive la Charte, « Vive la liberté de la presse ! A bas les ministres ! A bas les « Jésuites ! » Le Roi licencie la Garde le soir même (3). En 1830, en passant à l'insurrection les gardes nationaux décident une grande partie des troupes à faire de même.

Pourtant, il ne faut pas s'exagérer l'importance de ces manifestations. Elles indiquent un certain mécontentement, rien

(1) Herbaut : *La garde nationale*. Paris, 1913, in-8.

(2) *Journal de Paris*, du 17 septembre 1814, N° 260.

(3) Béranger ne peut s'empêcher de chanter :

« Pour tout Paris quel outrage !

« Amis, vous v'la licenciés

« Est-ce parc' que not' courage

« Brilla contre leurs alliés ? »

de plus. Il n'y a pas d'opposition à la dynastie. En s'inscrivant aux côtés de Guizot à la Société « Aide-toi le ciel t'aidera » beaucoup de députés pensent effrayer le Roi et la « réaction » dont l'idée les obsède. Il n'y a pas cinquante anti-monarchistes à la Chambre. Tout le monde est d'accord sur la plupart des grands principes professés : seules existent quelques divergences de forme sur la liberté religieuse et une opposition sur la liberté de l'enseignement et celle de la presse. Et pourtant, sous le ministère Martignac, Casimir Périer est le seul à chercher à se rapprocher de la majorité. Il n'est pas suivi. Cependant peu de temps après, lorsqu'éclate la Révolution de 1830 contre laquelle le Roi se défend si mal, les libéraux s'aperçoivent de leur erreur. Ils voudraient « reprendre les choses au point où les a « laissées Martignac ». A ce moment, ils s'accommoderaient volontiers de Charles X. Delessert qui, comme presque tout ses collègues, a déjà vécu des heures tragiques de la Révolution, ne songe qu'à sauver la monarchie, à éviter à tout prix une république, qui, non seulement brouillerait la France avec l'Europe, mais encore brouillerait les Français entre eux. Les libéraux ne sont que les représentants d'une classe qui veut exercer le pouvoir. Pour qu'ils puissent gouverner ils ont besoin de la protection d'une royauté pour écarter la république, et d'une charte pour la garder des abus de l'ancien régime. Delessert sera heureux d'adopter la solution se rapprochant le plus de son idéal politique. C'est ainsi que tout ce grand mouvement d'idées, de doctrines, de paroles et de sentiments, toute cette passion tumultueuse et bouillonnante qu'il est commode de nommer d'un mot unique, le libéralisme, va aboutir au compromis de « la quasi-légitimité » sans qu'aucun de ces doctrinaires s'aperçoive qu'on a brisé le principe fondamental du régime : l'hérédité.

Lorsqu'éclate la révolution, c'est un moment de stupeur pour tous les députés. Ils prévoient alors, non seulement l'effondrement du régime, mais encore tous les troubles et les ruines qui ne manqueront pas de se produire en l'absence d'un gouvernement. Réunis chez Casimir Périer, ils ne savent comment arrêter l'effusion du sang. Ils sentent bien que le sort de la dynastie est lié maintenant à celui des Ordonnances et n'o-

sent même pas faire une adresse au Roi pour demander le renvoi des ministres. Villemain secoue leur inertie en termes brutaux (1). Une démarche est tentée auprès du prince de Polignac pour obtenir le retrait des Ordonnances. Les délégués ne sont pas reçus. Charles X s'est trop avancé pour pouvoir maintenant reculer. Il importe donc avant tout de parler à Marmont, commandant des troupes et de faire cesser l'effusion du sang. Quand Laffitte (2), Delessert, Casimir Périer, les généraux Gérard et Lobau arrivent chez le duc de Raguse, le commandant de Foucaud, de la Gendarmerie, « le même qui « avait empoigné Manuel est occupé à mettre l'adresse de plusieurs des députés venus en délégation » sur des mandats d'arrêt. Polignac est dans la pièce voisine ; il ne veut pas prendre ses adversaires politiques dans un guet-apens, et fait détruire par Marmont, les mandats d'arrêt. L'entretien ne peut donner aucun résultat. Les députés demandent le retrait des Ordonnances, ce qu'on ne veut pas leur accorder, et, d'autre part, le Maréchal n'accepte de faire cesser la résistance que si l'ordre est rétabli ; les députés ne sont pas capables d'arrêter l'insurrection. Marmont promet d'écrire à St-Cloud pour informer le Roi de la « situation des choses ». « La fusillade qui dure toute « la nuit tient Paris assez éveillé », pour que le lendemain, dès huit heures du matin, Delessert retrouve Odier, J. Lefebvre et Vassal chez Laffitte, dont les idées, connues de tous et la popularité font en ce jour le dernier espoir le beaucoup de bourgeois. Mais l'abattement est grand lorsqu'on apprend que le duc d'Orléans à toutes les démarches faites auprès de lui se contente d'un : « Je vous remercie ». « C'est, remarque Laffitte, la « réponse que l'on fait à quelqu'un qui, lorsque vous éternuez, « vous dit : Dieu vous assiste ! ». Bertin de Vaux, Sebastiani et Mechin et les autres députés présents, réunis en comité dans la bibliothèque, n'ayant plus d'espoir dans le gouvernement légitime, pour arrêter la révolution, n'hésitent pas à former un gouvernement provisoire et à prendre la direction des affaires. Mais, pour faire respecter ses décisions, il lui faut la force, et

(1). S. Bérard. *Souvenirs sur la Révolution de 1830*. Paris, 1834, in-8.

(2) Laffitte. *Op. cit.*

ces représentants n'en disposent pas. C'est alors qu'entre Lafayette, qui « ne peut résister à la volonté du peuple lui proposant le commandement des forces publiques ».

Bientôt arrive d'Argout, qui était venu avec de Semonville et Vitrolles annoncer à l'Hôtel de Ville la décision du Roi de retirer enfin les ordonnances et de changer de ministère. Là, Lafayette, au nom des insurgés, a répondu qu'il était trop tard, que le peuple vainqueur décidait autrement. Chez Laffitte, d'Argout tente sa dernière chance. « Il se présente, rempli de confiance, au milieu de trente députés réunis dans la bibliothèque. Il déplore les malheurs qui viennent d'arriver ; personne « n'a tort, personne n'a raison, ni vainqueurs, ni vaincus, rien « n'est plus facile que de s'entendre. Charles X le désire par-dessus tout. Ce qui vient d'arriver le rend le plus malheureux « des hommes. D'Argout ne peut achever sa harangue sans fondre en larmes, et sa sensibilité éveille celle de Delessert et de son collègue Jacques Lefebvre ». Les députés aussitôt choisissent les nouveaux ministres : De Mortemart remplace le prince de Polignac, le général Gérard prend la place de Bourmont, Casimir Périer celle de Montbel. Les trois réunis doivent s'entendre pour choisir les cinq autres. Chacun pense que Guizot, Sebastiani et Méchin en seront. Mais, à ce moment, la pièce est envahie par des émeutiers criant : « Plus de Bourbons, vive « la République, vive Napoléon ! » Les députés, se rendant compte que pour mettre Henri V sur le trône — et tous avec Guizot, Périer, Sebastiani, Delessert et les doctrinaires le désirent — il faut lutter contre les républicains et les bonapartistes. Aucun d'eux ne semble en avoir l'audace.

C'est alors que les orléanistes décident « d'ôter toute espérance » aux partisans de la branche aînée, de la succession légitime. Thiers rédige sa proclamation. Le 30, les députés voulant garder au moins les apparences de la légalité, se réunissent à la Chambre. Ils sont en tout une quarantaine. Leurs opinions se font connaître « lorsqu'Hyde de Neuville, légitimiste, demande que cinq députés aillent en délégation se réunir avec cinq pairs pour proposer des mesures qui mettent en « paix toutes les consciences ». Ce sont les partisans « d'Henri V et de la Charte octroyée », qui l'emportent : Augustin

Périer, le général Sebastiani, Guizot, Delessert et Hyde de Neuville. Au contraire, Bérard, de Tracy, Marchal, Benjamin Constant et Salverte qui représentent la Révolution, le duc d'Orléans et la souveraineté nationale n'obtiennent que cinq voix, sans doute les leurs. La délégation revient sans avoir pu parvenir à ses fins. On ne songe plus qu'à sauver le principe monarchique, même sans Henri V. Les députés présents votent alors la résolution suivante : « La réunion des députés actuellement à Paris
« a pensé qu'il était urgent de prier S. A. R. Mgr. le duc d'Orléans de se rendre dans la capitale pour y exercer les fonctions de Lieutenant général du Royaume, et de lui exprimer
« le vœu de conserver les couleurs nationales. Elle a de plus
« senti la nécessité de s'occuper sans relâche d'assurer à la France, dans la prochaine session des Chambres, toutes les
« garanties indispensables pour la pleine exécution de la Charte ». Cette motion, qui ne dispose pas de la Couronne, rallie sur la personne du duc d'Orléans les ennemis de la branche aînée. Sebastiani et Delessert, accompagnés de dix de leurs collègues, sont chargés de porter la déclaration à Louis-Philippe.

Cette mission donne plus de peine qu'ils n'auraient cru. Du Palais-Royal, ils sont renvoyés à Neuilly, où, devant la grille fermée, le concierge les informe que le duc n'est pas là. Pourtant, il faut le voir. N'est-ce pas le seul qui puisse sauver la monarchie et l'ordre ? Madame Adélaïde les accueille, s'engage même au nom de son frère et promet de le prévenir. Ils le verront demain au Palais-Royal.

Le 31 juillet, dès huit (1) heures du matin, la délégation arrive au Palais-Royal : « Très touché de cette démarche et des
« bonnes intentions de la Chambre, Louis-Philippe estime que
« les circonstances sont très délicates, et qu'il faut réfléchir
« avant de se prononcer ». Les députés sont inquiets de cette attitude trop prudente au moment où une décision s'impose ; Bérard intervient : « Il faut pourtant vous décider. Nous avons
« une mission de la Chambre et nous lui devons une réponse ».

(1) Mémoires d'A. Gallot (inédit).

Il lui dépeint le danger actuel qui court le pays. « Monseigneur, « intervient Delessert, on vous a dit la vérité, mais pas encore « toute entière. Entendez-vous ces cris ? Vive Napoléon ! vive la « République ! Nous allons tomber dans l'anarchie et la guerre « civile ». — « Je ne saurais me décider malgré ce danger ». Et il demande à réfléchir. Si l'on en croit Laffitte, c'est pour pouvoir consulter Talleyrand. Ces hésitations confirment Delessert dans ses doutes : « Je crains qu'il ne sorte quelque chose de trop « faible de la réunion voisine », faisant allusion au colloque qui a lieu dans le bureau à côté, où le duc d'Orléans s'est retiré.

Pourtant, peu après, au grand soulagement de beaucoup, le duc d'Orléans accepte « de faire tous ses efforts pour préserver « l'héroïque population de la guerre civile et de l'anarchie... Les « chambres vont s'assembler et aviseront au moyen d'assurer « le règne des lois. Une charte sera désormais une vérité ». A peine la proclamation est-elle lue à la Chambre que l'on s'écrie de toute part : « Au Palais Royal ! Tous ! Tous ! Le Président à « notre tête !

— « Mais je ne puis marcher (1).

— « N'importe, dit Delessert, il faut songer à notre chemin ; « sans vous, le peuple nous jetterait peut-être des pierres ou « des trognons de choux ! Vous serez notre paratonnerre ».

La joie d'avoir échappé à la révolution est générale. Delessert marchant à côté de Laffitte, porté sur une chaise par deux forts Savoyards, ne lui fait-il pas remarquer qu'il « n'a jamais signé « une aussi belle lettre de change ? ». Quelques jours après, à Saumur, dans la circonscription électorale de Delessert, les électeurs lui montrent qu'ils ne pensent pas différemment. L'accueil est enthousiaste. Rien ne manque à la manifestation, ni la revue de la garde nationale, ni les quatrains célébrant la gloire du député, ni le banquet, ni les toasts (2). Delessert y indique ses résolutions pour l'avenir : « Consolider le nouvel « ordre de chose, généraliser les bienfaits de l'instruction publi- « que en lui donnant une meilleure direction, faire prospérer

(1) Laffitte s'était foulé le pied en sautant une barricade.

(2) *Relation du séjour de M. Benjamin Delessert à Saumur*, Saumur, s. d., in-8.

« l'agriculture, l'industrie et le commerce, ces trois grandes sources de la richesse du pays, diminuer les dépenses de l'Etat, les emplois inutiles et trop salariés et adoucir et modifier les impôts qui nuisent à la production et à la circulation ». Le programme est tout conservateur.

En continuant à se consacrer aux œuvres qu'il a entreprises, Delessert, maintenant, va s'occuper tout spécialement de ce qui est susceptible de contribuer à la stabilité des familles et de la propriété. On le suivra luttant pour l'établissement d'un régime cohérent pour des enfants trouvés, pour le développement des assurances, la suppression de la loterie et la création des caisses d'épargne.

B. — LA SUPPRESSION DES TOURS

Au début du ^{xix}^e siècle, les abandons d'enfants sont plus nombreux que jamais. Le mal n'est pas nouveau, mais il s'aggrave. Sous l'Ancien Régime, les seigneurs hauts justiciers avaient l'obligation légale de subvenir aux besoins des enfants trouvés. Cette charge avait été la contre-partie du droit qu'ils avaient au Moyen-Age, de les retenir comme serfs ; ces dispositions avaient été abolies par les lois des 29 novembre et 10 décembre 1790, ainsi que par celles des 13 et 20 avril 1791. Un édit de 1790 avait donné une existence légale à l'hospice fondé par St. Vincent de Paul dans le but d'arrêter le trafic des enfants qui étaient vendus parfois pour 20 sous. Les rois avaient souvent tenté de réprimer les abandons (1), mais ils avaient toujours craint de faire ainsi plus de mal que de bien. Ils en étaient venus à ne faire que des recommandations aux curés.

Les lois des 28 juin et 4 juillet 1793 destinent les garçons à servir dans l'armée ou dans la marine, ce sont les « Enfants de la patrie ». Enfin la loi du 11 frimaire an VII met les frais d'entretien des enfants abandonnés à la charge de l'Etat, et celle du 9 janvier 1811 crée pour eux un hospice avec un tour dans chaque département. Il est difficile de connaître le nombre exact des enfants trouvés sous l'Ancien Régime. Il n'existait

(1) Notamment par Arrêt du Conseil du 10 janvier 1779.

aucun recensement de ceux entretenus par les seigneurs ; Necker évaluait le total des hospitalisés de moins de 12 ans à 40.000. Sous la Restauration (1), ce chiffre est bien dépassé. Mais il est juste de faire remarquer que l'accroissement continu est dû plus à une diminution de la mortalité qu'à une augmentation des abandons. Par an, il y a une moyenne de 33.629 abandons (2). Il en meurt un tiers dans la première année. « Les délaissements tuent plus que la guerre et la peste. C'est « un danger pour la société que ces êtres sans familles, ni propriété, ni état civil ».

Delessert s'efforce de rechercher les causes du mal. La misère, l'insouciance et la honte, paraissent en être les principales. Avec des secours on persuade beaucoup de mères de garder leur enfant, surtout s'il est légitime. D'autres préfèrent l'abandonner et réclament ensuite leur enfant comme nourrice appointée. Elles tirent de la combinaison un bénéfice appréciable. Comme Villeneuve-Bargemont ((3), Delessert estime qu'il faut réformer complètement le système des admissions. Au Conseil général des hospices et hopitaux, il a pu obtenir pour Paris des instructions diverses, et notamment que l'on demanderait des explications aux déposants et que l'on refuserait au besoin leur demande. On vérifierait ensuite à domicile, s'ils ont bien gardé l'enfant. L'exposition ou le délaissement ne pourra se faire que dans les formes légales. Delessert a eu l'occasion de constater qu'une mère abandonne rarement son enfant quand elle s'en est occupée plusieurs jours. En conséquence, dans les maternités, l'ordre est donné, quelles que soient les intentions de la mère, de l'allaiter pendant plusieurs jours. Les résultats de toutes ces mesures dépassent les espérances. Les abandons diminuent d'un tiers, sans qu'augmentent pour cela les condamnations pour infanticides. De plus, le gouvernement décide de déplacer les enfants trouvés d'un département dans un autre, enlevant ainsi toute possibilité pour les parents de suivre leur trace et de les

(1) En voici une statistique : en 1815, 67.966 ; 1817, 92.226 ; 1818, 97.919 ; 1819, 99.316 ; 1834, 129.699 ; 1837, 130.000.

(2) de Gérando : *De la bienfaisance publique*, Paris, 1837, in-8.

(3) *Economie Politique chrétienne*, Auxerre, 1835, in-8, L. IV, V et VI.

reprendre plus tard lorsqu'ils auront été élevés gratuitement. Sur 36.493 enfants soumis à ce régime, 16.339, soit un tiers étaient, en effet, repris par leurs parents. L'étude des statistiques montre que dans les départements où la population est la plus pauvre on constate moins d'abandons que dans les autres en proportion du chiffre de la population. Delessert en vient à cette conclusion que beaucoup vont lui reprocher, et pour laquelle il va inlassablement combattre : Il faut contrôler de près chaque remise à l'hospice, et, par suite supprimer les tours qui existent encore.

A Mayence, Napoléon a établi un tour. Trois ans après, il y a 5.116 enfants abandonnés. Depuis la suppression, on en a constaté 7. En France, les tours ont déjà été supprimés dans certains départements, et cela sans inconvénient. Sans doute, il est possible que des parents bien résolus à abandonner leurs enfants aient conduit leur progéniture dans un des départements voisins, mais cela a été assez peu fréquent pour ne pouvoir être remarqué sur les statistiques. C'est dans ces conditions que, si cruelle que puisse paraître la proposition, Delessert demande et obtient la suppression des tours (1). « Avec leurs abus, ils n'évitent quelques crimes qu'au prix de mille crimes ; mais ils disparaissent comme la loterie, comme les jeux ont disparu et ainsi que doivent disparaître tous ces repaires dont la société ne peut soutenir l'aspect dès qu'on y apporte la lumière ».

L'opposition est considérable contre « ces froids moralistes » et leur œuvre éminemment philanthropique » (2). Pourtant, malgré les apparences, le grand argument des adversaires, l'intérêt de l'enfant est, l'expérience le montra, parfaitement en accord avec la suppression des tours. Le mérite des administrateurs des hôpitaux, à la suite de Benjamin Delessert, est d'avoir su l'imposer alors que les esprits les plus remplis de bonne volonté, accoutumés au spectacle du scandale, n'osaient plus espérer sa disparition. « Croire au bien, c'est le réaliser ».

(1) Archives parlementaires.

(2) A. Hamel : *Des enfants trouvés et du danger de la suppression des tours dans la ville de Paris*. Annales d'hygiène publique et de médecine légale. Année 1838.

C. — L'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE

« Là, (1) comme dans un domaine plus général, finances, administration, armée, l'ancienne France était en état de trans-
« mettre à la France nouvelle des institutions éprouvées par une
« longue expérience qu'il ne s'agissait plus que d'adapter aux
« principes et aux aspirations des sociétés modernes ». Delessert, fort de l'expérience acquise par son père, et profondément persuadé de l'utilité et des perspectives d'avenir des compagnies d'assurances, reprendra l'œuvre d'Etienne Delessert et la mènera à bien.

En France, avant la fin du XVIII^e siècle, de nombreux essais avaient été tentés, mais aucune compagnie n'était parvenue à une existence vraiment durable (2). Cependant, peu de temps avant la Révolution, les frères Périer, ingénieurs réputés, mais malheureusement peu rompus aux affaires, décidèrent de doter Paris de l'eau qui manquait encore en beaucoup d'endroits. Ils établirent sur la colline de Chaillot une « pompe à feu », qui montait de l'eau de la Seine à une hauteur suffisante pour qu'elle pût être envoyée de là dans les quartiers assez élevés. L'entreprise était trop importante pour les moyens financiers dont pouvaient disposer les frères Périer. Elle périlclita bientôt et chacun escompta sa fin prochaine. Cependant, un groupe de financiers achète l'affaire aux Périer auxquels est toujours confiée la direction technique. Les nouveaux associés, pour reprendre la confiance du public, ont l'idée de pratiquer l'assurance contre l'incendie. Ils se considèrent en effet, comme particulièrement bien placés, car ils donneront l'eau nécessaire à la lutte contre le fléau. Clavière, qui, au moment où l'on escomptait la faillite de la Compagnie des Eaux, a vendu à terme de nombreuses actions, qu'il ne possédait d'ailleurs pas, voit avec inquiétude l'affaire se relever. Il a connu à Londres Mirabeau. Ce dernier, pour rendre service à son ami, n'hésite pas à engager une campagne contre la Compagnie des Eaux. Dans un violent pamphlet, il dénonce « les erreurs, les intrigues et le

(1) G. Cerise : *La lutte contre l'incendie avant 1789*. Paris, 1893, in-8.

(2) Senes : *Les origines des compagnies d'assurances*. Paris, 1900, in-8.

« charlatanisme des sociétés par actions », dont le but est d'enrichir les fondateurs, qui profitent de l'enthousiasme du début et se retirent au moment, où le public déçu, abandonne les titres sur le marché. Il vise tout particulièrement la Compagnie des Eaux. Mais le succès que rencontre dans le public l'idée de l'assurance contre l'incendie, empêche la réussite des manœuvres de Clavière et les actions montent toujours.

C'est alors que Clavière s'adresse à son ami Brissot de Warville, qui, à son tour, lance un pamphlet intitulé : « La dénonciation au public d'un nouveau projet d'agiotage ». L'auteur y signale l'absurdité de vouloir établir à Paris une compagnie d'assurances contre les incendies. A l'appui de ses affirmations, il énumère toutes les sociétés qui ont échoué dans le cours du siècle, et conclut à l'interdiction de toutes les sociétés par actions en général.

Mais cela n'empêche pas Calonne, qui connaît l'inspirateur de ces attaques, de faire approuver par un arrêt du Conseil du 20 août 1786 le projet de la Compagnie des Eaux de pratiquer l'assurance contre l'incendie. Cependant on ne prend pas facilement Clavière au dépourvu (1). Il argue aussitôt du changement d'objet de la société pour établir l'impossibilité où il se trouve d'exécuter son marché à terme, en déclarant que les titres promis n'existent plus. Pendant ce temps, le fameux Baron de Batz et Etienne Delessert, voyant que le succès de la société d'assurances risque d'être compromis par la situation difficile de la Compagnie des Eaux, demandent la séparation en deux sociétés distinctes ; c'est ainsi que le Gouvernement est amené à autoriser la constitution de la Compagnie Royale d'Assurances (2) moyennant d'ailleurs de sérieuses garanties : Un cautionnement de 8 millions de livres en valeurs déposé dans les caisses de l'Hôtel de Ville et l'obligation d'affecter un quart du profit annuel soit aux frais de l'établissement du corps des pompiers, soit « à telle autre destination qui serait jugée convenable ». Etienne Delessert, nommé administra-

(1) *Le Centenaire de la Nationale, ancienne Compagnie Royale d'assurances sur la vie*. Villeneuve St Georges, 1930, in-4.

(2) Arrêt du Conseil d'Etat du 6 novembre 1796, articles V et VIII.

teur-gérant, met au point le fonctionnement de la Société. Pour plus de sûreté, on a obtenu que Clavière en fasse partie.

Quoiqu'en ait pu dire Mirabeau, la gestion est sage, les actionnaires touchent régulièrement leurs dividendes, et les réserves s'accroissent assez rapidement. En 1787, la Compagnie décide d'assurer également sur la vie. Dans son projet d'extension est prévue (1) notamment une caisse de dépôt des petites épargnes. Ayant obtenu le privilège, Etienne Delessert, préférant ne lancer l'affaire qu'une fois tous les détails soigneusement étudiés, ne se hâte pas de l'exploiter. Mal lui en prend, car un de ses collègues de la Caisse d'Escompte, le banquier Penchaud, voyant les bénéfices immédiats à tirer de l'assurance sur la vie, obtient du Roi le privilège pour une « Chambre d'ac-cumulation et d'intérêts composés ». Etienne Delessert proteste aussitôt contre ce nouveau privilège incompatible avec celui qu'il a obtenu. Devant les tergiversations du Gouvernement, il n'hésite pas à acheter la nouvelle société et à n'en faire qu'une seule avec la Compagnie royale.

Ainsi donc, malgré toutes sortes de difficultés, les unes suscitées par le Pouvoir lui-même, les autres par les aventuriers en quête d'un gros bénéfice, une société d'assurances sur la vie et contre l'incendie a pu être créée et prospérer. Il ne faut pas moins que la décision de la Convention de supprimer les sociétés par actions, pour mettre un terme à son activité. En effet, la Convention, peut-être d'ailleurs sous l'influence des écrits de Mirabeau, a malheureusement confondu dans une même réprobation les sociétés par actions, dont la forme en permettant de réunir de gros capitaux, autorise des entreprises de grande envergure, avec les excès de l'agiotage, auquel certains se livrent mais qui n'en est nullement le corollaire inévitable.

Depuis la Convention, seules les associations mutuelles et les tontines restent permises. Ce régime, qui dure jusqu'à la Restauration, gêne les grandes entreprises. Seules peuvent se constituer de petites associations, qui, d'ailleurs, ne présentent que bien peu de garanties pour les déposants. Delessert instruit par

(1) Voir infra, p. 185.

l'expérience de son père et par les ruines qu'ils constate chaque jour (1), combat inlassablement les tontines et réclame l'autorisation de constituer librement des sociétés d'assurances par actions.

Le 26 juillet 1816, avec Scipion Périer, successeur des frères Périer, Fulchiron et Laffitte, il fonde la Compagnie Royale d'Assurances maritimes. En adoptant la raison sociale prise par son père avant 1789, Delessert laisse de côté l'assurance des risques d'incendie et de mort pour se consacrer aux risques de mer. C'est qu'en effet, pour l'assurance maritime la mutualité est vraiment impossible, étant donnée l'importance des sinistres éventuels et le petit nombre des assurés. Ayant reconnu ce fait dans une ordonnance du 11 septembre 1816, le Roi : « ayant « égard à l'importance de cette entreprise pour le commerce « maritime de son royaume, et, en considérant qu'elle est la « première de ce genre soumise à son approbation, autorise « ladite Compagnie à prendre le titre de Compagnie Royale « d'assurances maritimes », mais, instruit des expériences d'avant 1789, il ajoute : « sans néanmoins que cette faveur puisse « tenir à conséquence, conférer aucune préférence au privilège, ni impliquer l'idée d'aucun intérêt ou participation du « gouvernement dans ladite idée ». Pour que le public ne puisse être amené à croire que la nouvelle société continue l'ancienne Compagnie Royale, qui assurait à prime fixe contre l'incendie, ce qui aurait pu nuire au crédit de la société, Delessert, après l'avoir fondée, refuse de faire partie du Conseil d'administration ; son attitude est imitée par le Baron de Batz qui accepte un commandement en province.

L'idée de Delessert est d'étendre, dès qu'il sera possible, l'activité de la Compagnie aux assurances sur la vie et contre l'incendie. Cela explique la présence dans le règlement, de la Compagnie Royale d'Assurances Maritimes, de l'article suivant : « Si l'Assemblée générale jugeait convenable de demander au « Gouvernement et obtenait une extension d'autorisation à « l'effet d'assurer le transport des marchandises par terre, sur

(1) Voir supra, p. 84.

« les fleuves, rivières et canaux, la vie des hommes, les maisons
« et marchandises contre les risques du feu, les actionnaires
« déclarent expressément y donner leur adhésion ». En raison
de l'opposition du Gouvernement, ce programme ne sera exé-
cuté qu'en 1820.

Une tentative précédente de Delessert pour réaliser une pa-
reille entreprise échoue de même : En 1818 Delessert (1) en grou-
pant une cinquantaine de commerçants de Bordeaux et d'Or-
léans, a fondé une société au capital de 4.800.000 frs pour « as-
« surer les risques auxquels pourraient être exposées les expé-
« ditions maritimes sur les navires français et étrangers et les
« marchandises et denrées transportées par les rivières et ca-
« naux, même par terre ». L'article 3 précise que « la Société
« pourra assurer les risques d'incendie de maisons, autres bâ-
« timents et objets mobiliers, lorsque l'Assemblée générale des
« actionnaires l'aura délibéré ». Le 24 juin 1818, les fondateurs
réunis pour voter les statuts reçoivent une dépêche du Secrè-
taire d'Etat au département de l'Intérieur ordonnant de sup-
primer ce paragraphe de l'article 3.

Pour l'assurance sur la vie, le gouvernement préfère deman-
der l'avis du Conseil d'Etat. A la question : « Y a-t-il lieu d'au-
« toriser des sociétés anonymes à s'engager à payer une somme
« déterminée au décès d'un individu, moyennant des presta-
« tions annuelles » ? Le Conseil donne une réponse affirmative :
« Cet engagement peut être autorisé. Mais il ne doit pas être
« permis d'assurer sur la vie d'autrui sans son consentement.
« Ce genre de contrat peut être assimilé aux contrats aléatoires
« que permet le Code Civil ; il est même plus digne de protec-
« tion que le contrat de rente viagère. C'est un sentiment bien-
« veillant et généreux qui porte le souscripteur à s'imposer des
« sacrifices annuels pour assurer aux objets de son affection une
« aisance dont la mort pourrait le priver. La restriction pro-
« posée à l'égard de l'assurance sur la vie d'un tiers s'explique
« et se justifie d'elle-même. Ce contrat est susceptible de plu-
« sieurs combinaisons. Le Gouvernement jugera, d'après les

(1) Senes. *Op. cit.*

« principes ci-dessus les divers modes que les compagnies d'assurances pourront se proposer ». Les termes de la réponse laissent place à tous les espoirs. L'utilité de l'institution étant affirmée par le Conseil d'Etat, le Gouvernement autorisera, en 1820, la Compagnie Royale à assurer sur la vie et contre l'incendie.

Delessert précurseur et fondateur en matière d'assurance, joue à la même époque un rôle identique mais plus important encore dans un autre domaine, la protection de l'épargne.

D. — LA SUPPRESSION DE LA LOTERIE

François I^{er}, voyant les Français apporter leur argent aux loteries étrangères, préféra faire profiter le Royaume de cette source de bénéfices (1). L'ordonnance du 19 mai 1539 institua la loterie pour faire cesser ces exodes de capitaux à l'étranger et « abolir et éloigner l'usage pernicieux dont ils ont procédé et « procèdent, comme ne se trouverait pas meilleur moyen que « de permettre et mettre en avant quelques autres jeux et ébattements lesquels nous, nos dits sujets et choses publiques ne « pussent avoir ni recevoir aucun intérêt ». Il était certes superflu d'espérer en même temps « détourner les nobles, bourgeois et marchands enclins et désirant jeux et ébattements, « des jeux dissolus où aucuns consomment tout leur temps, les « autres tous leurs biens et substances ». Le roi concéda aussitôt le droit d'établir des « blanques ». En 1700 un arrêt du Conseil autorisa la loterie royale, « Sa majesté ayant remarqué « l'inclination de la plupart de ses sujets à mettre de l'argent « aux loteries particulières et désirant leur procurer un moyen « agréable et commode de se faire un revenu sûr et considérable « pour le reste de leur vie et même d'enrichir leurs familles ». Au début du XVIII^e siècle, elle avait permis de doter de pompes à incendie les vingt-quatre quartiers de Paris. La Loterie Royale produisait net environ 9 millions par an. Au cours du siècle, les loteries permettaient de construire ou de réparer les églises de

(1) Rouault de la Vigne : *La loterie à travers les âges et plus particulièrement en France*. Paris, 1934, in-16.

Saint-Louis en l'Île, Saint-Roch, Saint-Nicolas du Chardonnet, Saint-Sulpice et l'Ecole Militaire du Champ de Mars. En 1789, Talleyrand accuse la Loterie de Piété et la Loterie des Enfants Trouvés de faire « supporter l'entretien des établissements « auxquels elles sont consacrées, à la classe du peuple qui doit « le moins acquitter cette charge ».

La suppression de la Loterie demandée par le Tiers-Etat est décrétée par la Convention le 25 brumaire an II. Mais, quel que soit le gouvernement au pouvoir, il se heurte aux mêmes difficultés financières ; aussi, les 29 germinal et 9 thermidor an III, la Convention établit-elle deux « Loteries nationales de mai-« sons, membres et effets » pour se débarrasser des bien confisqués appartenant aux émigrés. Enfin la loi du 9 vendémiaire an VI rétablit la Loterie nationale officielle et périodique. Les billets sont vendus dans les bureaux, que les particuliers s'efforcent d'obtenir par les faveurs politiques (1).

Dès le début de l'Empire, Delessert demande à la Chambre de Commerce d'intervenir contre cette folie de jeu qui gagne toutes les classes de la société. « L'amour (2) du jeu et l'espoir « d'un gain facile déshabituent du travail, et, ainsi va s'ag-« gravant la misère publique ». En effet, si toutes les classes de la société sont atteintes du mal, les pauvres en souffrent plus particulièrement. A la Banque de France, qui assure le recouvrement des sommes à verser par les receveurs de la Loterie (3), Delessert voit l'importance des fonds soustraits à l'épargne.

En 1820, en rapportant le projet de budget, Keratry regrette d'avoir à maintenir la loterie, car en raison des ressources qu'elle apporte au Trésor, il n'ose en demander la suppression.

En 1821, le duc de Levis demande à la Chambre des Pairs de modifier « la forme et les conditions » de la loterie, « de façon « à éloigner, par l'élévation des mises, les basses classes de la « société d'une tentation à laquelle elles ne peuvent toucher

(1) Balzac : *Un ménage de garçon*.

(2) Jouy : *L'ermite de la Chaussée d'Antin*. Paris, 1813, in-12.

(3) Du 6 avril 1800 jusqu'en juin 1805, époque de création du Comité des Receveurs généraux. En août 1806, le service est rendu à la Banque jusqu'au 31 décembre 1807.

« sans les plus graves inconvénients pour elles-mêmes et les
« autres ». La Chambre des Pairs refuse d'envisager la ques-
tion, ne voulant même pas paraître approuver l'institution.
L'attitude est quelque peu hypocrite. La même année, au mo-
ment du vote du budget, Delessert présente un amendement
limitant la loterie au 30 juin 1822, date à laquelle elle serait
supprimée, le gouvernement devant interdire la négociation de
billets de loteries étrangères, et assurer le sort des employés
actuels de l'institution. Le moment semble opportun. « La
« France (1) est arrivée à un haut point de civilisation et s'y éta-
« blit chaque jour davantage. Parvenue à ce point, une nation
« agit elle-même dans le domaine de la liberté, c'est de ses
« propres mains qu'elle fonde l'édifice de sa grandeur. Ses
« monuments, ses routes, ses canaux, les grandes améliora-
« tions de son agriculture et son industrie, son enseignement
« national, les remèdes à apporter à quelques vices inévitables
« de l'ordre social, ne sont plus exclusivement dans la sphère
« d'activité du pouvoir public, ou du moins, de l'aveu même
« de ce pouvoir, mille associations naissent d'elles-mêmes pour
« partager, seconder et multiplier l'action du gouvernement.
« Les spéculations des capitalistes se tournent vers des objets
« d'utilité publique : des sociétés se forment pour garantir tous
« les genres de propriété contre tous les genres de péril. En
« cherchant aussi à remédier aux maux d'ordre social, on a
« créé des hospices, des dépôts de mendicité, des prisons... ».
Le moyen le plus sûr d'aider son prochain est de lui permettre
de posséder et de l'arracher « à la loterie dont le résultat le
« plus certain est d'immoler des dupes et d'enfanter des fri-
« pons ». Le Trésor a trouvé dans les recettes de l'année un
excédent de 25 millions sur les dépenses. La suppression de la
loterie ne nécessiterait le vote d'aucune recette nouvelle. D'ail-
leurs les bénéfices de la loterie sont faibles. En 1814, les opé-
rations se sont soldées par une perte pour l'Etat. En 1819, elle
n'atteint pas 5.700.000 francs de bénéfices ; le chiffre est mé-
diocre si on le compare à celui des mises. Les frais sont con-

(1) Procès-verbaux de l'assemblée de la Caisse d'épargne de Paris du
18 juin 1822.

sidérables. Les mises ont été, en effet, de 53.614.000 francs sur lesquelles on a remboursé des lots pour 42.972.000 francs ; le produit n'a été que de 10.642.000 francs, dont il faut déduire les frais de perception 4.968.000 francs. Le profit de l'Etat n'est donc plus que de 5.674.000 francs.

C'est l'impôt dont la perception est la plus onéreuse, les frais s'élevant toujours aux alentours de 50 %, si toutefois, comme l'a fait remarquer Talleyrand, on peut appeler « impôt ce qui « ne peut être prélevé qu'autant qu'on égare la raison des « peuples ! Quel impôt que celui que le plus riche propriétaire « est dispensé de payer et que les hommes vraiment sages, que « les meilleurs citoyens ne paieront jamais ! Un impôt libre ! « Etrange liberté que celle qu'on suppose exister au moyen des « amorces les plus séduisantes. Chaque jour, à chaque instant « du jour, on crie au peuple qu'il ne tient qu'à lui de s'enrichir « avec un peu d'argent. On propose un million pour 20 sols au « malheureux qui ne sait pas compter et qui manque de néces- « saire, et le sacrifice qu'il fait à ce fol espoir du seul argent qui « lui reste, est un don libre et volontaire ! ».

L'intervention du comte Roy, ministre des Finances, désireux de garder une source de recette, quels qu'en puissent être les inconvénients, fait écarter la proposition. En 1828, Delessert, plus prudemment propose d'inscrire dans la loi de finances « non pas l'abolition de la loterie, mais une disposition portant « qu'à compter du 1^{er} janvier 1829, le nombre des tirages et « des bureaux sera diminué graduellement et les petites mises « supprimées ». En plus des arguments qu'il fait valoir inlassablement, il fait remarquer que, depuis deux ans, l'Angleterre a aboli cette institution, et qu'une police bien faite empêcherait le commerce des billets de loteries étrangères. D'ailleurs, l'objection qu'on pourrait présenter sur ce point ne tient pas : « Que dirait-on d'un père de famille, qui, dans la crainte que « ses enfants ne fréquentassent de mauvais lieux voudrait en « installer dans sa maison ? ». La Chambre en rendant une fois de plus hommage aux idées de Delessert, repousse néanmoins sa proposition.

Toutefois, les paroles prononcées par Delessert ne sont pas perdues. Le 22 février 1829, le roi signe une ordonnance repro-

duisant les termes mêmes de sa proposition : Le nombre des départements où la loterie pourra être maintenue est limité et le taux des mises est élevé. Le 21 avril 1832, une loi supprime enfin la loterie : Le ministre des Finances devra procéder graduellement de façon que l'institution ait disparu le 1^{er} janvier 1836. Cette disposition est complétée par la loi du 21 mars 1836 interdisant toute spéculation et entreprise combinée au moyen de primes et de tirages. Une loi du 18 juillet de la même année interdit les maisons de jeu à compter du 1^{er} janvier 1838.

Pendant la période de transition, où la loterie est progressivement interdite, Delessert voit avec joie diminuer les recettes de la loterie et les versements à la Caisse d'Epargne augmenter dans une proportion bien supérieure à la progression des années précédentes. A Paris, en 1833, les sommes mises à la loterie s'élèvent à 17.696.000 francs et les versements à la Caisse d'Epargne à 3.643.000 francs.

En 1833, les mises sont de 12.652.000 et les versements s'élèvent à 8.733.000.

En 1834, les mises sont réduites à 11.704.000, les versements montent à 17.239.000. Delessert, sans voir dans la suppression de la loterie l'unique cause du brusque accroissement des placements à la caisse d'épargne, pense que la diminution des premiers n'a pas été étranger à l'augmentation des autres (1)

(1) Dans une chronique M. H. Capitant (D.H. 1934) tire une conclusion analogue en comparant les dépôts et les retraits des caisses d'épargne pendant les derniers mois de 1932 avec ceux de 1933 après le rétablissement de la Loterie nationale ; il constate en effet le phénomène exactemet inverse.

	1932		1933	
	Placements	Retraits	Placements	Retraits
Octobre	143.789.484	119.267.127	99.841.769	139.529.377
Novembre	249.171.131	88.777.548	107.789.340	151.143.683
Décembre	143.738.030	119.695.190	84.842.510	239.237.526

M. Capitant ne se dissimule pas que les causes sont complexes et que la diminution des revenus due à la crise n'est pas étrangère à l'amoindrissement des dépôts ; mais après avoir comparé les résultats des trois mois précédents de 1933, pendant lesquels la loterie n'existait pas avec le mois correspondant de 1932, il constate que les différences sont bien moins sensibles et n'hésite pas à attribuer la différence à l'influence des premiers tirages.

E. — LES CAISSES D'ÉPARGNES

La fondation du Mont-de-Piété de Paris en 1777 a apporté sans aucun doute une aide efficace aux pauvres en leur permettant, dans les moments difficiles, d'emprunter sur gage. Mais à cette époque, on est encore loin de l'idée de caisse d'épargne. Quelques années plus tard (1), l'idée est en germe dans les règlements de la Compagnie Royale d'assurances relatifs à l'assurance sur la vie. Il est difficile de savoir qui a pu prendre l'initiative d'y introduire une pareille disposition, mais, il est à rappeler qu'Etienne Delessert a contribué à la constitution de la société. L'article 12 des conditions générales des contrats précise : « La Compagnie désirant favoriser de tout son pouvoir les
« petites épargnes, recevra dès à présent dans une caisse desti-
« née à cet objet depuis douze livres, les sommes qu'on vou-
« dra employer en assurances sur la vie à l'acquisition d'an-
« nuités différées, ou à telle autre transaction. Elle gardera les
« dites sommes en dépôt, jusqu'à ce que leur propriétaire les
« aient portées au moins à 100 livres, c'est-à-dire à la moindre
« somme que la compagnie admettra aux assurances. Et pour
« favoriser d'autant ces épargnes, la Compagnie en bonifiera
« l'intérêt sur le pied de quatre pour cent. Ces intérêts auront
« lieu à compter de la fin du mois dans lequel le dépôt aura été
« fait, et seront ajoutés au capital, aussitôt que l'emploi en sera
« déterminé ». Il est prévu en outre que la Compagnie recevra en général toutes les sommes, même considérables, qu'on vou-

	1932		1933	
	Placements	Retraits	Placements	Retraits
Juillet	115.615.240	152.975.054	119.255.925	103.902.064
Août	168.808.543	75.356.417	133.630.047	97.686.810
Septembre	178.079.056	64.836.857	143.230.782	70.158.457

Etant donné la diffusion actuelle dans le grand public de nombreuses valeurs mobilières, les placements aux caisses d'épargne représentent une fraction assez faible de l'épargne totale, ce qui n'était pas le cas dans la première moitié du XIX^e siècle. Il est intéressant, néanmoins de noter que si les variations des dépôts lors de la suppression, et du rétablissement de la loterie ne sont pas symétriques, la corrélation entre les deux phénomènes est assez nette.

(1) Voir supra, p. 177.

dra déposer chez elle, pour en accumuler les intérêts pour le compte des dépositaires. Elle bonifiera les dites accumulations sur le pied de quatre pour cent l'an, lors même que les dépositaires ne voudraient pas les employer à des assurances ou à l'acquisition d'annuités différées.

Une « Chambre d'accumulation de capitaux et d'intérêts composés » (1), ouverte à la même époque par le financier Penchaud, ne dure guère. Le public s'aperçoit vite qu'il s'agit d'une spéculation dont naturellement bénéficie seul le fondateur.

Pendant longtemps l'épargne se précipite vers les tontines (2), qui séduisent d'autant mieux le public, qu'elles font miroiter l'appât des jeux de hasard. Bayard (3) signale le projet de tontine du sieur Lafarge, dont la discussion permet à Mirabeau d'exposer à l'Assemblée sa conception de caisses d'épargne : « Il « est un projet dont vos comités ne vous parlent point, c'est « qu'un pareil établissement, rappelant sans cesse à la classe « dirigeante de la société les ressources de l'économie, lui en « inspirera le goût, lui en fera connaître les bienfaits et, en quel- « que sorte, les miracles. J'appellerais volontiers l'économie « la seconde providence du genre humain. La nature se per- « pétue par des reproductions, elle se détruit par des jouis- « sances. Faites que la subsistance même du pauvre ne se con- « somme pas tout entière ; obtenez de lui, non par des lois, mais « par la toute-puissance de l'exemple qu'il dérobe une très « petite portion de son travail pour la confier à la reproduction « du temps, et, par cela seul vous développerez les ressources « de l'espèce humaine... »

...« Partout, le peuple est à portée de faire quelques épargnes, « mais il n'a presque nulle part la possibilité de les faire fructi- « fier. Qui voudrait se charger chaque jour du denier de la veu- « ve ? Supposons même qu'un fils pour son père ou qu'un père

(1) Voir supra, p. 177.

(2) Voir supra, p. 85.

(3) Bayard : *La caisse d'épargne et de prévoyance de Paris*. Paris, 1892, in-8. On a emprunté à ce livre si remarquable et unique sur les débuts des caisses d'épargne en France, la plupart des renseignements nécessaires aux développements suivants.

« pour son fils voulussent retrancher six deniers par jour du travail, que cette économie leur rendrait plus doux, dans quelles mains déposeraient-ils la modique somme de neuf livres à la fin de chaque année ? L'esprit d'économie jusqu'aujourd'hui était impossible dans les classes indigentes ; il n'en sera plus de même lorsqu'une caisse des épargnes aura réalisé les vœux des bons citoyens ».

Voilà qui dépasse singulièrement par la précision les conseils d'économie bien sages certes, mais quelque peu vagues du Bonhomme Richard. Mais, comme lui, Mirabeau croit que la mendicité « ennemie redoutable des mœurs et des lois, doit être détruite par de simples règles de police économique ». Le travail de l'homme doit le nourrir dans sa vieillesse. Le grand tribun remarque sagement, d'ailleurs, que la mendicité étant presque la même chez les peuples les plus riches et parmi les nations les plus pauvres, ce n'est pas dans l'inégalité des fortunes qu'il faut en chercher la véritable cause, mais dans l'imprévoyance de l'avenir et « surtout dans cette consommation continuelle sans remplacement qui changerait les terres en déserts, si la nature n'était pas plus sage que l'homme ». Il n'y a pas lieu de craindre que le pauvre prenne sur son nécessaire, car l'esprit d'économie « double le travail parce qu'il en fait mieux sentir le prix. Il augmente les forces avec le courage ».

Le projet de tontine est repoussé, mais uniquement parce que si, pendant dix ans, un seul versement n'est pas effectué, le sociétaire perd tous ses droits. D'ailleurs, le décret du 19 et 24 mars 1793 institue une nouvelle organisation des secours publics. L'article 13 précise que « pour aider aux vues de prévoyance du citoyen qui voudraient se préparer des ressources à quelque époque que ce soit, il sera fait un établissement public sous le nom de Caisse nationale de prévoyance, sur le plan et d'après l'organisation qui serait déterminée ». Mais le plan et l'organisation de cette institution ne semblent pas avoir été déterminés.

Le 27 pluviôse an VIII, les actionnaires, réunis en Assemblée générale approuvent les statuts de la Banque de France. L'article 5 mentionne parmi les opérations permises, l'ouverture « d'une Caisse de placements et d'épargne dans laquelle toute

« somme au-dessus de cinquante francs y sera reçue pour être
« remboursée aux époques convenues. La Banque paiera l'inté-
« rêt de ces sommes ; elle en fournira des reconnaissances au
« porteur ou à ordre ».

Il est curieux de trouver pareille disposition dans les statuts d'une grande banque. Les opérations de placement de petites sommes sont en effet d'un maigre profit pour un organisme disposant par ailleurs de capitaux importants et de plus, exigent une organisation assez coûteuse. Il n'est pas interdit de penser que dans l'esprit des fondateurs, ce service rendu au public est une juste contre-partie des avantages que la Banque peut avoir par ailleurs. Quoiqu'il en soit, si la Banque n'a jamais organisé de façon définitive une caisse d'épargne, la question n'en a pas moins été à plusieurs reprises agitée au Conseil général.

Dès 1800 (1) des commissaires sont chargés de communiquer au Conseil leurs idées sur la fabrication des billets nominatifs à terme et devant produire intérêt. Le 27 juillet 1800, le Conseil en vertu de l'article 5 des statuts, décide l'ouverture « d'une
« Caisse de placement et d'épargne, dans laquelle toute somme
« au-dessus de 50 francs sera reçue à terme et à intérêts. Mais
« les prêteurs seront prévenus que leurs placements, jusque et y
« compris 1.000 francs, seront reçus par la Banque contre des
« engagements à six mois au moins. A l'égard des prêts au-
« dessus de 1.000 francs, la Banque ne s'en chargera que contre
« des billets à trois mois. Dans tous les cas, l'intérêt demeure
« fixé à 5 % sans retenue et sera ajouté au principal de la recon-
« naissance, qui sera faite et signée par le Caissier général, le
« Directeur général et le Contrôleur général de la Banque, et
« visée par deux Régents ».

Ce mécanisme est trop compliqué pour répondre aux besoins du grand public. Ce dernier, en effet, semble tout de suite découragé par les conditions imposées, qui manquent manifestement de souplesse et de commodité pour de petits épargnants, qui, d'un jour à l'autre, peuvent avoir besoin de leurs économies. On peut noter dans les procès-verbaux le cas d'un action-

(1) Les renseignements qui suivent ont été puisés aux procès-verbaux du Conseil.

naire voulant placer une somme de 300.000 francs ; il n'y a pas trace d'autres opérations ; il est seulement fait mention de quelques demandes de renseignements.

Delessert renonce vite à tout espoir de voir la Banque organiser la caisse d'épargne (1). Au Conseil, des Régents regrettent même que l'Institut d'émission, « créé pour prêter, emprunte « des fonds dont il n'a pas besoin », et estiment que la disposition des statuts qui n'a « d'autre objet que de faciliter l'emploi des fonds de ceux qui n'ont que de petites fortunes, peut « avoir de grands inconvénients si on admet les versements des « riches capitalistes ». Mais la Banque, liée par ses statuts, ne peut s'affranchir des obligations de l'article 5. Le 2 février 1804, elle modifie de la manière suivante l'arrêté du 27 juillet 1800 portant règlement de la Caisse :

ARTICLE 1^{er}. — La Banque de France ne reçoit d'argent qu'à époques fixes.

ART. 2. — L'intérêt des sommes versées à la Banque est fixé à 4 %.

ART. 3. — Le moindre terme sera 6 mois.

ART. 4. — La Banque fournira des reconnaissances dans lesquelles seront compris les intérêts ; les frais de timbre seront à la charge des prêteurs.

ART. 5. — La Banque remboursera aux échéances les sommes déjà versées à ce jour, si les anciens prêteurs ne veulent pas se conformer aux dispositions ci-dessus.

Il ne semble pas qu'ainsi modifiées, les dispositions des statuts aient attiré plus de prêteurs. Cependant, il s'en trouve un qui se présente d'ailleurs dans des conditions que l'on n'avait pas prévues. Il s'agit du sénateur Roger Ducos.

Le sénatus-consulte du 30 novembre 1805 (1) porte réglementation sur l'entrée en possession et le mode d'administration des domaines affectés à la dotation du Sénat et des biens formant celle des sénateurs. Les biens des sénatoreries sont administrées par les titulaires, auxquels incombent les dépenses d'entretien autres que les grosses réparations, laissées à la charge du Sénat. Si la négligence du titulaire à faire les répa-

(1) 8 frimaire, an XII.

rations, auxquelles il est obligé, donne lieu à de grosses réparations, dans ce cas, les unes et les autres sont faites à ses frais. C'est dans cette éventualité que chaque titulaire doit déposer chaque année à la Banque de France une somme de 1000 francs. Il n'en sera dispensé qu'au moment où le dépôt forme un capital de 10.000 francs. Les sommes ainsi versées tout en constituant une garantie, ne sont pas un véritable cautionnement, car, à la mort du titulaire, elles appartiennent au Sénat ; les intérêts produits durant la vie du sénateur appartiennent à ce dernier et sont remis soit à lui-même, soit à ses héritiers. Le sénateur Roger Ducos, soucieux de son bien, demande que les sommes déjà versées par lui produisent intérêt, conformément à l'article 5 des statuts de la Banque. Le fonctionnaire chargé de recevoir les fonds, étonné de cette demande, en réfère au Conseil. Il est arrêté aussitôt que les sommes versées conformément au senatus-consulte du 30 novembre 1805, peuvent être placées à la Banque dans la Caisse de placement et d'épargne établie par le n° 4 du paragraphe 1^{er} de l'article 5 de la loi du 25 germinal an XI, sauf évidemment, que l'époque du remboursement ne peut être que celle de la mort du titulaire.

Ainsi donc on peut se rendre compte du peu d'utilité de la disposition des premiers statuts. Cependant, nul ne songe à la supprimer avant que les statuts organiques aient été approuvés par la loi de germinal an XI. Lors de la révision approuvée par le décret du 16 janvier 1808, la commission, dont Delessert fait partie, considère cette disposition comme étant plutôt une cause d'embarras et abandonne l'œuvre un instant entrevue. Elle est définitivement rayée des statuts.

Ainsi, l'Etat qui a déclaré se charger de pourvoir à tous les besoins des citoyens, n'a pu créer l'institution de la Caisse d'épargne et lui donner une organisation qui en assure la durée. Il se montre incapable d'en obtenir la création, même par l'intermédiaire de sociétés financières, qui, bien que placées sous son haut patronage, doivent, avant de s'occuper d'œuvres philanthropiques, satisfaire aux lourdes charges qui leur sont imposées. « L'initiative privée (1), avec ses ressources inépu-

(1) Bayard. *Op. cit.*

« sables de dévouement et de désintéressement, peut seule
« affronter certains problèmes sociaux, car, pour les résoudre,
« il faut être animé d'une conviction ardente, dépouillée de
« tout esprit de spéculation et servie par une persévérance que
« rien ne décourage. Cette aspiration continuelle vers le bien,
« sans autre satisfaction recherchée que celle d'une conscience
« satisfaite, améliore sans cesse la condition de l'humanité,
« mais elle est le propre de certaines individualités ».

On cite quelquefois comme un premier exemple de Caisse d'épargne, la Caisse de prévoyance des houilleurs de l'Ourthe (1), autorisée par le décret du 26 mai 1813. Mais, en fait, il ne s'agit là que d'une simple association de secours mutuels. Le patron prélève 2 % sur tous les salaires. Il ajoute à cette retenue 1 à 2 %, prélevé sur son profit personnel. Dans la caisse ainsi alimentée, on puise les sommes nécessaires pour secourir les veuves et les orphelins des ouvriers, les malades, les blessés et les infirmes. Tous les détails d'organisation de cette caisse de secours contre la maladie et les accidents sont minutieusement réglés.

Une ordonnance du 25 juin 1817 approuve une organisation semblable pour les mineurs de Rure de Gier, dans laquelle sont prévus des versements égaux de l'ouvrier et du chef d'entreprise. Mais, là encore, il ne s'agit pas d'une institution d'épargne. D'abord, elle est réservée aux seuls ouvriers, et, de plus, les administrateurs estiment qu'en échange de la cotisation patronale, les ouvriers doivent « toujours demeurer dans un
« certain degré de dépendance, leur situation à leur égard de-
« vant être celle des enfants vis-à-vis du père de famille ». Combien est loin « l'idée entrevue en 1793 et en l'an III ; le plus
« humble citoyen n'a pas encore la faculté de mettre en ré-
« serve les économies prélevées sur son gain pour les faire fruc-
« tifier jusqu'à l'heure où il les retire en partie ou en totalité ». D'ailleurs, le caractère purement ouvrier de ces associations les rend suspectes au gouvernement de la Restauration. En parti-

(1) Arch. Nat. A.F. IV pl. 6196. G. et H. Bourgin : *Le Régime de l'industrie en France de 1814 à 1830*. Paris, 2 vol. in-8, 1912.

culier les difficultés avec la Société de Rive-de-Gier seront interminables (1).

En 1819, les mariniers de Roanne se voient suspectés pour avoir formé une association dont les fonds prélevés sur les salaires doivent servir à soulager les plus âgés, les infirmes, les malades, les veuves et leurs enfants. L'administration estime qu'il y a là un prétexte pour opérer des réunions où les membres peuvent « délibérer à leur aise et se mettre en grève ». L'interdiction ne tardera pas à être prononcée, mais elle leur sera en quelque sorte profitable, puisqu'à ce moment, suivant l'exemple venu de Paris ils fonderont une Caisse d'Epargne.

Bien avant la Restauration, Delessert pense pouvoir reprendre le projet que s'était proposé la Banque de France dans ses statuts. Le Mont-de-piété lui semble l'administration la mieux placée pour le réaliser. Son organisation s'y prêterait aisément, et elle aurait de grandes facilités pour entrer en contact avec le grand public qu'il s'agit d'atteindre. A Paris, le Mont-de-piété est administré par le Conseil des hôpitaux et hospices. Delessert, à diverses reprises, a fait partie de la commission spéciale qui en assume le contrôle. Ses collègues reculent devant l'importance du projet. Delessert doit l'abandonner au moment même où, malgré les efforts qu'il déploie en vain pour obtenir du gouvernement une réglementation efficace, des tontines de toutes sortes, dirigées le plus souvent par des hommes sans surface et souvent même malhonnêtes, drainant l'épargne des petites gens avec d'autant plus de facilité qu'on fait miroiter à leurs yeux les chances de gain dues au hasard (2).

Cependant, on en est arrivé au point où l'idée ayant mûri, les réalisations apparaissent de tous côtés. A l'étranger, les initiatives sont venues plus tôt qu'en France. A Hambourg « une maison de charité, ouverte par une société philanthropique, a créé en 1778 un asile sûr et productif aux épargnes des ouvriers », mais, pour éviter de trop grands frais, on n'y accepte que les sommes supérieures à 15 marks. On signale des caisses d'épargne en 1786 dans le duché d'Oldenbourg, en

(1) G. et H. Bourgin, *Op. cit.*

(2) Voir *supra*, p. 85 et suiv.

1796 à Kiel et en 1801 à Altona et Goettingue. En Suisse, vers la même époque, on en signale plusieurs, chacun des fondateurs ignorant d'ailleurs les institutions similaires des autres villes. En 1787, à Berne, des particuliers fondent la Caisse des domestiques. Le gouvernement sanctionne l'institution en lui donnant une réglementation et en l'aidant par d'importantes avances. Le minimum de versement est de 50 livres suisses, le maximum de 150 (1). En 1816, un juriste, Tronchin, consacre une partie de sa fortune à fonder et à doter la Caisse d'épargne de Genève. Cette institution servira certainement d'exemple utile à Delessert. En Angleterre, à Tottenham, village déjà célèbre par sa société de secours, la banque de l'endroit reçoit une réglementation spéciale favorisant le dépôt des petites sommes. L'exemple est bientôt suivi dans tout le Royaume-Uni. Un bill détermine en 1816 le maximum de versement par livret, fixe le taux de l'intérêt et autorise « le dépôt des fonds ainsi confiés, à « la Banque d'Angleterre, pour le compte de la Commission « instituée pour la réduction de la dette nationale ».

Delessert estime le moment opportun pour réaliser enfin en France l'institution, dont le besoin se fait tant sentir. Il parle de son projet à ses collègues de la Compagnie Royale d'assurances maritimes. Ils s'engagent aussitôt à constituer de leurs deniers la nouvelle Caisse d'Epargne et de prévoyance, qui sera administrée gratuitement par eux et leurs successeurs. Le 22 mai 1818, l'acte de constitution est signé par Delessert, Laffitte, Boucherot, Scipion Perier, Barillon, Flory, Goupy, Guérin de Francin, Lefebvre, Caccia, Cottier, Callaghan, Guiton, Hottin-guer, Davillier, Lainé, Pillet-Will, de Lapanouze, Hentsch et Vital Roux. Une ordonnance du Roi, en date du 29 juillet 1818, donne l'approbation du Gouvernement.

La Caisse est destinée à recevoir les « économies des parti-
« culiers, qui seront placées immédiatement dans les fonds
« publics, dont les produits sont ménagés de manière à pro-
« curer, par une accumulation d'intérêts comptés de mois en
« mois, l'accroissement du capital au profit de chaque proprié-

(1) Alph. de Candolle : *Recherches sur l'origine des caisses d'épargne*. Genève, 1836, in-8.

« taire, jusqu'à ce que sa créance se trouve convertie en une
« inscription en sa faveur de cinquante francs de rente perpé-
« tuelle dont ils font gratuitement l'abandon au profit de l'éta-
« blissement... La Compagnie royale d'assurances offre de four-
« nir gratuitement le local des bureaux ». Comme le signale
l'ordonnance ; ce projet réunit le double mérite d'encourager le
particulier à l'économie, en lui rendant utiles pour l'avenir ses
moindres épargnes, et de mettre à la portée de tous les avan-
tages qu'offre aux capitalistes le taux élevé de l'intérêt des em-
prunts de l'Etat.

Delessert pose dans les statuts et les règlements « les prin-
« cipes, qui, malgré certaines modifications de détail nécessi-
« tées par l'expérience, et des dispositions législatives nouvel-
« les » sont, depuis, restés immuables, prouvant par là, la gran-
deur de l'œuvre (1). Afin de maintenir l'esprit qui a présidé à la
fondation de la Caisse, les 25 directeurs, dont font partie les 20
fondateurs, sont élus par cinquième chaque année par les vingt
autres et sont toujours rééligibles.

Pour donner à l'institution plus de prestige, Delessert, une
fois de plus s'efface pour donner la présidence au duc de La
Roche foucauld-Liancourt, enchanté de collaborer ainsi, avec
son ami, à une œuvre utile. Les collaborateurs désintéressés ne
manquent pas. Plusieurs agents de change se proposent d'ef-
fectuer sans frais les achats et les transferts de rente. Les em-
ployés de la Compagnie Royale, à la suite de leur caissier, s'of-
frent à faire gratuitement le service des bureaux pendant leurs
heures de liberté. Un académicien, Lemontey diffuse dans le pu-
blic des petites brochures destinées à faire connaître au public
les avantages de la Caisse. La Société pour l'encouragement de
l'industrie nationale (2) et la Société pour l'enseignement élé-
mentaire, l'aident également, cette dernière en constituant à
la Caisse, pour ses instituteurs, un fonds de retraite qu'elle
enrichit chaque année. Bientôt c'est le roi et la famille royale
qui viennent confier les sommes destinées à doter les enfants

(1) Pour les détails très intéressants de l'organisation, voir le livre de Bayard.

(2) Voir *supra*, p. 100.

indigents. Dès que le versement d'un déposant atteint un chiffre suffisant, la Caisse achète pour lui une inscription de rente.

Quatorze mois après la fondation, le solde en espèces, dû aux déposants, atteint 600.000 francs et le fonds de dotation dépasse 145.000. L'institution a pris une telle importance qu'il faut quitter la Compagnie Royale pour accepter l'abri qu'offre la Banque de France. Un personnel permanent doit se substituer aux volontaires du début. Les progrès vont être constants et réguliers.

On a vu que les placements des fonds de la Caisse sont faits uniquement en inscriptions de rente sur l'Etat. Cette situation peut devenir assez dangereuse, les demandes de remboursement des déposants coïncidant généralement avec les baisses de la rente. Au début la montée de la rente a toujours permis des bénéfices. Mais il est prudent de prévoir l'événement inverse, qui pourrait compromettre gravement le fonds de garantie. Le décret du 24 août 1793 n'autorise pas les inscriptions de rente pour une somme inférieure à 50 francs. Le montant des sommes remboursables en espèces par la Caisse aux déposants, inférieur pour chacun à 50 francs, représentent ensemble un chiffre important. Depuis longtemps on attend la modification de ce texte, qui s'oppose à la diffusion des titres de rente. Une loi du 14 avril 1819, pour permettre une plus grande facilité de négociation, a fait créer dans chaque département un livre auxiliaire du grand livre ; bien que rendant les transferts plus rapides et plus faciles, cette mesure est insuffisante et, en tout cas, ne répond pas aux désirs de Delessert.

Lors de la discussion du budget de 1821, il attire sur ce point l'attention de la Chambre, au moment même où, pour liquider l'arriéré, on va mettre en circulation de nouvelles valeurs. Il fait remarquer que « sur 10 millions de cotes d'impositions, il « y a 7 millions au-dessous de 20 francs, et, cependant, le « montant des propriétaires de fonds publics inscrits sur le « grand livre ne s'élève qu'à 180.000 tandis qu'on en compte « 800.000 en Angleterre. Si l'on n'est pas effrayé de la multi- « plicité des petites cotes, on ne doit pas l'être de l'augmen- « tation du nombre des petites inscriptions de rente. Cette me- « sure, d'appeler tous les Français, et surtout les moins aisés,

« à prendre intérêt dans la fortune publique, peut avoir des « résultats incalculables sous le rapport de la morale et de la « politique ». Il demande donc que l'on rapporte l'article 3 de la loi du 24 août 1793, fixant à 50 francs la somme, au-dessous de laquelle on ne peut plus faire d'inscription au grand livre. Selon lui la limite devra être fixée désormais à 5 francs.

Le ministre des Finances, effrayé de l'augmentation de travail que la nouvelle mesure entraînera pour ses services, s'y oppose. Une transaction à 25 francs va être adoptée, lorsque le Baron Louis obtient de faire renvoyer la réforme proposée à l'année suivante, espérant que d'ici là on trouvera une solution satisfaisante. Pendant ce temps la direction de la Caisse d'Épargne craint toujours les conséquences de fluctuations possibles de la rente, et, prudemment, cherche le moyen d'éviter une catastrophe où pourrait sombrer l'institution elle-même. En attendant que le Parlement vote la réforme, la Caisse refuse de recevoir, en une fois des sommes supérieures à 200 francs, pour les premiers versements, à 100 francs pour les autres. Les sommes déposées et non employées en achat de rentes se trouvent diminuées d'autant. En 1822, Delessert présente à nouveau sa proposition, qui, cette fois, grâce à Villèle, est votée sans discussion. « Le minimum des rentes 5 % consolidées, inscriptible « au grand livre de la dette publique et susceptible d'être trans- « féré, fixé à 50 francs par la loi du 24 août 1793, est, et demeure « réduit à la somme de 10 francs, chiffre adopté à titre tran- « sactionnel ». Une ordonnance du 30 octobre 1822 autorise la Caisse d'Épargne à transférer ses inscriptions au nom des propriétaires de dépôt, dès que la créance de chacun d'eux est parvenue à la valeur de 10 francs de rente. Complétant cette mesure et, pour n'encourager que le dépôt des petites épargnes, une ordonnance du 23 avril 1823 approuve les modifications apportées aux statuts n'autorisant qu'un maximum de dépôt de 50 francs par semaine ; en revanche, les sommes supérieures à 1 franc portent intérêt ; tous les intérêts sont capitalisés tous les six mois.

En 1824, le gouvernement projette de convertir les rentes de 5 % au taux de 3 % seulement. La mesure est dure pour les caisses d'épargne. Delessert tente, mais en vain, de persuader

la commission de la Chambre d'excepter de la mesure « toutes
« les rentes, inscrites sur le grand livre de la dette publique
« ou qui le seront à l'avenir au nom des caisses d'épargne et
« celles transférées par elles à leurs déposants, qui continueront
« à jouir de l'intérêt de 5 %. Celles qui cesseront d'être la pro-
« priété des caisses d'épargne ou des déposants auxquels elles
« les auront transférées, cesseront de jouir de cette faveur et ne
« recevront l'intérêt qu'au taux des rentes de nouvelle créa-
« tion ». Sur l'intervention de Villèle, le projet de conversion
est voté sans aucune modification. A la Chambre des Pairs, La
Rochefoucauld-Liancourt défend la cause des petits épargnants
et, notamment, des ouvriers, qu'il faut encourager à l'écono-
mie. Les Pairs, devant le mécontentement grandissant et l'in-
tervention de l'Archevêque de Paris, rejettent le projet.

Les inscriptions de 10 frs de rente deviennent d'un nombre
si considérable que les employés de la dette ne parviennent plus
à inscrire chaque semaine les transferts. Une ordonnance du
14 mai 1826 autorise à porter sur le livre de la dette la seule
mention : « Rentes appartenant aux déposants » sauf par la
suite à les transférer au nom des déposants qui voudraient en-
trer en possession de leurs inscriptions.

La hausse persistante des rentes, en diminuant les revenus
de la Caisse, la gêne considérablement, car elle s'est engagée,
à servir un intérêt fixe aux déposants de sommes inférieures à
10 frs de rente. Aussi, Delessert, en 1829, propose-t-il « pour
« faciliter le placement à intérêt de fonds déposés dans les
« Caisses d'épargne, d'émettre en leur faveur des bons royaux
« spéciaux, remboursables en prévenant quinze jours à l'avance
« et qui produiraient un intérêt fixe ». Il invoque à l'appui de
sa proposition l'exemple de l'Angleterre, qui a créé un fonds
spécial, en bonifiant aux sommes versées à la Banque un intérêt
supérieur à celui auquel étaient émis les bons de l'Echiquier.
Le ministre refuse en raison de l'accroissement des dépenses et
aussi de l'augmentation de la dette flottante que cette mesure
entraînerait. Il déclare que les crédits en bons royaux ne doi-
vent être émis qu'au moment où le Trésor en a besoin. Cepen-
dant, peu de temps après, le surcroît de travail du service de la
dette oblige le gouvernement à accepter en compte courant au

Trésor, en leur servant un taux fixe (1), les fonds des caisses d'épargne ayant une administration gratuite. Les déposants ne pourront pas avoir de rapports avec le Trésor royal. Les receveurs généraux et particuliers ne connaîtront que les caisses ; leur tâche se trouvera ainsi facilitée d'autant.

Delessert est devenu président la Caisse d'épargne de Paris à la mort de La Rochefoucauld-Liancourt. Le 30 juillet 1830, il ne reçoit pas du Trésor les inscriptions de rente. Conscient de l'utilité des remboursements au moment où beaucoup ne peuvent plus travailler, il fait ouvrir les bureaux. Mais le Gouvernement de la Banque de France, qui les abrite, fait fermer les portes de crainte que des gens armés ne s'introduisent en foule dans les bâtiments. Le caissier emmène chez lui les personnes les plus pressées et leur distribue des acomptes. L'alerte passée, la Caisse reprend peu à peu son activité.

Si Delessert pense que c'est à l'initiative personnelle qu'incombe le soin de créer une caisse d'épargne, parce que seul le particulier aura assez à cœur de surmonter les difficultés et saura s'adapter aux nécessités pratiques imposées par le public, il estime que le législateur doit asseoir l'institution en lui donnant un statut légal et lui assurant ainsi sa protection officielle. Aussi en janvier 1834, présente-t-il à la Chambre une proposition mentionnant seulement les principes qu'il veut faire reconnaître. Il sera bien temps, plus tard, s'il y a lieu, d'introduire les dispositions de détail, qui actuellement ne pourraient que compliquer la discussion, et même peut-être la faire ajourner. Les seuls innovations sont les suivantes : Delessert propose que les préfets fassent établir des caisses dans les chefs-lieux de département et d'arrondissement où il n'y en a pas encore. Les receveurs des finances pourront servir d'intermédiaires et auront pour mission de transmettre aussitôt les fonds à la Caisse des dépôts et consignations, qui les placera en effets publics. Le taux de l'intérêt sera fixé chaque année par le ministre des finances. La commission, dont Delessert fait partie, n'hésite pas

(1) Ordonnance du 3-6-29 et articles 7 de la loi du 2 août 1829, votée sur la proposition de Delessert.

à apporter quelques modifications. Notamment, les particuliers resteront libres d'ouvrir des caisses après autorisation. A leur défaut, les municipalités pourront y pourvoir, à condition d'offrir un local et d'assumer une partie des dépenses d'administration. Elles seront gérées gratuitement par les délégués des bienfaiteurs, avec le préfet ou le sous-préfet dans les localités de leur résidence, le maire et deux délégués du conseil municipal, et, pour celles subventionnées par les conseils généraux, les membres du conseil général élus par l'arrondissement. Les pièces nécessaires aux opérations des caisses seront exemptées du droit de timbre. Les sommes restées au compte du déposant, qui sera resté trente ans sans faire aucune opération, ou qui, avant ce délai, sera décédé sans héritier, seront acquises à la caisse. Sur la demande du ministre, il est stipulé que les fonds encaissés par les receveurs, seront versés en compte courant au Trésor et non à la Caisse des dépôts et consignations. Mais la Chambre est dissoute avant d'avoir pu discuter la proposition qui vient à l'ordre du jour de la législature suivante.

Les craintes de Delessert se réalisent. Après le rapport du Baron Charles Dupin, chacun veut apporter à la loi la contribution de ses idées personnelles. C'est alors que, dominant la discussion, Lamartine demande mais en vain le rétablissement du projet primitif, voulant que les fonds soient déposés à la Caisse des dépôts et consignations, qui les emploierait, et non au Trésor, où ils accroîtraient la dette flottante. Une partie de la Chambre est opposée à toute immixtion du Pouvoir dans la constitution des caisses comme dans les actes de leur vie, et veut les tenir soigneusement à l'écart des vicissitudes que peut subir le crédit public. Par contre, le ministre des Finances, tout en promettant pour l'avenir la même sollicitude que par le passé et laissant entendre qu'il n'exigera pas les droits de quittance sur les remboursements des caisses « se refuse à laisser inscrire « dans la loi une exception qui porte atteinte au principe de « l'égalité en matière d'impôt ». La Chambre des Pairs approuve le point de vue du Ministre. Enfin, Delessert ne peut obtenir que les sommes restées trente ans au compte du déposant sans aucun retrait ou versement par lui ou ses ayant cause, soient acquises à la Caisse d'épargne. Le Gouvernement admet par contre

que le compte du déposant reviendra à la caisse toutes les fois où la succession est dévolue à l'Etat. Mais cette mesure analogue à celle dont bénéficient les hospices pour les objets appartenant aux personnes qui y meurent, est rejetée par la Chambre des Pairs. C'est dommage que la Caisse d'épargne se trouve privée de ces ressources. Elles ne lui auraient pas été inutiles. Grâce aux sommes provenant des dons des fondateurs et des générosités auxquelles ils ont servi d'exemple, la Caisse de Paris a pu ne faire aucune des retenues autorisées par les ordonnances pour les frais de gestion et de personnel. Le développement de l'institution ne le permettra plus, ses frais prenant une grande importance par rapport à ses ressources propres.

Le temps va montrer une fois de plus la justesse des vues de Delessert. En 1834, il a proposé que les fonds soient déposés à la Caisse des dépôts et consignations et placés en effets publics, dont la négociation aurait eu lieu par degrés dans le cas où les remboursements aux déposants ne seraient pas compensés par les nouveaux versements et où la trésorerie ne pourrait plus suffire ; le Ministre des Finances a obtenu qu'ils figurent dans les comptes courants du Trésor. Mais, en 1836, les dépôts montent à 86 millions pour la seule Caisse de Paris ; la dette flottante s'enfle continuellement ; comme l'indique Delessert en rapportant le projet qui deviendra la loi du 31 mars 1837 et qui reprend les propositions de 1834, « une trop grande accumulation
« de capitaux devient onéreuse pour le Trésor qui n'a pas les
« moyens de faire valoir les fonds. Les caisses d'épargne trou-
« veront dans ce changement plus de sécurité. Le projet de loi
« leur donne un gage matériel en rentes, gage qui n'existe pas
« actuellement, et elles conserveront néanmoins la garantie du
« gouvernement ». Le projet est adopté étant entendu que l'Etat reste garant de la Caisse des Dépôts pour le service des intérêts et la ponctualité des versements. C'est ce texte qui, cent ans plus tard, continuera à régir l'institution.

Telle est dans ses grandes lignes la réglementation que Delessert a obtenu pour son œuvre. En 1844, la Caisse d'épargne de Paris est parvenue à fonder 16 succursales pour la capitale même et le département de la Seine. En France, le nombre des caisses fondées à l'exemple de celle de Paris, et souvent dans

les moindres détails sur les conseils de Delessert, n'est pas éloigné de 300. Scrupules d'ordre religieux sur la légitimité du placement à intérêt (1), craintes inspirées par le dépôt des fonds à la Caisse des dépôts et consignations, qui pour beaucoup, en raison de son caractère officiel, ne semble pas offrir toutes les garanties désirables, la plupart de ces préventions se sont dissipées. Le livret s'est répandu dans le public, et l'initiative prise à l'occasion de son mariage par le duc d'Orléans de dons à remboursement différé, placés à la Caisse d'épargne pour les enfants d'ouvriers, est bientôt fréquemment imitée.

Plusieurs fois, Delessert s'est demandé si vraiment le but a été atteint. Une statistique établie sur son ordre montre que chaque année voit augmenter le nombre des ouvriers déposants (2). Dès 1844, à Paris, sur 300.000 ouvriers des deux sexes, il y en a plus de 80.000 qui ont un livret : sur 80.000 domestiques, il y a 35.000 déposants. Le nombre des vols et des suicides diminue progressivement ; la prévoyance n'y est peut-être pas étrangère (3). Les valeurs engagées au Mont-de-piété de Paris diminuent régulièrement chaque année, malgré l'afflux de population pauvre dans la capitale. Dans ces conditions, il ne semble pas exagéré de dire avec Delessert que le « bienfait réel-lement politique de l'institution des caisses d'épargne a été

(1) Notamment à Bordeaux.

(2) Ainsi, en 1842 (Procès-verbaux de 1843) la statistique des ouvriers nouveaux déposants de l'année donne 321 boulangers, 304 maçons, 276 peintres, 356 ébénistes, 302 imprimeurs, 576 tailleurs, 704 cordonniers, et 903 commissionnaires et journaliers qui, à eux seuls, ont déposé 158.677 francs.

En 1846, à la veille de la mort de Delessert, à Paris, les premiers versements de l'année se répartissent ainsi :

		francs
Ouvriers	15.775	2.453.000
Artisans	3.399	719.897
Domestiques	6.975	1.115.228
Employés	2.593	455.976
Militaires et marins	1.362	263.839
Personnes de professions libérales.	1.633	314.341
Rentiers	2.581	601.475
Sociétés de secours mutuel	20	5.400

(3) Rapport à l'Assemblée générale de 1834.

« d'accroître l'étendue de la propriété ; la plus petite rente,
« quelque modique qu'elle soit, est une propriété, et toute pro-
« priété élève à ses propres yeux celui qui la possède, et donne
« un nouvel essort à ses facultés morales par cela seul qu'elle
« l'attache par un lien puissant et personnel à la prospérité
« commune de l'Etat ; il serait facile de démontrer à ceux qui
« en douteraient encore, combien est grande l'influence de la
« propriété sur l'esprit d'ordre et de modération morale de la
« population de chaque pays et combien surtout en la généra-
« lisant, la propriété donnerait la facilité de gouverner en paix
« et sans effort, de posséder sans domination et d'obéir sans
« servitude ».

CONCLUSION

Delessert a assisté à une transformation profonde de la société. La Révolution française n'en est certainement pas la seule cause. Dans tous les pays de l'Europe occidentale se produit une évolution sociale, due notamment, au développement de l'industrie et des échanges.

On voit s'ouvrir un peu aux échanges les économies nationales, que chacun s'efforçait, auparavant, de fermer aux entreprises du voisin. Ce changement dû vraisemblablement aux idées des philosophes du XVIII^e siècle et à l'inégalité de la répartition des ressources en matière première entre les différents pays, a fait sentir, dès la naissance de la grande industrie, la nécessité d'adopter une division du travail. Les modifications profondes apportées au régime de la production expliquent peut-être, sinon la naissance, du moins le développement du libéralisme.

Delessert a été un libéral, mais non un dogmatique. Sa formation, ses origines lui ont appris à ne pas négliger l'enseignement des faits. Cela explique que, bien souvent, il se soit trouvé en contradiction avec ses contemporains dont certains voulaient appliquer avec rigueur la liberté dans tous les domaines. L'attitude de Delessert, par exemple, dans la question douanière, montre combien sa conception est souple et vivante. Pensant que la France doit créer et développer une industrie nationale capable de concurrencer les pays étrangers et même de conquérir leurs propres marchés, il n'hésite pas, même contre l'avis des autres commerçants et manufacturiers, à préconiser un régime de protection douanière.

Devant le scepticisme des dirigeants, Delessert donna lui-même l'exemple en produisant à des prix bas, mais rémunérateurs, des gazes et des mousselines, dont la qualité ne le cédait en rien à celles de l'Angleterre. C'est à son initiative que l'on doit la découverte d'un procédé industriel pratique de fabrication du sucre de betterave, permettant à la France de s'affranchir de la tutelle étrangère. Pendant ce temps, il s'est efforcé de stimuler l'émulation des autres à la Société pour l'encouragement de l'industrie nationale.

Delessert, tout en reconnaissant que le libéralisme était favorable à la production, se rendit compte de l'insuffisance d'un tel système pour résoudre de façon équitable les problèmes de la répartition des richesses. Il s'efforça, au début, de porter remède aux misères qu'il rencontrait. Il rétablit la Société Philanthropique et apporta sa collaboration bénévole au Conseil des hôpitaux et hospices. Mais, bientôt, il est persuadé que la masse ne sera attachée au régime que si elle participe pleinement aux avantages matériels et moraux de l'instruction et de la propriété. C'est à cette tâche qu'il consacra les dernières années de sa vie.

Ayant constaté que le jeu normal des lois économiques pouvait aboutir à bien des iniquités, il s'est efforcé d'y porter remède en faisant également appel chez chacun à des forces d'un autre ordre, aux forces morales.

Vu, le Président :

Joseph BARTHÉLEMY.

Vu, le Doyen :

Georges RIPERT.

Vu, et permis d'imprimer

Le Recteur de l'Académie de Paris

G. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

- AFTALION : *L'œuvre économique de Sismondi*. Paris, 1899, in-8.
- APPERT : *Bagnes, prisons et criminels*. Paris, 1836, 4 vol. in-8.
- Comte d'ARGOUT : *Notice sur la vie de Benjamin Delessert*. Paris, 1847, in-8.
- Joseph BARTHÉLEMY : *Le problème de la compétence dans la démocratie*. Paris, 1918, in-8.
- BAYARD : *La Caisse d'épargne et de prévoyance de Paris*. Paris, 1892, in-8.
- J. BEAUVERIE : *Trois mécènes de la Botanique : Benjamin Delessert, Edmond Boissier, Prince Roland Bonaparte*. Lyon, 1931, in-4.
- S. BÉRARD : *Souvenirs sur la Révolution de 1830*. Paris, 1834, in-8.
- BERTAUT : *La Bourse*. Paris, 1933, in-8.
- BERTAUT : *Le roi bourgeois*. Paris, 1936, in-8.
- L. BONNARDET : *Rapport... sur l'éloge de B. Delessert*. Lyon, 1849, in-8.
- M. BOUCHET : *L'assistance publique en France pendant la Révolution*. Paris, 1908, in-8.
- E. BOURGEOIS : *La liberté de l'enseignement*. Paris, 1902, in-12.
- G. et H. BOURGIN : *Le régime de l'industrie en France de 1814 à 1848*. Paris, 2 vol. in-8, 1912.
- Mémoires et souvenirs* d'Augustin Pyramus de CANDOLLE, écrits par lui-même et publiés par son fils. Genève, 1862, in-8.
- Alph. de CANDOLLE : *Recherches sur l'origine des caisses d'épargne*. Genève, 1836, in-8.
- Alph. de CANDOLLE : *Sur le musée botanique de Benjamin Delessert*. Genève, 1845, in-8.
- CHAPTAL : *Mes souvenirs sur Napoléon*. Paris, 1893, in-8.
- P.-A. CAP : *Benjamin Delessert*. Paris, 1850, in-8.
- CHARLÉTY : *Histoire du Saint-Simonisme*. Paris, 1931, in-8.
- CHOQUET : *La Chambre de Commerce de Paris en l'an XI et XII de la République*. Paris, 1900, in-4.
- G. CERISE : *La lutte contre l'incendie avant 1789*. Paris, 1893, in-8.
- COLSON : *Cours d'économie politique*. Paris, 1928, in-8.

- C. V. : *Notice biographique sur la vie et les travaux politiques et scientifiques de M. le Baron Delessert*. Paris, 1844, in-8.
- Adolphe et Alexandre DELESSERT : *Notice généalogique et historique sur la famille Delessert*. Lausanne, 1855, in-16.
- Benjamin DELESSERT : *Fondations qu'il serait utile de faire*. Paris, 1845, in-8.
- Benjamin DELESSERT : *Le guide du bonheur*. Paris, 1861, in-16.
- DELESSERT : *Icones selectae plantarum quas in systemate universali ex herboriis Parisiensibus, praesertim ex Lassertiano, descripsit Aug. Pyr. Decandolle ex archetypi speciminibus a Turpis delineatae, et editae a B. D. Parisiis 1820-1845*.
- B. DELESSERT et de CANDOLLE : *Sur les fourneaux et les soupes économiques*. Paris, in-8, s.d.
- FERDINAND-DREYFUS : *La Rochefoucauld-Liancourt*. Paris, 1903, in-8.
- FUNCK-BRENTANO : *L'Ancien Régime*. Paris, 1926, in-8.
- DUPIN : *Travaux et bienfaits de M. le Baron Delessert*. s. l., s. d., in-8.
- ETIENNE : *Les deux gendres*. Paris, 1811, in-8.
- FAGUET : *Politiques et moralistes*. Paris, 1891, in-8.
- A. FRANCK : *Philosophie du droit pénal*. Paris, 1880, in-4.
- B. FRANKLIN : *La science du bonhomme Richard*. Dijon, 1827, in-16.
- P. GAXOTTE : *L'Etat pauvre dans un pays riche*. Paris, 1928, in-8.
- P. GAXOTTE : *La Révolution française*. Paris, 1928, in-8.
- DE GÉRANDO : *De la bienfaisance publique*. Paris, 1837, 4 vol. in-8.
- DE GÉRANDO : *Rapport sur les travaux de la Société de Paris pour l'instruction élémentaire*. Paris, 1816, in-8.
- Ch. GIDE et Ch. RIST : *Histoire des doctrines économiques*. Paris, 1826, in-8.
- O. GRÉARD : *Education et instruction primaire*. Paris, 1887, in-8.
- GUİZOT : *De la peine de mort en matière politique*. Paris, 1822, in-8.
- GERVAIS : *Histoire de l'Hôpital Necker*. Paris, 1883, in-8.
- HANOTAUX : *Histoire de la nation française*, tome X. Paris, 1927, in-4.
- J. J. HANS : *La peine de mort*. Gand, 1867, in-8.
- HERBAUT : *La garde nationale*. Paris, 1913, in-8.
- JARRY DE MANCY : *Etienne Delessert*. s. l., s. d., in-8.
- Daniel MONNET : *Les origines intellectuelles de la Révolution française*. Paris, 1933, in-4.
- JOUY : *L'ermite de la Chaussée d'Antin*. Paris, 1813, in-12.
- LAFFITTE : *Mémoires*. Paris, 1932, in-8.
- L. LALLEMAND : *La Révolution et les pauvres*. Paris, 1898, in-8.
- LEMONTEY : *Sur les avantages de la caisse d'épargne*. Paris, 1834, in-16.
- Cte A. DE LABORDE : *Plan d'éducation pour les enfants pauvres d'après les deux méthodes combinées du Dr Bell et de M. Lancaster*. Paris, 1816, in-8.
- LANZAC DE LABORIE : *Paris sous Napoléon*. Paris, 1906-1910, 6 vol. in-8.
- A. LEROY-BEAULIEU : *La Révolution et le libéralisme*. Paris, 1890, in-4.

- LEVASSEUR : *Le Conservatoire des Arts et Métiers*. Paris, in-8, s. d.
- LEVASSEUR : *Histoire des classes ouvrières de 1789 à 1870*. Paris, 1903, 2 vol. in-8.
- E. LEVASSEUR : *Histoire du commerce de la France depuis 1789*. Paris, 1912, 2 vol. in-4.
- LHOMER : *Perrégaux et sa fille la duchesse de Raguse*. Paris, 1926, in-8.
- A. LIESSE : *Portraits de financiers*. Paris, 1908, in-8.
- Frédéric MASSON : *Jadis*. Paris, 1905, in-8.
- Frédéric MASSON : *Pour l'Empereur*. Paris, 1914, in-8.
- STUART-MILL : *L'utilitarisme*.
- MONTESQUIEU : *Esprit des lois*.
- SAVA MOYITCH : *Le Parlement économique*. Paris, 1927, in-8.
- A. NICOLAS : *Du Protestantisme*. Paris, 1869, 2 vol. in-8.
- NYON : *Précis de la méthode d'enseignement mutuel pour les nouvelles écoles élémentaires*. Paris, 1816, in-8.
- L. PASSY : *Frochot, Préfet de la Seine*. Paris, 1867, in-8.
- PASTORET : *Rapport sur l'état des hôpitaux, des hospices et des secours à domicile depuis le 1^{er} janvier 1804 au 15 janvier 1814*. Paris, 1816, in-4.
- PEAN DE SAINT-GILLES : *La Maison Philanthropique de Paris*. Paris, 1898, in-12.
- J. PIGEIRE : *La vie et l'œuvre de Chaptal*. Paris, 1932, in-8.
- POUTHAS : *Guizot pendant la Restauration*. Paris, 1923, in-8.
- QUILLET : *Passy et ses environs*. Paris, 1836, in-8.
- G. RAMON : *Histoire de la Banque de France*. Paris, 1929, in-8.
- ROCHEGUDE : *Promenades dans Paris*. Paris, s.d., 20 vol. in-16.
- Lettres inédites de J.-J. ROUSSEAU à Mmes Boy de la Tour et Delessert, publiées par Philippe Godet et Maurice Boy de la Tour*. Paris, 1911, in-8.
- A. ROUXEL, MASSMANN et L. LARCHEY : *Les grands hommes de la France. Industriels*. Paris, 1899, in-8.
- ROUAULT DE LA VIGNE : *La loterie à travers les âges et plus particulièrement en France*. Paris, 1934, in-16.
- RUMFORD : *Essais politiques, économiques et philosophiques*. Paris, 2 vol. in-8.
- SENES : *Les origines des compagnies d'assurances*. Paris, 1900, in-8.
- Ed. THÉRY : *La fortune publique en France*. Paris, 1911, in-8.
- THUREAU-DANGIN : *Le parti libéral sous la Restauration*. Paris, 1888, in-8.
- TISSERON et C. V : *Notice nécrologique sur M. le Baron Benjamin Delessert*. S. l., s. d., in-8.
- TISSERON et de QUINCY : *Notice sur M. le Baron Delessert (Benjamin)*. Paris, s.d., in-8.
- G. WEILL : *L'école Saint-Simonienne*. Paris, 1896, in-8.
- WEILL : *Saint-Simon et son œuvre*. Paris, 1894, in-16.
- La Chambre de Commerce à l'exposition de 1900*. Paris, 1900, in-4.

Le Centenaire de la Nationale, ancienne Compagnie Royale d'assurances sur la vie. Villeneuve St Georges, 1930, in-4.

Guide des fondateurs et des maîtres pour l'établissement et la direction des écoles élémentaires de l'un et l'autre sexe, basée sur l'enseignement mutuel, avec des gravures et des tableaux. Paris, 1816, in-8.

Histoire du sucre de betterave. Paris, 1912, in-4.

Le livre du centenaire du Journal des Débats. Paris, 1869, in-4.

Le livre noir de MM. Delavau et Franchet ou répertoire alphabétique de la police politique sous le ministère déplorable. Paris, 1829, in-8.

Les notabilités contemporaines. M. le Baron Benjamin Delessert. Paris, 1846, in-8.

Relation du séjour de M. Benjamin Delessert à Saumur. Saumur, s. d., in-8.

Annales d'hygiène publique et de médecine légale.

Bulletin historique et littéraire de la Société de l'histoire du protestantisme français.

Bulletin de la Société d'agriculture.

Bulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale.

Bulletin de la Société historique d'Auteuil et de Passy.

Journal des Débats.

Moniteur Universel.

La Renommée.

Revue Pénitentiaire.

La Revue Populaire.

Archives Nationales : A.F. IV, 1050.

A.F. IV pl., 6196.

F7, 3837.

F7, 4341.

F7, 6807, N° 1432.

F7, 6960, N° 12024.

F12, 192.

E17, 7433.

E188, 2335-2336.

T 699.

Archives parlementaires.

Bibliothèque nationale : manuscrits.

Procès-verbaux, rapports et comptes rendus du Conseil des hôpitaux et hospices, de la Chambre de Commerce de Paris, du Conseil général du commerce, de la Caisse d'épargne et de prévoyance de Paris, de la Banque de France.

Papiers et lettres appartenant à M. le Baron Hottinguer.

Ecole libre des Sciences Politiques : Fonds Pastoret.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	5
I. — LA JEUNESSE DE DELESSERT, SA FORMATION	19
II. — LA COLLABORATION AVEC LE POUVOIR	38
A — <i>L'assistance</i> . 1) La Société Philanthropique	40
2) Le Conseil des hôpitaux et des hospices ..	51
B — <i>Le Commerce</i> . 1) La Chambre de Commerce de Paris	63
2) Le Conseil général du commerce	90
C — <i>L'industrie</i> . 1) La Société pour l'encouragement de l'indus-	
trie nationale	96
2) La fabrication du sucre de betterave	103
3) Delessert et le Saint-Simonisme	114
III. — AVEC L'OPPOSITION LIBÉRALE	123
A — <i>Une tentative de réforme du régime pénitentiaire</i>	133
B — <i>L'enseignement primaire</i>	149
C — <i>La Société de morale chrétienne</i>	158
IV. — LA DÉFENSE DE LA FAMILLE ET DE LA PROPRIÉTÉ	165
A — <i>Les députés et la révolution de 1830</i>	165
B — <i>La suppression des tours</i>	172
C — <i>L'assurance contre l'incendie</i>	175
D — <i>La suppression de la Loterie</i>	180
E — <i>Les Caisses d'épargne</i>	185
CONCLUSION	203
BIBLIOGRAPHIE	205

